

Collection: La faim dans le monde

La faim et le rôle des marchés



Programme
Alimentaire
Mondial

earthscan



Collection: La faim dans le monde La faim et le rôle des marchés

Publiée par Earthscan en 2009

Copyright © Programme alimentaire mondial, 2009

ISBN: 978-1-84407-849-3

ISBN PAM: 978-92-92050-13-6

Tous droits réservés. La présente publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou diffusée, en totalité ou en partie, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit: qu'il s'agisse de moyens électroniques ou mécaniques, de photocopies, d'enregistrements ou autres, sans autorisation préalable. Les demandes d'autorisation de reproduire ou de traduire les publications du PAM – que ce soit à des fins commerciales ou non commerciales – doivent être adressées à la Division de la communication et de la stratégie de politiques publiques à l'adresse ci-dessous.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qu'elle contient n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial aucune prise de position quant au statut juridique et politique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes indiquées en pointillé sur les cartes représentent la délimitation approximative de la frontière n'ayant pas encore fait l'objet d'un accord. Le Programme alimentaire mondial a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations figurant dans la présente publication, mais les données publiées sont distribuées sans garantie expresse ou implicite de quelque nature que ce soit. L'interprétation de ces données et l'utilisation qui en est faite relèvent de la seule responsabilité du lecteur, le Programme alimentaire mondial n'assumant aucune responsabilité concernant tout préjudice qui pourrait en résulter.

Traduction: Françoise Barber et Muriel de Grey pour First Edition Translations Ltd, Cambridge (Royaume-Uni)

Conception: Deepend Italia Spa

Mise en page: MapSet Ltd, Gateshead

Les publications du Programme alimentaire mondial sont disponibles auprès de la Division de la communication et de la stratégie en matière de politiques publiques

Via Cesare Giulio Viola, 68/70

00148 Rome, Italie

Tél: +39 066513 2628

Fax: +39 066513 2840

Courriel: wfpinfo@wfp.org

Site Web: www.wfp.org

Pour en savoir plus sur la *Collection: La faim dans le monde*, ou pour signaler toute erreur ou omission, consulter le site www.wfp.org/publications/list?type=367&year=All ou envoyer un courriel à l'adresse suivante: wfpinfo@wfp.org

Pour une liste complète des publications d'Earthscan, prière de contacter:

Earthscan

Dunstan House, 14a St Cross Street

Londres EC 1N 8XA, Royaume-Uni

Tél.: +44 (0)20 7841 1930

Fax: +44 (0)20 7242 1474

Courriel: earthinfo@earthscan.co.uk

Site Web: www.earthscan.co.uk

22883 Quicksilver Drive, Sterling, VA 20166-2012 (États-Unis)

Earthscan publie en association avec l'Institut international pour l'environnement et le développement

Earthscan s'efforce de minimiser son impact sur l'environnement et son empreinte carbone en réduisant les déchets, en les recyclant et en compensant ses émissions de CO₂, y compris celles créées par la publication de cet ouvrage. Pour plus de renseignements sur sa politique environnementale, consulter le site www.earthscan.co.uk

Cet ouvrage a été imprimé à Malte par Gutenberg Press au moyen d'encre à base de soja. Le papier est certifié FSC (Conseil de bonne gestion forestière).

Collection: **La faim dans le monde**

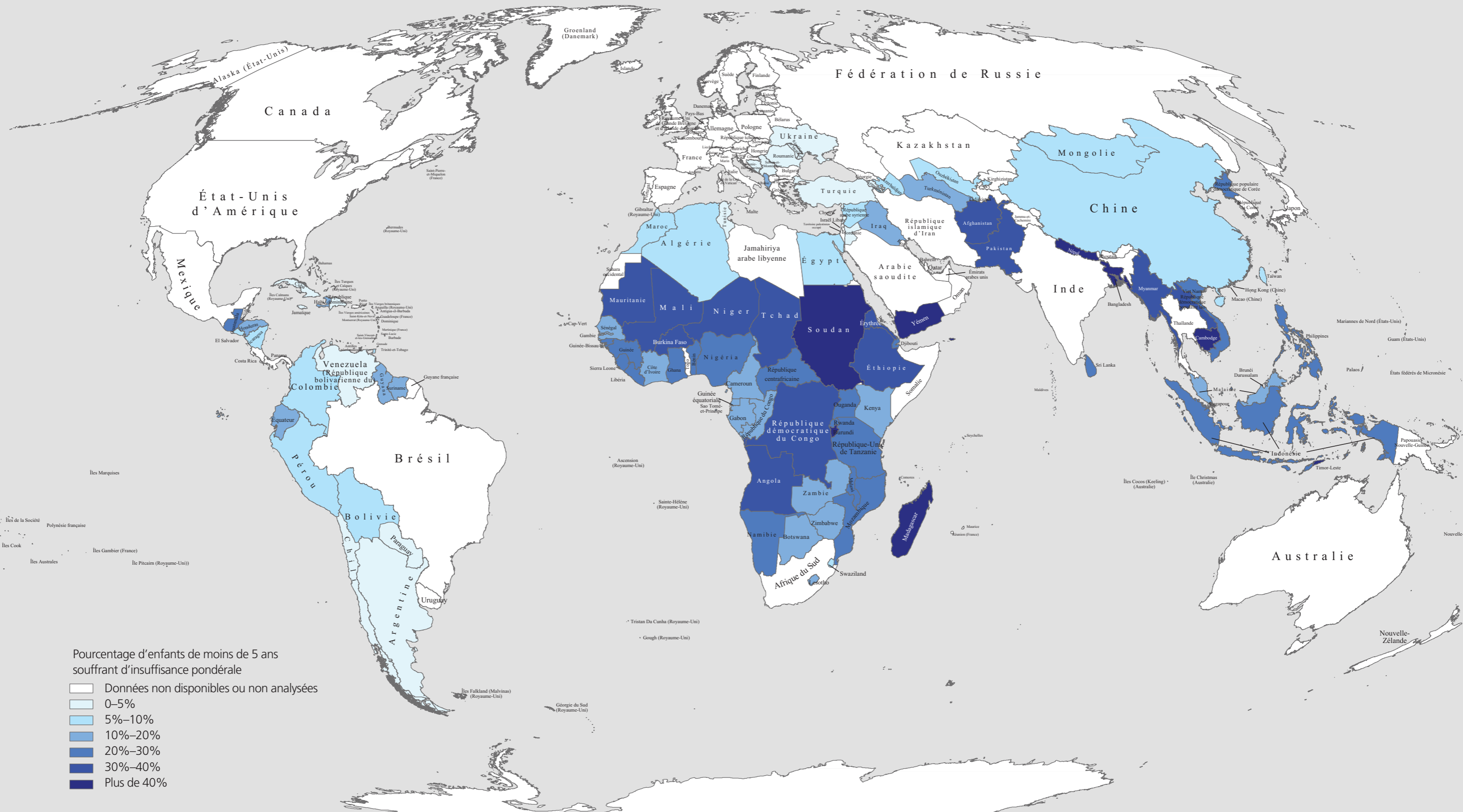
La faim et le rôle des marchés



Programme
Alimentaire
Mondial

earthscan

Carte A – L'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans



Ni les frontières et noms indiqués sur cette carte, ni les désignations y figurant n'impliquent une reconnaissance ou acceptation officielle de la part des Nations Unies.

Source des données: recueil de références, tableau 1
 Carte élaborée par le Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (OMXF) du PAM, février 2009

Remerciements

Il existe dans le monde une quantité innombrable d'économistes et de spécialistes des marchés, ainsi que de nombreuses personnes spécialisées en matière de sécurité alimentaire. Toutefois, seul un nombre limité de personnes se penche sur la corrélation entre les marchés et la sécurité alimentaire. Le PAM a eu beaucoup de chance que plusieurs d'entre elles aient participé à son analyse de cette corrélation et à la préparation du présent rapport. Sans elles, ce rapport n'aurait jamais vu le jour.

L'édition 2009 de la *Collection: La faim dans le monde*, qui porte sur la faim et le rôle des marchés a été préparée sous la supervision générale de Stanlake Samkange, ancien Directeur de la Division des politiques, des stratégies et de l'appui aux programmes, et de David Stevenson, le Directeur actuel. Henk-Jan Brinkman, principal auteur et chef d'équipe, a été aidé avec grande compétence par Ceren Gürkan. Avec Ludovic Subran, ils ont rédigé des parties importantes du rapport. Ugo Gentilini, Ulrich Hess, Vivien Knips et Issa Sanogo ont complété leur travail. Tous appartiennent au personnel du PAM. Jan Lundius et Jane Shaw ont fourni une aide rédactionnelle. Plusieurs stagiaires et bénévoles ont apporté une aide excellente: Mathias André, Emilio Batzella, Alessandra Gaia, Adam Goldenberg, Farzad Kapadia, Gilles Koumou, Marc Lundwall, Adeline Renat, Mariateresa Silvi et Stefania Spoto. Leurs contributions et leur assiduité au travail ont été particulièrement appréciées.

Des documents d'information ont été préparés par Erin Lentz pour le chapitre 9, Phumzile Mdladla pour l'*intermezzo* 6.1 et Johan Swinnen pour le chapitre 5. La figure 4.1 s'inspire de travaux antérieurs réalisés par Steven Haggblade, David Tschirley et des collègues de la Michigan State University sur la Stratégie régionale du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) en matière de sécurité alimentaire pour le Pilier III du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique. Lia van Wesenbeeck et Max Merbis ont préparé la figure 1.2. Jenny Aker a eu

l'amabilité de fournir les données utilisées dans la figure 2.3. Paul Dorosh a eu la gentillesse d'actualiser la figure 6.4. Le PAM remercie tout un chacun de ces contributions très précieuses.

Le processus de rédaction a été facilité par une consultation à Rome en février 2008. Le PAM tient à manifester aux participants, et notamment à Stephen Devereux, Cynthia Donovan, Paul Dorosh, Gary Eilerts, Kisan Gunjal et Lili Mohiddin, sa gratitude pour leurs contributions.

Plusieurs spécialistes ont fait part d'observations très utiles concernant les divers projets de rapport: Shukri Ahmed, Gustavo Anriquez, Aziz Arya, Liliana Balbi, Chris Barrett, Stephen Devereux, Marie Claude Dop, Ali Gürkan, Lawrence Haddad, Steven Haggblade, David Hallam, John Hoddinott, Henri Josserand, David Kahan, Marco Knowles, Erin Lentz, Justin Yifu Lin, Kostas Stamoulis, Françoise Trine et Patrick Webb. Le PAM tient à les remercier de l'avoir généreusement fait profiter de leur expertise.

Des collègues du PAM ont fourni une aide et des contributions utiles: Thomas Beuter, Sabine Bongi, Nick Crawford, Agnes Dhur, Adama Faye, Alberto Gabriele, Deborah Hines, Suan Khaffaf, George Mu'Ammar, Steven Were Omamo, Robert Opp, Simon Renk, George-André Simon, Joanna Syroka, Gaurab Tewari, Andrew Thorne-Lyman, Tina van den Briel et Sonali Wickrema.

Ce rapport a été produit avec l'assistance de Cristina Ascone de la Division de la communication et de la stratégie de politiques publiques et de Paolo Grillo de l'Unité de la traduction et de la documentation.

Le projet de rapport a été rédigé en grande partie entre la mi-2007 et la mi-2008. L'analyse présentée au chapitre 3 et certaines des figures ont été mises à jour au moyen de données datant de la fin 2008.

Exacerbée par des prix alimentaires qui ont atteint un niveau record, la faim est en marche dans le monde entier. Au cours des années 2007 et 2008, 115 millions d'individus ont rejoint les rangs des personnes gravement dénutries. Aujourd'hui, près de 1 milliard de personnes ne savent souvent pas d'où viendra leur prochain repas et, toutes les six secondes, un enfant meurt de causes liées à la faim.

Assurer à tout un chacun, et tout particulièrement à la prochaine génération, l'accès à une alimentation abordable et adéquate est par conséquent l'un des enjeux les plus urgents de notre temps. En raison de leur nature fugace, les marchés alimentaires qui fonctionnent bien empoisonnent depuis longtemps l'existence des responsables politiques qui cherchent à relever ce défi. Toutefois, comme ils peuvent être des vecteurs de transformation structurelle, d'innovation et d'une croissance d'ensemble conduisant à une réduction profonde et rapide de la faim, ces marchés jouent aussi un rôle positif.

Cette troisième édition de la *Collection: La faim dans le monde* examine la corrélation complexe entre les marchés et la faim. Ce rapport ne saurait être plus pertinent, ni arriver à un moment plus opportun. Ces dernières années, nous avons été témoins des conséquences néfastes du coût élevé des produits alimentaires sur l'état nutritionnel des populations vulnérables, et notamment des enfants de moins de 2 ans. Nous faisons face maintenant à une nouvelle défaillance du marché dont l'ampleur est sans précédent. La crise financière actuelle, qui est mondiale, détruit les moyens de subsistance et aggrave les répercussions négatives des prix alimentaires élevés, qui avaient déjà fragilisé les capacités de survie de millions de personnes dans le monde. Les systèmes alimentaires mondiaux et nationaux, sombrant dans le chaos, sont incapables de réagir de façon adéquate.


Aussi, les responsables politiques et les praticiens s'inquiètent-ils des risques posés par les marchés alimentaires. C'est leur devoir. Toutefois, le présent rapport réaffirme un enseignement important du passé: dans les efforts que nous déployons pour tenir compte de ces risques, nous ne devons pas négliger ni amoindrir le potentiel des marchés, qui peuvent faciliter la distribution de vivres dans un

large éventail de contextes, y compris lors de crises humanitaires.

Cette édition de la *Collection: La faim dans le monde* coïncide avec un moment important de l'histoire du PAM. Par l'adoption d'un nouveau Plan stratégique, le Programme s'est positionné en leader et innovateur dans la lutte contre la faim. La transformation du PAM d'une agence d'aide alimentaire en une agence d'assistance alimentaire constitue la dynamique centrale du plan. Ce changement, qui est motivé en partie par les tendances des marchés alimentaires mondiaux et nationaux, s'appuie sur la conception et la mise en œuvre d'une gamme élargie d'outils d'intervention visant à répondre aux besoins alimentaires des populations vulnérables. Bon nombre des éléments parmi les plus prometteurs de cette gamme élargie d'outils – tels que l'initiative "Achats au service du progrès", les programmes d'aide sous forme de bons d'alimentation et transferts en espèces, et les instruments d'assurance – exigent une compréhension plus profonde et plus nuancée des opportunités et des menaces liées au fonctionnement actuel des marchés alimentaires.

Au PAM, nous sommes convaincus que l'usage novateur d'instruments fondés sur les marchés peut nous aider à répondre plus efficacement aux besoins des pauvres qui souffrent de la faim. Nous sommes également conscients des périls associés à ces opportunités. Toutefois, nous sommes persuadés qu'en travaillant en étroite collaboration avec nos partenaires, nous serons en mesure d'identifier et de mettre en œuvre des solutions au problème de la faim axées sur le marché, dont les avantages potentiels l'emporteront sur les dangers anticipés.

Par l'intermédiaire de ce rapport, nous vous invitons à vous engager avec nous dans cette initiative ambitieuse mais pleine de promesses.



Josette Sheeran
Directrice exécutive
Programme alimentaire mondial

Table des matières

Remerciements	4
Avant-propos	5
APERÇU GÉNÉRAL	9
PREMIÈRE PARTIE: PRÉSENTATION DE LA SITUATION	15
1 La faim	17
2 Les marchés	24
<i>Intermezzo 2.1: Le modèle chinois – la lutte contre la faim par les réformes</i>	34
3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets	35
<i>Intermezzo 3.1: Retour à la "triste science" – comparaison avec les années 70</i>	48
<i>Intermezzo 3.2: La spéculation a-t-elle fait monter les prix et créé une bulle?.</i>	51
<i>Intermezzo 3.3: La méthode basée sur le coût de l'assortiment alimentaire</i>	55
DEUXIÈME PARTIE: ANALYSE	61
4 Les ménages, la faim et les marchés	63
5 L'accès aux marchés	72
<i>Intermezzo 5.1: Achats au service du progrès – innovations visant à établir un lien entre les agriculteurs à faible revenu et les marchés</i>	86
6 Les aliments nutritifs – disponibilité et accessibilité	89
<i>Intermezzo 6.1: Le commerce transfrontalier informel – disponibilité, accès et stabilité grâce au transport de sacs à vélo</i>	103
<i>Intermezzo 6.2: L'aide alimentaire et les marchés</i>	107
7 La vulnérabilité, le risque et les marchés	109
8 Le rôle des marchés dans les situations d'urgence	123
<i>Intermezzo 8.1: L'analyse des marchés par le PAM</i>	133
TROISIÈME PARTIE: LES ACTIONS ET LA MARCHÉ À SUIVRE	137
9 Faire fonctionner les marchés pour les pauvres qui souffrent de la faim	139
<i>Intermezzo 9.1: Le PAM et l'assurance contre la sécheresse éthiopienne</i>	160
<i>Intermezzo 9.2: Clarification du débat argent contre aliments</i>	161
10 La marche à suivre: dix actions prioritaires axées sur le marché	163
QUATRIÈME PARTIE: RECUEIL DE RÉFÉRENCES	171
Tableau 1 – La faim	172
Tableau 2 – Les disponibilités alimentaires et accès à la nourriture	176
Tableau 3 – L'assistance internationale	184
CINQUIÈME PARTIE: ANNEXES	189
Abréviations et sigles	191
Glossaire	193
Bibliographie	198
Méthodologie de cartographie	213

Figures

Figure 1.1 – Le piège faim-pauvreté: le cercle vicieux de la pauvreté et de la faim	19
Figure 1.2a – La prévalence de l’insuffisance pondérale et les coûts de transport élevés en Afrique subsaharienne	21
Figure 1.2b – La prévalence de l’insuffisance pondérale et les faibles coûts de transport en Afrique subsaharienne	21
Figure 2.1 – La structure de soutien des marchés	25
Figure 2.2 – Marges commerciales pour les noix de cajou brutes, avril 2007	29
Figure 2.3 – Prix réels du millet dans certaines régions du Niger et du Nigéria, 1995–2005.	30
Figure 2.4 – La part des supermarchés dans le secteur de la distribution alimentaire dans certains pays en développement	33
Figure 3.1 – Les prix alimentaires ont connu des augmentations inégales et ils restent volatiles	35
Figure 3.2 – Les prix du riz thaïlandais et l’interdiction des exportations par l’Inde	37
Figure 3.3 – Courbes de l’offre et de la demande de produits alimentaires de base	38
Figure 3.4 – Prévisions de la moyenne des prix alimentaires établies par six institutions.	39
Figure 3.5 – Poids des denrées alimentaires dans l’indice des prix à la consommation et revenu par habitant	42
Figure 3.6 – La dénutrition infantile et les dépenses alimentaires dans les zones rurales au Bangladesh, 1992–2000	44
Figure 4.1 – Cadre d’analyse de la sécurité alimentaire	65
Figure 4.2 – Sources de revenus des ménages ruraux par activité génératrice de revenus	67
Figure 4.3 – Ventes et achats de maïs par les ménages malawites	69
Figure 5.1 – Soutien apporté par l’OCDE aux producteurs agricoles, 1986–2007	79
Figure 5.2 – Notifications de nouvelles MSP à l’OMC, 1995–2007.	81
Figure 6.1 – Calories disponibles par habitant et par jour, 1979–2003	90
Figure 6.2 – Diversité de la consommation alimentaire dans les pays en développement: part en kcal par source	92
Figure 6.3 – Stocks mondiaux de céréales et rapports stocks-utilisation	93
Figure 6.4 – Les importations de riz et les prix du riz produit sur le territoire et importé au Bangladesh, 1997–2008	94
Figure 6.5 – Importations nettes en pourcentages de la production, 1961–2005	95
Figure 6.6 – Parts des trois et dix exportateurs de céréales les plus importants	96
Figure 6.7 – Livraisons mondiales d’aide alimentaire, 1990–2007	96
Figure 6.8 – Prix du blé et transferts directs d’aide alimentaire en blé, 2000–2007	97
Figure 6.9 – Relation entre le score de consommation alimentaire et les dépenses au Cameroun	99
Figure 7.1 – Burkina Faso: des fluctuations des prix semblables à celles de nombreux autres pays africains	112
Figure 7.2 – Termes de l’échange entre le maïs et le café au Nicaragua	113
Figure 7.3 – Cadre de l’impact sur un ménage: de denrées alimentaires plus coûteuses à la malnutrition infantile	119
Figure 7.4 – Éviter le piège de la pauvreté en réduisant la consommation alimentaire	120
Figure 8.1 – Les situations d’urgence et les marchés: vue d’ensemble	123
Figure 8.2 – Augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles	124
Figure 8.3 – Outil d’analyse des marchés créé par Oxfam pour les situations d’urgence	126
Figure 8.4 – Écarts entre les prix du sorgho du Sud du Soudan et du reste de ce pays.	127

Tableaux

Tableau 3.1 – Les facteurs à l’origine de la hausse des prix alimentaires	36
Tableau 3.2 – Facteurs influant sur les prix alimentaires futurs	38
Tableau 3.3 – Les bonnes pratiques à adopter en réponse à la hausse des prix alimentaires.	47
Tableau 4.1 – Participation aux marchés des céréales alimentaires de base dans les pays sélectionnés.	70
Tableau 4.2 – Dépendance des ménages à l’égard des marchés pour leur nourriture dans les pays sélectionnés.	71
Tableau 5.1 – L’agriculture contractuelle en Afrique subsaharienne	84
Tableau 6.1 – Termes de l’échange pour les nutriments	101
Tableau 7.1 – Chocs en Éthiopie rurale, 1999–2004	110
Tableau 7.2 – Comprendre les risques pour la faim provenant des marchés	110
Tableau 8.1 – Impact d’une sécheresse sur la sécurité alimentaire: simulations concernant la Zambie	130
Tableau 9.1 – Conséquences d’actions courantes en faveur de la sécurité alimentaire et points à surveiller	142
Tableau 9.2 – Action directe sur les marchés des aliments de base au moyen de mesures liées aux prix	145
Tableau 9.3 – Action directe sur les marchés des aliments de base au moyen de mesures non liées aux prix.	147
Tableau 9.4 – Actions dans les marchés complémentaires	151

Cartes

Carte A – L’insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans	2
Carte B – Vulnérabilité aux augmentations des prix des denrées alimentaires et du carburant	214

Pour mettre un terme au problème de la faim, il est essentiel que les marchés alimentaires fonctionnent bien. Non seulement il faut produire une quantité suffisante de denrées alimentaires afin de répondre aux besoins de consommation, mais celles-ci doivent être accessibles. Les marchés alimentaires assurent le lien entre la production alimentaire et les secteurs de la consommation. Mais ils peuvent faire beaucoup plus. Lorsque les marchés alimentaires fonctionnent bien, ils permettent la création d'emplois et stimulent la croissance économique en favorisant la diversification des systèmes alimentaires en fonction des avantages concurrentiels. Cela peut conduire à une répartition plus équitable des revenus et du pouvoir d'achat et, par conséquent, à un bien-être nutritionnel amélioré et à une meilleure sécurité alimentaire.

La présente édition de la *Collection: La faim dans le monde* examine ce potentiel, souligne les opportunités qui s'offrent aux ménages cherchant à le réaliser et les risques qu'ils courent, et donne un aperçu des priorités stratégiques en matière d'élaboration de politiques et d'investissement.

Les marchés et la faim: une relation complexe

Pour réduire la faim de manière durable, il est essentiel d'aider le nombre croissant de pauvres qui souffrent de la faim à participer aux processus de croissance économique. Lorsque les marchés alimentaires jouent un rôle, ils doivent remplir deux fonctions fondamentalement opposées: ils doivent faire en sorte que les vivres restent abordables, tout particulièrement pour les pauvres, mais ils doivent également promouvoir l'efficacité dans la répartition des ressources, notamment à travers les signes qu'ils envoient aux producteurs d'aliments qui préfèrent les prix élevés. Pour contribuer à une réduction de la faim, les marchés alimentaires doivent, par conséquent, permettre une augmentation des revenus des agriculteurs ainsi que des recettes des négociants agro-alimentaires, des entreprises de transformation alimentaire, des transporteurs, des grossistes et des détaillants, laquelle doit être suffisante pour inciter ces acteurs à fournir des services capables d'assurer aux

clients l'accès à des aliments nutritifs abordables. L'expérience montre que cette tâche est extrêmement complexe.

Ce dilemme prix-aliments est reconnu comme il se doit. Il est nécessaire de mettre en place des stratégies prévoyant des incitations importantes au niveau des prix, afin de créer un pouvoir d'achat rural qui, à son tour, stimulera la croissance rurale nécessaire à la croissance économique générale. L'histoire montre que lorsqu'elles sont mises en œuvre dans le contexte d'investissements à grande échelle dans les infrastructures rurales, le capital humain et la recherche agronomique, ces stratégies peuvent stimuler une croissance rapide des revenus.

Toutefois, la relation entre la faim et les revenus n'est pas constante. Dans de nombreux pays où le développement du marché a conduit à une augmentation significative des revenus, la malnutrition n'a pas diminué dans les mêmes proportions, et des interventions nutritionnelles ciblées ont été nécessaires. Paradoxalement, ce sont les ménages qui ont le moins accès aux aliments fournis par les marchés qui dépendent le plus de ces derniers pour satisfaire à leurs besoins nutritionnels fondamentaux. Le plus souvent, ce sont ceux qui en ont le plus besoin, à savoir les pauvres qui souffrent de la faim, qui sont les plus mal desservis par les marchés.

Les marchés peuvent servir les intérêts des pauvres qui souffrent de la faim

La proportion du budget qu'un ménage consacre à l'achat de produits alimentaires décroît au fur et à mesure que les revenus familiaux augmentent, tout comme la part des aliments de base dans ces achats. Les marchés peuvent servir les intérêts des pauvres qui souffrent de la faim par le biais de ces deux approches connexes: d'une part, en réduisant le coût des aliments de base, et par suite le coût de satisfaire à leurs besoins énergétiques fondamentaux et, d'autre part, en assurant la disponibilité d'une gamme élargie de produits alimentaires qui ne sont pas de première nécessité, mais permettent de satisfaire à des besoins

nutritionnels essentiels, et que les ménages peuvent s'offrir si les aliments de base leur coûtent moins cher.

On dispose de nombreuses données montrant que, du fait que les ménages consacrent un pourcentage élevé de leurs revenus à l'achat de produits alimentaires et que les aliments de base représentent une part importante de ces derniers, la réduction des prix des aliments de base augmente considérablement leur pouvoir d'achat et leurs revenus réels. L'augmentation des revenus réels permet d'acheter une plus grande quantité de produits qui ne sont pas de première nécessité, apportant des bienfaits nutritionnels considérables à court et à long termes. À l'inverse, lorsque les prix des aliments de base sont élevés, la consommation d'aliments nutritifs diminue, entraînant des effets néfastes à long terme sur la santé, l'éducation et la productivité.

Les marchés peuvent aussi servir les intérêts des agriculteurs les plus pauvres du monde. Dans une grande partie du monde en développement, pas plus de 40 pour cent de la production totale de tout aliment particulier est commercialisée et moins d'un tiers des agriculteurs vendent des produits alimentaires. La plupart des petits agriculteurs qui produisent la plus grande partie des denrées alimentaires mondiales en sont eux-mêmes acheteurs nets. Si les marchés étaient plus efficaces, ils serviraient à la fois les intérêts des vendeurs nets et des acheteurs nets d'aliments. Les vendeurs nets se heurteraient à des obstacles moins importants à l'entrée sur le marché et auraient davantage intérêt à produire et à vendre leurs excédents. Les acheteurs nets bénéficieraient de prix alimentaires plus bas et jouiraient, par conséquent, d'un meilleur accès aux disponibilités alimentaires. L'expérience de la "révolution verte" en Asie montre qu'avec un soutien adéquat et des incitations judicieuses, les acheteurs nets de produits alimentaires peuvent devenir vendeurs nets, ce qui leur permet d'augmenter leurs propres revenus, de faire baisser les prix alimentaires dans les zones urbaines et de sortir, par suite, des rangs des populations pauvres qui souffrent de la faim, entraînant avec eux des millions de consommateurs urbains.

Les marchés peuvent également accroître les risques de faim

Toutefois, les marchés n'ont pas toujours ces effets bénéfiques, notamment lorsque les infrastructures commerciales de base font défaut. La plupart des producteurs, négociants et consommateurs de produits alimentaires se heurtent à une multitude d'obstacles qui entravent le commerce et qui enferment bon nombre d'entre eux dans un piège faim-pauvreté. Leur accès au crédit est extrêmement limité. L'obtention d'informations sur les marchés, la recherche d'acheteurs ou de vendeurs et l'exécution des contrats reviennent chers. Le commerce des denrées alimentaires est risqué, personnel et au comptant, les négociants privés investissant peu à long terme dans le transport et l'entreposage. Les capacités d'entreposage insuffisantes et inadéquates entraînent des pertes élevées après récolte. N'ayant qu'un accès très limité aux mécanismes formels de financement, les négociants échangent de petits volumes de denrées dans un rayon géographique peu étendu, ce qui rend les prix extrêmement volatiles. Parmi les autres contraintes importantes figurent l'absence générale d'échelle de qualité et de normes et, par conséquent, le faible degré de transparence des marchés et la fragilité des environnements juridiques régissant les droits de propriété et l'exécution des contrats.

À ces problèmes anciens s'ajoute l'évolution récente des marchés alimentaires mondiaux qui soulève de nouvelles difficultés. Les prix alimentaires ont fortement augmenté ces dernières années, ce qui a déclenché des protestations et des émeutes dans plusieurs pays. Les incidences de cette situation sur les producteurs pauvres sont moins claires, notamment parce qu'un grand nombre d'entre eux sont acheteurs nets de denrées alimentaires. Le coût élevé des denrées alimentaires devrait inciter à produire, mais seulement si les marchés alimentaires transmettent ces prix et absorbent de manière fiable les nouveaux excédents. L'augmentation du coût des intrants, et notamment des engrais, a considérablement contribué à la flambée des prix alimentaires, ce qui fait craindre des récoltes moins abondantes et une plus grande insécurité alimentaire à l'avenir.

Les opportunités qu’offrent les marchés de réduire la faim doivent être saisies

L’expérience récente de la libéralisation des marchés alimentaires a révélé plusieurs déficiences profondes dans les solutions au problème de la faim axées sur les marchés, à savoir, entre autres, les contraintes importantes aux niveaux des capitaux et des infrastructures, les coûts de transaction élevés, le manque de coordination entre les acheteurs et les vendeurs, le financement inadéquat du commerce, la répartition extrêmement inégale du pouvoir de marché, les risques élevés et, en conséquence, plusieurs éléments anticoncurrentiels. Pour qu’il soit possible d’élaborer des solutions axées sur le marché capables de résoudre le problème de la faim, il faudra surmonter ces obstacles.

La plupart des opportunités tourneront vraisemblablement autour de la réduction des coûts de transaction, de la libération de nouvelles sources de demande de denrées alimentaires, de l’augmentation de l’ajout de valeur dans les filières de commercialisation des produits alimentaires, et de la création d’environnements propices à une commercialisation efficace de ces produits, une attention particulière devant être accordée aux instruments d’atténuation du risque. Avec un tel soutien, les négociants et autres acteurs des marchés alimentaires seraient plus susceptibles d’investir dans des pratiques de commercialisation à bas prix et faibles marges pouvant fournir des débouchés fiables et lucratifs aux volumes accrus d’aliments qui seraient produits et vendus par des agriculteurs ayant adopté des méthodes de production alimentaire à fort apport d’intrants, à rendement élevé et à fort revenu. Ces initiatives conduiraient à des prix alimentaires plus bas pour les consommateurs, particulièrement dans les zones urbaines en rapide expansion.

La production d’aliments prêts à la consommation rendue possible grâce aux progrès technologiques réalisés dans l’industrie agroalimentaire offre de nouvelles perspectives quant à une réduction de la faim fondée sur les marchés. Lorsqu’ils sont préparés, conditionnés et entreposés comme il se doit, ces aliments peuvent constituer des sources efficaces de

nutriments essentiels, et notamment de micronutriments, et réduire les risques pour la santé associés à la manipulation et à la préparation d’aliments dans de mauvaises conditions d’hygiène. Dans le contexte de la forte augmentation des populations pauvres ne bénéficiant que de services limités d’approvisionnement en eau et d’assainissement dans les zones urbaines, l’approvisionnement en aliments de ce type par les marchés pourrait présenter de plus en plus souvent des avantages.

L’intensification de la privatisation, de l’intégration et de la mondialisation des systèmes alimentaires définit et reflète l’importance croissante des supermarchés. Ces dynamiques laissent entrevoir de nouvelles opportunités pour les agriculteurs qui sont en mesure de diversifier leurs cultures, abandonnant progressivement les aliments de base en faveur de produits de plus haute valeur. Toutefois, la nécessité de produire des denrées de haute qualité en grande quantité risque d’exclure les petits agriculteurs, bien qu’elle puisse également améliorer les effets positifs des aliments prêts à la consommation, que l’on trouve généralement plus facilement dans les supermarchés.

Priorités stratégiques pour la création de marchés permettant de réduire la faim

Laissés à eux-mêmes, les marchés risquent de ne pas faciliter la réduction de la faim.

Les responsables politiques des pays où la faim constitue un problème grave doivent s’efforcer de dégager des opportunités de développement des marchés alimentaires, de telle sorte que l’on puisse surmonter le conflit fondamental entre, d’une part, les besoins alimentaires et le bien-être des populations pauvres des zones rurales et urbaines et, d’autre part, les incitations à la production alimentaire.

La “révolution verte” d’Asie a conduit à une réduction marquée de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales et urbaines, grâce, en partie, à l’intervention importante du gouvernement dans les marchés. Les responsables politiques s’accordent de plus en plus

pour dire qu'il existe peu de précédents historiques montrant qu'une dépendance totale à l'égard des forces libres du marché dynamise le développement agricole, et la croissance économique en général et réduit la faim. Par conséquent, si les responsables politiques reconnaissent le dynamisme et la résistance du secteur privé et le saluent, nombreux sont ceux qui résistent aux appels à ce que le secteur public se retire complètement du commerce alimentaire. Les raisons de cette résistance persistante ne perdront vraisemblablement rien de leur force dans le nouveau contexte des prix élevés qui règnent sur les marchés mondiaux et de la crise financière mondiale croissante.

La présente édition de la *Collection: La faim dans le monde* est censée permettre de mieux comprendre la complexité de la faim et des marchés. Elle est divisée en quatre parties: la **première partie** (chapitres 1 à 3) brosse le tableau de la situation en présentant les concepts fondamentaux relatifs à la faim et à l'importance des marchés; la **deuxième partie** (chapitres 4 à 8) dresse une analyse générale des principaux éléments de la relation entre la faim et les marchés, y compris les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire au niveau des ménages, l'accès des pauvres aux marchés, les éléments qui déterminent les disponibilités alimentaires, les risques relatifs aux marchés affrontés par les pauvres qui souffrent de la faim et les incidences des situations d'urgence sur la performance des marchés; la **troisième partie** (chapitres 9 et 10) recense les choix et actions politiques que les diverses parties prenantes pourraient envisager pour servir les intérêts des pauvres qui souffrent de la faim; et la **quatrième partie** regroupe des données sur la situation concernant la faim, la malnutrition, la disponibilité de denrées alimentaires et leur accessibilité, ainsi que d'autres aspects relatifs aux efforts de lutte contre la faim.

Le rapport avance que, pour pouvoir se servir des marchés comme instruments de lutte contre la faim, les gouvernements, les acteurs internationaux, le secteur privé et les autres parties prenantes ont tous un rôle à jouer dans la mise en œuvre de dix actions prioritaires axées sur les marchés:

- 1 **Prendre en considération la dynamique du marché alimentaire dans les initiatives de réduction de la faim:** la connaissance des marchés est d'une importance capitale pour déterminer les éléments moteurs de la faim et de la vulnérabilité et concevoir des solutions.
- 2 **Soutenir les marchés alimentaires par des investissements ciblés dans les institutions et les infrastructures:** les gouvernements doivent soutenir les marchés en établissant les infrastructures et les institutions voulues, y compris des cadres juridiques et réglementaires solides, un système robuste permettant de définir et de mettre à exécution des normes de qualité et des politiques visant à favoriser une concurrence loyale parmi les nouveaux arrivants sur les marchés.
- 3 **Améliorer l'accès aux marchés complémentaires, tels que les marchés financiers:** l'accès à des services financiers sûrs est critique dans le cadre des efforts visant à réduire la faim et la pauvreté. L'amélioration des perspectives d'éducation, des informations sur le travail et des programmes de travail peut également favoriser l'accès aux marchés du travail.
- 4 **Exploiter le pouvoir des marchés pour transformer la dépendance à leur égard en opportunités:** les possibilités de générer des revenus par le biais des marchés alimentaires peuvent être exploitées au profit des pauvres qui souffrent de la faim en leur permettant d'avoir accès aux intrants agricoles, aux innovations de la chaîne de valeur et aux partenariats public-privé.
- 5 **Réduire les risques et les vulnérabilités liés aux marchés et protéger les marchés:** il est possible de réduire les risques de défaillance et d'inefficacité des marchés en améliorant la surveillance des prix alimentaires et des flux commerciaux, en renforçant la résistance des marchés, en mettant en place des cadres de gestion des risques de catastrophe et en favorisant les marchés lors d'opérations de secours et de redressement.

- 6 **Investir dans des mesures de protection sociale qui réduisent les risques et vulnérabilités et complètent les marchés:** la mise en œuvre de programmes visant à protéger les populations les plus vulnérables est d'une importance cruciale. Assurance, bons d'alimentation, transferts en espèces et autres mesures de protection sociale axées sur les marchés doivent accompagner les stratégies de croissance et les politiques de marché.
- 7 **Réaliser des investissements accrus dans la nutrition et investir différemment dans l'agriculture:** l'agriculture à petite échelle a besoin du soutien d'investissements, notamment dans la recherche de cultures appropriées, dans les infrastructures rurales et dans les systèmes d'entreposage, qui améliorent l'accès à la nourriture des pauvres qui souffrent de la faim aux marchés. Ces mesures doivent s'accompagner d'investissements économiquement efficaces dans le secteur de la nutrition, par exemple dans l'élaboration d'aliments nutritifs abordables capables de remédier aux carences en micronutriments.
- 8 **Veiller à ce que le commerce soutienne la sécurité alimentaire:** la cohérence des politiques portant sur le commerce et la sécurité alimentaire doit être améliorée par le biais de débats menés aux niveaux international et régional. La réduction des restrictions à l'exportation et l'exemption de l'aide alimentaire d'urgence constituent d'importants éléments de cette action.
- 9 **Faire participer les acteurs internationaux et nationaux à la lutte contre la faim:** l'aide publique au développement (APD) ainsi que les partenariats public-privé internationaux et nationaux faisant intervenir les gouvernements, le secteur privé et la société civile ont un rôle important à jouer par le soutien des interventions d'urgence, des innovations des marchés et du rétablissement post-crise des marchés.
- 10 **Améliorer les connaissances sur les marchés et sur la faim et les exploiter:** il est nécessaire de mener des études complémentaires sur les questions essentielles, y compris l'effet de la hausse des prix alimentaires et de la crise financière mondiale sur l'état nutritionnel, les différentes manières de minimiser les conséquences néfastes de la spéculation sur les marchés alimentaires et la possibilité de constituer une réserve mondiale de céréales.

Première partie: Présentation de la situation

Le coût élevé des produits alimentaires témoigne de l'importance des marchés pour les pauvres qui souffrent de la faim.

La **première partie**, qui est consacrée aux principaux concepts relatifs à la faim et aux marchés, illustre l'importance de ces derniers en examinant la récente flambée des prix alimentaires. Le **chapitre 1** définit l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition, donne un aperçu du piège faim-pauvreté, présente des données agrégées sur la faim et dégage le lien entre la faim et les marchés. Le **chapitre 2** examine ce que sont les marchés, comment ils fonctionnent et pourquoi ils échouent, et présente certains des changements clés relatifs aux marchés alimentaires ainsi que l'évolution des approches politiques les concernant. Le **chapitre 3** présente les tendances récentes des prix alimentaires, ainsi que leurs causes et leurs incidences sur les pays et les ménages.

“Il existe de nombreuses manières différentes d’envisager la faim. La définition de ce terme dans le dictionnaire, à savoir “sensation désagréable ou douloureuse causée par un besoin de manger” nous emmène dans une direction particulière et extrêmement étroite.”

Amartya Sen, 1993

La faim, lorsqu’elle est grave, conditionne la vie. Elle détruit la santé des personnes touchées, réduit leur productivité, diminue leurs aptitudes d’apprentissage, leur enlève tout espoir et compromet leur bien-être général. Le manque de nourriture retarde la croissance, sape l’énergie et freine le développement du fœtus. La lutte constante des populations qui souffrent de la faim pour se procurer des vivres consomme une énergie et un temps précieux, réduisant leurs possibilités de recevoir une éducation et de trouver d’autres sources de revenu.

Entre 2003 et 2005, on dénombrait dans le monde entier 848 millions de personnes sous-alimentées (FAO, 2008c). La population sous-alimentée dans les pays en développement est passée de 824 millions entre 1990 et 1992 à 832 millions entre 2003 et 2005. Même si cette augmentation est relativement faible, la tendance à long terme est inquiétante, car en conséquence de la hausse des prix alimentaires, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté de 75 millions en 2007 et de 40 millions en 2008, où il a atteint 963 millions (FAO, 2008c). Cela compromet la réalisation de l’objectif du Millénaire pour le développement de réduire de moitié, d’ici à 2015, la proportion de la population mondiale qui souffre de la faim.

Aucune statistique ne peut exprimer la véritable terreur de la faim. Pour des centaines de millions de personnes, la faim est une réalité incontournable qui met leur santé en péril, réduit leur productivité et diminue leur niveau d’instruction.

L’insécurité alimentaire et la faim

La faim est une conséquence de l’insécurité alimentaire qui, à son tour, est souvent causée par la pauvreté. Pour comprendre le problème de la faim et ses causes, il est essentiel d’identifier les conditions nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire. Le Sommet mondial de l’alimentation de 1996 l’a définie ainsi: “La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.” Elle comporte quatre éléments: disponibilité, accès, utilisation et stabilité (voir l’encadré à la page 18).

L’identification des conditions nécessaires à la sécurité alimentaire a conduit à une perception nouvelle, plus hétérogène, de la faim. Dans un ouvrage fondateur, Amartya Sen (1981) avançait que les famines, la faim et la malnutrition sont moins liées au manque de disponibilités alimentaires qu’à la possibilité pour les populations d’y avoir accès. Sen a démontré que durant les famines qui ont frappé le Bengale (1943), l’Éthiopie (1973) et le Bangladesh (1974), les disponibilités alimentaires n’ont pas diminué de manière significative – et elles ont parfois même augmenté. Ces famines ont été causées par des facteurs comme la chute des salaires, la hausse des prix alimentaires, le chômage et la baisse des prix du bétail, qui ont tous des incidences sur l’accès à la nourriture – et aux marchés. Le manque de disponibilités alimentaires n’est une condition ni suffisante ni nécessaire pour entraîner la famine ou la faim.

L’analyse de Sen est applicable au contexte actuel de prix alimentaires élevés. Bien que des vivres soient disponibles, de nombreux ménages n’ont plus les moyens d’acheter la même quantité et qualité de nourriture qu’auparavant, car leurs revenus n’ont pas suivi l’évolution des prix.

Les marchés ont une incidence sur de nombreuses facettes de la faim et de l’insécurité alimentaire.

Qu'est-ce que la faim?

La plupart d'entre nous comprend le concept de la faim, mais les spécialistes des questions liées à la faim ont élaboré toute une série de termes et de concepts techniques permettant de mieux décrire le problème et de mieux l'aborder. Regrettamment, tous ne sont pas d'accord sur le sens de ces expressions et sur la façon dont elles sont liées les unes aux autres. L'on trouvera ci-après un bref glossaire de ces expressions et concepts tels qu'ils sont utilisés dans le présent rapport. Il ne s'agit pas des seuls usages "corrects", mais ces définitions offrent un moyen relativement clair et cohérent de comprendre les questions qui se posent.

Faim: situation dans laquelle un être humain manque tant des macronutriments (énergie et protéines) que des micronutriments (vitamines et minéraux) nécessaires pour pouvoir mener une vie pleinement productive, active et saine. La faim peut être un phénomène éphémère/aigu ou un problème à plus long terme/chronique. Elle produit des effets allant de modérés à sévères. Elle peut résulter du fait qu'une personne ne consomme pas assez de nutriments ou que son organisme n'est pas capable d'absorber les nutriments voulus – faim silencieuse. Deux milliards de personnes souffrent de carences en vitamines et en minéraux. Elle peut aussi résulter d'une alimentation déficiente et de pratiques de puériculture inadéquates.

Malnutrition: état physique dans lequel l'être humain souffre de carences nutritionnelles (dénutrition) ou d'un excédent de certains nutriments (surnutrition).

Dénutrition: manifestation physique de la faim qui résulte de graves carences en un ou plusieurs macronutriments ou micronutriments. Ces carences empêchent le bon fonctionnement de l'organisme, par exemple croissance, grossesse, lactation, travail physique, capacité d'apprendre, résistance à la maladie et guérison. Elle peut être mesurée au moyen d'indicateurs comme le poids par rapport à l'âge (insuffisance pondérale), la taille par rapport à l'âge (retard de croissance) et la taille par rapport au poids (émaciation)

Sous-alimentation: situation dans laquelle l'apport énergétique d'un individu est continuellement inférieur au minimum requis pour lui permettre de mener une vie pleinement productive, active et saine. Elle est déterminée au moyen d'un indicateur indirect qui consiste à estimer si les aliments disponibles dans un pays sont suffisants pour couvrir les besoins énergétiques (mais pas nécessairement les besoins en protéines, en vitamines et en minéraux) de la population. À la différence de la dénutrition, elle ne se mesure pas par l'observation.

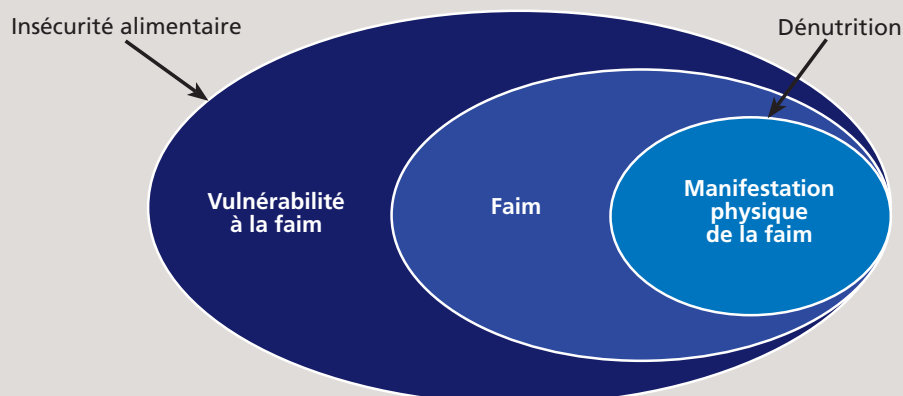
Sécurité alimentaire: situation dans laquelle tous les membres d'une population sont à tout moment à l'abri de la faim. Elle comporte quatre éléments, qui permettent de mieux comprendre les causes de la faim:

- disponibilité: la quantité d'aliments disponibles dans une région;
- accès: la capacité pour un ménage de se procurer ces aliments;
- utilisation: la capacité de l'individu de sélectionner, de consommer et d'absorber les nutriments que contiennent les aliments; et
- stabilité.

L'insécurité alimentaire, ou l'absence de sécurité alimentaire, suppose soit la faim (par suite de problèmes de disponibilité, d'accès et d'utilisation), soit la vulnérabilité à la faim à l'avenir.

Comment la faim est-elle liée à la dénutrition et à l'insécurité alimentaire?

La faim, la dénutrition et l'insécurité alimentaire sont des concepts "gigognes". La dénutrition est un aspect, une manifestation physique de la faim, laquelle est à son tour un aspect de l'insécurité alimentaire (voir la figure ci-dessous). Cette publication examine la faim en tant que manifestation spécifique de l'insécurité alimentaire.



Les populations qui souffrent de la faim

La faim est le résultat final de la pauvreté et l'alimentation est au centre des préoccupations des populations pauvres (Narayan *et al.*, 2000). Il n'est pas facile de dissocier la pauvreté et la faim. Tous les pauvres ne souffrent pas de la faim, et la malnutrition, par exemple la carence en micronutriments, règne également parmi ceux qui ne sont pas pauvres. Toutefois, toutes les personnes souffrant de la faim sont considérées pauvres. La faim est un phénomène intergénérationnel transmis de la mère à l'enfant. Une mère sous-alimentée transmet généralement son état à son enfant sous la forme d'une insuffisance pondérale à la naissance, qui aura une incidence sur la santé et le bien-être futurs de l'enfant. C'est ce que nous appelons le "piège de la faim".

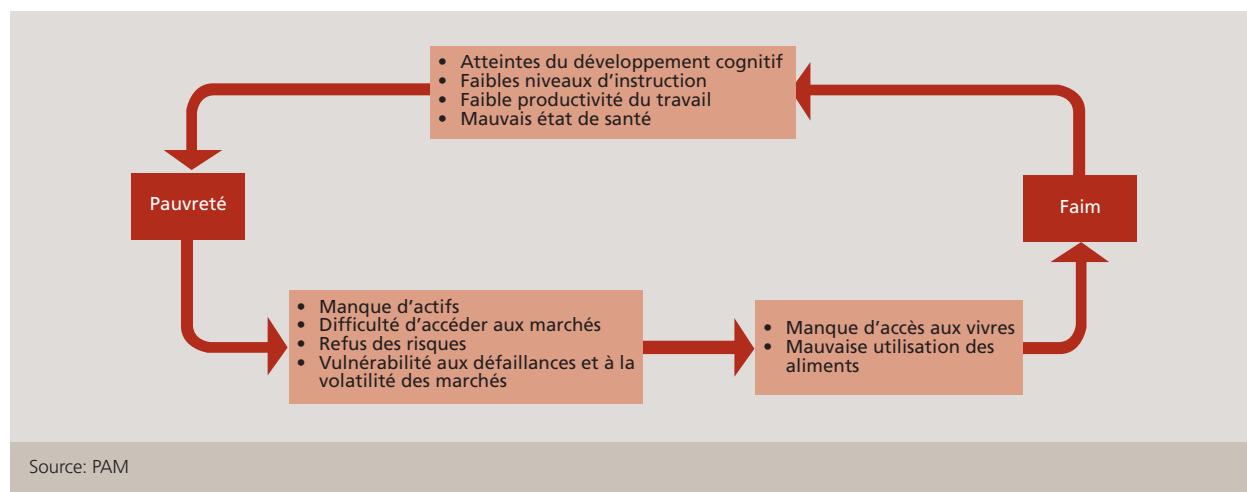
Les pièges de la faim sont liés à la pauvreté. La pauvreté et la faim sont étroitement liées et se renforcent mutuellement; la faim est non seulement une cause de la pauvreté, mais elle en est aussi la conséquence (figure 1.1). Les économistes du développement ont pris conscience de ce phénomène il y a un demi-siècle: "[Une] personne pauvre risque de ne pas avoir suffisamment à manger; étant dénutrie, sa santé risque d'être affaiblie; étant physiquement faible, sa capacité de travail est réduite, ce qui fait qu'elle est pauvre et donc, en conséquence, qu'elle n'aura pas suffisamment à manger; et ainsi de suite" (Nurkse, 1953). La faim et la pauvreté se perpétuent,

pour former un cercle vicieux et créer un piège faim-pauvreté. Les effets de la faim sur la santé, l'éducation et la productivité sont de longue durée, ce qui renforce le piège faim-pauvreté (Behrman, Alderman et Hoddinott, 2004; Victora *et al.*, 2008). L'atteinte portée par la malnutrition avant l'âge de 24 mois étant irréversible, il est difficile d'échapper au piège faim-pauvreté. Non seulement cette situation fait obstacle au développement de chaque individu, mais elle constitue un fardeau économique écrasant pour le monde en développement. Les économistes estiment que le coût de la faim et de la dénutrition infantiles peut atteindre jusqu'à 11 pour cent du produit intérieur brut (PIB) d'un pays (CEPALC et PAM, 2007).

Plusieurs facteurs peuvent entretenir le piège faim-pauvreté (Collier, 2007; Nations Unies, 2000), y compris les chocs liés à la maladie ou aux événements météorologiques, le manque de moyens et d'institutions, les risques, l'échelle réduite des communautés et l'isolement physique, qui influent tous sur l'accès aux marchés et sur les coûts de transaction.

Le manque d'accès aux marchés, d'actifs, de technologies, d'infrastructures, d'installations sanitaires et d'écoles engendre la faim, comme le fait aussi l'exclusion des femmes du patrimoine foncier, de l'éducation, des processus décisionnels et de la mobilité – situation qui, dans de nombreux pays, est renforcée par la législation et/ou les normes culturelles.

Figure 1.1 – Le piège faim-pauvreté: le cercle vicieux de la pauvreté et de la faim



Source: PAM

Les taux les plus élevés de malnutrition se concentrent généralement dans les zones rurales isolées et dénuées de ressources. Cela indique que les obstacles, visibles et invisibles, qui s'opposent à l'accès à des actifs productifs, autrement dit "le manque d'actifs", jouent un rôle important dans l'augmentation de la faim et de la pauvreté (Ahmed *et al.*, 2007; Webb, 1998; Carter et Barrett, 2005). La répartition initiale inégale des actifs compte pour beaucoup dans la création et la perpétuation de pièges faim-pauvreté. La répartition initiale des actifs et ceux dont disposent les ménages sont des considérations importantes car c'est grâce à leurs actifs que les ménages sont en mesure d'accroître leur richesse et leur bien-être (Williamson, 2003b). L'accès aux actifs des catégories qui sont marginalisées ou victimes de discrimination, y compris les populations autochtones et les minorités ethniques, risque d'être compromis.

"Les pauvres souffrant de la faim, qui connaissent souvent l'exclusion sociale et politique, sont incapables de faire respecter leurs droits. Ils n'ont qu'un accès très limité à l'éducation, aux soins de santé et à une eau potable saine" (Groupe de travail sur la faim du Projet du Millénaire des Nations Unies, 2005). Ils souffrent d'un manque extrême de liberté et de choix économiques, politiques et sociaux. Ces privations sont profondément ancrées et empêchent les pauvres de s'extirper de ce piège. Il est difficile d'examiner la faim sans parler de la pauvreté, d'où la focalisation de l'attention sur les *pauvres qui souffrent de la faim* tout au long de cette publication.

On peut s'attendre à rencontrer la faim partout où le manque d'actifs est répandu, qu'il s'agisse de terres, d'éducation ou d'avoirs financiers et sociaux, et où l'investissement insuffisant dans les technologies, les infrastructures et les institutions empêchent les ménages pauvres d'accroître leurs revenus. Les pauvres qui souffrent de la faim sont enfermés dans un piège de pauvreté renforcé par la faible productivité, les coûts élevés des transactions et l'accès très limité aux marchés.

Où se trouvent ces pauvres qui souffrent de la faim?

Les chiffres mondiaux concernant la faim masquent des variations régionales. Plus de 90 pour cent des personnes souffrant de la faim dans le monde se trouvent en Asie et en Afrique, la Chine et l'Inde en comptant 42 pour cent et l'Afrique subsaharienne un quart (FAO, 2008c). Bien que la sous-alimentation ait diminué en Asie du Sud, cette région connaît toujours la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile la plus élevée du monde, celle-ci touchant 42 pour cent des enfants de moins de 5 ans. L'Afrique subsaharienne arrive loin derrière en deuxième position avec 28 pour cent (UNICEF, 2008).

Les chiffres agrégés ne permettent pas de comprendre de manière approfondie ce que signifient la pauvreté et la faim, qui sont les pauvres qui souffrent de la faim, ni où ils vivent. L'ironie du sort veut que 75 pour cent des pauvres du monde qui souffrent de la faim vivent dans les zones rurales, où la plupart des habitants exercent des activités agricoles. Bien qu'elles produisent des denrées alimentaires, ces personnes sont vulnérables aux risques associés aux chocs économiques, météorologiques et autres, et ne sont pas en mesure de cultiver ni d'acheter suffisamment de nourriture pour satisfaire aux besoins de leur famille. D'après le Groupe de travail sur la faim du Projet du Millénaire des Nations Unies (2005): "les estimations indiquent que la majorité des pauvres qui souffrent de la faim vivent dans les zones rurales. Le groupe de travail pense qu'environ la moitié des personnes victimes de la faim sont des ménages de petits agriculteurs n'étant pas en mesure de cultiver ni d'acheter suffisamment de nourriture pour satisfaire aux besoins de leur famille... Nous estimons qu'à peu près deux dixièmes des populations souffrant de la faim sont constituées d'habitants ruraux ne possédant pas de terres. Un petit groupe, en représentant peut-être un dixième, se compose de pasteurs, de pêcheurs et de peuples qui vivent de la forêt... Le restant, soit environ deux dixièmes, vit en zone urbaine."

La pauvreté rurale atteint souvent son maximum dans les zones les plus éloignées des routes, des marchés, des écoles et des services de santé. Par exemple, une étude réalisée en République-Unie de Tanzanie a révélé

une corrélation significative entre l'état nutritionnel des enfants et l'accès aux routes principales (Alderman, Hoddinott et Kinsey, 2006). Les cartes présentées à la figure 1.2 montrent les liens entre la dénutrition infantile et les coûts de transport, qui sont une variable représentative de l'accès aux marchés et à d'autres services de base. Les zones où les coûts de transport sont élevés – supérieurs à 1,5 dollar par tonne et par kilomètre (t/km) – connaissent généralement une forte prévalence de l'insuffisance pondérale infantile (figure 1.2a). Lorsqu'il existe des routes et des infrastructures qui sont bien reliées, comme en Afrique australe, la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile est faible (figure 1.2b). Ces corrélations semblent indiquer l'existence de pièges géographiques de pauvreté.

Dans les pays en développement, les taux d'insuffisance pondérale sont en général deux fois plus élevés en zone rurale qu'en zone urbaine (UNICEF, 2007). Cela est lié à un accès plus limité aux services de santé, à une eau saine et à l'assainissement dans les zones rurales. Au Burundi, par exemple, 83 pour cent des accouchements sont assistés par un personnel de santé qualifié dans les zones urbaines, contre seulement 16 pour cent dans les zones rurales (Sahn et

Stifel, 2003). La qualité de l'alimentation est également bien plus faible en zone rurale qu'en zone urbaine (Ahmed *et al.*, 2007).

Cela ne veut pas dire qu'on ne trouve pas de pauvres qui souffrent de la faim en zone urbaine. En fait, la pauvreté tend de plus en plus à s'urbaniser en raison des niveaux élevés de migration des populations rurales pauvres (Ravallion, Chen et Sangraula, 2007). Toutefois, la pauvreté reste fortement concentrée dans les zones rurales. Une proportion plus élevée des personnes pauvres vit en zone rurale, et parmi les populations rurales, une plus forte proportion des habitants est pauvre. La pauvreté est plus répandue et plus sévère dans les zones rurales.

Les populations urbaines peuvent se heurter à des difficultés d'accès à la nourriture du fait qu'elles dépendent des marchés et doivent souvent faire des compromis difficiles face aux besoins que leurs revenus doivent couvrir, comme le logement, la santé ou le transport, qui peuvent coûter plus cher dans les zones urbaines (Ravallion, Chen et Sangraula, 2007). Les pauvres des zones urbaines sont particulièrement vulnérables aux hausses des prix alimentaires. La crise financière de 1997–1998 qui a frappé l'Indonésie, par

Figure 1.2a – La prévalence de l'insuffisance pondérale et les coûts de transport élevés (>1,5 dollar par t/km) en Afrique subsaharienne

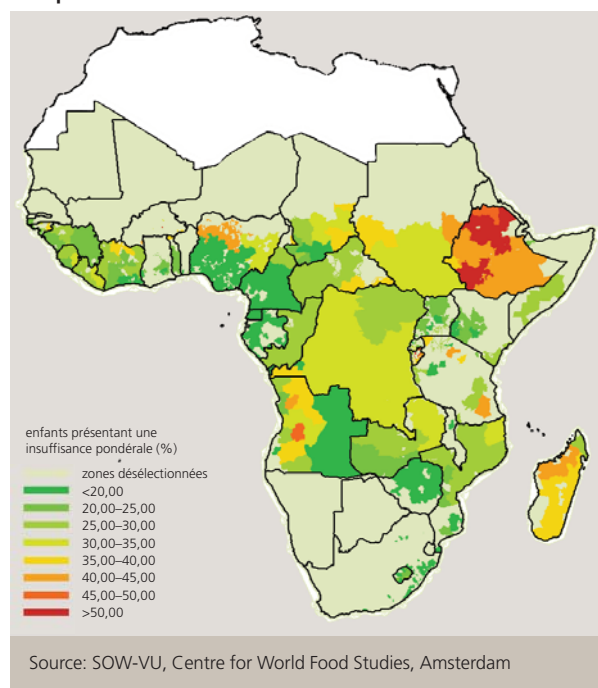
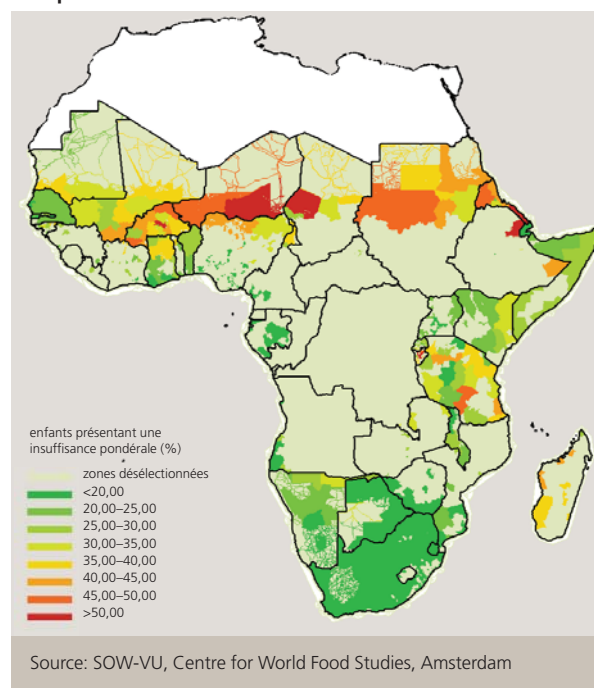


Figure 1.2b – La prévalence de l'insuffisance pondérale et les faibles coûts de transport (<1,5 dollar par t/km) en Afrique subsaharienne



exemple, a révélé que les carences en micronutriments peuvent s'aggraver rapidement en zone urbaine lorsque les prix des aliments de base augmentent (Block *et al.*, 2004). La hausse des prix alimentaires a provoqué, dans le monde entier, des manifestations et des émeutes en zones urbaines, où les conditions sont particulièrement favorables à la mobilisation politique. Seule une surveillance étroite peut permettre de déterminer si l'effet de la hausse des prix alimentaires sur la nutrition est plus ressenti en zone urbaine qu'en zone rurale.

Les données semblent indiquer que les pauvres paient des prix plus élevés que les riches (Muller, 2002). Les raisons de ce phénomène ne sont pas claires, mais elles pourraient être liées aux défaillances des marchés et, entre autres, au pouvoir de marché, à une mauvaise intégration du marché et à un manque de crédit dans les régions isolées, qui obligent les ménages pauvres à acheter les marchandises en petites quantités et en saison maigre à des prix plus élevés.

Pour résoudre efficacement le problème de la faim dans le monde, il faut prendre en compte ses manifestations locales. Le caractère hétérogène des populations pauvres qui souffrent de la faim exige que l'on prenne en considération leurs environnements naturel, politique, culturel, religieux et socio-économique particuliers.

La faim et la pauvreté sont plus profondes et plus répandues dans les zones rurales. La question de savoir si le coût élevé des produits alimentaires et la crise financière mondiale modifieront ou non cette tendance exige une surveillance étroite. Il est essentiel de rester focalisé sur les pauvres qui souffrent de la faim et sur les obstacles spécifiques auxquels ils se heurtent si l'on veut rompre le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté dans le monde en développement.

Les marchés et la faim

Dans son ouvrage *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation* (Pauvreté et famines: essai sur les garanties d'accès et la privation) (1981), Amartya Sen souligne le rôle des marchés dans l'apparition de famines. Il attire l'attention sur les

relations économiques, avançant que les dotations (endowment bundles) d'un individu lui permettent d'avoir accès à des vivres, soit en les produisant lui-même, soit sur le marché. Ces dotations, qu'il sépare en actifs, tels que les investissements et le stockage, et en prérogatives, tels que le patronage et liens de parenté, permettent aux individus de se procurer des aliments.

En périodes de pénurie, les garanties d'accès sont menacées par la hausse des prix des céréales de base, ou par la diminution de la valeur des actifs du fait que le marché est inondé de ventes d'urgence. Les salaires peuvent ne pas être suffisants pour couvrir le coût des cultures de base. L'accès limité à la nourriture conduit à une détérioration de l'état nutritionnel, qui peut aboutir à l'inanition.

Comme l'admet Sen, son modèle présente des limites, du fait, par exemple, du rôle que jouent les maladies, les transferts extra-légaux de garanties d'accès et les garanties d'accès ambiguës résultants de droits de propriété "flous" (Devereux, 2007b). Le modèle de Sen a été critiqué pour avoir retenu les modèles "occidentaux" classiques et considéré les populations touchées par la famine comme les victimes passives de chocs extérieurs. On a suggéré qu'il fallait prendre acte des perceptions des habitants des localités touchées par la famine et concevoir les famines et la faim chronique comme une expérience collective, menaçant non seulement la vie des personnes touchées, mais aussi leurs moyens de subsistance (Rangaswami, 1985). Néanmoins, l'analyse de Sen place le mode de fonctionnement des marchés au centre des débats concernant la faim et l'inanition.

Les marchés sont d'une importance critique pour la lutte contre la faim car ils déterminent les disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture. Ils jouent un rôle important dans la prévention et l'atténuation de la faim en s'adaptant aux chocs et en réduisant les risques. Les marchés créent des emplois ainsi que des possibilités commerciales et constituent des centres où s'échangent des informations essentielles aux processus décisionnels qui déterminent la survie. Lors de défaillances de la production, les collectivités deviennent de plus en plus dépendantes des marchés, du fait que les ménages cherchent à échanger leurs

actifs, par exemple leur bétail, contre des céréales. Même les ménages qui pratiquent une agriculture de subsistance dépendent des marchés, tout au moins pour acheter les produits de première nécessité et diversifier leur régime alimentaire afin de ne pas consommer uniquement les cultures vivrières qu'ils produisent eux-mêmes.

La structure et la dynamique des marchés alimentaires, ainsi que les menaces et opportunités qu'ils présentent constituent des éléments déterminants pour la vie de millions de personnes. La hausse des prix alimentaires souligne leur importance. La capacité des marchés à venir en aide aux pauvres qui souffrent de la faim ou à leur porter atteinte dépend des institutions des marchés, des infrastructures, des politiques et des autres interventions, qui protègent les pauvres souffrant de la faim de leurs aléas. Il est par conséquent essentiel de les comprendre dans leur globalité pour pouvoir déterminer l'origine de la faim et de la vulnérabilité et concevoir des solutions appropriées.

Les pauvres qui souffrent de la faim – même ceux qui semblent à peine reliés au reste du monde – dépendent des marchés pour leur bien-être général, leurs moyens de subsistance, leur alimentation et leur nutrition. Le présent rapport analyse la dynamique et les processus par le biais desquels les marchés influent sur la prévalence et la nature de la faim, que ce soit de façon positive ou négative.

La pauvreté et la faim sont étroitement liées à l'accès à la nourriture. Comme les marchés permettent l'échange de services et de marchandises, ils sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire. Afin de pouvoir lutter contre la faim, il est nécessaire de savoir comment les marchés fonctionnent, pourquoi ils échouent et comment ils sont liés à leur contexte institutionnel. Le chapitre suivant traite de la nature, du rôle et du fonctionnement des marchés.

2 Les marchés

“Il est peu probable que l’on trouve [au]... dilemme que présentent les politiques alimentaires une solution unique pouvant s’appliquer à toutes les sociétés, mais on reconnaît l’importance fondamentale des marchés en tant que clé de toutes les solutions.

C. Peter Timmer, Falcon et Pearson, 1983

“Sans la mise en place d’institutions de soutien, le marché libre n’est rien de plus qu’un marché aux puces [:]... il n’y pas de passage de commande, pas de facturation ni de paiement par chèque, pas de crédit, et aucune garantie.”

Marcel Fafchamps, 2004

Toutes les sociétés, anciennes ou modernes, déterminent ce qu’il faut produire, qui le produira, comment cela sera produit et qui en bénéficiera. Même si les habitudes sociales et les bureaucrates entrent en ligne de compte, ces questions sont tranchées de plus en plus souvent par les marchés.

Un marché est une structure sociale qui facilite le changement de propriété des services et des biens. Selon certaines descriptions, il établit “les règles du jeu” en permettant d’évaluer les services, les entreprises et les produits et d’en fixer le prix. Les marchés peuvent par conséquent être définis comme “des institutions qui établissent la structure des incitations d’une économie” (North, 1991).

Les marchés rassemblent la demande et l’offre émanant de divers acteurs répartis dans l’espace et dans le temps, et permettent l’échange de marchandises et de biens entre les vendeurs et les acheteurs. La façon dont les marchandises sont distribuées et la capacité des marchés à rassembler efficacement la demande dépendent du fonctionnement du marché, c’est-à-dire de sa performance. Cela est à son tour tributaire de la structure du marché et de la conduite ou du comportement des agents et acteurs du marché. Pour que les politiques et les institutions puissent être efficaces, il faut que les marchés fonctionnent bien et pour cela, il leur faut des institutions et des politiques propices.

L’omniprésence des marchés

La sécurité alimentaire de la majeure partie de la population mondiale repose sur les marchés, qui vont de marchés aux fruits et légumes à des marchés d’exportation internationaux. La sécurité alimentaire de la plupart de la population mondiale dépend de ces marchés. De nombreuses personnes en dépendent pour leur emploi, qui leur permet de gagner suffisamment pour y acheter leur nourriture; les agriculteurs en dépendent pour vendre leurs produits.

La participation au marché ne garantit pas des résultats positifs. Les individus qui ont la possibilité d’utiliser le marché pour augmenter leurs revenus entrent parfois dans un “cercle vertueux”. Ceux qui ont peu d’actifs ou n’en possèdent aucun ne sont pas en mesure de tirer profit du marché (Perry *et al.*, 2006); leurs gains ne représentent pas un revenu suffisant pour investir dans la technologie, l’éducation et la santé, qui conduisent à une plus grande productivité et à des activités qui rapportent davantage. Des obstacles peuvent se rencontrer au niveau national, lorsque les recettes d’un pays ne sont pas suffisantes pour investir dans la technologie et les infrastructures (Dorward *et al.*, 2003). L’absence d’excédent commercialisable et les coûts élevés de la participation aux marchés contribuent à la création d’un piège, dans lequel les mécanismes déficients du marché condamnent les individus et les nations à un développement limité.

Les pauvres qui souffrent de la faim dépendent des marchés, non seulement pour l’achat direct de leur nourriture, mais aussi pour l’obtention de revenus qui leur permettront de se procurer des denrées alimentaires.

Qu’est-ce que les marchés et comment fonctionnent-ils?

Le rôle distributif fondamental des marchés a été décrit par Adam Smith comme “une main invisible”. Bien que le marché libre puisse paraître chaotique et débridé, les transactions entre agents, qui sont guidées par l’intérêt personnel, produisent des résultats bénéfiques. Si l’une des parties ne gagne rien à

négoier avec une autre, aucun échange ne se fait. Lorsqu'on se trouve en présence d'un marché libre et d'un cadre institutionnel propice, les actions mues par l'intérêt personnel d'agents économiques indépendants ont tendance à stimuler le bien-être général et la prospérité de la société.

Il existe une grande variété de marchés, dont les marchés primaires, les marchés à la production, les marchés de détail, les marchés d'intrants et d'extrants et les marchés des facteurs de production. Ce que tous les marchés ont en commun, c'est qu'ils constituent des mécanismes institutionnels facilitant l'échange de marchandises et de services. Les échanges ont lieu sur une place de marché – un cadre public où les marchandises sont achetées et vendues. Les marchés n'occupent pas forcément un lieu tangible; on trouve également des marchés dans le "cyberspace" (McMillan, 2002). Concrètement ou abstraitement – qu'il s'agisse d'économie de marché, de marché libre ou de mécanismes de marché – un marché fait toujours intervenir des vendeurs et des acheteurs. Le processus d'échange est régulé par l'offre et la demande, ce qui se traduit par des prix qui varient en fonction de la rareté des marchandises ou des services.

Les marchés sont des institutions qui tentent de faciliter les échanges entre individus malgré les nombreux problèmes et obstacles qui existent, notamment dans le monde en développement.

Le fonctionnement et les défaillances des marchés

Les marchés distribuent les ressources, y compris les denrées alimentaires. Ils fixent les prix et coordonnent les acheteurs et les vendeurs. En théorie, les marchés remplissent parfaitement ces fonctions, produisant des résultats optimaux. Toutefois, les marchés ne sont libres que dans certaines conditions rigoureuses:

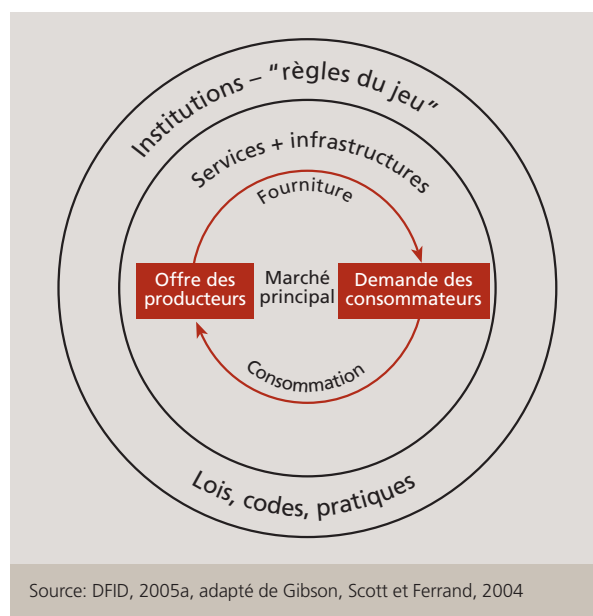
- Il doit y avoir de nombreux acheteurs et vendeurs, dont aucun ne doit être suffisamment important pour influencer le prix.
- De nouveaux acheteurs et vendeurs doivent pouvoir entrer sur le marché à faible coût.

- Les acheteurs et les vendeurs doivent tous deux savoir et disposer des mêmes informations gratuites.
- Tous les produits doivent être identiques.

Dans la plupart des cas, aucune de ces conditions n'est remplie, et par conséquent les marchés ne produisent pas des résultats optimaux. L'obtention d'informations a tendance à être coûteuse et les vendeurs sont habituellement mieux informés que les acheteurs. Le commerce et la transformation des marchandises sont généralement dominés par un petit nombre d'acteurs. Les produits sont très hétérogènes – même en agriculture, bien qu'à un moindre degré. On se heurte partout à des coûts de transaction et à des barrières commerciales, tout particulièrement dans les pays en développement. Pour surmonter ces problèmes de commercialisation et coordonner les échanges de marchandises et de services, certains mécanismes doivent être mis en place. Ce n'est que dans un monde utopique que les marchés peuvent être livrés entièrement à eux-mêmes.

Les marchés exigent une législation, une réglementation, une surveillance et des mesures de coercition. Pour profiter à un nombre maximum de personnes, les marchés nécessitent également un cadre institutionnel qui offre des incitations adéquates et efficaces (figure 2.1). Il existe d'importants

Figure 2.1 – La structure de soutien des marchés



Les défaillances des marchés

Les économistes attribuent les défaillances des marchés à quatre facteurs:

- **Le pouvoir de marché:** un seul gros acheteur ou vendeur, parfois en complicité avec d'autres, peut influencer le prix. Cela peut résulter d'économies d'échelle, qui incitent à exercer des activités à grande échelle.
- **Les externalités:** celles-ci existent lorsque les coûts et bénéfices d'un produit ou d'un service particulier ne sont pas entièrement reflétés par les prix en vigueur sur le marché. On peut citer en exemple les coûts de la pollution ou les bénéfices de l'apiculture.
- **Les biens publics:** il s'agit de biens qui peuvent être utilisés par tous ceux qui y ont accès, à condition que cela ne les interdise pas à d'autres. On peut citer en exemple les ouvrages de protection du littoral et les phares. Les routes et les informations sur les marchés en constituent des exemples moins bons. Les biens ou services publics risquent de faire sérieusement défaut, en raison entre autres du problème du parasitisme, qui fait que certaines personnes profitent des ressources sans payer et donc que les incitations ne sont pas suffisantes pour encourager les fournisseurs à fournir des produits en quantités socialement optimales.
- **Les informations imparfaites:** les marchés fonctionnent mal lorsque les informations sont inadéquates, erronées ou incertaines et que certains acteurs sont mieux informés que les autres. Les informations constituent un bien public coûteux et les connaissances créent un pouvoir de marché. Lorsque davantage d'informations sont disponibles, les acteurs acquièrent du pouvoir et peuvent négocier de meilleures affaires.

Le terme "défaillance du marché" désigne diverses situations:

Les imperfections du marché: si les économistes sont en désaccord sur bien des points, ils acceptent tous la loi de l'offre et de la demande, selon laquelle les prix augmentent si la demande est plus forte que l'offre, et vice versa. Parfois, cependant, les prix et les quantités ne s'adaptent pas, en raison du manque d'informations, du pouvoir de marché, des convenances sociales, etc. De telles circonstances sont particulièrement fréquentes dans le domaine de l'agriculture, du fait, en partie, que la réponse de l'offre demande du temps – au moins jusqu'à la récolte suivante.

La segmentation ou fragmentation des marchés: dans les pays en développement, les coûts de transaction et de transport sont souvent élevés. Cela signifie que les marchés sont parfois segmentés et insuffisamment intégrés. L'intégration des marchés implique que les écarts de prix entre les différents marchés sont basés sur les coûts de transport des marchandises d'un marché à un autre. Si ces coûts sont importants, comme c'est fréquemment le cas dans les pays en développement où les infrastructures sont inadéquates, les prix dans une région donnée peuvent être sans rapport aucun avec ceux d'une autre région. En conséquence, une région en excédent alimentaire peut se trouver à proximité d'une autre en déficit alimentaire. Les vendeurs exploitent parfois la différenciation des produits pour segmenter délibérément les marchés, afin de retirer des bénéfices supplémentaires lorsque des acheteurs qui en ont les moyens sont prêts à payer des prix plus élevés.

Le manque de marchés: il est possible aussi qu'il n'existe pas de marché en raison des coûts de transaction élevés ou du manque de demande. Le manque de services financiers dans de nombreuses zones rurales en est un exemple marquant.

Le défaut de coordination des marchés: les défauts de coordination peuvent résulter des externalités et des biens publics. Les biens publics sont souvent produits en trop petites quantités pour générer des bénéfices substantiels, principalement parce que les incitations à les produire sont insuffisantes. On peut citer comme exemple typique la situation dans laquelle la faible demande d'engrais ou de tracteurs fait que la production reste faible et les prix élevés, entravant de ce fait le développement agricole; l'absence d'échange d'informations sur les mauvais payeurs en est un autre exemple.

La production par les marchés de résultats incorrects: en ce qui concerne les biens publics et les externalités, les prix ne reflètent pas entièrement les avantages qu'on en retire. La recherche et la pollution en sont deux exemples extrêmes. Les résultats de la recherche constituent un bien public – à moins qu'ils ne soient brevetés, comme c'est de plus en plus souvent le cas – et produisent des externalités positives. Par exemple, une graine résistante à la sécheresse peut offrir d'énormes avantages, mais le prix de la graine ne reflétera vraisemblablement pas ces avantages, et ne le devrait sans doute pas. La pollution est une externalité négative, et les prix des activités polluantes sont souvent fixés trop bas pour produire un résultat désirable.

La production par les marchés de résultats indésirables: même lorsque les marchés produisent des résultats efficaces, ils réagissent à la demande et non pas aux besoins, et par conséquent ces résultats ne sont pas nécessairement équitables, ni socialement optimaux. Ainsi, si des agriculteurs touchés par la sécheresse perdent leurs récoltes, et par la même occasion

leurs revenus, il est peu probable que les marchés acheminent des denrées alimentaires dans la région sinistrée. Si les individus n'ont pas suffisamment d'argent pour acheter des aliments nutritifs, les marchés ne leur en fournissent pas. Les marchés n'assurent pas une nutrition adéquate pour tous. Ils peuvent contribuer à une dénutrition ou bien à une suralimentation, selon que le public n'est pas parfaitement informé – les parents ne savent pas toujours quels aliments ou pratiques de puériculture sont les meilleurs – ou que les externalités conduisent à une productivité accrue, à une meilleure santé et à une propagation réduite des maladies contagieuses.

Les marchés en équilibre lorsque la demande ne correspond pas à l'offre: on peut citer en exemples les cas où la demande d'un produit, d'un service ou d'un emploi dépasse ce que le fournisseur est prêt à vendre ou à fournir. Cela se produit sur le marché du travail, entraînant le chômage, ou sur les marchés financiers, où les banques refusent de prêter le total du montant que demande l'emprunteur par crainte de ne pas être remboursées. Les situations où les salaires sont si bas que les travailleurs ne peuvent pas acheter suffisamment de nourriture pour mener une vie saine et productive en sont un autre exemple. Des salaires plus élevés conduiraient à une productivité accrue, mais il est peu probable que les marchés produisent un résultat aussi optimal.

mécanismes permettant de réduire les frictions des marchés, à savoir:

- la protection des droits de propriété;
- le respect des contrats;
- un système de normes, par exemple sur les poids et la qualité; et
- des flux d'informations exactes.

Ces mécanismes stimulent le renforcement et l'expansion des marchés existants (North, 1995). Ils sont particulièrement importants lors de l'expansion des marchés et de la transformation des échanges locaux – qui reposent sur des réseaux sociaux, sur la confiance et les liens personnels – en échanges impersonnels et commerce à longue distance, quand la mise en application des règlements par un tiers, en général le gouvernement, devient nécessaire (North, 1990; Fafchamps, 2004).

La confiance est un élément important pour les marchés, surtout lorsque les institutions formelles sont moins développées. Lorsqu'il n'existe pas de système officiel de classement, les acheteurs jugent de la qualité satisfaisante des marchandises périssables qu'ils achètent en s'appuyant sur la confiance que leur inspire le vendeur. C'est aussi ce qu'ils font, en l'absence de balance, pour veiller à ce qu'on leur donne bien la bonne quantité de marchandises pour le prix demandé. Lorsque les coûts augmentent, les vendeurs essaient souvent de maintenir les prix

fictivement constants en ajustant les quantités vendues (Hoffman et Bernhard, 2007).

Les marchés ont besoin d'institutions et de systèmes juridiques pour faciliter les échanges.

La performance des marchés dépend de la complémentarité et de la coordination des politiques, des institutions et des acteurs de marché individuels, sans quoi les marchés peuvent échouer. Les défaillances des marchés sont courantes dans les pays en développement en raison de la faiblesse des

Informations sur la qualité du lait

“La qualité du lait [à Karachi, au Pakistan, au milieu des années 1970] variait d'un vendeur à l'autre et les informations sur la qualité étaient asymétriques: les vendeurs étaient mieux informés que les acheteurs. Le consommateur savait qu'il était pratique courante chez les vendeurs d'ajouter de l'eau au lait, mais il n'était pas en mesure de juger facilement si un vendeur particulier avait, un jour donné, dilué son lait, ni quelle quantité d'eau il avait ajoutée ... [L]e marché ne bénéficiait d'aucune institution pouvant certifier que le lait contenait tel ou tel pourcentage de matière grasse. Il n'existait aucun système de classement, pas de marques commerciales et pas de niveaux minimums de qualité. Le prix du marché du lait était le même partout... En l'absence de meilleures informations sur la qualité, le marché du lait de Karachi fonctionnait mal, entraînant des niveaux sous-optimaux de production et de consommation de lait.”

Source: Klitgaard, 1991

institutions de marché, de l'insuffisance ou de l'absence d'informations sur les marchés, d'un pouvoir de marché substantiel et de l'absence de plusieurs marchés, notamment de marchés financiers. On peut également se trouver en présence de risques élevés, d'incertitudes considérables et d'infrastructures inadéquates, ce qui rend la participation et les transactions coûteuses et contribue donc à la segmentation du marché et au renforcement du pouvoir de marché (Kydd et Dorward, 2004).

La formation non réglementée des forces du marché a produit un développement inégal (Brett, 2001). Dans les zones rurales pauvres, le marché s'est développé lentement, par comparaison notamment aux centres urbains à forte densité de population, ou aux zones rurales à fort potentiel bénéficiant d'un plus haut rendement agricole et d'excédents plus importants (FIDA, 2003b). Les régions rurales isolées et défavorisées, où vivent la majeure partie des pauvres qui souffrent de la faim, manquent généralement de marchés efficaces et risquent davantage d'être victimes de défaillances des marchés.

Les défaillances des marchés sont particulièrement fréquentes dans les pays en développement, les pauvres qui souffrent de la faim étant les plus touchés. L'efficacité des marchés dépend de la coordination de diverses politiques, institutions et acteurs individuels de marchés.

Le bon fonctionnement par opposition à la défaillance des marchés

La loi de l'offre et de la demande veut que les prix augmentent lorsque la demande est plus forte que l'offre, et vice versa. La hausse du prix du maïs, par exemple, incite les agriculteurs à en produire plus et les consommateurs à moins en acheter. Cela devrait rapprocher l'offre de la demande et faire baisser le prix du maïs. C'est ce que les économistes appellent les rôles de répartition et de distribution des marchés; par exemple, les producteurs de maïs consacrent plus de terres, de main-d'œuvre et d'intrants à la production de maïs lorsque leur récolte est achetée et distribuée en quantité croissante par les marchés.

Cela veut dire que les prix dictent les décisions des acteurs de marché. En conséquence, l'analyse et le suivi étroit des prix peuvent fournir de nombreuses informations précieuses, notamment en ce qui concerne le bon fonctionnement et la défaillance des marchés.

La commercialisation et le fonctionnement des marchés

Le fonctionnement des marchés peut être évalué d'après le processus par le biais duquel les denrées alimentaires sont acheminées des producteurs aux consommateurs, lesquels s'approvisionnent sur les marchés alimentaires de détail. Ce processus constitue la filière de commercialisation. L'évaluation de la filière de commercialisation permet de déterminer sa structure ainsi que le comportement des divers acteurs intervenant tout au long de celle-ci.

La filière de commercialisation traite les produits dans l'espace et dans le temps par le biais de l'entreposage, du transport et des procédés de transformation. Les coûts et prix observés tout au long de la filière de commercialisation permettent de savoir comment fonctionnent les marchés. Les prix demandés aux différents stades de la filière tiennent compte des coûts de transaction. Les différences de prix d'un stade à l'autre de la filière de commercialisation – de l'agriculteur au négociant ou à l'entreprise de transformation et du grossiste ou détaillant au consommateur – peuvent révéler le degré de compétitivité du marché et si les coûts de commercialisation des négociants sont raisonnables ou non (Baulch, 2001), et indiquer également si les marchés sont inefficaces, défaillants ou fonctionnent bien.

Les marchés agricoles sont généralement concentrés à un stade particulier de la filière de commercialisation. Dans les régions isolées, les négociants sont parfois très peu nombreux et les agriculteurs ont peu de choix. Plus le nombre de négociants rivalisant pour acheter les produits des agriculteurs est grand, meilleures sont les informations dont disposent ces derniers sur les prix en vigueur et plus il leur est facile de passer d'un acheteur à un autre (Timmer, Falcon et Pearson, 1983).

L'éventail, ou l'écart, des prix en deux points de la filière de commercialisation – par exemple entre le prix de détail dans un marché urbain et le prix de gros – peut indiquer si les marges commerciales brutes sont importantes. Cela pourrait vouloir dire que les négociants réalisent des bénéfices excessifs. En Guinée-Bissau, par exemple, le manque d'efficacité et les défaillances des marchés de noix de cajou brutes ont conduit, en 2007, à une réduction de la sécurité alimentaire.

La figure 2.2 montre une grande différence entre le prix franco le long du bateau (FLB), qui correspond à ce que le vendeur paie pour faire transporter ses marchandises du dépôt au port d'expédition, et le prix franco à bord (FAB) que l'acheteur doit payer à la frontière. Cette différence était supérieure aux coûts de transport, d'assurance et frais de port, ce qui semble indiquer que soit l'exportateur, soit l'importateur, a perçu des bénéfices dépassant les coûts typiques. Seules trois sociétés exportaient des noix de cajou brutes de Guinée-Bissau vers l'Inde, tandis que 60 pour cent de la population participait à la production de cajou. Le marché était par conséquent très concentré à l'un des bouts de la filière, révélant un pouvoir de marché oligopolistique (PAM, FAO et MADR, 2007).

La filière de commercialisation donne un aperçu de la formation des prix. Bien qu'une formation non concurrentielle des prix puisse influencer sur la performance et l'efficacité des marchés, il est possible qu'elle ne les empêche pas totalement de fonctionner: il se peut que les denrées alimentaires et autres produits continuent à circuler du producteur au consommateur.

L'intégration géographique constitue un autre aspect du fonctionnement des marchés. Lorsque les écarts de prix entre un marché et un autre sont supérieurs aux coûts de transaction, les négociants sont incités à transporter les denrées alimentaires des régions excédentaires, où les prix sont bas, aux régions déficitaires, où les prix sont élevés. Ce processus est appelé "arbitrage". Si les marchés sont intégrés et que l'on assiste à un arbitrage, les prix devraient suivre des tendances similaires (figure 2.3). Si les négociants ne réagissent pas à de tels écarts de prix, les barrières commerciales sont importantes et les marchés n'assurent plus leurs rôles de répartition et de distribution.

Cette situation se produit en Afrique orientale et australe, où le commerce des régions excédentaires vers les régions déficitaires est entravé par les frontières commerciales naturelles basées sur les zones

Figure 2.2 – Marges commerciales pour les noix de cajou brutes, avril 2007

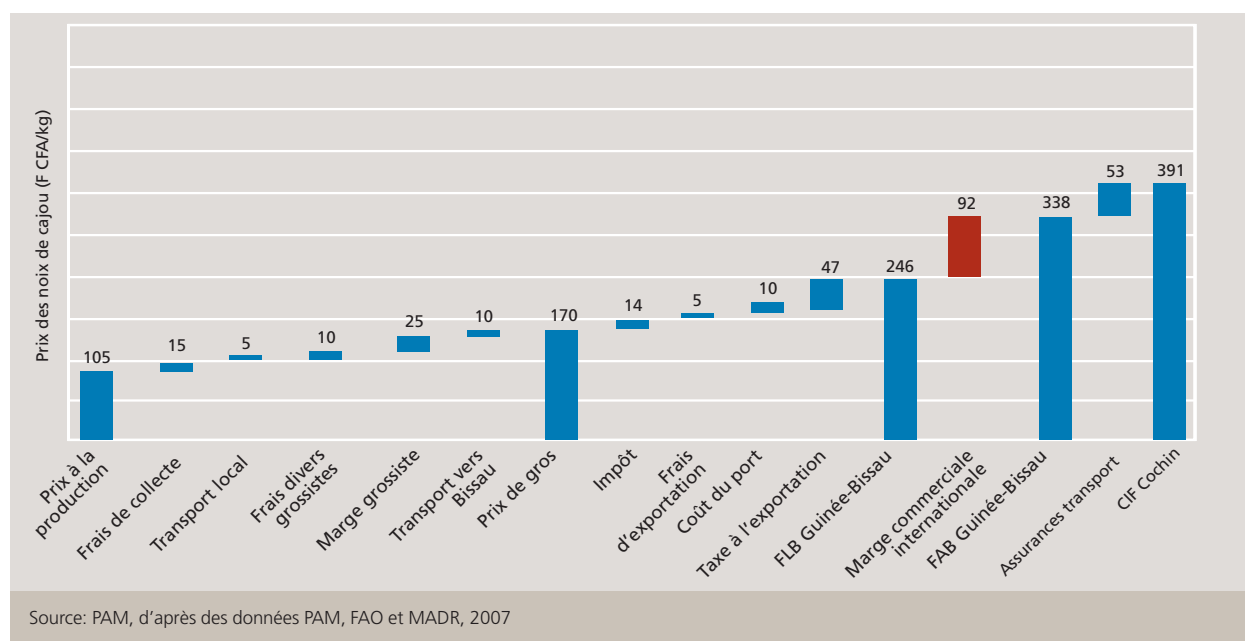
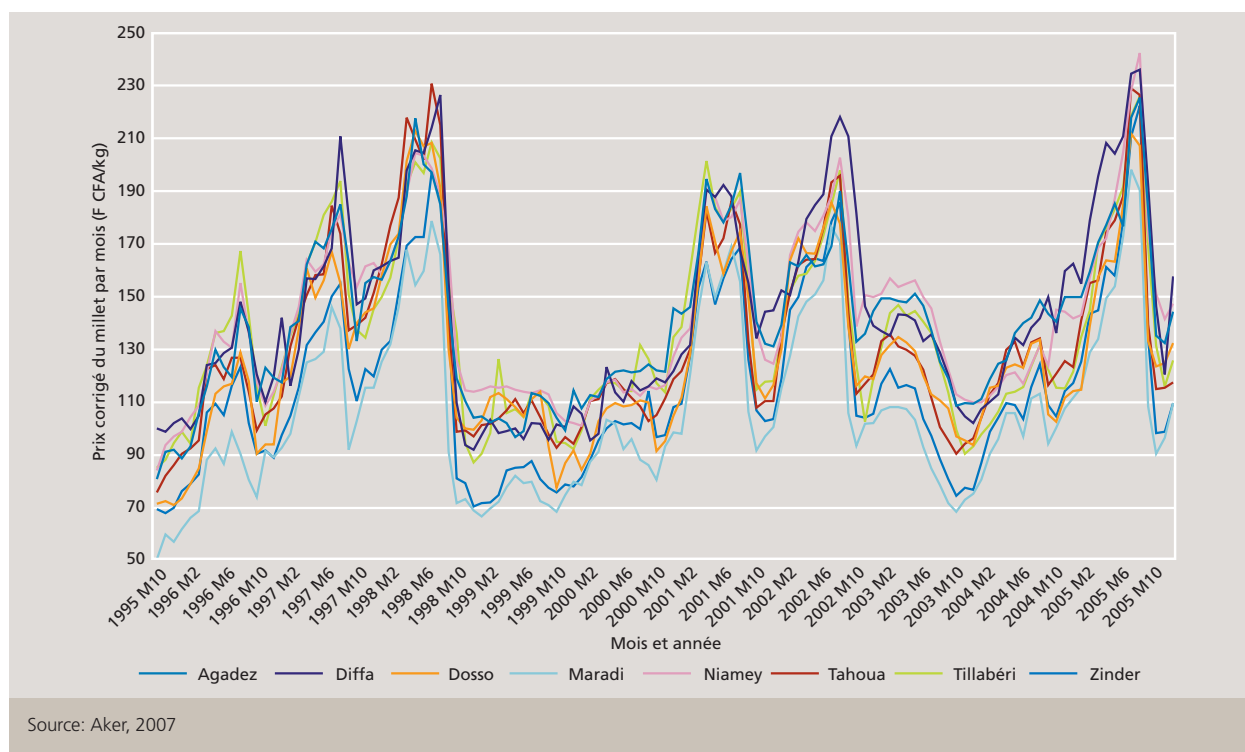


Figure 2.3 – Prix réels du millet dans certaines régions du Niger et du Nigéria, 1995–2005



agro-écologiques, les politiques et les procédures commerciales. Aucun quota, ni aucune interdiction ou taxe ne sont imposés sur le commerce transfrontalier de riz et de blé entre l’Afrique du Sud et le Mozambique, mais une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 17 pour cent est appliquée aux échanges de maïs, à moins qu’il ne soit importé pour en faire de la farine. Les politiques favorisent ainsi le commerce du riz, du blé et du maïs pour la fabrication de farine au détriment du maïs-grain. Dans la pratique, malgré plusieurs périodes prolongées où elles auraient été rentables pour les négociants, il n’y pas eu d’importations de grain au Mozambique en raison de l’étendue et de la complexité des procédures d’importation au niveau de la filière commerciale sud-africaine (Govereh *et al.*, 2008).

Les prix sont essentiels à la compréhension du comportement des marchés. Il convient d’étudier soigneusement les écarts de coûts et de prix tout au long de la filière commerciale, des agriculteurs aux négociants et du commerce de gros/de détail aux consommateurs, car ils dénotent la faiblesse, la défaillance ou le bon fonctionnement des marchés.

La modification des structures de marchés

Le rôle des acteurs publics et des marchés

Jusque dans les années 80, les économistes du développement étaient nombreux à penser que les imperfections des marchés qui étaient courantes dans les pays en développement pouvaient se résoudre par un effort d’investissement coordonné, impulsé par l’État. En créant des offices de la commercialisation, des coopératives sous le contrôle du gouvernement et des entreprises semi-publiques de transformation alimentaire, de nombreux gouvernements africains et asiatiques se sont fortement impliqués dans la commercialisation agricole et la transformation alimentaire. Les gouvernements avaient intérêt à ce que les prix alimentaires restent bas pour renforcer le soutien dont ils bénéficiaient. Les institutions gouvernementales se sont transformées en acheteurs monopolistiques de produits agricoles, et notamment des aliments de base et des principales cultures d’exportation.

Dans les années 80, cette théorie a été abandonnée, principalement en raison des contraintes imposées par

L'Afrique subsaharienne: trouver le juste milieu entre libéralisation et intervention politique

De nombreux gouvernements coloniaux, cherchant un moyen facile de générer des revenus, taxaient l'agriculture – essentiellement par le biais des offices de commercialisation. En Afrique, la structure et la nature de leur intervention dans les secteurs agricoles variaient d'une région à l'autre: en Afrique orientale et australe, l'intervention gouvernementale se concentrait sur les marchés céréaliers; en Afrique de l'Ouest, les offices de commercialisation étaient actifs principalement dans le secteur des cultures d'exportation (Kherallah *et al.*, 2002).

Après l'indépendance, les gouvernements africains ont privilégié l'industrialisation, plutôt que l'agriculture, comme moyen de stimuler la croissance et le développement. Ils ont continué à lever des impôts sur l'agriculture pour financer l'industrie et établir des services sociaux.

Outre la perception des revenus fiscaux, les offices de commercialisation assuraient la stabilité des prix et fournissaient aux agriculteurs des intrants bon marché et un débouché garanti pour leurs cultures. Comme il n'y avait qu'un seul acheteur, il n'était pas difficile de faire respecter les contrats.

Ces mécanismes de coordination verticale présentaient l'avantage de servir équitablement les intérêts de tous les agriculteurs, et les offices de commercialisation prenaient à leur charge tous les coûts de transport (prix uniformes sur tout le territoire) et de stockage (prix uniformes en toute saison). Toutefois, malheureusement, la plupart d'entre eux le faisaient de manière inefficace – les agriculteurs étaient mal payés et peu incités à produire. Lorsque les prix internationaux ont baissé, les pertes sont devenues intenable. L'intervention avait été "maladroite et trop musclée, [et avait] fourni des moyens et possibilités de recherche et captage de rente (Lundberg, 2005). À partir des années 80, les prêts d'ajustement structurel consentis par la Banque mondiale et les donateurs bilatéraux ont obligé les gouvernements à réduire l'ampleur des agences de commercialisation et à créer un climat favorable aux négociants.

La libéralisation agricole semble avoir eu des conséquences positives sur la chaîne d'approvisionnement en cultures commerciales (Kydd et Dorward, 2004), mais on n'a pas réussi à développer les marchés des intrants, des extrants et de la finance pour les cultures vivrières de base. Parmi les problèmes rencontrés figurent le non-remboursement des prêts par les agriculteurs; les faibles prix à la production offerts par les négociants au moment de la récolte, quand les agriculteurs ont désespérément besoin d'argent, et dans les régions isolées, où les agriculteurs n'ont aucun autre débouché pour leurs produits; la vente d'intrants frelatés; et l'utilisation de poids et mesures inexacts/truqués. Le déclin des investissements, l'étroitesse des marchés et la faiblesse des institutions sont au cœur de ces questions (Kydd et Dorward, 2004).

L'intervention de l'État demeure très courante sur les marchés africains des denrées alimentaires. Cela s'explique notamment par la sensibilité politique des questions concernant les disponibilités alimentaires d'un pays: sous un régime de libéralisation totale, les consommateurs et les petits agriculteurs pourraient être vulnérables à la spéculation, notamment lorsque les négociants les plus importants viennent de groupes ethniques minoritaires. Les gouvernements craignent de devenir trop dépendants des sociétés internationales d'échanges des céréales compte tenu des vulnérabilités qu'entraîne une telle dépendance (Dorward, Kydd et Poulton, 1998).

Dans les pays d'Afrique orientale et australe, tels que le Kenya, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe, les gouvernements continuent de poursuivre leurs objectifs de stabilisation des prix et de sécurité alimentaire par l'intermédiaire d'offices de commercialisation. Si ces derniers exercent aujourd'hui des activités plus modestes, ils continuent de jouer un rôle très important sur le marché du maïs. Des interdictions ont été imposées plusieurs fois sur l'exportation de maïs, généralement sans préavis, entraînant des effets dévastateurs pour le secteur privé. Au Kenya, on lève régulièrement, sans préavis, les droits de douane sur le maïs, ce qui cause une distorsion du marché et des pénuries du fait que les négociants diffèrent les importations par anticipation d'un retrait des droits de douanes.

La libéralisation des marchés alimentaires suscite des controverses. Certains prétendent que sa mise en œuvre a été inégale et pas suffisamment poussée. D'autres maintiennent que les réformes étaient une erreur, comme l'a prouvé la timide réponse du secteur privé. Trouver le juste milieu entre ces deux stratégies conduirait à des réformes judicieuses, qui pourraient se faire progressivement et favoriseraient le développement des marchés (chapitre 9).

le ralentissement de la croissance et l'apparition de la crise de la dette. Elle a été remplacée par un concept de marché connu sous le nom de "Consensus de

Washington", dont les principes fondamentaux étaient la stabilisation, la libéralisation et la privatisation.

La justification théorique de l'élargissement du rôle des marchés s'appuie principalement sur l'argument selon lequel la fonction de répartition assurée par les marchés s'améliore lorsque les prix sont libres de varier et qu'ils sont déterminés par les marchés, plutôt que par les gouvernements. Cela présente toutefois des limites. Ainsi, on ne peut profiter qu'une fois des avantages de la libéralisation des marchés, qui sont minimales ou non existants si le marché n'est pas entièrement dérégulé ou si d'autres inefficiences persistent (Brinkman, 1996).

Lorsque les marchés fonctionnent correctement, les politiques macroéconomiques, telles que celles qui portent sur les taux de change, ou les politiques commerciales, fiscales ou monétaires, peuvent modifier les incitations et les contraintes que perçoivent les acteurs de marché, à savoir les agriculteurs, les entreprises de transformation alimentaire et les négociants (Barrett, 2005b). Inversement, les politiques au niveau macroéconomique peuvent soit faciliter, soit entraver la formation de marchés. Dans certains cas, cela peut améliorer la sécurité alimentaire et la réduction de la faim; dans d'autres, cela porte atteinte au bien-être général de la population.

Dans les années 90, les résultats généralement décevants, les crises financières et les inégalités croissantes ont conduit à une réévaluation et à l'apparition d'une approche plus pragmatique. Cette nouvelle approche attribuait un rôle aux marchés et aux gouvernements et soulignait l'importance des institutions (Williamson, 2003b). Elle accordait une plus grande place à "l'humilité, à la diversité des politiques, ainsi qu'aux réformes modestes et à l'expérimentation" (Rodrik, 2006). On avait de nouveau recours aux concepts des externalités, de l'asymétrie des informations, des économies d'échelle, des pièges de pauvreté, des complémentarités stratégiques entre les secteurs et des défauts de coordination pour expliquer les expériences de développement et orienter l'élaboration de politiques. La théorie et la pratique du développement ont commencé à converger (Nations Unies, 2000).

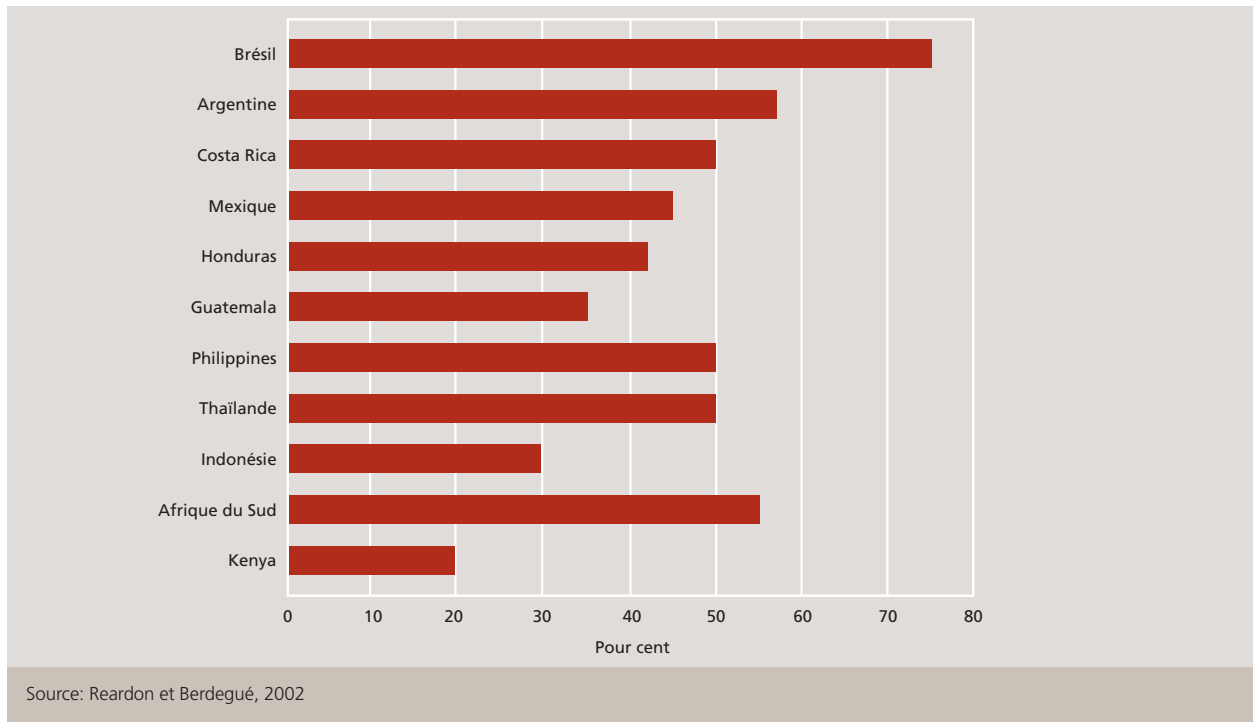
Le rôle des acteurs et des marchés privés

Étant dynamiques, les marchés sont en constante évolution. L'essor récent des grandes chaînes de magasins, souvent désigné sous le nom de "révolution des supermarchés", en est un exemple (Reardon et Berdegue, 2002; Reardon *et al.*, 2003; Weatherspoon et Reardon, 2003; Reardon et Swinnen, 2004). La distribution alimentaire dans le monde est de plus en plus souvent assurée par de grandes chaînes de supermarchés ou d'hypermarchés, sous l'effet moteur de quatre tendances connexes: la privatisation, la libéralisation, l'intégration et la mondialisation.

Les supermarchés sont tout d'abord apparus dans les pays développés. Depuis les années 90, ils se sont répandus rapidement dans les pays en développement, en commençant par les pays les plus grands et les plus riches d'Amérique latine, et s'étendant ensuite à l'Asie orientale et du Sud-Est et aux pays plus petits et plus pauvres d'Amérique latine, à l'Afrique australe puis à l'Afrique orientale et, tout récemment, à l'Asie du Sud. Les supermarchés représentent de 50 à 60 pour cent du secteur de la distribution alimentaire en Amérique latine et en Asie orientale (figure 2.4). On s'attend à ce qu'ils continuent de proliférer sur l'ensemble de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique (Traill, 2006). Ils pourvoient de plus en plus aux besoins des segments pauvres de la population, ce qui peut avoir des incidences négatives sur l'accès de ces personnes à des aliments nutritifs. Les supermarchés offrent aux agriculteurs de nouvelles opportunités de marché, mais les petits exploitants ont généralement peu de possibilités de satisfaire à leurs exigences en matière de quantité, de qualité et de respect des délais (chapitre 5).

Bien que les récents débats aient été centrés sur le rôle des marchés, plutôt que celui des États, dans la stimulation du développement, il doit y avoir une coordination et une complémentarité entre les marchés et le gouvernement pour que les marchés fonctionnent correctement. Les marchés ne peuvent pas opérer en vase clos. La difficulté pour tous les gouvernements consiste à trouver le juste milieu entre la loi du marché et les interventions.

Figure 2.4 – La part des supermarchés dans le secteur de la distribution alimentaire dans certains pays en développement



Mieux comprendre comment les marchés facilitent ou entravent la lutte contre la faim et la pauvreté n'est qu'une première étape vers l'élaboration de solutions durables face au piège faim-pauvreté. Les marchés exercent des effets directs et indirects très variés sur la prévalence de la faim et de la pauvreté. Le coût élevé des denrées alimentaires a des incidences globales

importantes pour les pays et les ménages, tout particulièrement pour les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Par ailleurs, la crise financière mondiale aggrave encore les risques. Le chapitre suivant dégage certaines des raisons et conséquences possibles de ce phénomène angoissant.

Intermezzo 2.1: Le modèle chinois – la lutte contre la faim par les réformes

La Chine a été victime de l'une des plus grandes famines du XXe siècle. Depuis lors, cependant, le pays a vu une réduction remarquable de la pauvreté et de la faim. Les réformes apportées au secteur de l'agriculture ont été primordiales pour ce succès.

Avant les réformes, le secteur agricole se caractérisait par le système de communes populaires, qui interdisait de cultiver sur des terres privées. En conséquence, les petits agriculteurs ont perdu presque toute motivation à travailler de manière productive (Fang et Yang, 2006).

En 1978, les ménages agricoles ont obtenu le droit d'exploiter des terres collectives, en vertu de baux à long terme. Cette réforme, connue sous le nom de "système de responsabilité", accordait également aux agriculteurs l'accès aux marchés où ils pouvaient vendre le surplus produit, après avoir attribué à la commune populaire les quotas exigés de la production. Au fil des années, ces quotas ont été réduits et les plans de production obligatoire ont été supprimés en 1985. Ces réformes se sont accompagnées d'une hausse des prix au producteur, de la fourniture de semences hybrides ainsi que d'investissements dans l'irrigation, dans la recherche et la vulgarisation agricoles, et dans les infrastructures rurales (Nations Unies, 2000; Fang et Yang, 2006).

Au début de la période de réforme, entre 1978 et 1985, la production de céréales a augmenté de 30 pour cent, tandis que les superficies cultivées ont diminué de 6 pour cent (Lohmar, 2006). Ce succès provenait de la flexibilité démontrée aux niveaux local et régional, laquelle a permis de prendre en compte les spécificités de chaque région lorsque les dirigeants locaux ont réparti les terres entre les petits agriculteurs (FAO, 2006b). Les dirigeants ont également veillé à ce que les rendements des cultures puissent satisfaire aux besoins urbains en réservant une partie de chaque récolte pour l'approvisionnement des villes (Lohmar, 2006).

Entre 1978 et 1998, le nombre de pauvres dans les zones rurales chinoises est descendu de 260 à 42 millions. Plus de la moitié de cette réduction s'est produite dans les six premières années (Lohmar, 2003). Les disponibilités alimentaires par habitant ont augmenté, passant de 1 717 kilocalories dans les années 60 à 2 328 en 1981 et 3 000 kilocalories à la fin des années 90. La Chine s'est montrée en mesure de réagir aux situations d'urgence durant la période de réforme, comme par exemple lors des inondations des années 90, quand le Gouvernement est intervenu massivement et en temps opportun (FAO, 2006b).

Le modèle chinois – les raisons de son succès

- Action gouvernementale – *les responsables politiques ont identifié des solutions et les ont mises en œuvre.*
- Incitations pour les agriculteurs – *un marché a été créé.*
- Réformes des marchés – *les réformes ont été mises en œuvre progressivement afin de permettre une transition sans heurts.*

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

“Les progrès de la lutte contre la faim sont ralentis actuellement par l’augmentation des prix des denrées alimentaires partout dans le monde.”

Nations Unies, 2008b

Ces dernières années, le monde a connu une augmentation des prix alimentaires, qui ont atteint un niveau critique en 2008. Les prix risquent de demeurer relativement élevés dans les prochaines années. L’effet de la hausse des prix alimentaires sur les populations affamées, qui a des conséquences à long terme, a compromis la lutte contre la faim et la perspective de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

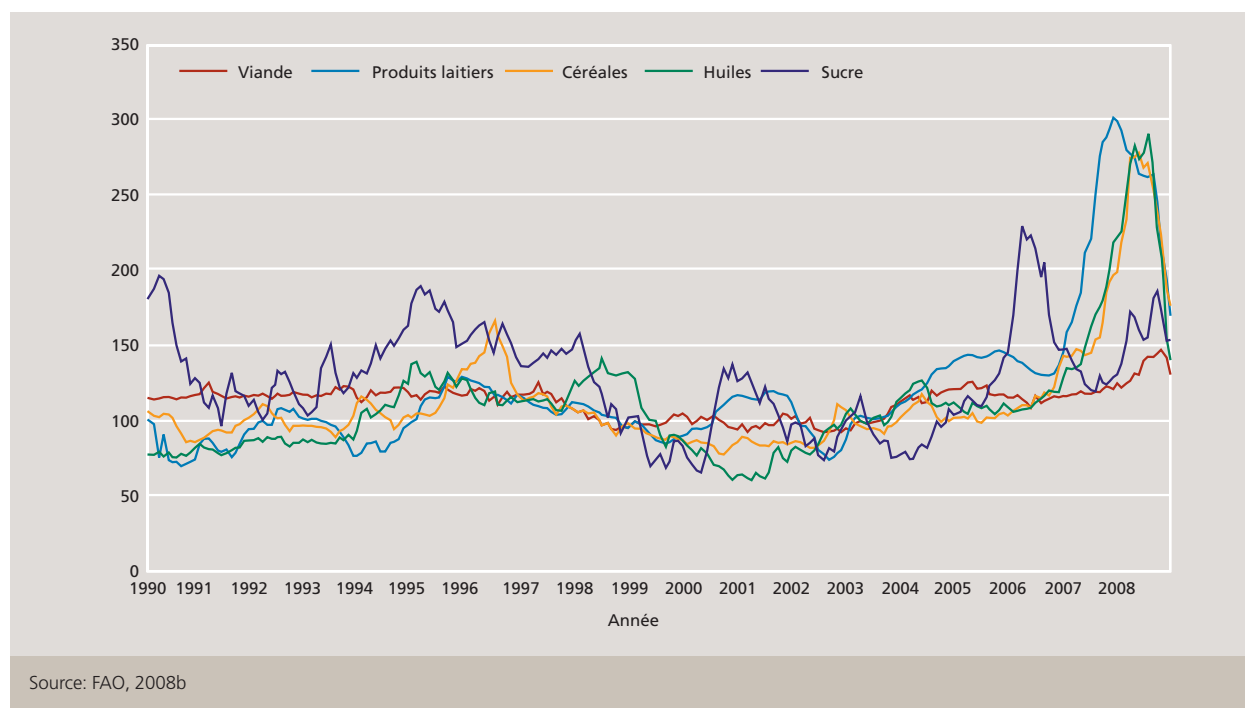
Tendances et causes: la demande surpasse l’offre

Les prix alimentaires, qui augmentent depuis 2001, ont particulièrement grimpé en 2007 et 2008, avant d’accuser une forte baisse au cours du deuxième semestre 2008 (figure 3.1). Les causes peuvent être ramenées à des facteurs d’offre et de demande (tableau 3.1). La demande de denrées alimentaires a

augmenté en conséquence de l’accroissement des revenus dans les pays à forte croissance économique, et notamment en Asie. Les augmentations des revenus se traduisent généralement par une diminution de la consommation de céréales et un accroissement de la production de viande, laquelle exige un usage intensif de céréales.

On a assisté ces dernières années, notamment dans les pays développés, à un essor rapide de la production de cultures vivrières qui sont ensuite converties en biocarburant. Cela est largement dû aux prix élevés de l’énergie et aux mesures politiques prises afin de réduire la dépendance par rapport aux combustibles fossiles, du type exigences relatives au mélange et à l’utilisation obligatoires, subventions et impositions de tarifs douaniers. La plupart des spécialistes s’accordent pour dire que les biocarburants jouent un rôle important dans l’augmentation de la demande et des prix. Bien que les biocarburants n’interviennent que pour environ 1,5 pour cent dans l’approvisionnement mondial en combustible liquide, ils représentaient en 2006–2007 près de la moitié de l’augmentation de la consommation des principales cultures vivrières (FMI, 2008d). Mondialement, 126 millions de tonnes de céréales seront destinées à la production d’éthanol

Figure 3.1 – Les prix alimentaires ont connu des augmentations inégales et ils restent volatiles (1998–2000 = 100)



3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

Tableau 3.1 – Les facteurs à l'origine de la hausse des prix alimentaires

Facteurs de demande	Facteurs d'offre
<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des revenus et évolution de la demande • Croissance démographique • Biocarburants • Faible taux de change du dollar • Investissements institutionnels (spéculation) 	<ul style="list-style-type: none"> • Stocks bas • Chocs liés aux événements météorologiques • Faibles investissements dans l'agriculture et faible croissance de la productivité • Restrictions à l'exportation • Prix de l'énergie: engrais, mécanisation, transport • Faible taux de change du dollar

en 2008–2009, c'est-à-dire environ 6 pour cent de la production mondiale et environ un tiers de la production américaine de maïs (CIC, 2008b).

Les biocarburants ont provoqué l'augmentation des prix non seulement des cultures utilisées pour la production d'énergie, telles que le maïs et l'huile végétale, mais aussi d'autres aliments, en raison des substitutions de production ou de consommation ou d'effets d'inflation par les coûts. Lorsque le prix du maïs augmente, les agriculteurs sont incités à réserver plus de superficies à sa culture et à consacrer moins de terres aux autres cultures. En outre, les consommateurs préfèrent parfois d'autres céréales, ce qui entraîne une augmentation de la demande et des prix de ces céréales. Comme environ 60 pour cent de la production mondiale de maïs est actuellement destinée à l'alimentation animale, les prix de la viande et des produits laitiers ont eux aussi augmenté. Plusieurs institutions estiment que les biocarburants interviennent pour environ 20 à 30 pour cent dans les augmentations des prix, alors que pour certains ce chiffre pourrait atteindre jusqu'à 70 pour cent ou ne s'élever qu'à 3 pour cent (von Braun, 2007; FMI, 2008d; OCDE-FAO, 2008; Banque mondiale, 2008c et 2009).

La demande a probablement aussi augmenté en conséquence des vastes sommes d'argent apportées par les investisseurs institutionnels dans les marchés de produits de base. Il n'existe toutefois aucun consensus sur la mesure dans laquelle ces investissements – ou cette spéculation – sont responsables de la hausse des prix alimentaires. Motivés par des taux d'intérêt bas et les turbulences financières, les investisseurs ont cherché à diversifier leur portefeuille, étant donné que

les marchés boursiers présentent une faible corrélation avec les marchés de produits de base et offrent des rendements plus élevés. Les investissements institutionnels apportent au marché une dynamique nouvelle, parfois déroutante (*intermezzo* 3.2).

Le fait que la plupart des produits alimentaires sont libellés en dollars influe sur les prix par le biais de

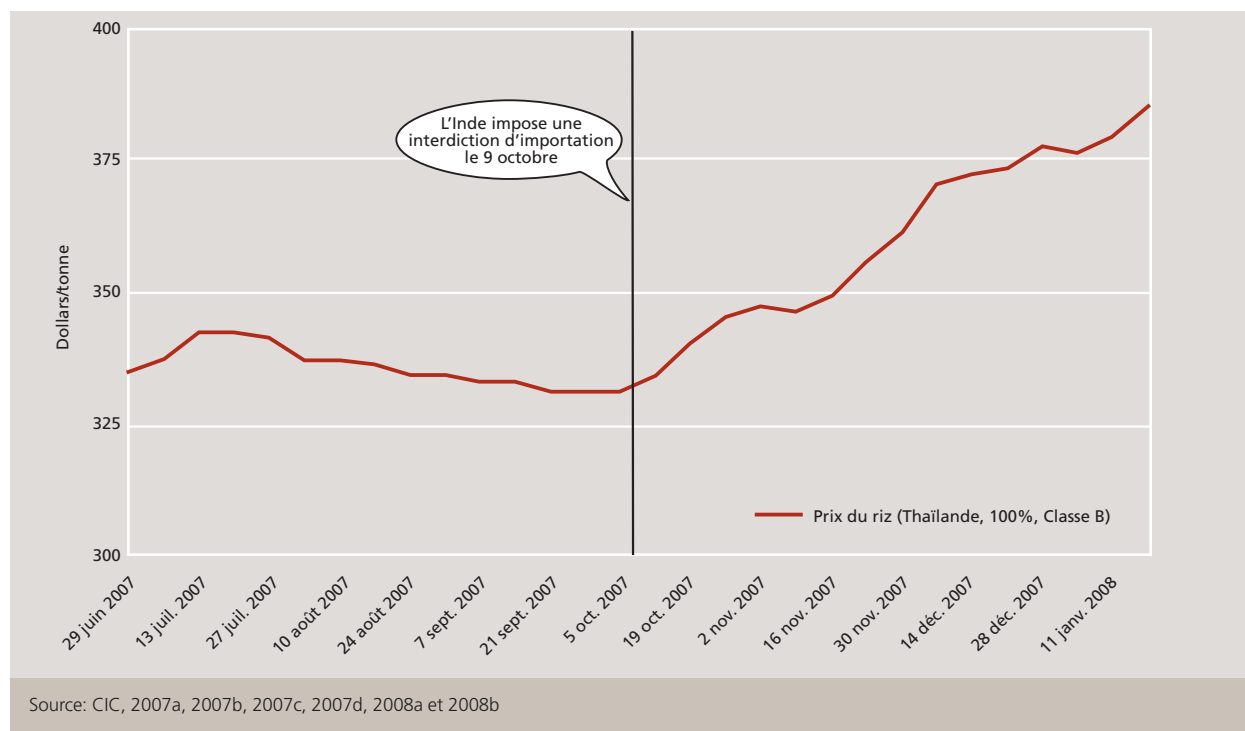
l'offre et de la demande. La baisse du taux de change du dollar rend les produits relativement bon marché pour les pays dont les monnaies augmentent de valeur par rapport à la devise américaine, ce qui stimule la demande. Toutefois, les exportations alimentaires rapportent également moins à ce pays en monnaie nationale, ce qui pousse les agriculteurs à augmenter les prix pour couvrir leurs frais.

Du point de vue de l'offre, la production mondiale de céréales a diminué de 3,6 pour cent en 2005 et de 6,9 pour cent en 2006, essentiellement en raison de chocs liés aux événements météorologiques (FAO, 2008c). Ces baisses étaient peu importantes, mais comme la demande dépassait l'offre depuis quelques années, les stocks de céréales étaient bas et, par conséquent, incapables d'absorber entièrement les chocs de l'offre. Actuellement, les stocks de céréales sont à leur niveau le plus bas depuis 30 ans (figure 6.3), ce qui a contribué à la volatilité des prix.

L'offre n'a pas suivi la demande, en partie parce que les investissements réalisés dans l'agriculture sont restés faibles et que le taux de croissance des rendements a diminué. Entre 1960 et 1985, les rendements de maïs, de riz et de blé ont généralement augmenté de plus de 2 pour cent par an, atteignant 5 pour cent pour le blé. Vers 2000, le taux de croissance annuel des rendements de riz et de blé était inférieur à 1 pour cent. Par la suite, ce taux a augmenté, mais celui du maïs est tombé à moins de 1 pour cent (Banque mondiale, 2007c).

Les mesures politiques ont exacerbé la situation de l'offre. À la mi-2008, environ 40 pays, y compris de grands exportateurs comme l'Argentine, le Kazakhstan

Figure 3.2 – Les prix du riz thaïlandais et l'interdiction des exportations par l'Inde (dollars/tonnes)



et le Viet Nam, avaient imposé des restrictions aux exportations agricoles (Banque mondiale, 2008a). L'interdiction de l'exportation de riz imposée par l'Inde le 9 octobre 2007 a eu des répercussions considérables sur le prix de cet aliment (figure 3.2). Les pays ont mis des restrictions en place afin d'augmenter leurs disponibilités alimentaires nationales. À court terme, de telles mesures peuvent être utiles au niveau national, mais elles ont d'importants effets néfastes sur les États voisins et d'autres pays importateurs. À long terme, elles ne sont pas efficaces parce qu'elles freinent la production et le commerce. Elles peuvent également être inefficaces à court terme, si les frontières sont poreuses ou si les négociants augmentent leurs marges (et leurs prix) en raison des restrictions. Au cours du deuxième semestre 2008, plusieurs pays ont allégé leurs restrictions à l'exportation, ce qui a favorisé la baisse des prix.

La hausse des prix de l'énergie constitue le dernier facteur à l'origine de l'augmentation des prix alimentaires. Les prix de l'énergie influent depuis longtemps sur les prix alimentaires car, d'une part, certains engrais et pesticides sont issus d'hydrocarbures et, d'autre part, dans de nombreux pays, la production alimentaire consomme beaucoup

d'énergie (voir FMI, 2008c). Les produits alimentaires doivent également être transportés. Ces dernières années, les prix de ceux-ci à la production ont été liés aux prix de l'énergie plutôt qu'à ceux des intrants. Ce phénomène est largement dû à l'émergence des biocarburants comme produits de substitution aux combustibles fossiles lorsque les prix sont élevés (Schmidhuber, 2006; Banque mondiale, 2009).

Les analystes s'accordent généralement pour dire que ces facteurs, à l'exception peut-être de la spéculation, ont concouru conjointement à l'augmentation des prix alimentaires. Toutefois, ils ne sont pas d'accord sur l'importance relative à accorder à chaque facteur, notamment lorsqu'il s'agit de produits et de périodes spécifiques.

Les prix alimentaires risquent de rester élevés et volatiles

Les prix alimentaires ont atteint leur plus haut niveau à la mi-2008 pour diminuer ensuite au cours de la deuxième moitié de l'année. Plusieurs des facteurs qui sont à l'origine de cette chute, tels que le ralentissement de la croissance de la demande, la baisse des prix de l'énergie et le raffermissement du

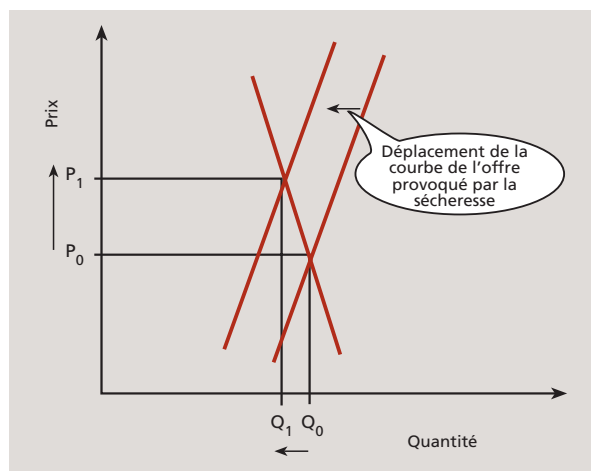
3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

dollar, peuvent être attribués à la crise financière mondiale qui s'est déclarée en septembre 2008. D'autres facteurs, tels que l'allègement des problèmes d'offre liés aux événements météorologiques et des restrictions à l'exportation, ont également joué un rôle.

Cependant, plusieurs facteurs structurels, dont la faiblesse des stocks, la croissance ralentie de la productivité, les changements climatiques, les prix relativement élevés de l'énergie et la demande de biocarburants, persistent. On s'attend à ce que, dans les pays en développement, la croissance demeure relativement forte, ou qu'elle le devienne, dans le moyen à long terme, malgré le ralentissement de la croissance des revenus à court terme.

Les changements structurels pourraient annoncer une ère nouvelle. Les récentes hausses succèdent à un déclin prolongé des prix de nombreux produits agricoles, qui ont atteint des niveaux historiquement bas à la fin des années 90. Les prix des céréales ont baissé car la révolution verte a eu un effet bénéfique sur la productivité, tandis que la demande a augmenté plus lentement en conséquence du ralentissement de la croissance démographique, de la persistance de la pauvreté dans certains pays et de l'atteinte de niveaux moyens à élevés de consommation de céréales dans d'autres pays, dont la Chine (FAO, 2002).

Figure 3.3 – Courbes de l'offre et de la demande de produits alimentaires de base



Il est difficile d'établir des prévisions, particulièrement à moyen et long terme, et dans le passé les économistes se sont trompés. Les craintes relatives à l'augmentation des prix alimentaires se sont souvent révélées exagérées ou tout simplement injustifiées (*intermezzo* 3.1). La plupart des prévisions sont établies par extrapolation mécanique sur l'avenir, et fréquemment, les changements structurels au niveau de la dynamique sous-jacente ou du modèle ne sont pas anticipés.

“Les prévisions économiques ont pour seul rôle de faire passer l'astrologie pour respectable.”

John Kenneth Galbraith

Tableau 3.2 – Facteurs influant sur les prix alimentaires futurs

	Demande	Offre
Court terme	<ul style="list-style-type: none"> • Ralentissement de l'économie mondiale 	<ul style="list-style-type: none"> • Stocks bas • Restrictions à l'exportation • Chocs liés aux événements météorologiques • Concurrence des biocarburants sur les terres • Expansion des superficies, le cas échéant • Hausse des prix de l'énergie (intrants)
Long terme	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation et évolution de la demande provenant des marchés émergents • Augmentation de la population, mais plus lente • Demande de biocarburants • Investissements institutionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus d'investissements dans l'agriculture? • (Bio)technologies permettant une augmentation des rendements? • Les changements climatiques vont augmenter la fréquence et l'intensité des événements météorologiques extrêmes • Biocarburants de deuxième génération: diminution de la concurrence sur les terres? • Hausse du prix de l'énergie (et des engrais)

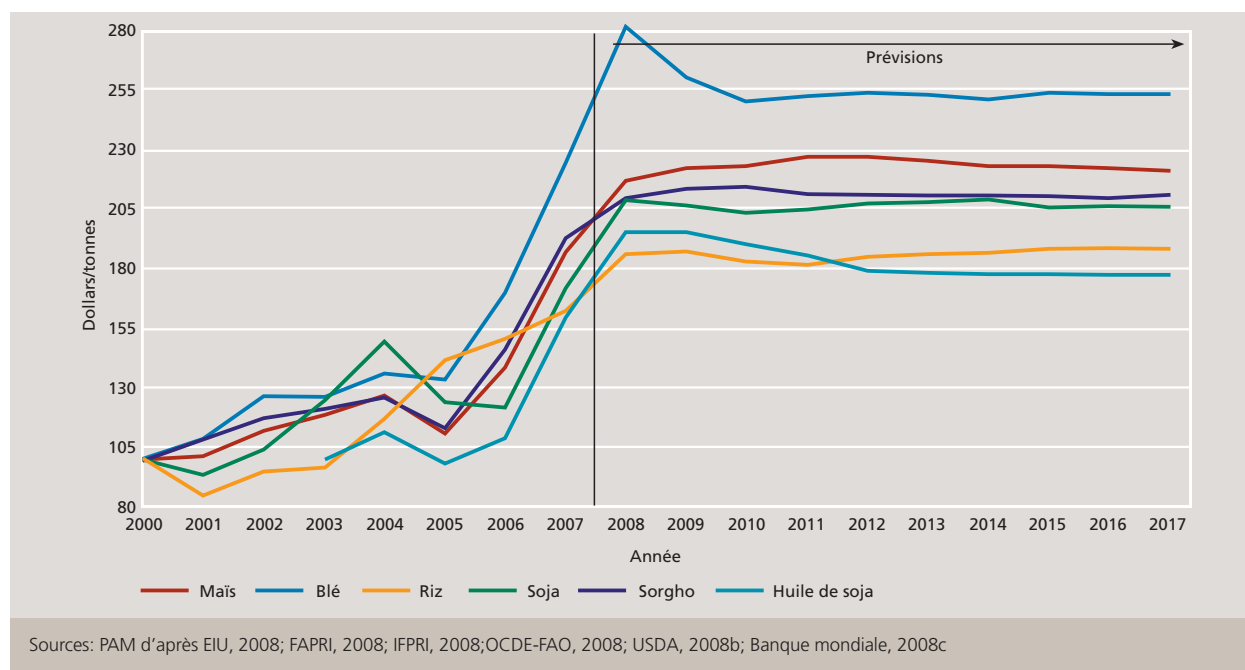
Les cours des produits de base sont fondamentalement volatiles, et particulièrement ceux des produits agricoles, en raison de la faible réponse de l'offre et de la demande aux variations de prix. Les courbes de l'offre et de la demande sont très raides et des petits changements au niveau de l'offre peuvent avoir des incidences importantes sur les prix, notamment lorsque les stocks sont bas. La figure 3.3 illustre ce point. S'il se produisait une sécheresse, la courbe de l'offre se déplacerait vers la gauche, tandis que la courbe de la demande resterait inchangée. Une légère diminution de la production, de Q_0 à Q_1 , produit une augmentation beaucoup plus forte des prix, de P_0 à P_1 . Une hausse des prix d'un même ordre de grandeur peut être déduite si la courbe de la demande se déplace vers la droite sous l'effet de l'augmentation des revenus ou de l'importance des biocarburants.

De nombreux facteurs influent sur les tendances futures de l'offre et de la demande, et la plupart d'entre eux sont fortement incertains (tableau 3.2). Les facteurs temporaires, tels que le ralentissement de l'économie mondiale, s'estomperont, mais l'évolution des tendances de la demande, les changements climatiques et la hausse des prix de l'énergie et des engrais, sont de nature plus structurelle. La hausse des prix devrait conduire à une augmentation de la production – qui devrait faire baisser les prix.

Cependant, cela exige de réaliser des investissements dans l'agriculture, y compris en recherche-développement afin d'améliorer les rendements, ainsi que dans l'expansion des superficies cultivées, lorsque des terres sont disponibles, tout en veillant à protéger les droits de leurs exploitants actuels et en favorisant une exploitation durable des ressources naturelles. La crise financière mondiale, les effets des changements climatiques sur la production agricole, les investissements institutionnels et la demande de biocarburants créent une incertitude considérable quant au mécanisme normal du marché.

La plupart des institutions prévoyaient que les prix allaient atteindre leur plus haut niveau en 2008 ou 2009, et diminuer ensuite progressivement (figure 3.4). Cela s'est en grande partie réalisé, bien que la baisse des prix ait été beaucoup plus soudaine et abrupte que prévu. En novembre 2008, l'indice FAO des prix des céréales était toujours supérieur de 70 pour cent à celui de 2005 et le double de celui de 2000. Les prix alimentaires moyens pour les dix prochaines années seront considérablement plus élevés que ceux des dix années précédentes. Quelle que soit la durée des augmentations des prix alimentaires, ces hausses ont toujours un effet néfaste immédiat et à long terme sur les catégories de population et les pays vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Figure 3.4 – Prévisions de la moyenne des prix alimentaires établies par six institutions (2000 = 100)



3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

Il est difficile d'établir des prévisions à moyen et à long terme; les facteurs temporaires, tels que le ralentissement de l'économie mondiale, s'estomperont, tandis que l'augmentation de la demande ainsi que la hausse des prix de l'énergie et des engrais, qui sont de nature plus structurelle, risquent d'être permanents.

Les répercussions sur les pays

La transmission des prix internationaux des denrées alimentaires aux marchés intérieurs est imparfaite et dépend de plusieurs facteurs

Le risque que le coût élevé des denrées alimentaires ait un effet néfaste sur un pays dépend de sa vulnérabilité et de l'importance de la hausse des prix (voir le chapitre 7 pour la terminologie). Une hausse des prix sur le marché international ne se répercute pas toujours sur le marché intérieur. La transmission des prix internationaux aux marchés intérieurs dépend de plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci figurent d'abord les facteurs structurels, qui ne peuvent pas être modifiés à court terme et sont les suivants:

- *La part des importations* dans les disponibilités alimentaires: les pays qui importent moins de denrées alimentaires sont moins vulnérables.
- *Les coûts de transport*: les régions où l'acheminement des denrées coûte cher, telles que les régions isolées, enclavées ou montagneuses, connaissent généralement des prix plus élevés, qui sont moins étroitement corrélés avec les prix internationaux.
- *La compétitivité* des marchés: les marchés plus compétitifs sont susceptibles de transmettre les variations de prix plus directement.
- *La structure des coûts*: les denrées alimentaires dont les coûts de transformation, de transport et de distribution sont élevés sont mieux protégées.

Deuxièmement, figurent les mesures politiques que les gouvernements prennent pour réduire la transmission des prix internationaux aux marchés intérieurs:

- *Les barrières commerciales* – tarifs d'importation, contingents d'importation, restrictions à l'exportation: lorsque les obstacles à l'importation

sont importants, les prix sur le marché intérieur sont généralement plus élevés et en moins étroite corrélation avec les prix internationaux. Les restrictions à l'exportation peuvent entraîner une augmentation des disponibilités alimentaires nationales et une baisse des prix à court terme.

- *Les impôts et subventions* relatifs aux denrées alimentaires produites intérieurement: la réduction des premiers et l'augmentation des deuxièmes réduisent la transmission des prix.
- *Autres interventions* gouvernementales: par exemple, le déblocage de réserves alimentaires peut réduire la transmission des prix.

Près des trois quarts des 80 pays en développement interrogés en mars 2008 avaient pris des mesures politiques visant à réduire la transmission des prix et à en atténuer les répercussions sur les consommateurs (Banque mondiale, 2009).

Les taux de change figurent parmi les autres facteurs importants qui influent sur la transmission des prix internationaux aux marchés intérieurs. L'appréciation des taux de change rend les importations moins chères, réduisant la transmission des prix. Cela a profité à la zone CFA d'Afrique de l'Ouest, par exemple, du fait que le franc CFA est ancré à l'euro. La mesure dans laquelle les gouvernements peuvent influencer sur le taux de change dépend du régime de change. Si le change est flottant ou intermédiaire (entre fixe et flottement libre), les gouvernements disposent d'instruments qui peuvent en influencer le taux.

Une étude réalisée récemment dans sept pays asiatiques a révélé que les prix mondiaux en dollars ont augmenté en moyenne de 52 pour cent entre la fin de 2003 et la fin de 2007, alors que les prix intérieurs n'ont augmenté que de 17 pour cent en monnaie locale (Dawe, 2008). Une autre étude a estimé qu'entre 1995 et 2008, environ 15 pour cent de la variation des prix alimentaires internationaux a été transmise aux marchés intérieurs (FMI, 2008c). Les conditions intérieures de l'offre et de la demande ont plus de poids lorsque la transmission des prix est limitée, ce qui a été le cas, par exemple, au Burundi et en Ouganda (Sanogo, 2009).

La transmission des prix ne se fait pas non plus complètement lorsque ceux-ci sont en baisse. Par exemple, à la fin de 2008, on a pu constater que la forte diminution des prix internationaux des denrées alimentaires ne s'est pas traduite par une baisse équivalente des prix sur les marchés intérieurs. Cela peut s'expliquer par diverses raisons, dont les suivantes:

- une transmission des prix retardée à cause du temps de transport;
- la viscosité des prix et l'effet cliquet, quand les prix s'ajustent plus facilement à la hausse qu'à la baisse;
- les effets de la réduction des subventions du carburant sur les prix alimentaires (FMI, 2008b); et
- les effets de second tour des prix – la hausse des prix conduit à une hausse des salaires qui fait de nouveau monter les prix (FMI, 2008c).

Les pays importateurs de denrées alimentaires subissent les conséquences

La hausse des prix alimentaires mondiaux a accru la vulnérabilité des pays importateurs en développement. Pour de nombreux pays en développement, les importations constituent une soupape de sécurité importante lorsque la production nationale est insuffisante. Ces importations freinent les prix (chapitre 6). La hausse des prix internationaux et les restrictions à l'exportation font obstacle à cette soupape de sécurité.

Par ailleurs, le climat international a mis en lumière la "tragédie des biens communs" (Timmer, 1986). Lorsque la production d'un pays est insuffisante en conséquence d'un choc, il est généralement assez facile d'importer la différence. Cependant, lorsque de nombreux pays se trouvent face à la même situation, ils risquent de voir augmenter les prix et d'avoir des difficultés à importer des denrées car les importateurs sont alors beaucoup plus nombreux que les exportateurs (chapitre 6). Encore récemment, la probabilité qu'un grand nombre de pays aient besoin d'importer plus de nourriture qu'à l'habitude était plutôt faible. Cependant, cette probabilité est en hausse actuellement en conséquence des changements climatiques qui augmentent la fréquence

et l'intensité des défaillances de la production liées au temps.

Le coût élevé des denrées alimentaires peut avoir plusieurs effets au niveau macroéconomique. Du point de vue de la balance des paiements, les pays qui sont exportateurs nets ont bénéficié de la hausse des prix alimentaires et connu une augmentation des termes de l'échange. Les pays qui sont importateurs nets, quant à eux, ont dû faire face à un déclin des termes de l'échange et à des factures d'importation de produits alimentaires plus élevées. Cette situation est particulièrement inquiétante pour les pays en développement, dont la majorité – 55 pour cent – sont importateurs nets de denrées alimentaires. Les pays d'Afrique sont presque tous importateurs nets de céréales.

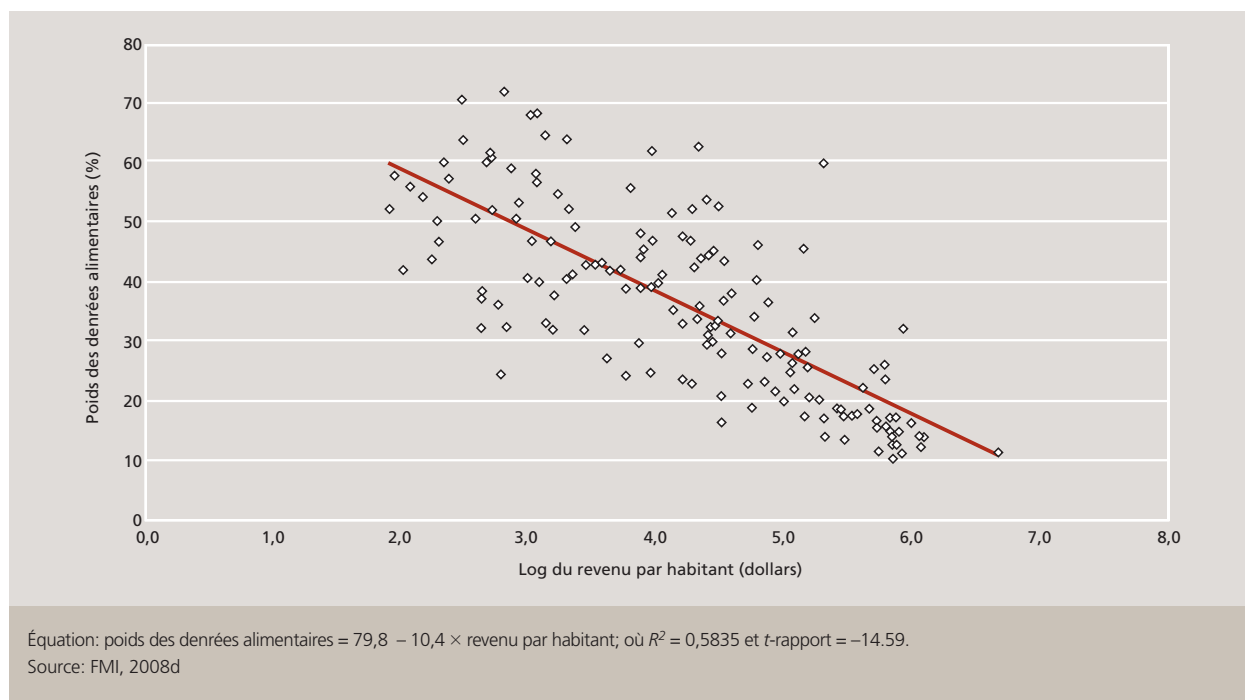
Depuis la fin de 2004, la hausse des prix alimentaires a conduit à des pertes dues aux termes de l'échange qui s'élèvent à 0,5 pour cent du PIB dans les pays à faible revenu; ce taux augmente, en moyenne, à 1 pour cent du PIB dans 29 pays et approche les 5 pour cent en Érythrée, qui est le pays le plus touché (Banque mondiale, 2008c). Pour les 33 pays qui sont importateurs nets de denrées alimentaires, les effets négatifs sur la balance des paiements représentaient 0,9 pour cent du PIB de 2007 pour la période entre janvier 2007 et juillet 2008 (FMI, 2008b).

Entre 2006 et 2008, le coût total des importations de denrées alimentaires est passé de 86 milliards de dollars à 117 milliards de dollars dans les pays à faible revenu et à déficit vivier (PFRDV), et de 13 milliards de dollars à 24 milliards de dollars dans les pays les moins avancés (PMA) (FAO, 2008a). En 2008, la facture annuelle d'importation de denrées alimentaires des PFRDV et des PMA avait quadruplé par rapport à celle de 2000.

Par ailleurs, les prix du pétrole ont également accusé une forte hausse ces dernières années. Comme de nombreux pays qui sont importateurs nets de denrées alimentaires sont également importateurs nets de pétrole, ils ont connu deux chocs de prix. Pour pratiquement tous les pays importateurs de vivres, le choc des prix pétroliers a eu plus de répercussions sur la balance des paiements que celui des prix

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

Figure 3.5 – Poids des denrées alimentaires dans l'indice des prix à la consommation et revenu par habitant



alimentaires (FMI, 2008a). Les institutions financières internationales ont augmenté leur soutien financier afin de résoudre ces problèmes de balance des paiements. Après la mi-2008, les prix alimentaires ont baissé, de même que les prix pétroliers, ce qui a tourné à l'avantage des importateurs.

La hausse des prix alimentaires a entraîné une augmentation des taux d'inflation dans l'ensemble du monde. Les pays en développement sont particulièrement vulnérables car les denrées alimentaires représentent pour eux une part importante de l'indice des prix à la consommation (figure 3.5). Dans les économies en développement, l'inflation a grimpé de 5,4 pour cent en 2006 à 9,4 pour cent en 2008 (FMI, 2008c). Entre juin 2007 et juin 2008, l'inflation des prix alimentaires a atteint environ 17 pour cent dans 35 pays à faible revenu, soit plus du double du taux de 2006 (FMI, 2008b).

La hausse des prix alimentaires a également contribué à des déséquilibres budgétaires. Plusieurs gouvernements ont baissé les taxes et tarifs douaniers prélevés sur les denrées alimentaires afin d'en atténuer les répercussions, mais certains ont profité d'une

hausse des taxes à l'exportation. Les dépenses gouvernementales consacrées à des programmes de protection sociale, qu'ils s'appuient sur des aides alimentaires ou autres, ont également augmenté du fait que le nombre des bénéficiaires, le coût par bénéficiaire, ou parfois les deux, se sont accrus. Environ la moitié des pays interrogés par le FMI ont fait état d'une augmentation nette du coût budgétaire des mesures politiques prises; l'augmentation annuelle médiane s'est élevée à 0,7 pour cent du PIB en 2007–2008, mais a dépassé 2 pour cent du PIB dans de nombreux pays (FMI, 2008b; Banque mondiale, 2009). Ils ont été nombreux à souligner la nécessité d'approches ciblées – de préférence, par exemple, à des subventions générales – pour réduire les coûts et accroître l'efficacité et l'efficacité. Par exemple, l'indemnisation directe des pauvres contre la hausse des prix alimentaires entre janvier 2005 et décembre 2007 ne s'élèverait qu'à 2,4 milliards de dollars (Banque mondiale, 2009).

La hausse des prix alimentaires a eu d'importants effets négatifs dans de nombreux pays en développement.

Les répercussions sur les ménages

La hausse des prix des denrées alimentaires a plongé dans la faim 115 millions de personnes en 2007 et en 2008 (FAO, 2008c), et fait basculer dans la pauvreté de 130 à 155 millions de personnes entre la fin de 2005 et le début de 2008 (Banque mondiale, 2009). Elle a également rendu l'accès à la nourriture plus difficile pour les ménages. Les catégories de population les plus vulnérables sont celles qui achètent plus d'aliments qu'elles n'en vendent (acheteurs nets), consacrent une large part de leurs revenus à l'achat de nourriture et ne disposent que d'un nombre limité de stratégies de survie. Parmi ces catégories figurent les pauvres des zones urbaines, les populations rurales sans terres, les pasteurs et de nombreux petits agriculteurs et agropasteurs, car ils cultivent des cultures non vivrières, dépendent de ventes limitées de bétail ou achètent plus de denrées alimentaires qu'ils n'en vendent. Souvent, les pasteurs sont particulièrement vulnérables parce qu'ils se heurtent à la fois à la baisse des prix du bétail et à la hausse des prix des denrées alimentaires. Cela peut conduire à de fortes réductions, souvent rapides, des termes de l'échange entre les céréales et le bétail.

Selon la loi d'Engel, la part des dépenses totales d'un ménage attribuée à l'alimentation diminue lorsque les revenus augmentent (voir figure 3.5). Une famille riche qui alloue environ 10 pour cent de son revenu aux dépenses alimentaires peut supporter une hausse de 25 à 50 pour cent des prix. Pour les familles pauvres des pays en développement, qui allouent entre 50 et 80 pour cent de leur revenu aux dépenses alimentaires, une telle hausse des prix engendre des difficultés considérables. Les ménages pauvres disposent généralement de peu de mécanismes de survie et risquent d'être les plus durement touchés (FAO, 2008c). Dans de nombreux pays, les classes moyennes peuvent également être vulnérables. Pour une famille de classe moyenne dépensant au total entre 6 et 10 dollars par jour, la part réservée à l'alimentation atteint encore 35 à 65 pour cent (Banerjee et Duflo, 2008). Dans la plupart des pays en développement, plus de 80 pour cent de la population vivent avec moins de 10 dollars par jour; dans certains d'entre eux, comme en Côte d'Ivoire, en Inde, en Indonésie, au Pakistan et en République-Unie de

Tanzanie, cette proportion est supérieure à 98 pour cent.

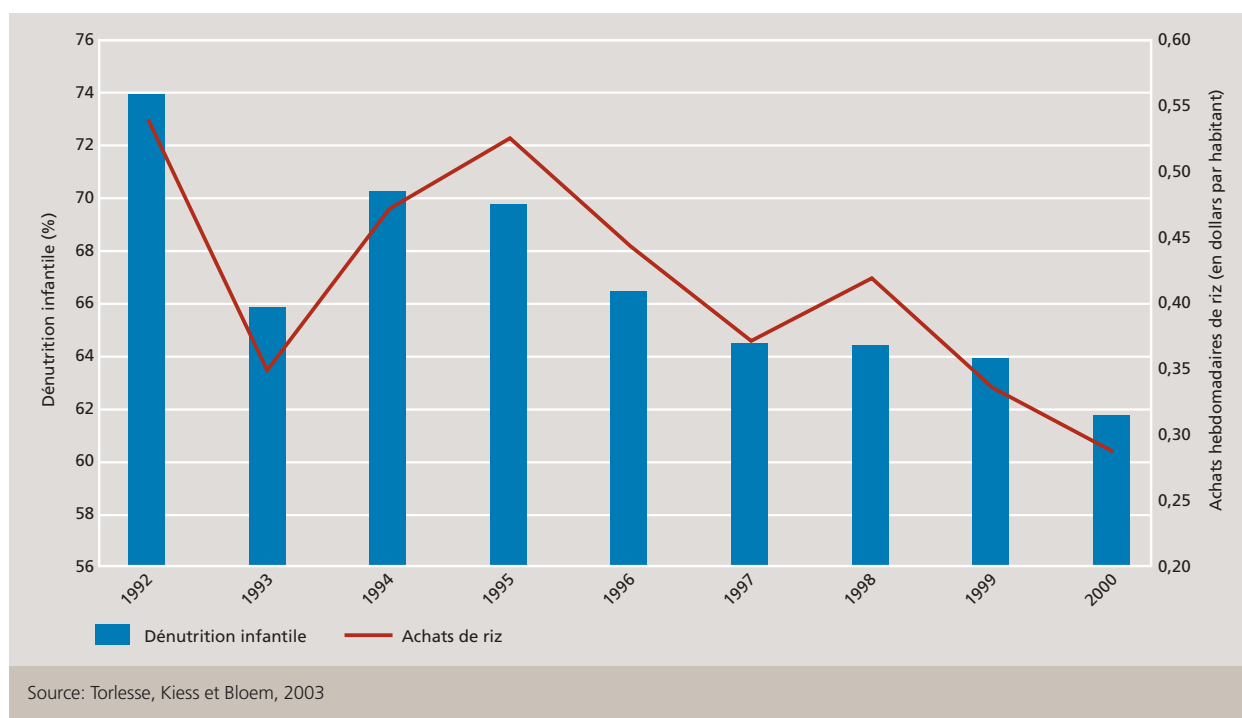
La hausse des prix a des incidences immédiates sur la quantité de nourriture que consomment les ménages vulnérables et la qualité de celle-ci. Ils achètent des produits alimentaires meilleur marché et réduisent le nombre et la taille des repas, ainsi que leurs achats de produits qui ne sont pas de première nécessité. Ces derniers sont souvent les principales sources de matières grasses, de minéraux et de vitamines, qui sont essentiels à la croissance et au maintien d'une vie saine et active. Ces stratégies ont des conséquences significatives, en particulier parmi les catégories les plus vulnérables, à savoir les malades, les personnes âgées, les enfants et les femmes enceintes. Les ménages réduisent également les dépenses consacrées à d'autres besoins fondamentaux, tels que l'éducation et la santé, ou vendent certains de leurs actifs productifs, ce qui a des incidences négatives sur leurs moyens de subsistance actuels et futurs. Ces conséquences se font sentir à long terme – voire même tout au long de la vie.

Au cours des évaluations qu'il a réalisées, le PAM a recueilli de nombreuses preuves attestant d'une réduction de la qualité des aliments consommés et de leur qualité, ainsi que certaines données indiquant une augmentation des taux d'abandon scolaire ou des ventes d'actifs économiques, comme par exemple au Libéria, au Lesotho, au Népal, au Pakistan, au Tadjikistan et au Yémen (Sanogo, 2009).

Au Bangladesh, par exemple, face à l'augmentation des prix du riz, les ménages essaient de maintenir la consommation de riz et de réduire les autres dépenses alimentaires. Cette stratégie a des répercussions importantes sur l'état nutritionnel en raison de la forte teneur en micronutriments des aliments autres que le riz, tels que les fruits, les légumes, les œufs et le poisson. On constate une forte corrélation entre les dépenses consacrées aux denrées alimentaires autres que le riz et la dénutrition infantile ($r = -0,91$) (Torlesse, Kiess et Bloem, 2003; voir figure 3.6). On a observé les mêmes tendances en Indonésie durant la crise financière de 1997–1998, qui a résulté en une aggravation de l'état micronutritionnel et de l'émaciation maternelle. Toutefois, aucune

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

Figure 3.6 – La dénutrition infantile et les dépenses alimentaires dans les zones rurales au Bangladesh, 1992–2000



augmentation de la dénutrition infantile n'a été observée. En janvier 2001, les indicateurs relatifs à la nutrition infantile n'étaient pas encore remontés à leur niveau d'avant la crise (Block *et al.*, 2004). À Brazzaville, après la dévaluation du franc CFA en 1994, on a assisté à une augmentation des retards de croissance et de l'émaciation en raison d'une baisse de qualité des aliments complémentaires, conjuguée à une hausse des prix des denrées alimentaires (Martin-Prével *et al.*, 2000). Il convient de noter que les répercussions peuvent varier d'un contexte à l'autre, en fonction de facteurs tels que l'état nutritionnel préexistant et la vulnérabilité des populations à l'insécurité alimentaire, l'apport énergétique, la consommation d'aliments riches en micronutriments et la sévérité de la crise.

Lorsque les prix des aliments de base augmentent, les ménages essaient de maintenir la quantité de calories qu'ils consomment, mais réduisent la qualité de leur régime alimentaire. Cela a des conséquences graves immédiates et à long terme en raison des carences en micronutriments qui s'ensuivent, et dont la sévérité peut s'aggraver rapidement (PAM et UNICEF, 2008). Un tiers de la population mondiale souffre déjà de carences en micronutriments qui entraînent un affaiblissement

du système immunitaire – causant une augmentation des taux de morbidité et de mortalité – une diminution de la productivité au travail, de moins bons résultats scolaires, une perturbation du développement cognitif et un ralentissement de la croissance.

Il suffit que l'organisme ne soit pas alimenté correctement pendant quelques mois pour causer des dommages irréversibles, tout particulièrement dans le cas des enfants de moins de 24 mois et des femmes enceintes. Plus les denrées alimentaires restent chères longtemps, plus les ménages épuisent rapidement leurs capacités de survie et plus les incidences sur la nutrition, l'éducation, la productivité et les moyens de subsistance sont importantes. Une étude récente a souligné les effets éventuels d'une nutrition correcte. Au Guatemala, les hommes qui avaient bénéficié d'une boisson nutritive lorsqu'ils avaient entre 0 et 24 mois, au début des années 70, gagnaient, 30 ans plus tard, des salaires qui dépassaient de 46 pour cent ceux des hommes qui avaient reçu une boisson moins nutritive au même âge (Hoddinott *et al.*, 2008). Entre 2006 et 2008, environ 300 millions d'enfants de moins de 24 mois et de femmes enceintes, répartis dans 61 pays, étaient vulnérables à la hausse des prix des denrées alimentaires.

La crise financière mondiale

La hausse des prix des denrées alimentaires qui s'est fait sentir ces dernières années a déjà porté une atteinte irréversible à la nutrition, à l'éducation, aux actifs et aux capacités de survie. La crise financière mondiale constitue un nouveau choc qui pourrait avoir des incidences graves sur la faim dans le monde. Les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde en développement risquent d'être les plus durement touchées – payant le prix d'une crise à laquelle elles sont totalement étrangères.

La crise, qui s'est déclarée aux États-Unis en septembre 2008, est "la crise la plus grave depuis les années 30 sur les marchés financiers arrivés à maturité" (FMI, 2008c); elle risque de causer la pire récession jamais connue depuis lors dans le monde développé. Elle s'est étendue rapidement aux pays en développement, qui sont touchés par une baisse des revenus d'exportation en raison de la diminution des volumes et des prix, de la réduction du nombre de touristes, des pertes d'emplois, de la réduction des flux de capitaux, de la diminution des envois de fonds et des pressions budgétaires. Tous ces facteurs pourraient conduire à une réduction des services publics et des dépenses gouvernementales allouées aux systèmes de protection sociale. On pourrait également voir diminuer le montant de l'aide, même si les pays développés maintiennent leurs objectifs d'aide basés sur le PIB.

Pour les catégories vulnérables de la population, les voies que suivra la crise financière et ses incidences seront différentes de celles de la hausse des prix. La hausse des denrées alimentaires a touché les ménages principalement au niveau des prix; les répercussions de la crise financière seront ressenties principalement aux niveaux des revenus et de l'emploi. Dans les deux cas, on assiste à une réduction de l'accès à la nourriture. Si l'on en juge par les crises antérieures (Fallon et Lucas, 2002), les ménages risquent de souffrir des conséquences suivantes:

- aggravation de la faim et de la malnutrition;
- augmentation des taux de pauvreté;
- baisse du taux de scolarisation;
- augmentation du chômage déclaré et diminution des emplois formels;
- baisse des salaires réels; et
- diminution des envois de fonds.

Comme ils varient en fonction des différents contextes, les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les moyens de subsistance, l'achat de nourriture, la consommation alimentaire et l'état nutritionnel, doivent faire l'objet d'une surveillance étroite. Des interventions adaptées aux catégories et sous-catégories spécifiques de la population peuvent alors être élaborées à court, moyen et long termes. Ces interventions peuvent comprendre:

- la distribution de bons d'alimentation donnant accès à des produits alimentaires spécifiques riches en nutriments, les transferts en espèces ou la distribution d'aliments d'une teneur adéquate en micronutriments;
- une fois le pouvoir d'achat rétabli, des mesures visant à garantir la disponibilité d'aliments nutritifs ou de suppléments à des prix abordables, tels que des aliments complémentaires pour jeunes enfants ou des micronutriments en poudre;

- la distribution ciblée ("blanket feeding") aux enfants de 6 à 23 mois d'aliments mélangés enrichis contenant des micronutriments et de lait ou de lactosérum en poudre;
- le traitement des enfants souffrant d'une malnutrition aiguë modérée en leur donnant des aliments thérapeutiques prêts à la consommation ou bien des aliments mélangés enrichis (améliorés) mêlés à du sucre et de l'huile; et
- la distribution de micronutriments supplémentaires, tels que les micronutriments en poudre pour l'enrichissement des aliments à domicile, en particulier pour les enfants âgés de 6 à 59 mois.

La hausse des prix des denrées alimentaires peut avoir des répercussions graves sur la sécurité alimentaire des ménages, en particulier dans les pays en développement où la plupart d'entre eux consacrent la majorité de leurs revenus aux dépenses alimentaires. Les ménages pauvres, qui

disposent de peu de moyens de survie, sont vulnérables. Lorsque les aliments de base sont chers, les ménages vulnérables ont tendance à commencer par réduire la qualité de leur alimentation. Aussi les carences en micronutriments augmentent-elles, entraînant des conséquences tout au long de la vie. Il faut agir immédiatement.

Réponse

Avec le soutien de la communauté internationale, les gouvernements répondent à la crise de la manière suivante:

- *en évaluant et en analysant l'ampleur de la hausse des prix des denrées alimentaires, ses causes et ses répercussions;*
- *en ajustant les programmes en place et en les ciblant;*
- *en mettant en œuvre d'autres activités (dont une surveillance) et programmes (dans les zones urbaines et pour remédier aux carences en micronutriments);* et
- *en modifiant les politiques gouvernementales visant à résoudre les problèmes de disponibilités alimentaires et d'accès à la nourriture.*

La communauté internationale a centré ses efforts sur:

- *l'apport aux gouvernements de conseils sur les politiques et les programmes;*
- *la fourniture d'une assistance technique et financière aux gouvernements;* et
- *la préconisation d'investissements et de réponses collectives en collaboration avec des partenaires.*

La hausse des prix alimentaires nécessite la prise de mesures urgentes et de grande ampleur. L'apport d'une assistance alimentaire et nutritionnelle est essentiel à la satisfaction des besoins alimentaires immédiats. Les investissements dans l'agriculture doivent être intensifiés afin d'augmenter les disponibilités alimentaires. Les politiques doivent être ajustées pour améliorer la sécurité alimentaire à court, moyen et long termes. On doit en outre renforcer les systèmes de protection sociale. Le tableau 3.3 présente certaines des bonnes pratiques à adopter en réponse au problème; les chapitres 9 et 10 traitent plus amplement des diverses interventions politiques (voir aussi Nations Unies, 2008a).

La mesure dans laquelle les ménages sont touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires dépend en partie de leurs stratégies de subsistance. Celles-ci, à leur tour, sont déterminées par les types de systèmes de production et d'activités génératrices de revenus sur lesquels s'appuient les ménages. Le chapitre suivant examine les différentes stratégies adoptées par les ménages et la mesure dans laquelle le marché influe sur celles-ci.

Tableau 3.3 – Les bonnes pratiques à adopter en réponse à la hausse des prix alimentaires

	Conséquence voulue	Points à surveiller
Politiques qui atténuent les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires		
Réduction des taxes et tarifs douaniers prélevés sur les denrées alimentaires	Baisse des prix alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> • Baisse des revenus fiscaux • Pourrait perturber la production et entraver les incitations au commerce
Accord de subventions alimentaires ciblées	Baisse des prix alimentaires pour les catégories vulnérables de la population	<ul style="list-style-type: none"> • Fardeau fiscal • Un ciblage minutieux est essentiel, mais difficile • Pourrait perturber la production et entraver les incitations au commerce
Déblocage des réserves alimentaires	Augmentation des disponibilités et baisse des prix	<ul style="list-style-type: none"> • La création et la détention de réserves peuvent être coûteux • Pourrait perturber la production et entraver les incitations au commerce
Assistance alimentaire d'urgence		
Assistance alimentaire d'urgence: bons d'alimentation, transferts en espèces ou distribution de vivres, par le biais par exemple de programmes Vivres contre travail ou d'alimentation scolaire	Accès amélioré aux vivres	<ul style="list-style-type: none"> • Ciblage • Nécessite une évaluation du marché • Exige des capacités de mise en œuvre
Interventions nutritionnelles	Meilleur accès aux aliments nutritifs	<ul style="list-style-type: none"> • Exige des capacités de mise en œuvre
Investissements dans l'agriculture		
Accès amélioré aux intrants	Production accrue	<ul style="list-style-type: none"> • Fardeau fiscal potentiel • Nécessite une planification, une coordination et une mise en œuvre rigoureuses
Fourniture de biens publics, par exemple infrastructures, institutions, et informations sur le marché	Meilleur fonctionnement du marché	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite une planification, une coordination et une mise en œuvre rigoureuses
Renforcement des systèmes de protection sociale		
Renforcement des capacités nationales en matière de conception, de mise en œuvre et de financement de systèmes de protection sociale	Amélioration de la sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite une planification, une coordination et une mise en œuvre rigoureuses

Intermezzo 3.1: Retour à la "triste science" – comparaison avec les années 70

"Ne vous attendez pas à ce que cette pression mondiale sur nos prix alimentaires s'allège."

Changing Times, mars 1974

"L'époque des denrées alimentaires bon marché est révolue."

The Economist, 19 avril 2008

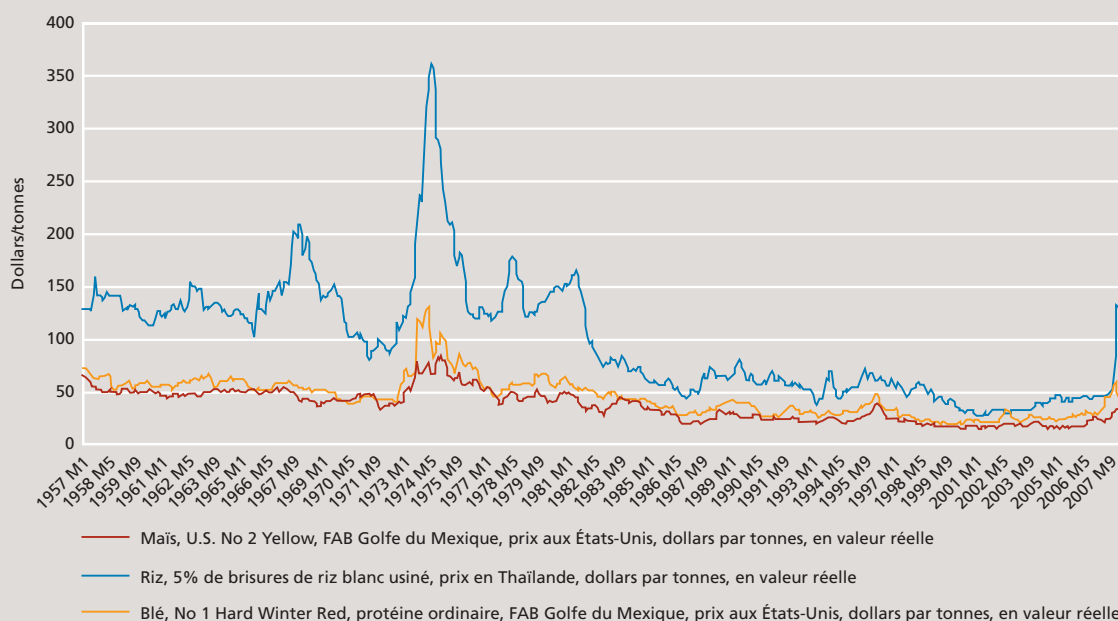
La crise alimentaire actuelle est-elle sans précédent? Il est difficile de comparer les événements d'une période à l'autre, mais la crise qui s'est produite dans la première moitié des années 70 paraît semblable à celle que nous traversons aujourd'hui.

À cette époque, le monde a connu une augmentation très rapide des prix de presque toutes les denrées alimentaires. Cette montée en flèche des prix avait été provoquée par la sécheresse qui avait frappé plusieurs pays, dont l'Union soviétique. Parallèlement à la hausse des prix, les stocks n'avaient jamais été aussi bas – situation que l'on retrouve aujourd'hui – ce qui a contribué à l'extrême volatilité des prix. Le monde se trouvait également face à de fortes augmentations des prix pétroliers, à une dépréciation du cours du dollar et à des restrictions

à l'exportation imposées par les principaux exportateurs.

Durant les années 70, les analystes parlaient d'une évolution structurelle des marchés alimentaires causée par la forte croissance démographique dans les pays en développement et l'augmentation des revenus. Les craintes que la croissance démographique et la demande surpassent l'offre remontent à bien des siècles. Thomas Malthus écrivait en 1798 "que la population, si elle n'est pas freinée, s'accroît en progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32, etc.), et que les subsistances nécessaires à l'homme (nourriture) ne s'accroissent qu'en progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6, etc.)." C'est ainsi qu'il a donné à l'économie la réputation de "triste science". Malgré l'exploitation des terres agricoles conquises dans le "nouveau monde", l'expansion du commerce international des céréales au XIX^e siècle et la rapide croissance de la productivité alliée à un ralentissement de la croissance démographique durant la deuxième moitié du XX^e siècle, Malthus continue de faire des adeptes, comme le prouve le rapport du Club de Rome sur les limites de la croissance, publié en 1972 (Meadows *et al.*, 1972). L'augmentation de la population et la quantité limitée de ressources, telles que les terres et l'eau, demeurent des

Prix réels du maïs, du riz et du blé (ajustés en fonction du taux d'inflation américain)



Source: PAM, basé sur des données du FMI

Quelles sont les différences? Quelles sont les similarités?

	Caractéristiques communes aux deux crises	Caractéristiques de la crise actuelle
Ampleur	<ul style="list-style-type: none"> • Vaste, touchant presque tous les produits alimentaires • Volatilité élevée 	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de variation moins important et prix plus bas en valeur réelle • Hausse des prix de plus longue durée • Volatilité très élevée
Offre	<ul style="list-style-type: none"> • Chocs de l'offre liés aux événements météorologiques • Hausse des prix pétroliers reflétée dans le prix des intrants 	<ul style="list-style-type: none"> • Le changement climatique est indiscutable • Réduction de la croissance de la productivité • La hausse des prix pétroliers est suscitée par la demande et non par l'offre, et est liée au marché alimentaire par les prix des extrants en raison des biocarburants
Demande	<ul style="list-style-type: none"> • La demande est plus forte par suite de l'augmentation des revenus • Croissance démographique • Stocks bas • Restrictions à l'exportation • Dépréciation du dollar • Spéculation 	<ul style="list-style-type: none"> • La demande est plus forte dans les pays en développement que dans les pays développés • Le taux de croissance de la population baisse • Investisseurs institutionnels

questions fondamentales dans le débat que suscite la crise alimentaire.

Cependant, les maximums atteints par les prix dans les années 70 – et ceux du milieu des années 90 – n'étaient qu'une interruption temporaire du déclin à long terme, les prix ayant atteint les niveaux historiques les plus bas à la fin des années 90. Malgré leurs similarités, la crise alimentaire des années 70 et la crise actuelle diffèrent par plusieurs aspects.

Premièrement, le pourcentage de variation des prix du riz et du blé était plus fort dans les années 70. Les prix réels sont encore plus bas actuellement que dans les années 70 (voir la figure ci-dessous).

Deuxièmement, la crise des années 70 a été plus courte. Pour les prix réels du maïs, du riz et du blé, la période entre le creux et le pic a été de deux ans environ, et celle du creux au pic puis de nouveau au creux, de quatre à cinq ans. Dans les années 2000, la période du creux au pic a été de deux ans et demi environ pour les prix réels du maïs et du riz et de trois ans pour le blé, sur la base des pics observés jusqu'au premier semestre 2008.

Troisièmement, la volatilité n'était pas aussi grande dans les années 70. Dans les années 2000, l'écart type pour le maïs, le riz et le blé dépassait de 30 à 60 pour cent celui des années 70.

Quatrièmement, dans les deux crises la hausse des revenus a poussé la demande de viande et d'aliments pour le bétail. Dans les années 70, les revenus ont augmenté principalement dans les pays développés, tandis que l'augmentation des revenus dans les pays en développement joue un rôle important dans la crise actuelle.

Cinquièmement, depuis longtemps les prix pétroliers influent sur les prix des denrées alimentaires en raison du recours à des intrants, tels que les engrais, la mécanisation et le transport, dont les prix sont fortement déterminés par ceux de l'énergie. Ce facteur a joué à la fois lors de la crise des années 70 et de la crise actuelle. La crise pétrolière du milieu des années 70 a été temporaire du fait qu'elle était due à un embargo qui limitait l'offre. La crise pétrolière actuelle est suscitée par l'augmentation de la demande, ce qui est un facteur plus structurel, et l'émergence des biocarburants crée un lien supplémentaire entre le marché des denrées alimentaires et celui de l'énergie (Schmidhuber, 2006).

Sixièmement, dans les années 70, les spécialistes concluaient que "le climat lui-même était en train de changer" (*Time*, 1974). Aujourd'hui, le changement climatique est indiscutable et contribue à des événements météorologiques extrêmes, tels que sécheresses et inondations (Bates *et al.*, 2008).

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

Septièmement, la hausse des prix des denrées alimentaires est souvent attribuée à la spéculation par les opérateurs— comme lors de la crise des années 70 et celle d'aujourd'hui. Toutefois, beaucoup plus de capitaux spéculatifs semblent avoir été investis récemment dans les produits de base qu'à tout autre moment dans le passé (*intermezzo* 3.2).

Huitièmement, dans les années 70, les rendements se sont accrus rapidement sous l'influence de la révolution verte, alors qu'aujourd'hui la croissance de la productivité diminue.

Intermezzo 3.2: La spéculation a-t-elle fait monter les prix et créé une bulle?

Lorsqu'un phénomène comme la hausse des prix des denrées alimentaires est difficile à expliquer et exerce des effets négatifs sur de nombreuses personnes, les "spéculateurs" sont souvent incriminés. Ils l'ont été en 1958, quand le prix des oignons est monté en flèche, dans la première moitié des années 70 et de nouveau en 2008. Cela est-il justifié?

Couverture et spéculation: deux côtés de la même médaille

Ce que les médias et les hommes politiques appellent spéculation est une fonction critique du marché. Les économistes définissent la spéculation comme le fait d'acheter et de vendre dans le but de tirer profit des variations de prix, par opposition au fait d'acheter et de vendre dans un but d'utilisation, de génération de revenus par le biais d'un investissement, ou d'ajout de valeur aux produits par le biais de la transformation ou du transport. La spéculation sur les produits de base se caractérise par l'achat et la vente de contrats à terme – morceaux de papier. Sans cela, les négociants seraient contraints d'acheter, de vendre – et de stocker – les marchandises proprement dites.

Un contrat à terme garantit le prix que son détenteur paiera ou obtiendra pour une marchandise donnée à une certaine date de livraison. C'est un moyen très utile de réduire les risques pour les agriculteurs, tout particulièrement lorsqu'il y a un délai entre l'achat des intrants, tels que les semences et les engrais, et la perception des recettes de la vente des récoltes.

Une fois qu'un agriculteur a décidé ce qu'il va cultiver, il aimerait savoir, ou même sécuriser, le prix qu'on lui paiera sa récolte. Un agriculteur peut le faire en ayant recours à la couverture sur le marché à terme. L'agriculteur vend un contrat à terme qui l'engage à livrer, par exemple, une tonne de blé dans six mois à un certain prix. Si le prix réel sur le marché est plus élevé à la date de livraison, l'agriculteur perdra sur le contrat à terme, mais gagnera en vendant sa récolte à un prix plus élevé que prévu. Si le prix réel sur le marché est plus bas à la date de livraison, l'agriculteur gagnera sur le contrat à terme, mais perdra en vendant sa récolte à un prix inférieur.

À chaque vendeur correspond un acheteur. Lorsque l'agriculteur vend, un spéculateur achète. Le

contrat à terme transfère le risque lié à la variation du prix de l'agriculteur au spéculateur. Les marchandises qui servent de support aux contrats à terme sont rarement livrées. Sur les importants marchés à terme, comme Chicago ou Londres, on assiste à un échange très actif de contrats à terme, que les opérateurs vendent et achètent avant qu'ils n'expirent. La plupart des opérateurs neutralisent les effets de leurs contrats avant cette échéance, chaque partie au contrat d'origine achetant/vendant un contrat à terme de sens contraire.

Comme les contrats ne sont pas liés à de réelles livraisons, le nombre de contrats à terme est illimité. D'une certaine façon, les contrats à terme sont des paris sur le prix futur d'un produit de base. Le volume des produits de base qui servent de support aux contrats dépasse le volume des cultures réellement récoltées (OCDE, 2008).

Ainsi, il existe deux catégories d'intervenants sur les marchés à terme. Les *opérateurs en couverture*, à savoir les agriculteurs, les négociants et les entreprises de transformation alimentaire, qui veulent se couvrir contre les risques de variation des prix qu'ils courent et qui sont fortement impliqués dans la livraison réelle des produits de base. Les *spéculateurs*, à savoir les opérateurs non commerciaux, qui cherchent à réaliser des bénéfices par le biais de la spéculation et ne prennent souvent aucune part à la livraison de marchandises. Les opérateurs en couverture et les spéculateurs représentent les deux côtés de la même médaille.

La spéculation et les prix

Les prix offerts dans les contrats à terme ont-ils un effet sur les prix au comptant? En ce qui concerne les livraisons réelles, le prix du contrat à terme devrait être égal au prix au comptant, plus les frais d'entreposage et d'assurance du fait que les marchandises doivent être détenues jusqu'à l'expiration du contrat. Lorsque la date approche, les prix au comptant et à terme devraient en principe converger. Les arbitragistes font en sorte que cela se produise. Si, par exemple, le prix à terme est trop élevé, ils vendent un contrat à terme, achètent la marchandise en question, l'entreposent et la livrent à la date d'expiration du contrat, ce qui leur permet de faire un bénéfice (OCDE, 2008).

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

L'une des anomalies des marchés de produits de base est que les prix au comptant et à terme ne convergent pas toujours au moment de la livraison, comme par exemple pour les marchés du maïs, du blé et du soja (OCDE, 2008). Autre anomalie, l'écart entre les prix à terme et au comptant semble se creuser. Ces anomalies réduisent l'utilité du marché à terme du point de vue du transfert du risque et sont difficiles à expliquer. Le manque de convergence des prix pourrait être causé par des problèmes d'entreposage, mais certains avancent que les apports importants d'argent frais par les investisseurs institutionnels faussent les marchés. Des études complémentaires sont nécessaires, mais la coïncidence de ces anomalies avec l'afflux d'argent frais a suscité des soupçons.

Une bulle spéculative?

Les investissements institutionnels réalisés dans les produits de base ont augmenté rapidement ces dernières années. Le nombre de contrats à terme a doublé ou triplé entre la fin de 2004 et 2006 (voir les figures à la page 53). Début 2008, les fonds dits indiciaires, qui sont utilisés par les investisseurs institutionnels pour suivre un indice représentatif des produits de base, détenaient des contrats à terme sur des produits agricoles s'élevant à 120 milliards de dollars, selon une estimation (Young, 2008).

Des facteurs d'impulsion et d'attraction semblent s'exercer. Les faibles rendements des actions et des obligations, les faibles taux d'intérêt et les turbulences financières sur les marchés immobiliers des pays développés ont impulsé de l'argent dans les produits de base. Les investisseurs ont été attirés parce que, historiquement, les investissements dans les produits de base rapportent mieux que les actions et les obligations, avec lesquelles ils sont en corrélation négative, ce qui permet une bonne diversification des portefeuilles et une réduction des risques (Garton et Rouwenhorst, 2004).

Certains économistes estiment que la spéculation peut être excessive ou déstabilisatrice, causant alors une bulle spéculative. Les caractéristiques fondamentales des bulles sont généralement les mêmes, et comprennent une hausse des prix conduisant à la possibilité de réaliser des gains et attirant les investisseurs en plus grand nombre. L'augmentation des investissements fait monter le prix, créant un retour d'information positif et une bulle. Les bulles ont pour caractéristiques critiques qu'elles ne peuvent pas être soutenues par des facteurs économiques fondamentaux et qu'elles génèrent un élément psychologique, souvent décrit comme une folie, une hystérie ou une irrationalité (Kindleberger, 2000; Shiller, 2000).

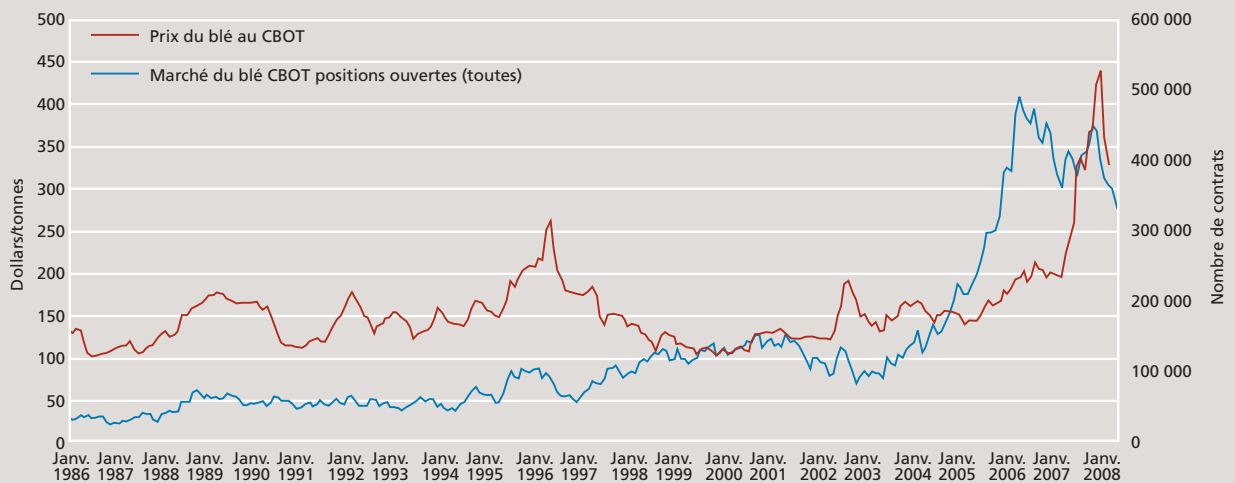
Une folie peut facilement se transformer en panique, la bulle faisant alors place au krach. Il existe également des boucles de retour d'information positives. Lorsque les prix et les bénéfices baissent, la valeur des biens affectés en garantie baisse aussi. Il devient plus difficile d'obtenir des prêts et les investisseurs retirent leur argent, ce qui précipite la chute des prix. La tulipomanie qui s'est déclenchée aux Pays-Bas dans les années 1630 est un exemple célèbre de scénario en dents de scie. Comme l'est aussi celui de la bulle immobilière qui, lorsqu'elle a éclaté aux États-Unis, a provoqué la crise financière mondiale actuelle.

Il est difficile de faire la distinction entre une bulle et les facteurs économiques fondamentaux. Comme nous l'expliquons dans ce chapitre, plusieurs facteurs structurels liés à l'offre et à la demande peuvent expliquer la hausse mondiale des prix des denrées alimentaires ces dernières années. Cependant, bon nombre de ces facteurs ont changé plutôt progressivement, ce qui fait qu'ils expliquent difficilement la flambée des prix du riz (thaïlandais, 5 pour cent de brisures), qui est passé de moins de 400 dollars la tonne en janvier 2008 à environ 1 000 dollars la tonne en mai 2008, ou l'augmentation des prix du blé (américain "hard red winter") d'environ 200 dollars la tonne en mai 2007 à plus de 500 dollars la tonne en février 2008, suivie d'une chute à environ 250 dollars la tonne en mai 2008.

Il est particulièrement difficile de distinguer une bulle des facteurs économiques fondamentaux avant que celle-ci n'éclate. L'incertitude face à l'avenir laisse amplement la place aux facteurs psychologiques. Une caractéristique importante des marchés à terme est que les intervenants sur ce marché ne connaissent pas la valeur réelle des contrats ou des actifs qu'ils échangent. En conséquence, ils agissent selon une opinion moyenne. Les opérateurs agissent en fonction de ce que tous les autres pensent. Si tout le monde pense qu'un actif particulier détenu par un opérateur est surestimé, il serait sage pour lui de le vendre, qu'il partage ou non cette opinion. Ce type de mécanisme peut facilement donner lieu à un comportement moutonnier – ainsi qu'à des bulles et à des krachs.

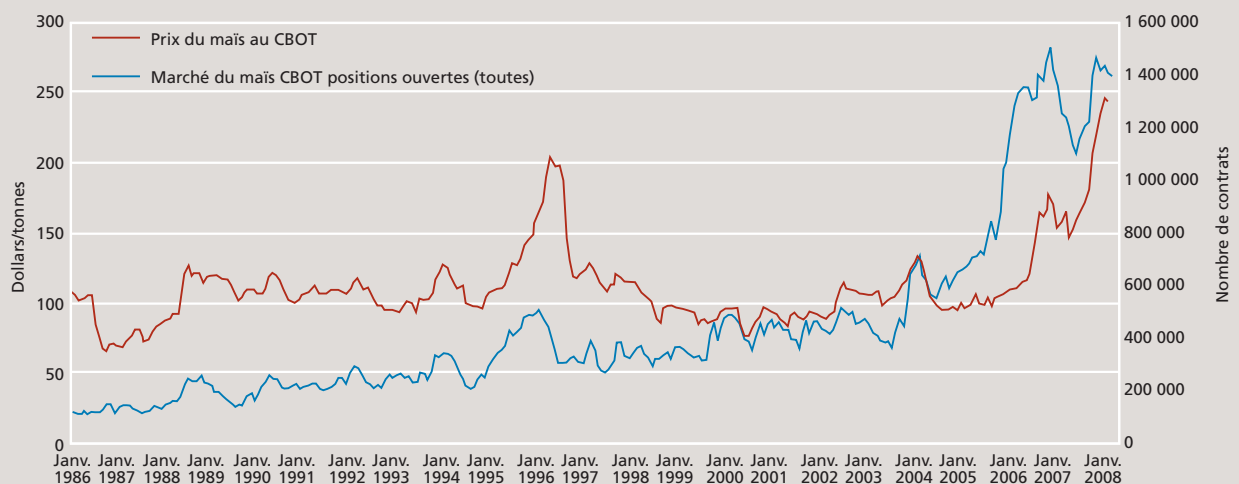
La communication de nouvelles informations – vraies ou fausses, positives ou négatives – peut conduire à des réactions, parfois exagérées, sur les marchés des produits de base. Un expert suggère l'existence d'un lien entre la formation de bulles spéculatives et l'avènement des journaux dans les années 1600 (Shiller, 2000). Il attire l'attention sur

Prix du blé et nombre de contrats à terme au Chicago Board of Trade



Source: PAM à partir de données émanant du FMI et du Chicago Board of Trade

Prix du maïs et positions ouvertes au Chicago Board of Trade



Source: PAM à partir de données émanant du FMI et du Chicago Board of Trade

le phénomène des cascades d'informations, qui fait qu'un reportage, jugé à première vue anodin, conduit à d'autres. Ces cascades modifient l'opinion moyenne et des bulles peuvent se former. La couverture par les médias de l'expansion des biocarburants et de l'augmentation des prix des denrées alimentaires semblent suivre ce modèle: une recherche "biofuel food price (biocarburant prix alimentaires)" lancée sur Google a donné 3 070 000 réponses le 25 juillet 2008, 85 pour cent d'entre elles datant de l'année précédente. Toutefois, il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions, et les spécialistes devront déterminer le déroulement précis des événements et les facteurs qui y ont contribué.

A-t-on des preuves de la formation d'une bulle spéculative? Certains faits semblent indiquer que oui. Premièrement, on a assisté à un apport de vastes sommes d'argent frais par des investisseurs institutionnels dans les marchés de produits de base (voir les figures ci-dessus). Deuxièmement, la part des opérateurs non commerciaux a augmenté dans un grand nombre de ces marchés (Sanders, Irwin et Merrin, 2008). Troisièmement, les détenteurs de fonds indiciels comptent que les prix vont augmenter pour 90 à 98 pour cent de leurs contrats ("positions longues"), contre 20 à 65 pour cent des opérateurs commerciaux qui pensent que les prix vont baisser ("positions courtes") (Sanders, Irwin et Merrin, 2008), même si le pourcentage de contrats non liquidés ("positions ouvertes")

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

attribuables aux fonds indiciels a été relativement stable (Sanders, Irwin et Merrin, 2008).

Quatrièmement, certaines données permettent de croire que le rapport volume-positions ouvertes a influé sur les prix à terme du riz et du blé, et que le rapport positions non commerciales-positions courtes a influé sur les prix à terme du maïs et du soja (von Braun, Robles et Torero, 2008).

Cependant, d'autres faits semblent indiquer le contraire. Premièrement, les prix des produits de base ont également augmenté pour les marchandises qui n'ont pas été échangées sur les marchés à terme, telles que les haricots comestibles et le blé dur, ou les denrées qui ne sont pas normalement incluses dans les fonds indiciels, comme le riz. Deuxièmement, certains prétendent que lorsque la spéculation est en hausse, les stocks devraient également augmenter, mais – selon les informations dont on dispose – les stocks sont en baisse (FMI, 2008c). Cependant, d'autres soupçonnent que la détention de stocks, notamment par les ménages, les négociants et les entreprises de transformation, est en train d'augmenter en raison de la hausse des prix qui promet de plus gros bénéfices (Young, 2008; Banque mondiale, 2009). Troisièmement, le taux de spéculation par rapport aux opérations de couverture, qui ne semblait pas avoir beaucoup augmenté entre 1995 et 2008, n'était pas très élevé, dépassant d'environ 14 pour cent le chiffre nécessaire pour répondre aux besoins de couverture pour la période 2006–2008, contre 12 pour cent avant 2005 (Sanders, Irwin et Merrin, 2008). Quatrièmement, le FMI (2008c), ayant employé trois méthodes différentes, n'a relevé que

peu de données indiquant que les contrats à terme étaient à l'origine de la hausse des prix.

La spéculation a également attiré l'attention des responsables politiques. Les opérations à terme ont été suspendues dans certains pays et plusieurs autres envisagent la mise en place de mesures politiques, telles que la réduction des volumes qui peuvent être échangés par une même entité, l'imposition de conditions de livraison et l'augmentation des marges (paiement d'acomptes sur les contrats à terme). Les effets de ces mesures sur les prix et la volatilité du marché ne sont pas clairs (Sanders et Irwin, 2008). Les marchés financiers doivent être régulés et surveillés, mais il est difficile de trouver le juste milieu entre efficacité et efficacité. L'amélioration de la reddition de comptes et de la transparence, y compris pour les opérations hors bourse, permettrait également de renforcer les connaissances sur les marchés à terme, de faciliter de nouveaux travaux de recherche et de déterminer plus précisément le rôle de la spéculation.

En conclusion, les données indiquant que les spéculateurs ont fait monter les prix des denrées alimentaires sont mitigées. Ces marchés ont été très volatiles, les volumes énormes et les anomalies récentes difficiles à expliquer. Il est possible que les investissements institutionnels fassent monter, ou baisser, les prix et, même si les spéculateurs jouent un rôle, cela ne diminue pas l'importance des facteurs économiques fondamentaux. La spéculation est plus susceptible de prendre le train en marche que de le tirer.

Intermezzo 3.3: La méthode basée sur le coût de l'assortiment alimentaire

Lorsque les prix des denrées alimentaires ont commencé à augmenter de manière significative en 2007, le PAM a examiné combien de personnes étaient touchées et dans quelle mesure elles l'étaient. Ces informations sont essentielles pour déterminer si une assistance est nécessaire, et si oui, où et dans quelles proportions.

En 2007, le PAM a élaboré une méthode permettant d'estimer la proportion de ménages qui deviennent vulnérables par suite de la hausse des prix alimentaires. L'outil utilisé commence par calculer le coût d'un assortiment alimentaire pour une période de référence et estime la proportion de ménages qui n'auront plus les moyens d'acheter cet assortiment de vivres si les prix augmentent.

L'analyse exhaustive de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité que le PAM réalise dans de nombreux pays classe les ménages dans différentes catégories de consommation alimentaire – inadéquate, limite, acceptable et bonne – sur la base de la diversité de leur régime alimentaire et de la fréquence des repas, c'est-à-dire du score alimentaire.

Cet outil est fondé sur le principe selon lequel les ménages n'auront peut-être pas les moyens de s'offrir l'assortiment alimentaire qu'ils achetaient auparavant et courent le risque de tomber dans la catégorie de consommation inférieure. Cela se produit si la hausse des prix alimentaires pousse leurs dépenses alimentaires réelles du moment au dessus des chiffres de départ.

L'outil est basé sur les hypothèses suivantes:

- La diversité alimentaire est un indicateur indirect de la qualité du régime alimentaire. Elle est en forte corrélation avec l'adéquation de l'apport calorique, avec la qualité de l'apport protéinique et avec les revenus des ménages (Hoddinott et Yohannes, 2002).
- Les dépenses sont un indicateur indirect du revenu.
- L'assortiment alimentaire de la catégorie dont la consommation est bonne est équilibré du point de vue nutritionnel. Les quantités d'aliments consommés sont obtenues grâce à la fréquence des repas et à la diversité du régime alimentaire, de manière à fournir les quantités voulues de nutriments nécessaires. Les quantités et calories consommées par les autres catégories de consommation alimentaire sont extrapolées à

partir du score de consommation de la catégorie dont la consommation est bonne. Par exemple, il est supposé que si la catégorie dont la consommation alimentaire est bonne mange du riz six jours par semaine, à raison de 300 g/personne/jour, et que la catégorie dont la consommation alimentaire est inadéquate en mange trois jours par semaine, alors cette dernière catégorie consomme la moitié de la quantité de riz consommée par la catégorie dont la consommation alimentaire est bonne.

On doit disposer des données suivantes:

- la consommation alimentaire de référence: composition de l'assortiment alimentaire, fréquence de consommation de chaque article de l'assortiment, quantité de chaque aliment consommé (en grammes), apport énergétique équivalent (tiré des tables de composition des aliments), pourcentage de ménages dans chaque catégorie de consommation alimentaire et pourcentage d'aliments provenant de leur production personnelle, qui est déduit des dépenses alimentaires;
- le quintile des dépenses alimentaires pour chaque catégorie de consommation alimentaire pour la période de référence et le pourcentage de ménages dans chaque catégorie; les quintiles des dépenses alimentaires sont utilisés comme valeurs limites;
- les prix des aliments de base composant l'assortiment alimentaire; et
- le taux d'inflation afin de calculer les prix réels.

Tout d'abord, le coût de l'assortiment alimentaire est calculé pour la période de référence en multipliant les quantités par les prix. Le coût est ensuite recalculé pour la période en cours, en utilisant les augmentations réelles des prix. Si le nouveau coût réel de l'assortiment dépasse la valeur limite de référence des dépenses alimentaires, on estime alors que le pourcentage de ménages compris dans le quintile des dépenses correspondant est atteint par la hausse des prix. L'on considère que le pourcentage de ménages touchés qui tombe en dessous de sa catégorie de référence en matière de prospérité (quintile) est devenu vulnérable.

Cette méthode a été appliquée à des données recueillies dans le cadre de l'analyse exhaustive de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité réalisée

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

Mauritanie: Estimation de la population rurale totale touchée par la hausse des prix au moyen de la méthode basée sur le coût de l'assortiment alimentaire

	Assaba	Adrar	Brakna	Gorgol	Guidi- makha	Hodh El Charghi	Hodh El Ghardi	Inchiri	Tagant	Trarza	Total
Assortiment alimentaire inadéquat	0	0	0	2 042	488	0	0	0	938	0	3 469
Assortiment alimentaire limite	16 462	202	425	10 741	19 828	0	0	0	2 317	2 969	52 945
Assez bon assortiment alimentaire	1 404	0	5 887	2 737	2 557	833	141	0	125	6 075	19 760
Bon assortiment alimentaire	265	184	20 227	2 042	7 945	319	64	0	110	35 332	66 487
Population totale touchée (1)	18 131	386	26 539	17 562	30 818	1 153	205	0	3 491	44 375	142 660
Population totale de la région (2)	281 614	77 646	279 138	291 093	213 512	300 338	234 255	11 223	85 973	308 637	2 083 428
Pourcentage total (%) (1)/(2)	6,4	0,5	9,5	6,0	14,4	0,4	0,1	0,0	4,1	14,4	6,8

Source: PAM

en Mauritanie en 2005. Comme le montre le tableau suivant, l'application de la méthode basée sur le coût de l'assortiment alimentaire indique que d'après les prix en vigueur en Mauritanie en décembre 2007, 6,8 pour cent de la population rurale, soit environ 143 000 personnes, n'auraient pas les moyens d'acheter le même assortiment alimentaire qu'en 2005.

La méthode basée sur le coût de l'assortiment alimentaire présente des avantages et des inconvénients. Parmi ses avantages, figurent les suivants:

- Elle fait usage de données existantes sur la consommation et les prix alimentaires.
- Elle donne un aperçu dynamique des ménages qui passent d'un niveau de dépense à un autre.
- Elle prend en compte la production personnelle.
- Elle fournit une estimation du nombre de personnes vulnérables.
- Elle pourrait servir d'outil de surveillance en utilisant uniquement des données sur les prix des denrées alimentaires, la fréquence des repas et la diversité de l'alimentation. Elle permet aussi de tenir compte des effets de substitution, qui sont importants lorsque la hausse relative des prix des denrées alimentaires conduit les ménages à remplacer les aliments les plus coûteux par des denrées moins chères. Cette stratégie de survie,

qui est fréquemment adoptée, influe sur le coût de l'assortiment alimentaire. La surveillance de la fréquence des repas et de la diversité de l'alimentation fournirait des informations directes sur l'ampleur de la substitution des produits alimentaires par les ménages, qui sont généralement difficiles à obtenir.

Parmi les déficiences de cette méthode figurent les suivantes:

- La création de la base de données est exigeante du point de vue des données et des ressources nécessaires.
- L'hypothèse selon laquelle le bon assortiment alimentaire est nutritif reste à prouver.
- Elle ne permet d'évaluer que les mouvements d'une catégorie de consommation alimentaire à l'autre et ne permet pas d'estimer la vulnérabilité croissante au sein d'une même catégorie.
- Elle traite uniquement des risques et non pas des effets réels des variations de prix, dont l'évaluation exige une perspective plus large, qui tiendrait compte des formes de revenus et des stratégies de survie. En alliant cet outil et la surveillance de la fréquence des repas, de la diversité alimentaire et des prix des aliments, on pourrait obtenir une indication des effets, mais il faudrait néanmoins disposer d'informations sur les revenus et les moyens de survie pour pouvoir

Régions	Pays	Principal aliment de base	Apport calorique (%)	Trimestre en cours par rapport au même trimestre des cinq dernières années (% de variation)	Contribution au coût de l'assortiment alimentaire	
					Aliment individuel	Aliments conjoints
A	B	C	D	E	F=D*E	G
Afrique occidentale	Côte d'Ivoire	Riz	22	31	7	9
		Igname	13	21	3	
		Maïs	11	13	1	
		Manioc	10	-21	-2	
	Niger	Millet	48	21	10	17
		Sorgho	12	23	3	
		Riz importé	8	39	3	
		Maïs	2	57	1	
	Sénégal	Riz importé	32	99	32	36
		Millet	10	27	3	
		Sorgho	4	6	0	
		Maïs	4	37	1	
Afrique orientale	Éthiopie	Maïs	21	234	49	95
		Blé	18	145	26	
		Sorgho	10	199	20	
	Madagascar	Riz du pays	49	14	7	7
	Malawi	Maïs	53	206	109	109
	Swaziland	Maïs	25	14	3	10
		Blé	12	51	6	
		Riz	5	14	1	
	Zambie	Maïs	56	54	30	30
	Asie	Afghanistan	Blé	58	172	100
Riz			22	35	8	
Cambodge		Riz	69	135	93	93
Philippines	Riz	44	32	14	14	
Amérique latine et Caraïbes	El Salvador	Maïs	31	27	8	16
		Sorgho	6	29	2	
		Haricot	5	44	2	
		Riz	4	91	4	
	Haïti	Riz importé	21	123	26	44
		Farine de blé	15	55	8	
		Maïs du pays	11	92	10	

- Effet peu important des prix sur le coût de l'assortiment alimentaire (< 5%)
- Effet modéré des prix sur le coût de l'assortiment alimentaire (5–10%)
- Effet important des prix sur le coût de l'assortiment alimentaire (10–20%)
- Effet très important des prix sur le coût de l'assortiment alimentaire (> 20%)

Source: PAM, basé sur PAM (2008b)

3 La hausse des prix alimentaires: tendances, causes et effets

distinguer les effets des prix des autres causes de la modification de la consommation alimentaire.

Adoptant une méthode différente, le PAM calcule régulièrement les variations du coût des assortiments alimentaires dans 36 pays (PAM, 2008b), sur la base d'une moyenne pondérée des variations de prix, en utilisant l'apport calorique d'aliments particuliers contenus dans l'assortiment alimentaire comme facteur de pondération. Les ménages dont l'apport calorique provient de diverses sources ont des chances d'être moins touchés par les hausses de prix que les ménages qui l'obtiennent d'une seule source, à moins que les augmentations de prix ne s'appliquent à tous

les produits composant l'assortiment alimentaire. Cette méthode pourrait être utilisée comme système d'alerte précoce. Toutefois, les résultats doivent être interprétés avec prudence, car ils ne tiennent pas compte des effets indirects et à long terme, ni des capacités de survie des différents ménages. Par exemple, les effets de la hausse des prix par rapport à la substitution des aliments et aux revenus ne sont pas pris en compte. Le tableau illustre l'utilisation de la méthode dans les pays sélectionnés. En association avec des indicateurs du revenu et de l'état nutritionnel, cette méthode peut être utile pour la surveillance des répercussions de la crise financière mondiale.

Pour garantir leur sécurité alimentaire, les ménages font usage de leurs actifs dans le cadre de stratégies de subsistance qui leur permettent de générer des revenus et d'acheter de la nourriture. Les marchés jouent un rôle important à chacune des étapes, ou presque, de ce processus qui conduit des actifs aux aliments, mais les marchés apportent beaucoup moins aux pauvres qui souffrent de la faim qu'aux autres catégories de la population.

La **deuxième partie** présente le cadre utilisé pour analyser la sécurité alimentaire et le rôle des marchés et examine en détail les éléments clés de la relation qui existe entre la faim et les marchés. Le **chapitre 4** décrit le cadre qui lie les actifs d'un ménage, ses activités de subsistance et la sécurité alimentaire, en soulignant les rôles que jouent les divers marchés au niveau de ces liens. Le **chapitre 5** examine l'accès limité qu'ont les pauvres souffrant de la faim aux marchés des intrants et des extrants. Il traite aussi des récentes évolutions vers une concentration et une consolidation de la production et de la distribution de vivres, et de leurs répercussions sur la sécurité alimentaire. Le **chapitre 6** explore les déterminants de la disponibilité alimentaire globale – production, stocks, échanges et aide alimentaire. Il argumente que la disponibilité d'aliments de base ne veut pas dire que les ménages ont accès à une alimentation nutritive. Le **chapitre 7** décrit comment les marchés peuvent accroître ou réduire les risques pour les pauvres qui souffrent de la faim. Le **chapitre 8** examine les répercussions des situations d'urgence sur les disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture, ainsi que sur la performance des marchés.

“L’insécurité alimentaire au niveau des ménages provient de plusieurs causes; elle est particulièrement catastrophique lorsque plusieurs sont réunies.”

Jeremy Swift et Kate Hamilton, 2001

Les ménages, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire

Pour la plupart des ménages, la recherche de la sécurité alimentaire constitue l’objectif le plus important et les stratégies de subsistance visent à obtenir des aliments ou à générer des revenus afin de s’en procurer (Stites *et al.*, 2005). Les ménages ont recours à diverses stratégies de subsistance en fonction des systèmes de production, des actifs et des activités génératrices de revenus auxquels ils ont accès. Ainsi, le PAM a identifié 11 profils de moyens de subsistance différents en Ouganda: personnes tributaires de moyens de subsistance marginaux, personnes tributaires de transferts en espèces, pasteurs, agrobrasseurs, ouvriers agricoles, agriculteurs, agrocommerçants, pêcheurs/chasseurs/cueilleurs, agroartisans, agropasteurs et main-d’œuvre agricole salariée. Chaque catégorie de population a été identifiée grâce à ses sources de revenu et d’aliments (PAM, 2005b). En Ouganda, la plupart des agriculteurs jouissent d’une sécurité alimentaire temporaire, puisqu’ils utilisent 60 pour cent de leur production pour se nourrir et vendent le reste. Néanmoins, s’ils ne sont pas en mesure de diversifier leurs sources de revenus, ils restent vulnérables aux chocs soudains (chapitre 7). Les ménages dont les moyens de subsistance sont marginaux sont ceux qui éprouvent le plus de difficultés. Ils ont tendance à exercer des activités très variées, mais n’ont accès ni à des terres ni à des ressources productives, et par conséquent leurs revenus sont insuffisants. Cette catégorie de la population consacre plus de ressources que les autres aux dépenses alimentaires – 60 pour cent dans l’échantillon ougandais (PAM, 2005b).

Par ailleurs, un ménage comprend souvent plusieurs membres qui contribuent à ses revenus et la dynamique entre les membres qui le compose varie. Les théories modernes de l’économie de

Les ménages

Le terme “ménage” décrit généralement un groupe d’individus qui vivent sous le même toit et mangent à la même table. “Ménage” et “famille” sont souvent considérés synonymes, notamment dans les sociétés occidentales où la famille nucléaire est aujourd’hui la structure la plus courante des ménages. Lors de l’analyse de la sécurité alimentaire des ménages, il est important de prendre en compte le pouvoir et la subordination au sein des ménages, car leurs membres ne font pas toujours preuve d’altruisme. Par ailleurs, leur composition varie: familles nucléaires regroupant parents et enfants; familles nucléaires formées d’un parent unique et de ses enfants; et familles élargies composées d’une famille nucléaire plus d’autres personnes, telles que grands-parents ou d’autres familles nucléaires. Les ménages diffèrent d’un secteur à l’autre; par exemple, là où la prévalence du VIH et du sida est élevée, on trouve un nombre important de ménages dirigés par des enfants. En 2003, on dénombrait environ 143 millions d’orphelins en Afrique subsaharienne (ONUSIDA/UNICEF/USAID, 2004). Dans de nombreux cas, un petit nombre d’adultes valides ont de nombreux orphelins à charge, ce qui crée des difficultés considérables pour les familles qui doivent parfois aussi s’occuper de personnes souffrant de la maladie. Dans les zones touchées par le VIH/sida, un nombre croissant de ménages sont dirigés par des femmes, des enfants, ou encore des personnes âgées qui ont recueilli leurs petits-enfants orphelins. Des situations similaires peuvent se présenter dans les régions en conflit ou en période post-conflit, comme au Rwanda où, après le génocide de 1994, 35 pour cent de la population se composaient d’enfants ayant perdu un de leurs parents ou les deux (PAM, 2006c).

développement (Haddad, Hoddinott et Alderman, 1997) contestent l’hypothèse dépassée selon laquelle un ménage fait une unité indifférenciée – “un individu dénommé autrement” (Folbre, 1986).

La sécurité alimentaire des ménages est souvent liée à la division du travail selon le sexe. Les tâches domestiques et les soins de puériculture sont généralement assignés aux femmes et aux filles, ce qui peut empêcher d’autres activités, telles que l’éducation, la génération de revenus ou tout travail organisationnel. Les systèmes de culture reposent généralement sur une répartition des tâches selon le sexe, bien que cela varie d’une société à l’autre. Dans les ménages qui produisent des cultures commerciales,

il est pratique courante pour les hommes de préparer la terre, de cultiver les céréales de base, de s'occuper des gros animaux, tels que les chevaux et le bétail, et de se servir des machines; les femmes, quant à elles, élèvent des volailles et cultivent le potager et les cultures réservées exclusivement aux besoins de la famille. Les hommes représentent généralement le ménage lors de la prise de décisions, auprès des autorités et lors de négociations avec des personnes extérieures. Lorsque des intrants – tels qu'engrais, semences ou pesticides – sont nécessaires pour les cultures commerciales, ce sont normalement les hommes qui décident de ce qu'il faut acheter au marché (Carr, 2008).

La responsabilité de la gestion des flux de ressources est un aspect important de la sécurité alimentaire des ménages. Généralement, les hommes exercent un plus grand contrôle que les femmes sur ces flux. Le terme "pauvreté secondaire" décrit les situations où en conséquence de l'inégalité des relations de pouvoir, les hommes n'allouent pas la totalité des revenus à des dépenses profitant à toute la famille (Chant, 1997).

De nombreuses initiatives de développement s'attachent à promouvoir l'égalité entre les sexes en centrant leurs efforts sur la situation des femmes, qui représentent souvent le segment le plus pauvre des populations pauvres. Par ailleurs, on avance souvent que si la gestion des ressources est confiée aux femmes le bien-être du ménage s'en trouve amélioré, car lorsqu'elles jouissent du contrôle des revenus et des actifs, elles consacrent une plus grande part des dépenses à l'alimentation, à l'éducation et aux soins de santé. Dans le cadre de ces initiatives, on commence par examiner les différents moyens de subsistance au sein d'une communauté. Qui assure la production de subsistance? Qui assure la production pour la vente? Qui exerce des activités non agricoles? Et qui gère les ressources? (Carr, 2008)

L'un des arguments en faveur de l'autonomisation des femmes et de leur participation accrue aux marchés et au processus décisionnel consiste à dire que les revenus et l'état nutritionnel du ménage seraient améliorés si les femmes avaient un meilleur accès aux actifs. Dans de nombreuses communautés rurales, les régimes fonciers sont fortement liés au sexe et il est

difficile pour une femme d'être propriétaire de terres et de négocier sans l'aide d'un homme. Cette subordination compromet l'accès des femmes aux autres actifs, telles que le crédit, les informations sur les marchés et les possibilités de transport. Toutefois, l'octroi de droits fonciers aux femmes pourrait accroître leur charge de travail – avec le risque de conséquences négatives au niveau de l'utilisation des aliments – sans pour cela améliorer leur statut ni leur pouvoir de décision (Rao, 2005).

La sécurité alimentaire d'un ménage dépend de tout un éventail de facteurs. Elle doit être étudiée et déterminée dans le contexte socio-économique et écologique spécifique des membres du ménage. Les évaluations de la sécurité alimentaire doivent toutes être axées sur l'analyse des moyens de subsistance afin de clarifier les besoins des ménages et individus particuliers. L'identification des différents moyens de subsistance et du sexe des membres d'une communauté permet d'établir l'importance des marchés du point de vue de la sécurité alimentaire et du bien-être de chaque membre des ménages.

Le ménage est une unité d'analyse importante. Les ménages ont recours à différentes stratégies de subsistance pour assurer leur sécurité alimentaire. Les comportements au sein des ménages ont des incidences directes sur l'accès à la nourriture et à la nutrition et sur l'état nutritionnel.

Le rôle des marchés dans le cadre de sécurité alimentaire

Le cadre présenté à la figure 4.1 montre comment les ménages utilisent leurs actifs pour l'exercice d'activités de subsistance qui leur permettent d'avoir accès à des vivres, cet accès dépendant en partie des disponibilités alimentaires. Il indique également dans quelles circonstances les marchés jouent un rôle. Pour les ménages, la disponibilité d'aliments ne dépend pas uniquement de la production et des stocks, mais aussi de la mise à disposition de vivres par les marchés dans une région particulière, à partir de flux alimentaires provenant d'autres régions du pays ou d'importations venant des marchés internationaux ou régionaux

Les actifs

- **Actifs financiers:** argent, économies ou actifs liquides, comme par exemple des bijoux.
- **Actifs humains:** compétences, connaissances et santé.
- **Actifs naturels:** ressources naturelles, telles qu'arbres, terres, air pur et eau.
- **Actifs physiques:** outils agricoles, infrastructures – routes, réseaux d'assainissement, réseaux d'approvisionnement en eau et en énergie – abri, équipement de transport, équipements et ustensiles ménagers.
- **Actifs sociaux:** confiance, normes et valeurs, qui déterminent les relations humaines.

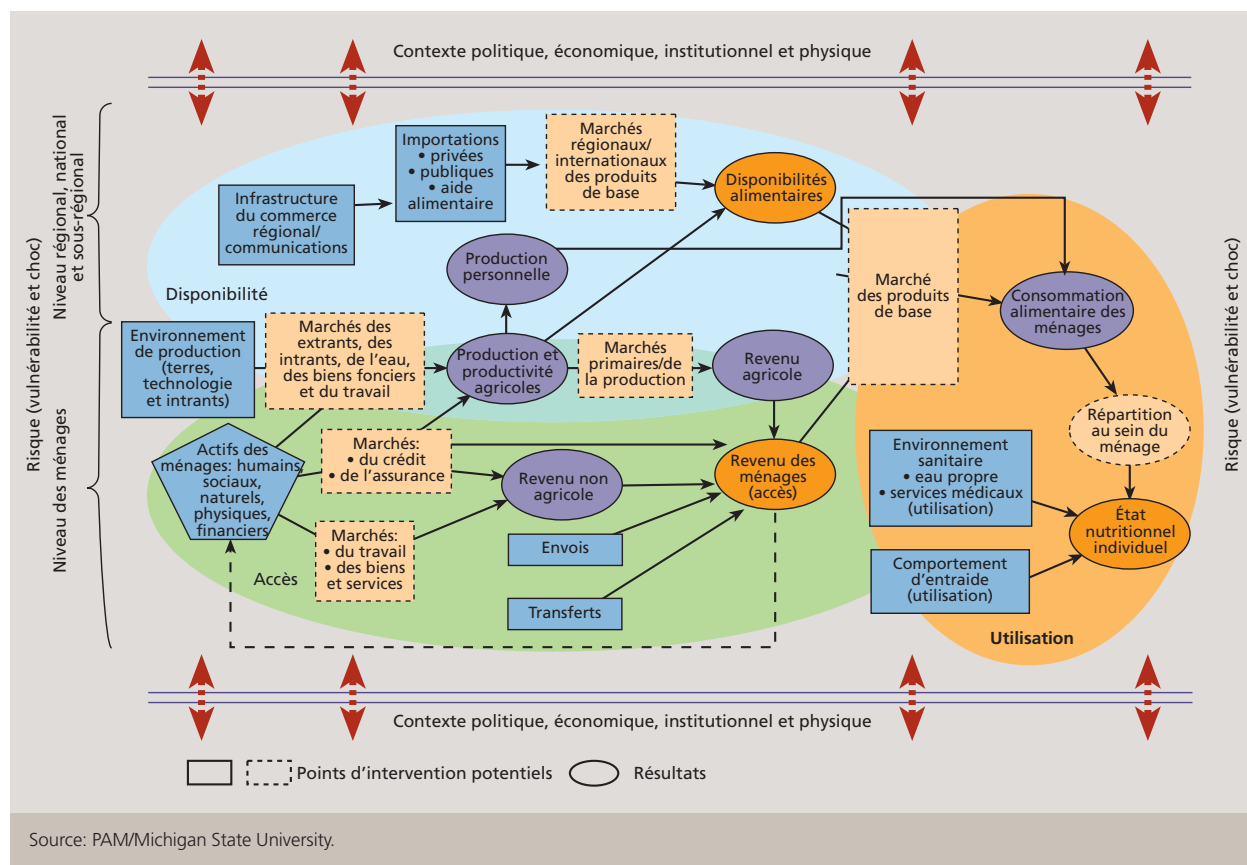
(chapitre 6). Il est nécessaire que les disponibilités alimentaires globales soient adéquates, mais cela ne suffit pas pour garantir l'adéquation de l'accès des ménages à la nourriture (Bonnard, 2001). Il se peut que des vivres soient disponibles dans certaines régions du pays, mais pas accessibles aux ménages d'autres régions, en raison de défaillances du marché ou bien du coût de transport extrêmement élevé de ces

aliments. Le manque de voies de communication et d'infrastructures entraîne des coûts de transaction prohibitifs et peut nuire aux disponibilités alimentaires. D'autres facteurs, comme les politiques commerciales – droits de douane, taxes, subventions – la concurrence et le comportement des négociants influent sur le fonctionnement des marchés et le mouvement des produits alimentaires de base.

Les principaux facteurs qui influent sur les stratégies de subsistance et le fonctionnement des marchés sont liés au contexte économique, institutionnel, politique et physique (figure 4.1). Le contexte est également une cause importante de chocs, qui vont des catastrophes naturelles et d'origine anthropique, séismes et épidémies aux troubles civils et à la hausse des prix alimentaires (chapitres 7 et 8).

Définis grosso modo, les actifs des ménages incluent le capital naturel, physique, humain, financier et social (DFID, 2000; Davis *et al.*, 2007). Les actifs d'un ménage sont constitués des ressources qui lui appartiennent ou dont il a légalement ou

Figure 4.1 – Cadre d'analyse de la sécurité alimentaire



Source: PAM/Michigan State University.

traditionnellement l'usufruit (Sen, 1981). En faisant usage de ces actifs, un ménage peut se procurer des vivres, soit directement en les produisant lui-même, soit indirectement par le biais d'échanges ou de transferts (figure 4.1). Plus ses actifs sont importants et liquides, plus il aura facilement accès à la nourriture, à condition que des vivres soient disponibles, que les marchés fonctionnent et que les ménages soient en mesure de participer à ces derniers.

La figure 4.1 montre les marchés financiers séparément. L'accès à des fonds joue un rôle important dans les stratégies de subsistance (chapitre 5 et 7). Ainsi, le crédit facilite l'achat d'intrants de production et permet aux ménages de faire face aux chocs, mais il doit être remboursé, d'où la double flèche.

L'impossibilité physique d'accéder aux marchés est souvent une contrainte majeure (chapitre 5), comme au Népal, par exemple, en raison du relief montagneux (PAM, 2008c). Les conflits violents et l'insécurité peuvent également rendre difficile l'accès aux marchés. Dans les zones rurales angolaises, les marchés ont souffert durant les années de guerre incessante; seuls 13 pour cent des villages inclus dans l'échantillon avaient un marché, et le plus proche se trouvait à une distance moyenne de 30 kilomètres (PAM, 2005e). Au Soudan, l'accès aux marchés est entravé par l'insécurité et l'isolement; les ménages du nord du Soudan sont plus susceptibles d'acheter des racines comestibles/tubercules et de la viande sur les marchés (70 et 95 pour cent respectivement), que ceux du sud du Soudan (24 et 66 pour cent respectivement). L'écart s'explique en partie par l'accès limité des ménages aux marchés (PAM, 2007e).

Les marchés contribuent aux disponibilités alimentaires et à l'accès à la nourriture aux niveaux national, régional et local.

La participation des ménages aux marchés

La consommation alimentaire est directement déterminée par les revenus. Les ménages utilisent leurs revenus pour acheter des vivres sur les marchés, sauf lorsqu'ils produisent eux-mêmes leurs aliments

(figure 4.1). Le marché des céréales est le plus répandu, celles-ci constituant la source d'énergie la plus importante.

Les revenus

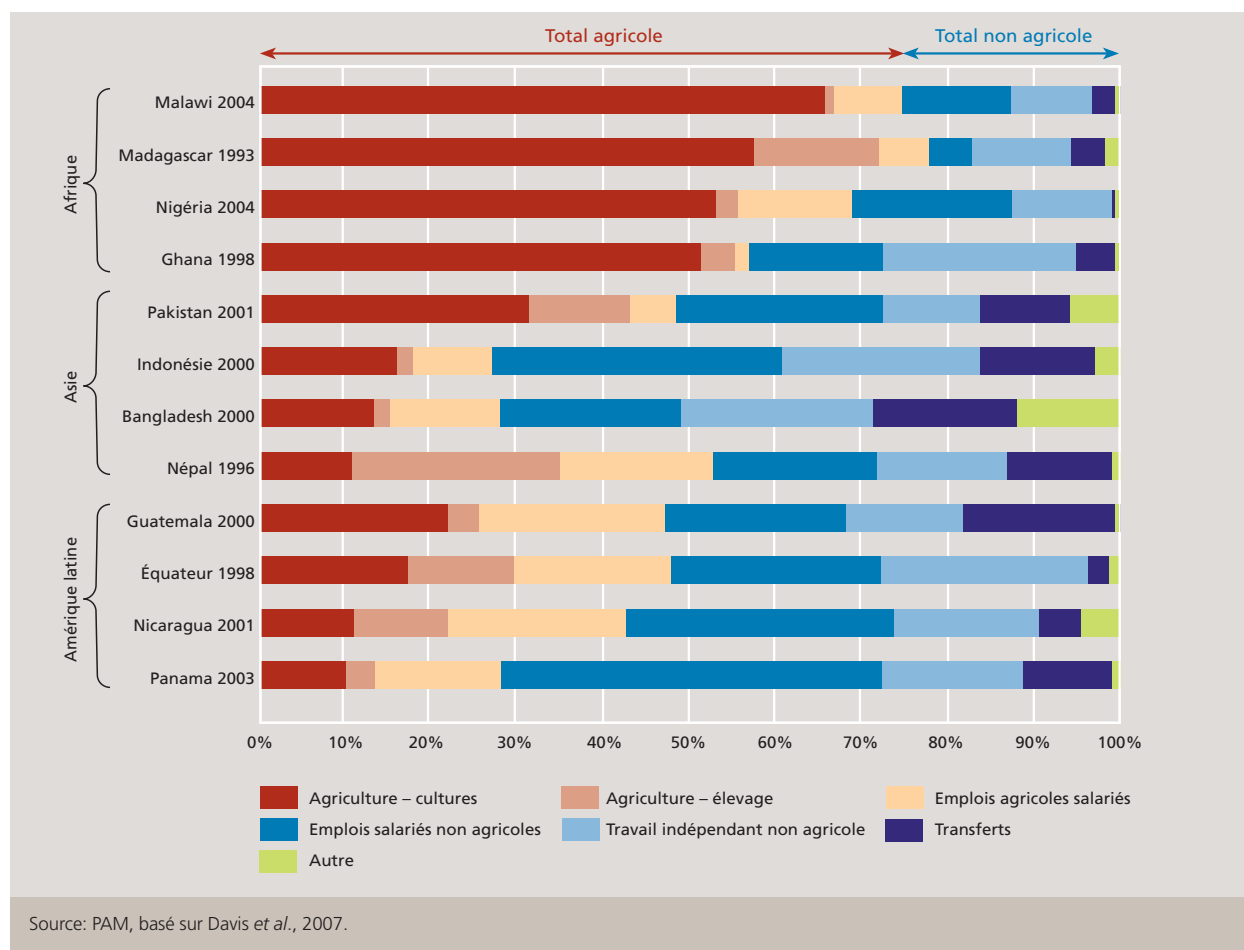
Les revenus des ménages sont générés par divers moyens de subsistance. Les sources de revenus dans les zones rurales peuvent être d'origine agricole (cultures, bétail et activités agricoles salariées) ou non agricole (activités salariées non agricoles, travail indépendant non agricole, transferts et autres revenus) (Davis *et al.*, 2007).

En Afrique, la part la plus importante des revenus ruraux provient d'activités agricoles, notamment des cultures (figure 4.2). Le revenu agricole représente en moyenne 50 pour cent du revenu total pour les 12 pays indiqués dans la figure 4.2: de 69 pour cent en Afrique à environ 40 pour cent en Asie et en Amérique latine. Les emplois salariés non agricoles constituent l'activité génératrice de revenus la plus répandue en Asie et en Amérique latine.

Les revenus agricoles dépendent principalement des facteurs suivants: 1) la production agricole, qui est directement liée à la capacité d'un ménage à produire; et 2) les prix des produits agricoles, qui sont indépendants de la volonté des ménages. La production agricole est fonction des superficies cultivées et de la disponibilité d'intrants, tels que l'eau, la main-d'œuvre, les semences, les pesticides et la fertilité des sols. (Les marchés des intrants sont traités au chapitre 5.)

Les cultures commerciales sont généralement vendues sur les marchés pour en retirer des revenus. Les céréales sont utilisées pour la consommation des ménages, le surplus étant vendu sur les marchés. Toutefois, de nombreux producteurs sont consommateurs nets des denrées alimentaires qu'ils récoltent et n'en produisent pas suffisamment pour pouvoir en vendre sur les marchés. Les revenus agricoles des petits exploitants sont extrêmement sensibles aux variations de prix, car leur niveau de production est limité par les petites superficies cultivées, la disponibilité d'intrants et les conditions météorologiques.

Figure 4.2 – Sources de revenus des ménages ruraux par activité génératrice de revenus



Source: PAM, basé sur Davis et al., 2007.

Les ménages de pasteurs peuvent obtenir des revenus de la vente des produits du bétail (lait, beurre, viande, peaux, etc.) ou des animaux. Le bétail joue un double rôle, étant à la fois un moyen de subsistance et des économies "sur pied", notamment dans les secteurs où il n'existe pas de marché financier opérationnel. Le bétail est communément considéré comme un actif liquide parce qu'il est facilement transformé en revenu. La vente de bétail constitue une stratégie de survie courante lors de pénuries alimentaires.

Les transferts en espèces ou en nature sont des compléments particulièrement importants aux revenus obtenus de la production. Ces transferts peuvent se présenter sous forme d'envois, de transferts publics (par le biais de programmes de protection sociale et autres systèmes de protection), et d'aide alimentaire (vivres ou argent). Les envois de fonds formels et informels sont le résultat de la migration, qui peut être internationale, rurale-urbaine, régionale et/ou

saisonnaire. Il s'agit d'envois en espèces ou en nature que font les migrants aux ménages résidents, qui sont généralement de la même famille, dans leur pays ou région d'origine. Les ménages pauvres considèrent souvent la migration comme une stratégie de survie viable (Black et al., 2007), et ces envois arrivent souvent en abondance en réponse aux signes de détresse, jouant un rôle important en tant que solution tampon permettant de protéger le niveau de vie des ménages.

Les activités non agricoles, qui jouent un rôle de plus en plus important pour les populations rurales, dépendent généralement de la disponibilité d'actifs au niveau du ménage (figure 4.1). La capacité d'un ménage à générer des revenus est liée à sa capacité à adapter ses actifs aux besoins du marché. La formation et l'éducation sont essentielles à l'augmentation des revenus que les ménages obtiennent des marchés du travail (chapitre 5).

Les ménages urbains et le rôle des marchés

D'ici à 2020, plus de la moitié de la population de l'Afrique et de l'Asie et les trois quarts de celle de l'Amérique latine vivront en zone urbaine. Ces zones sont hétérogènes, notamment en ce qui concerne les revenus et les aspects nutritionnels.

Les ménages ruraux choisissent de quitter leur milieu d'origine pour de nombreuses raisons, qui peuvent aller de facteurs d'impulsion, tels que la pauvreté, à des facteurs d'attraction, tels qu'un meilleur accès aux aliments, aux marchés et aux services sociaux. Malheureusement, bien que les disponibilités alimentaires soient meilleures dans les centres urbains, il peut être plus difficile pour les pauvres des zones urbaines d'avoir accès à la nourriture.

Les économies urbaines sont souvent liées à celles des zones rurales, comme par exemple dans la banlieue de Maputo, au Mozambique, où plus de la moitié de la population active travaille dans le secteur agricole. Une large part de la main-d'œuvre des zones urbaines est composée de vendeurs, transporteurs ou négociants en gros de produits agricoles. Les plus aisés parmi les pauvres des zones urbaines sont propriétaires de terres en zone rurale qu'ils louent. Ces liens entre les zones urbaines et rurales doivent être pris en compte lors de l'élaboration de programmes et de politiques d'assistance.

Les populations urbaines doivent acheter la plupart de leur nourriture sur les marchés. En Inde, les aliments vendus dans la rue constituent une part importante de la consommation, puisqu'ils représentent 40 pour cent des dépenses alimentaires (Dubey, 2003). Les prix et les revenus déterminent l'accès à la nourriture. Lorsque les revenus des ménages, leur production ou leur capacité de stockage sont faibles, on assiste à une augmentation de la sensibilité aux variations des prix. En 2002, les ménages ghanéens d'Accra ont acheté 90 pour cent des produits alimentaires qu'ils ont consommé sur les marchés, s'appuyant essentiellement pour leurs revenus sur des emplois non qualifiés (IFPRI, 2002a). Les ménages pauvres des zones urbaines essaient d'augmenter leurs revenus ou d'améliorer leur accès à la nourriture en cultivant des légumes ou en élevant des animaux partout où ils trouvent de la place pour le faire. Cette agriculture urbaine peut être importante (IFPRI, 2002b). Pour les pauvres qui souffrent de la faim, les prix demandés dans les zones urbaines sont de 30 pour cent supérieurs à ceux des zones rurales (Ravallion, Chen et Sangraula, 2007). Cela peut être dû aux coûts plus élevés du transport, au fait que les segments plus riches de la population font monter les prix, à la plus haute part que représentent la transformation alimentaire et le conditionnement, et aux coûts plus élevés des loyers.

Les pauvres des zones urbaines ont généralement des revenus plus faibles et plus irréguliers. Ils sont sensibles aux variations dans des secteurs comme le bâtiment, et leurs emplois sont souvent vulnérables aux fluctuations saisonnières. Ils sont souvent plus touchés par les chocs des marchés et par la volatilité des prix et des salaires que les pauvres des zones rurales, mais ils jouissent également d'un plus large éventail de possibilités de génération de revenus, ce qui leur permet de diversifier leurs activités et de s'adapter aux changements de circonstances.

Les ménages urbains ont parfois plus facilement accès aux services sociaux, tels que les soins de santé, l'éducation et les programmes d'aide alimentaire. Les systèmes informels de protection, qui demeurent importants dans de nombreuses zones rurales, sont moins significatifs dans les villes, notamment pour ceux qui y sont arrivés depuis peu de temps. Certaines des stratégies de survie, telles que la consommation d'aliments sauvages, peuvent être plus faciles à appliquer dans les zones rurales.

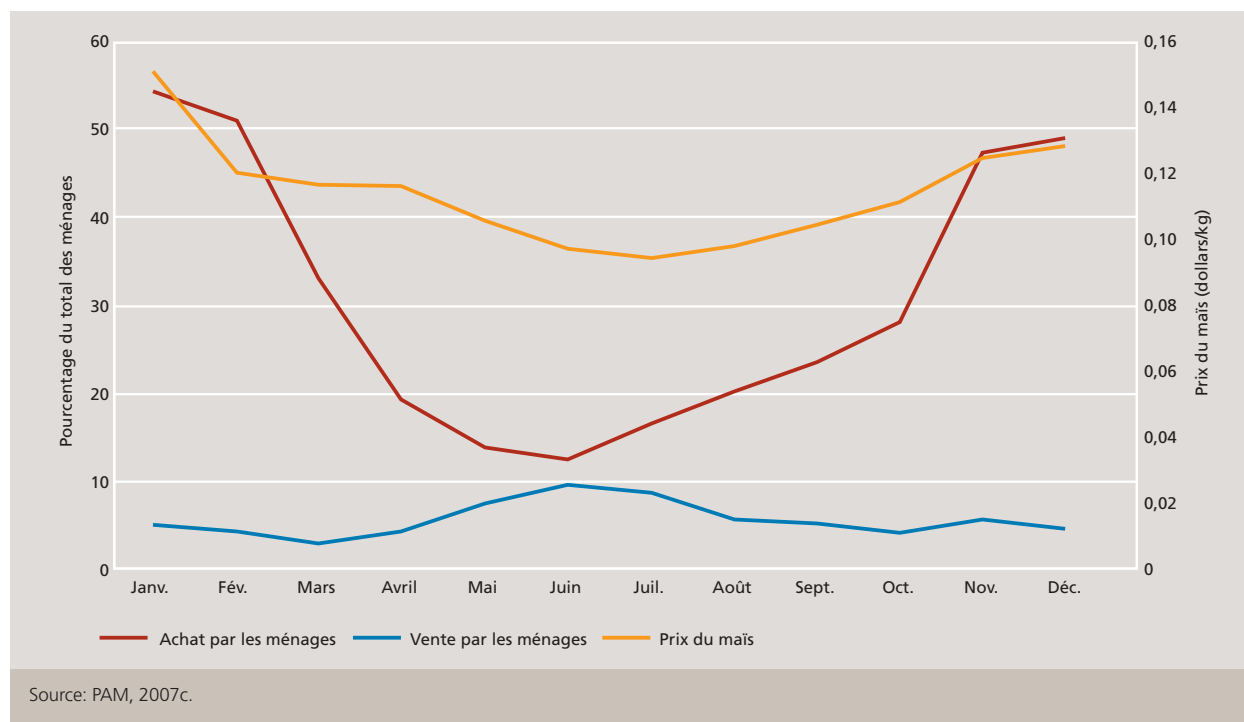
Les marchés des céréales

La participation des ménages aux marchés des céréales est déterminée en grande partie par l'accès aux terres et par les facteurs géographiques qui conditionnent le potentiel agricole et l'accès aux marchés. Les ménages plus riches et ceux qui pratiquent la culture dans des zones à meilleur potentiel sont plus susceptibles de vendre des produits au marché que les autres ménages. Une étude menée en Zambie a révélé une forte corrélation positive entre les ventes nettes de maïs des ménages, leurs revenus, leurs terres, la valeur de leurs autres récoltes, leurs revenus hors exploitation,

la valeur de leurs actifs agricoles et leur niveau d'instruction. Lorsque les ménages ont été classés en fonction de leurs revenus, des plus faibles aux plus élevés, ceux qui se trouvaient dans le tercile supérieur étaient généralement des vendeurs de maïs et ceux du tercile inférieur des acheteurs de maïs (Zulu, Jayne et Beaver, 2007).

La dépendance des ménages ruraux à l'égard des marchés augmente généralement en saison maigre. Ainsi, au Malawi, plus de ménages achètent des céréales sur les marchés pendant la saison maigre (de novembre à février), et le pourcentage des ménages

Figure 4.3 – Ventes et achats de maïs par les ménages malawites



qui vendent des céréales atteint son maximum pendant la saison de la récolte (de mai à juillet) (figure 4.3).

Les agriculteurs vendent des cultures vivrières même lorsque leur récolte n'est pas suffisante pour subvenir à leurs besoins de consommation sur toute l'année. Ils vendent à bas prix au moment de la récolte et achètent à prix fort en saison maigre. Ce comportement paradoxal est courant en Afrique subsaharienne; le besoin d'argent, le manque de facilités de stockage et l'absence de services financiers sont autant de facteurs qui y contribuent. Les ménages qui ont besoin d'argent et n'ont pas accès au crédit n'ont pas d'autre choix que de vendre leur seul actif liquide, à savoir leur récolte de céréales (Barrett, 2005a).

Le phénomène de la vente à bas prix et de l'achat à prix élevé est en partie responsable du fait que de nombreux agriculteurs sont acheteurs nets de céréales. Même les agriculteurs qui vendent 60 pour cent de leur récolte risquent de se classer dans cette catégorie du point de vue de la valeur, car les 60 pour cent vendus valent moins que les 40 pour cent achetés. Bien que les différentes méthodologies utilisées par les

Un petit agriculteur d'landratday, village d'une région agricole fertile de Madagascar

"Un agriculteur vend du riz paddy à raison de 1 000 FMG [francs malgaches] le kilo à une entreprise locale de ramassage qui transporte le riz paddy par charrette à bœufs chez un grossiste de la ville. Comme on pouvait le prévoir, l'agriculteur vient à manquer de riz trois mois avant la récolte suivante et il doit racheter du riz à l'entreprise de ramassage avec les revenus générés par ses récoltes d'arachides et de maïs.

Compte tenu des pertes de mouture, il paie 1 850 FMG/kg en équivalent riz paddy. Donc, en fait, il rachète en janvier le riz qu'il a vendu au mois de juin précédent à un prix majoré de 85 pour cent. Tel est le taux d'intérêt implicite (pertes de stockage comprises) sur le quasi-crédit saisonnier obtenu par le biais du marché du riz. Le principal enseignement à en tirer est le suivant: face à une défaillance du marché financier, les gens trouvent d'autres moyens de réaliser un arbitrage intertemporel, même si celui-ci s'avère très coûteux."

Source: Barrett, 2005a

études menées en Afrique rendent la comparaison de ces dernières difficile, il semblerait qu'une part relativement petite des ménages ruraux, ou producteurs de cultures, vende des céréales alimentaires de base (tableau 4.1). Le fait que plus de

Tableau 4.1 – Participation aux marchés des céréales alimentaires de base dans les pays sélectionnés

Pays	Culture	Année	% de vendeurs
Afghanistan	Blé	2007	16*
Éthiopie (ménages ruraux uniquement)	Orge	1999–2000	10*
	Maïs		23*
	Sorgho		11*
	Teff		20*
	Blé		12*
Kenya	Maïs	1997	29**
		1998	34**
		1999	39**
Madagascar	Riz	2001	25**
Mali (petits agriculteurs uniquement)	Millet	2005–2006	5**
	Sorgho		4**
	Maïs		4**
	Riz		8**
Mozambique	Maïs	2005	16*
République-Unie de Tanzanie	Aliments	2003	33**
Zambie	Maïs	2000	26**
Zimbabwe	Céréales	1996	27*

Notes: * = brut, ** = net.

Sources: PAM, 2005h; FEWS NET, 2007; Barrett, 2008

ménages sont acheteurs nets que vendeurs nets implique, d'une part, que la majorité des petits exploitants peuvent être pénalisés par la hausse des prix des céréales et par les politiques tarifaires et commerciales qui visent à faire monter les prix du marché des céréales et, d'autre part, que ces politiques risquent de porter préjudice aux pauvres qui souffrent de la faim (Zulu, Jayne et Beaver, 2007).

Une étude portant sur les petits agriculteurs du Kenya occidental a révélé que près de 30 pour cent de ceux qui composaient l'échantillon étaient vendeurs nets de maïs durant la période de la récolte, mais que 62 pour cent devenaient acheteurs nets quelques mois plus tard (Stephens et Barrett, 2008). Selon une autre étude, environ 10 pour cent d'un échantillon de producteurs de maïs du Kenya occidental étaient à la fois acheteurs et vendeurs de maïs, 83 pour cent de leurs ventes ayant lieu pendant les deux mois de récolte et les achats étant réalisés beaucoup plus tard dans la saison, après épuisement des stocks de maïs entreposés par les ménages (Renkow, Hallstrom et Karanja, 2004).

Les sondages réalisés par le PAM auprès des ménages dans certains pays sélectionnés indiquent que la plupart des ménages considèrent les marchés comme la source principale de vivres, tout particulièrement durant la saison maigre (tableau 4.2). Les ménages à consommation alimentaire limitée ont tendance à consacrer une part plus importante de leurs revenus à l'achat de nourriture que ceux des autres catégories de consommation alimentaire. Cette catégorie est par conséquent plus vulnérable aux chocs des prix et risque de tomber dans la catégorie dont la consommation alimentaire est inadéquate si les prix augmentent.

La majorité des petits exploitants et des agriculteurs à faibles revenus sont acheteurs nets de denrées alimentaires et vendent souvent à bas prix au moment de la récolte pour racheter à prix élevés durant la saison maigre. La plupart des vendeurs nets sont des ménages plus riches.

Il est essentiel de comprendre la relation entre les ménages et les marchés pour saisir la nature et la

Tableau 4.2 – Dépendance des ménages à l'égard des marchés pour leur nourriture dans les pays sélectionnés

Pays	Sondages du PAM auprès des ménages		
	Dépenses alimentaires (en % des dépenses totales)	Pourcentage des ménages pour lesquels les marchés sont la principale source de vivres	Source et saison du sondage
Mali	Moyenne nationale: 52% Ménages à CAL*: 55%	70%	PAM (2005d) Sondage auprès des ménages, après récolte (2 074 ménages)
Népal	Moyenne nationale: 50% Ménages à CAL: —	—	PAM (2006d) Sondage auprès des ménages, après récolte (1 676 ménages)
Niger	Moyenne nationale: 63% Ménages à CAL: 72%	> 70 % (lait non compris)	PAM (2005f) Sondage auprès des ménages, après récolte (1 800 ménages)
République démocratique populaire lao	Moyenne nationale: 65% Ménages à CAL: 68%	< 40% (céréales et légumes secs)	PAM (2007b) Sondage auprès des ménages, après récolte (3 926 ménages)
Libéria	Moyenne nationale: 66% Ménages à CAL: 72%	> 80% (céréales)	PAM (2006b) Sondage auprès des ménages, après récolte (5 409 ménages)
Rwanda	Moyenne nationale: 55% Ménages à CAL: 75%	65%	PAM (2006c) Sondage auprès des ménages, après récolte (2 786 ménages)
République-Unie de Tanzanie	Moyenne nationale: 63% Ménages à CAL: 64%	66%	PAM (2006d) Sondage auprès des ménages, après récolte (2 772 ménages)
Timor-Leste	Moyenne nationale: 55% Ménages à CAL: —	59%	PAM (2006d) Sondage auprès des ménages, après récolte (1 700 ménages)

* consommation alimentaire limite

prévalence de la faim. Les ménages gagnent des revenus et achètent leur nourriture sur les marchés, qui constituent par conséquent un élément important de

leurs stratégies de subsistance. Le chapitre suivant traite de l'accès aux marchés, qui est particulièrement difficile pour les pauvres qui souffrent de la faim.

“Les interventions visant à faciliter l’organisation des petits agriculteurs, à réduire les coûts du commerce entre les marchés et, peut-être tout particulièrement, à améliorer l’accès des ménages les plus pauvres à des technologies perfectionnées et à des actifs productifs sont essentielles pour stimuler la participation aux marchés des petits agriculteurs et les aider à se sortir des pièges de pauvreté qui les condamnent à une semi-subsistance.”

Chris B. Barrett, 2008

La participation aux marchés dépend de l'accès à ceux-ci, lequel dépend en partie des coûts de transaction, dont ceux des transports, de l'entreposage, de la collecte d'informations, du financement du commerce et de l'exécution des contrats. Le coût élevé des transactions exerce des contraintes importantes sur les populations pauvres, notamment en limitant la production et les choix de production. L'amélioration de l'accès aux marchés et la réduction des coûts de transaction grâce à la mise en place d'infrastructures et d'institutions doivent être au centre de toute stratégie de sécurité alimentaire.

L'accès physique aux marchés ne dépend pas seulement de leur distance, mais aussi de la qualité des routes et des transports. Dans les pays en développement, 16 pour cent de la population rurale, soit 439 millions de personnes, nécessitent d'un minimum de cinq heures pour se rendre dans une ville d'au moins 5 000 habitants (Banque mondiale, 2007b). C'est en Afrique qu'il est le plus difficile d'accéder aux marchés. En Afrique orientale et australe, seuls 25 pour cent de la population rurale vivent à moins de deux heures d'une ville de plus de 50 000 habitants (Omamo *et al.*, 2006).

En raison des coûts élevés de transaction, il est difficile pour les ménages pauvres de participer aux marchés. Ainsi, à Madagascar, le coût d'entrée sur les marchés agricoles s'élève entre 124 et 153 pour cent de la production annuelle des agriculteurs qui exercent une agriculture de subsistance (Cadot, Dutoit et Olarreaga, 2006). Par ailleurs, le niveau élevé des coûts de transaction entraîne une réduction des prix de vente,

une hausse des prix alimentaires et une augmentation de la volatilité des prix (Jayne, 1994; Minten et Kyle, 1999).

Le manque d'actifs, de connaissances et de compétences créent également des barrières importantes à l'entrée sur le marché, celles-ci étant causées, ou aggravées, par l'absence de marchés financiers et des normes de qualité et de sécurité sanitaire plus exigeantes.

La participation limitée aux marchés se traduit par des revenus faibles et une aggravation de la faim. Pour les pauvres qui souffrent de la faim, les coûts qu'entraîne la participation aux marchés sont souvent trop élevés, et par conséquent ils restent pauvres et affamés. Il semblerait que cet aspect du piège de la pauvreté ait été exacerbé ces dernières années par les prix élevés du carburant et le manque d'investissements dans les infrastructures. Les coûts de transport et de transaction constituent un facteur important qui permet d'expliquer l'état plus ou moins avancé du développement. Les infrastructures sont un déterminant particulièrement important des différences de croissance entre les pays (Easterly et Levine, 1997).

Les contraintes auxquels sont soumis les marchés des intrants et des extrants

Marchés des intrants

Les producteurs doivent avoir accès aux marchés des intrants pour acquérir des technologies, acheter des semences et des engrais, acheter, vendre ou louer des terres et bénéficier de services financiers et d'assurance. Ces marchés d'intrants sont souvent absents ou fonctionnent mal – notamment dans les zones rurales isolées.

Le crédit et les marchés financiers

Les pauvres qui souffrent de la faim n'ont généralement pas accès aux services financiers, tels que le crédit, l'épargne et l'assurance. Cela s'explique par plusieurs raisons. Les institutions financières formelles sont parfois totalement absentes des zones

rurales des pays en développement. Elles préfèrent les zones urbaines en raison de la plus forte densité de population, des revenus plus élevés, de la plus grande diversité des dépôts, de la faiblesse relative des coûts de transport et de communication et de la moindre importance des risques (Nations Unies, 1999). En Afrique subsaharienne, seuls 4 pour cent de la population possèdent un compte bancaire.

Le contrôle de la capacité de remboursement de clients potentiels et du respect par les débiteurs de leurs engagements revient cher aux institutions de crédit, notamment dans le cas de nombreux petits prêts dans des zones peu peuplées. Par ailleurs, les marchés financiers sont exposés à de multiples défaillances (Brinkman, 1999). À la différence des marchés ordinaires, où un échange a lieu sur place, sur les marchés financiers, l'argent est souvent donné contre une promesse de remboursement à l'avenir. Comme les banques veulent se faire rembourser, elles ne prêtent pas à n'importe qui et pas toujours autant que ne demande l'emprunteur. En raison de l'asymétrie des informations, la banque n'est pas aussi bien informée que l'emprunteur sur sa capacité à rembourser.

Même lorsqu'il existe des établissements de crédit, de nombreux ménages ne sont pas en mesure d'emprunter, et à plus forte raison les plus pauvres, qui ne disposent généralement pas de terres ni d'autres actifs pouvant servir de garantie. Les ménages ruraux pauvres sont par conséquent souvent exclus des marchés officiels de la finance et de l'assurance, ce qui conduit à de faibles niveaux d'investissement et d'utilisation d'intrants agricoles (Zeller *et al.*, 1997).

Les ménages d'agriculteurs doivent affronter des problèmes de crédit spécifiques dus aux risques inhérents à l'agriculture et à la fluctuation des prix à la production. Les prestataires de crédit rechignent généralement à prêter à des fins très risquées. Par ailleurs, il est difficile de contrôler la gestion des cultures. Par conséquent, de nombreux ménages ruraux sont tributaires de sources informelles de crédit – associations de crédit, prêteurs, etc. – qui imposent souvent des taux d'intérêt élevés. Le manque de marchés du travail féminin explique pourquoi les femmes pauvres des zones rurales sont prêtes à

emprunter de petites sommes d'argent à des taux d'intérêt très élevés (Emran, Morshed et Stiglitz, 2007).

Le manque d'accès au crédit et à l'assurance empêche souvent les agriculteurs d'adopter des cultures plus diversifiées, de haute qualité et de haute valeur nutritionnelle, telles que certaines variétés de café, de légumes et de fruits qui exigent l'apport de capitaux. Leur exclusion des marchés du crédit et de l'assurance limite également les possibilités qu'ont les ménages de s'adapter aux chocs des revenus et d'uniformiser leur consommation alimentaire tout au long de l'année.

La révolution du microfinancement a produit toute une gamme de services financiers novateurs destinés aux pauvres, dont l'objet est de remédier aux défaillances des marchés et de réduire les coûts de transaction. L'accès aux services financiers s'est amélioré dans de nombreux pays, mais des centaines de millions de personnes en sont encore exclues.

Les marchés des intrants et de la technologie

Les agriculteurs des pays en développement sont souvent enfermés dans des activités agricoles fortement consommatrices de main-d'œuvre, peu productives et générant de faibles revenus. L'accès aux marchés des intrants et aux technologies agricoles permet généralement une amélioration des revenus ruraux (Joshi, Gulatti et Cummings, 2007), mais il peut être difficile d'en tirer avantage du fait que les technologies, les engrais, les semences améliorées et les pesticides ne conviennent pas aux conditions locales. Les projets privés de recherche-développement se concentrent généralement sur les innovations technologiques adaptées aux régions plus riches et aux cultures qui se vendent sur les marchés internationaux. Dans les pays industrialisés, les efforts sont centrés en grande partie sur la création de variétés de cultures existantes résistantes aux herbicides et aux pesticides. Des variétés de semences capables de résister aux chocs liés aux événements météorologiques et pouvant améliorer la valeur nutritionnelle des aliments seraient probablement plus utiles pour les pays en développement (Srinivasan, 2003).

Même lorsque des intrants et des technologies appropriés ont été élaborés, les ménages ruraux des pays en développement n'ont pas toujours les moyens

de se les procurer. Les marchés des intrants et de la technologie ont tendance à être étroits, voire inexistant, dans les pays en développement, et notamment dans les régions isolées. Il est possible que les programmes d'ajustement structurel introduits dans les années 80 et 90 soient une des causes profondes de ce manque d'accès aux intrants. Avant ces réformes, des agences d'État fournissaient très souvent des intrants et des services de vulgarisation à des prix subventionnés, mais le retrait du secteur public à la suite des réformes n'a pas été remplacé par une entrée du secteur privé.

Dans les pays à faible revenu, le développement des marchés privés est entravé par la faible demande globale d'intrants agricoles, conjuguée à des coûts de transaction élevés. Afin d'améliorer leur accès aux intrants, aux services financiers et aux technologies, les agriculteurs mettent parfois leurs intérêts en commun en créant des associations de producteurs (Gabre-Madhin et Haggblade, 2004).

Les marchés fonciers

Pour des raisons historiques, et à cause de déséquilibres du pouvoir, des politiques menées et de distorsions des marchés, la répartition des terres est généralement inégale. La productivité des terres est souvent plus élevée dans les petites exploitations que dans les plus grandes (chapitre 6). La production devrait donc augmenter si les terres étaient cultivées par de plus petites exploitations. Les marchés fonciers pourraient jouer leur rôle, y compris pour la location de terres, mais ils sont souvent absents ou fonctionnent très mal.

L'insécurité de la propriété et l'absence de cadastres entravent la mise en place d'un marché foncier dans de nombreux pays en développement. L'absence de titres de propriété clairs et la lourdeur de la bureaucratie – droits, timbres fiscaux, etc. – entraînent des coûts de transaction élevés lors de la cession de droits de propriété, ce qui fait obstacle à l'utilisation des terres par les cultivateurs les plus productifs.

L'utilisation des terres comme garantie pour des prêts ou comme marque de pouvoir politique ou de prestige faite par certains constitue une autre imperfection du

marché. Elle fait monter les prix fonciers au-delà de la valeur productive des terres. Par conséquent, le coût de la location ou de l'achat de terres augmente pour les agriculteurs efficaces, alors que les agriculteurs inefficaces sont dissuadés de vendre.

Le coût élevé des produits alimentaires a fait monter les prix fonciers à divers endroits. La hausse des prix fonciers pourrait stimuler les marchés dans ce domaine, mais pourrait aussi rendre les terres moins accessibles aux agriculteurs les plus pauvres. Il est nécessaire de protéger les droits des petits agriculteurs, notamment dans les régions où les titres de propriété et les systèmes d'enregistrement foncier sont peu développés.

L'absence de marchés de vente ou de location de terres, ou leur imperfection, tend à entraver l'utilisation efficace des ressources foncières restreintes et à limiter la productivité. À long terme, la capacité limitée des ménages d'agriculteurs à se nourrir et à générer des revenus risque de compromettre la production alimentaire.

La collecte d'informations

Pour pouvoir tirer profit des possibilités rentables qu'offrent les marchés, les agriculteurs doivent être bien informés sur les prix et les conditions de ces marchés. Le manque d'informations rend les agriculteurs vulnérables à l'exploitation par les négociants et les acheteurs, diminue leur pouvoir de négociation dans la filière commerciale et influe sur leur motivation à produire et sur leurs revenus. L'éducation améliore généralement la connaissance qu'ont les agriculteurs des marchés, ainsi que leur pouvoir de négociation.

Les systèmes d'information sur les marchés doivent communiquer des informations accessibles en temps voulu sur les prix, les volumes, les normes, les politiques commerciales, les négociants et le transport. La mise en place, la gestion et le développement de ces systèmes sont coûteux et délicats. Les coûts de la formation, du renforcement des capacités, de la supervision des agents de recensement, de la couverture complète du marché et de la diffusion des données sont substantiels.

En 1991, avec l'aide de la Michigan State University, le Mozambique a créé un Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA). Couvrant actuellement 24 marchés répartis dans dix provinces, il fournit des données hebdomadaires sur les prix, les flux et les coûts de transport, lesquelles sont transmises par la radio, dans la presse, par courriel, par fax et sur un site Internet.

L'avènement d'Internet et des téléphones portables a créé de nouvelles possibilités de diffusion des informations sur les marchés. Les abonnements de téléphone portable augmentent rapidement dans le monde en développement, et notamment dans les régions où les lignes fixes sont rares. En Afrique, fin 2006, 22 pour cent de la population possédaient un téléphone portable (Nations Unies, 2008b). Dans le cadre d'initiatives récentes, des informations sur les marchés ont été envoyées par SMS à des agriculteurs ghanéens et kenyans (Banque mondiale, 2007c). Le plein potentiel de cette nouvelle technologie est loin d'être réalisé, mais on commence à en percevoir les avantages: baisse des coûts de transaction, réduction de la volatilité des prix et des disparités entre les marchés, et obtention de meilleurs prix par les agriculteurs (voir Aker, 2008).

La disponibilité constante de denrées alimentaires en quantité suffisante dépend de l'accès des producteurs à des marchés d'intrants qui permettent une augmentation de la productivité et de la production.

Les marchés du travail

Les marchés ruraux du travail sont importants pour la sécurité alimentaire. Son travail est généralement le seul actif dont dispose un ménage pauvre. La plupart des marchés ruraux du travail sont extrêmement déficients – ils sont soit entièrement absents, soit très étroits. Les populations rurales migrent en grand nombre vers les zones urbaines à la recherche d'un emploi.

Les marchés du travail sont fortement segmentés en fonction des qualifications, un écart de salaire important séparant les emplois qualifiés des autres. Les ménages les plus riches ont un avantage concurrentiel

en ce qui concerne les emplois non agricoles. Le manque de moyens efficaces d'obtenir des informations sur les marchés du travail rend la recherche d'emplois coûteuse à la fois en temps et en argent. Les plus riches sont en mesure d'investir plus de temps et d'argent pour faire connaître leurs compétences et leur expérience et vont même jusqu'à offrir des pots-de-vin pour obtenir un emploi. L'accès des pauvres aux marchés du travail est souvent entravé par un manque d'éducation ou de compétences, et leur productivité peut être compromise par une mauvaise nutrition.

Les pauvres sont ceux qui ont le moins accès à des emplois salariés, mais qui dépendent le plus de ce type de travail comme source de revenu leur permettant d'acheter de quoi se nourrir. Le développement des marchés ruraux du travail pourrait améliorer considérablement la sécurité alimentaire, notamment parmi les ménages ne possédant presque pas, ou pas, de terres.

Les marchés agroalimentaires locaux et régionaux

Les marchés facilitent l'augmentation des revenus agricoles en permettant aux agriculteurs de se spécialiser dans des cultures qui génèrent des revenus élevés. Les marchés peuvent aussi uniformiser la consommation alimentaire par le biais d'échanges entre les ménages temporairement déficitaires et les producteurs d'aliments disposant d'excédents suffisants. Toutefois, ces filières qui améliorent le bien-être ne sont pas toujours exploitées au maximum, en raison, entre autres, des coûts de transaction élevés et de l'imperfection des marchés financiers. Ces déficiences sont particulièrement néfastes pour les agriculteurs pauvres, car l'aversion pour le risque et les coûts de transaction diminuent par unité de produit en fonction de la richesse, enfermant les agriculteurs dans une agriculture de subsistance (Deaton, 1991; Fafchamps et Hill, 2005).

Les produits d'une même région agroclimatique sont échangés sur les marchés agroalimentaires locaux ou alimentent les mêmes bassins commerciaux. Les produits de différentes régions agroclimatiques sont échangés sur les marchés régionaux et internationaux.

Les récépissés d'entrepôt et les bourses de marchandises

De quoi s'agit-il?

Les systèmes de récépissés d'entrepôt et les bourses de marchandises constituent deux systèmes d'informations qui peuvent remédier aux faiblesses des marchés. Ils se renforcent mutuellement, mais s'appuient sur des moyens différents pour réaliser des bénéfices.

Les récépissés d'entrepôts sont "des documents délivrés par l'entreposeur comme preuve que des marchandises spécifiées, d'une certaine qualité et dans des quantités précisées, ont été déposées dans un endroit particulier par les entrepositaires nommés" (Coulter et Onumah, 2002). Un récépissé d'entrepôt donne au détenteur le droit de retirer les marchandises déposées de l'entrepôt. Ces récépissés sont transférables, et peuvent être vendus ou achetés au comptant, échangés directement contre d'autres marchandises et des services, ou utilisés comme garantie pour l'obtention de prêts. Parmi les utilisateurs figurent des agriculteurs, des associations de producteurs, des négociants et des entreprises de transformation alimentaire. De nombreux entrepôts sont gérés par des entreprises agroalimentaires privées qui achètent, font sécher, nettoient et entreposent des céréales, mais ces services peuvent également être assurés par le secteur public.

Une bourse de marchandises peut être considérée comme une instance permettant des échanges organisés entre de nombreux acheteurs et vendeurs. Elle peut également faciliter les transactions entre les producteurs de produits de base et les prestataires de services financiers. La caractéristique spécifique d'une bourse de marchandises est que les échanges sont coordonnés par une entité indépendante, qui a recours à un cadre exhaustif de règlements et de critères pour régir les échanges qui s'y font. Tous les agents faisant usage des services de la bourse de marchandises sont tenus de payer des droits.

Quelle est l'utilité des récépissés d'entrepôt et des bourses de marchandises?

Les récépissés d'entrepôt peuvent conférer une autonomie accrue aux agriculteurs et les aider à sortir du cercle vicieux formé par les ventes à bas prix et les achats à prix forts. La fourniture de services d'entreposage permet aux agriculteurs de repousser la vente de leurs produits, ce qui a pour effet de régulariser les fluctuations saisonnières des prix au profit tant des producteurs que des consommateurs. Les écarts de prix d'un endroit à l'autre et les coûts de transaction peuvent être réduits lorsque l'entrepôt est plus proche que le marché et que les agriculteurs sont obligés de se rendre sur plusieurs marchés pour écouler toute leur récolte. La réduction des coûts de transaction et l'accès amélioré aux marchés réduit la dépendance des agriculteurs à l'égard des négociants qui, en l'absence de système de récépissés d'entrepôt, exploitent souvent les agriculteurs en appliquant des marges commerciales importantes.

Les récépissés d'entrepôt contribuent à l'efficacité des bourses de marchandises. À Chicago, aux États-Unis, avant la création du Chicago Board of Trade et l'usage régulier d'entrepôts, les agriculteurs qui ne trouvaient pas immédiatement des acheteurs pour leur récolte devaient généralement l'écouler à bas prix à cause des coûts élevés du transport (CNUCED, 2005). En renforçant les normes de qualité, un système de récépissés d'entrepôt peut améliorer la discipline et renforcer la transparence au sein du marché, éliminant les frictions inutiles au sein de la bourse de marchandises et réduisant les coûts de transaction.

Les bourses de marchandises renforcent les marchés des produits de base et améliorent les informations sur les marchés. Elles concentrent le commerce des produits de base en un lieu unique, ce qui a pour effet de réduire l'asymétrie des informations étant donné que les fluctuations de l'offre et de la demande se reflètent plus rapidement et plus exactement dans les prix. Tous les participants à la bourse de marchandises – et toute autre personne concernée – jouissent d'un accès constant à un prix neutre de référence. La centralisation du marché réduit les coûts de transaction car il est plus facile de trouver des vendeurs et des acheteurs. Toutefois, quelle que soit l'efficacité de ce système, il ne lui est pas possible de neutraliser les fondamentaux du marché. Ainsi, s'il y a un excédent de maïs sur le marché local et que les prix sont bas, l'existence d'une bourse de marchandises n'améliorera les prix qu'indirectement en encourageant plus d'échanges au niveau régional.

Quelles sont les conditions préalables à la mise en place d'une bourse de marchandises performante?

Les bourses de marchandises fournissent de nombreuses externalités positives, qui peuvent justifier un soutien financier public, mais au bout du compte, pour être utile, une bourse de marchandises doit être performante en tant qu'entreprise. La rentabilité d'une bourse de marchandises dépend dans une grande mesure de la confiance que son organisation inspire, et qu'elle mérite, par exemple, à travers des contrats bien conçus qui spécifient précisément la qualité et la quantité de produits. Le lien entre le commerce sur le lieu d'échange et le commerce physique doit être solide – le recours à des

entrepôts associés à la bourse, mais qui ne lui appartiennent pas, joue un rôle capital à ce niveau. La réglementation doit être stricte et cohérente, tant sur les lieux d'entreposage qu'à la bourse elle-même. Cependant, il ne s'agit pas uniquement d'une question de confiance, et chacun sait qu'il est difficile de mettre en place une bourse de marchandises performante. Au cours de la dernière décennie, rien qu'en Afrique, plus de 20 bourses de marchandises ont échoué.

Le South African Futures Exchange (SAFEX) est la bourse de marchandises africaine la plus performante (Agyeman-Duah, 2006). Dans la majeure partie du continent africain, les infrastructures sont particulièrement insuffisantes; on manque généralement d'entrepôts et les techniques de production sont souvent archaïques. En Afrique du Sud, l'agriculture est hautement mécanisée et comprend un système d'entreposage efficace (Coulter, 1998). La plupart des entrepôts sud-africains sont reliés directement au réseau ferroviaire national et les installations portuaires permettent d'expédier les céréales rapidement et à bas coût. Le secteur bancaire du pays est relativement fort. L'absence de cadre institutionnel et juridique et la difficulté de mettre les contrats à exécution constituent les principaux obstacles à l'établissement de bourses de marchandises dans les autres pays africains.

Le nouvel Ethiopia Commodity Exchange (ECX), qui a ouvert ses portes en avril 2008, est le résultat d'une initiative récente très prometteuse. L'ECX regroupe un parquet à Addis Abeba et six entrepôts, ainsi qu'un réseau de points d'information dans les bourgades principales. De nombreux éléments de l'ECX ont dû être mis en place en partant de zéro, y compris les lois, les règlements, un organisme de réglementation, des normes à satisfaire par les marchandises et un service d'inspection de la qualité. Les enseignements que l'on tirera de l'ECX seront importants pour les autres pays.

Les marchés alimentaires se tiennent généralement une fois par semaine, mais les marchés très fréquentés peuvent avoir lieu tous les jours.

La densité croissante de la population et le développement des réseaux de transport encouragent les échanges commerciaux entre différentes régions agroclimatiques et réduisent le coût du commerce. Lorsque les revenus agricoles demeurent essentiellement inchangés, ou évoluent de la même manière dans les différentes régions, les interactions entre les différents marchés agroalimentaires locaux sont rendues difficiles. Ainsi, au Rwanda, la baisse des coûts de transport élargira peut-être les possibilités d'échanger des cultures de haute valeur et peu volumineuses, telles que les aubergines, mais le commerce des cultures volumineuses de faible valeur, telles que les patates douces, risque d'être entravé par des changements parallèles au niveau des revenus agricoles (Swinnen *et al.*, 2007).

L'accès aux marchés agroalimentaires locaux et régionaux peut être extrêmement inégal, et les revenus agricoles peuvent devenir de plus en plus inégaux d'un ménage à l'autre et entre les régions. Les petits agriculteurs pauvres sont désavantagés de quatre manières: 1) ils reçoivent des prix à la production plus bas, car du fait que leurs volumes de production sont

faibles, les coûts de transport par unité sont plus élevés; 2) leur choix de culture risque d'être motivé par un souci de sécurité, car l'aversion pour les risques est fréquente parmi les ménages pauvres, et par

Les marchés ruraux du travail: l'expérience du Rwanda

"J'avais un emploi permanent d'ouvrier agricole, mais je suis tombé malade. Après ma maladie, je n'ai pas pu réintégrer l'emploi que j'avais avant. Quelqu'un d'autre avait déjà pris ma place. J'avais besoin d'argent pour payer les frais de scolarité et les semences. J'ai entendu parler du projet de construction routière et je suis allé m'adresser au chef d'équipe. Pour pouvoir me joindre aux autres ouvriers, j'ai dû lui verser 2 000 RWF [francs rwandais]. Le chef d'équipe est obligé de demander de l'argent aux ouvriers parce qu'il a dû verser 5 000 RWF au patron pour obtenir son poste. C'est ainsi que se passent les choses. Vingt-cinq ouvriers ont versé chacun 2 000 RWF au chef d'équipe."

"Je cherche un emploi agricole à proximité, auprès de mes voisins. Je ne peux pas aller loin à cause des enfants. Mais il vaudrait mieux aller plus loin parce que je pourrais trouver un emploi permanent. Lorsque j'ai besoin d'argent, je me lève très tôt, à 5 heures du matin. Je sais déjà la veille au soir où j'irai travailler. Je reviens à 10 heures pour préparer le repas des enfants. De 13 heures à 16 heures, je travaille sur mes propres terres. Ensuite je rentre à la maison pour préparer à manger."

Source: Swinnen *et al.*, 2007

Typologie des marchés fréquentés par les petits agriculteurs au Rwanda

À Kibilizi, petit secteur administratif rural du Rwanda, les ménages d'agriculteurs ont accès à dix marchés et centres commerçants (voir le tableau ci-dessous). Les ménages se rendent fréquemment aux petits centres commerçants tout proches pour acheter des articles de ménage, tels que savon, allumettes, sel et sucre. Les petits marchés quotidiens constituent les principaux centres de distribution des denrées alimentaires et cultures de base produites localement. Ils se tiennent généralement en fin d'après-midi pour permettre aux ouvriers occasionnels d'échanger leur salaire journalier contre des vivres.

Les centres commerçants urbains plus éloignés et les marchés régionaux plus importants sont moins fréquentés malgré leurs prix avantageux et le plus grand choix de produits qu'ils offrent. Ces marchés attirent des marchands professionnels venus de loin, qui font le commerce de produits de haute valeur et peu volumineux, tels que l'huile de palme du Congo, les haricots, le sorgho, et la farine de maïs provenant des gros marchés de Kigali; les négociants régionaux transportent des marchandises volumineuses de valeur moyenne, telles que bananes et pommes de terre irlandaises; et les petits agriculteurs de la localité vendent leurs produits, qui sont généralement volumineux et de valeur relativement faible, tels que patates douces et manioc. Lorsque les récoltes régionales sont mauvaises, les ménages fréquentent également deux marchés éloignés, situés dans une autre zone agroclimatique, qui sont suffisamment importants pour attirer à la fois les agriculteurs et les négociants intermédiaires (Swinnen *et al.*, 2007).

Les marchés fréquentés par les ménages de Kibilizi

Nom	Type ^a	Distance moyenne (minutes à pied)	Fréquence à laquelle les ménages se rendent au marché
Gakoma	Petit centre commerçant	20	1–16 fois/mois
Kigeme	Petit marché quotidien (17 heures–18 h 30) local et petit centre commerçant	30	1–20 fois/mois
Kibilizi	Marché local quotidien (16 h 30–18 h 30)	30	1–16 fois/mois
Mushishito	Petit centre commerçant	40	1–4 fois/mois
Gikongoro	Centre commerçant urbain important, et marché régional important deux jours par semaine	180	1–4 fois/mois
Gasarenda	Centre commerçant urbain de taille moyenne, et marché régional très important deux jours par semaine	180	0–2 fois/an
Miko	Centre commerçant et marché périodique	180	Seulement si les récoltes ont été mauvaises dans la région
Karama	Centre commerçant et marché périodique	180	Seulement si les récoltes ont été mauvaises dans la région
Ryarubondo	Important marché aux bestiaux deux jours par semaine	240	0–1 fois/an
Gatovu	Centre commerçant de taille moyenne et important marché régional périodique	240	0–1 fois/an

Note: * Les petits centres commerçants sont de petites concentrations de magasins et d'habitations en zone rurale, par opposition aux concentrations dans les villes ou métropoles.
Source: Berlage *et al.*, 2003

conséquent leurs cultures ne sont pas toujours bien adaptées au marché; 3) le besoin d'argent et le manque de moyens d'entreposage obligent les ménages pauvres à vendre à bas prix durant la saison de la récolte; et 4) le coût d'opportunité lié au temps nécessaire pour se rendre au marché peut être prohibitif pour les petits agriculteurs.

Les difficultés que doivent affronter les agriculteurs pauvres sont soulignées par une veuve du Rwanda: "J'ai perdu mon mari. Je n'ai pas le temps d'aller au marché parce que je dois travailler mes terres et m'occuper de mes enfants. Lorsque j'ai besoin d'argent, je vends ma récolte à mes voisins à bas prix" (cité dans Swinnen *et al.*, 2007). La nécessité de

disposer chaque jour d'une quantité suffisante de vivres peut obliger les petits agriculteurs à cesser de cultiver leurs terres et à accepter un emploi hors exploitation moyennant un salaire journalier.

Les ménages pauvres sont enfermés dans un cercle vicieux. La pauvreté limite leur accès aux marchés des extrants, au crédit, à l'assurance et aux intrants agricoles. Par conséquent, leurs possibilités de générer des revenus sont restreintes.

Les marchés agroalimentaires internationaux

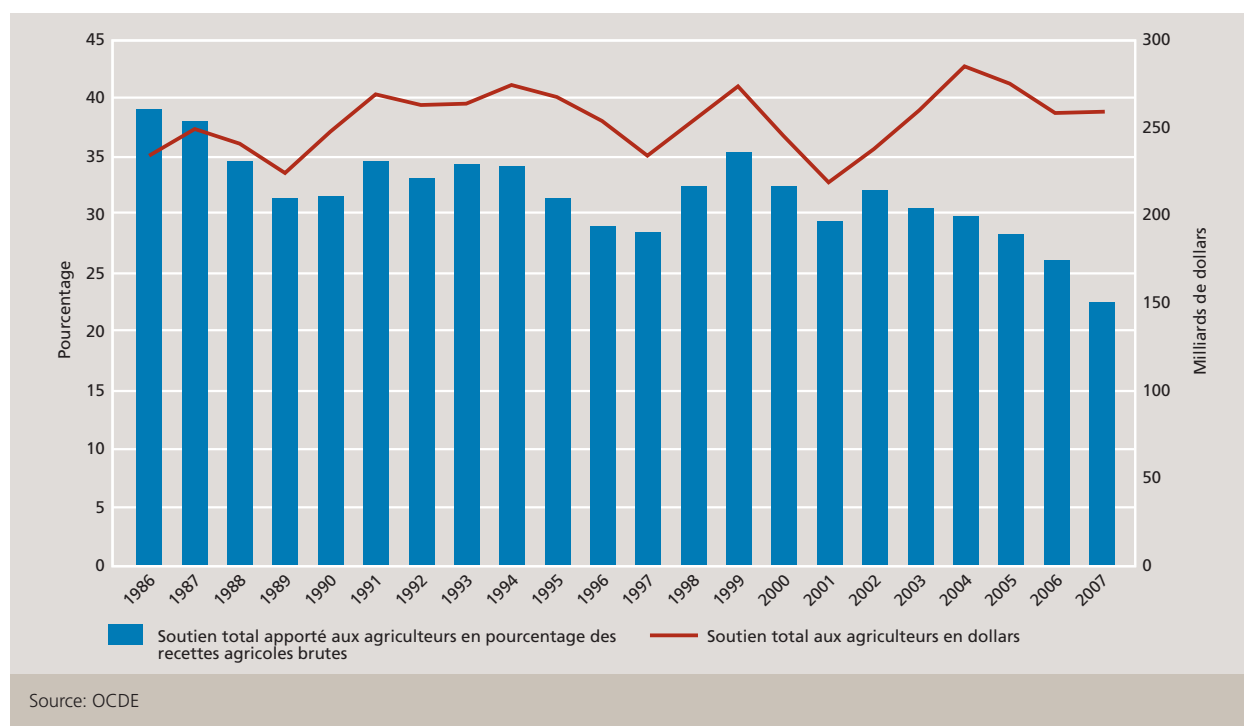
Selon l'opinion générale, la participation au commerce international est en corrélation avec la croissance économique (Dollar et Kraay, 2002). Certains économistes préconisent la participation au commerce international et la libéralisation du commerce comme éléments moteurs de la croissance et de la réduction de la pauvreté (Bhagwati et Srinivasan, 2002; Dollar et Kraay, 2004). D'autres sont plus sceptiques (Rodríguez et Rodrik, 1999; Ravallion, 2006). Les principales divergences portent sur la causalité – le commerce ou la libéralisation du commerce conduisent-ils à la croissance, ou vice versa? – et sur la complémentarité:

d'autres réformes ou conditions initiales sont-elles nécessaires pour que la libéralisation du commerce soit efficace?

Peu d'études ont été consacrées à la relation entre le commerce et la sécurité alimentaire. Les importations peuvent contribuer ou non à la sécurité alimentaire, tout dépend si les ménages souffrant d'une insécurité alimentaire sont consommateurs ou producteurs nets (Ravallion, 2006; voir chapitre 4). Pour les consommateurs nets de denrées alimentaires, tels que les ménages urbains, les importations peuvent accroître les disponibilités alimentaires, faire baisser les prix et améliorer l'accès à la nourriture. Cependant, la baisse des prix alimentaires causée par les importations a des répercussions négatives sur les revenus des producteurs nets. Les importations de denrées alimentaires subventionnées provenant de pays développés qui continuent de protéger leurs marchés agricoles peuvent fausser les marchés alimentaires dans les pays en développement, réduire la motivation des agriculteurs locaux et entraver le développement des marchés agroalimentaires intérieurs.

Le protectionnisme agricole des pays riches, qui prend principalement la forme de subventions et de

Figure 5.1 – Soutien apporté par l'OCDE aux producteurs agricoles, 1986–2007



Source: OCDE

droits de douane, fait qu'il est difficile pour les pays en développement d'être concurrentiels. Dans les pays industrialisés, les tarifs douaniers appliqués aux produits agricoles importés des pays en développement sont près de six fois plus élevés que ceux qui sont appliqués aux produits non agricoles (CNUCED, 2008). Au cours de ces dernières décennies, on a commencé – bien que lentement – à réduire les barrières commerciales grâce à la réduction des quotas, des subventions et des tarifs douaniers et à des accords d'échanges préférentiels passés avec les pays en développement (figure 5.1). L'initiative "Tout sauf les armes" de l'Union européenne (UE), par exemple, donne libre accès au marché européen en franchise de droits et de contingences à pratiquement tous les produits originaires des pays les moins avancés (PMA).

L'agriculture a fait l'objet d'un débat animé dans le cadre du cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha, lequel a contribué à l'échec des négociations en juillet 2008. Fin 2008, l'espoir de mener à bien ce cycle de pourparlers demeurait mince. L'élimination totale du protectionnisme agricole des pays développés pourrait générer des exportations estimées à 40 milliards de dollars pour les pays en développement (Watkins *et al.*, 2003). Toutefois, les avantages sont beaucoup moins importants si les mesures de protectionnisme ne sont que partiellement levées, et c'est le résultat le plus probable du cycle de Doha (Polaski, 2006). Vraisemblablement, les ménages pauvres n'en obtiendront que peu d'avantages étant donné les obstacles auxquels ils se heurtent (Watkins *et al.*, 2003).

La volatilité des prix sur le marché mondial des exportations tropicales, telles que le café, le cacao et le thé, a eu des effets défavorables sur les bénéficiaires que les pays en développement tirent du commerce international. Elle a été particulièrement néfaste pour les ménages pauvres ayant une aversion pour les risques, qui éprouvent souvent de grandes difficultés à gérer les chocs négatifs des revenus. De nombreux produits d'exportation sont des cultures pérennes et, par conséquent, il est encore plus difficile pour les agriculteurs de réagir aux variations des prix du marché international.

La structure du commerce agroalimentaire mondial connaît actuellement des changements importants, les pays en développement étant moins dépendants des exportations de produits traditionnels, tels que le café et le cacao. De nombreux aspects de cette évolution vers des exportations non traditionnelles ont été bénéfiques pour les pays en développement (Aksoy et Beghin, 2005).

L'agro-industrialisation et les normes alimentaires

L'expansion des supermarchés

Les supermarchés qui, à l'origine, pourvoient aux besoins des riches des zones urbaines, sont aujourd'hui de plus en plus accessibles aux pauvres (chapitre 2), bien qu'ils ne le soient toujours pas pour un grand nombre de ceux qui souffrent de la faim. De nombreux ménages souffrant d'une insécurité alimentaire ont principalement recours à des marchés de détail informels à bas prix pour leurs achats de nourriture. Cela est dû en partie au fait que les supermarchés détiennent une plus petite part de marché en ce qui concerne les fruits et légumes frais par rapport aux produits transformés, secs ou conditionnés, dont les ménages pauvres font une consommation moins importante. Les données indiquent également que les prix des produits frais vendus dans les supermarchés sont plus élevés, alors que les prix des aliments transformés sont généralement plus bas (Banque mondiale, 2007a).

Les bas prix des produits transformés contenant beaucoup de matières grasses, de sucre et de sel vendus dans les supermarchés suscitent des inquiétudes. Au Guatemala, la consommation de ces aliments par les ménages pauvres s'est accrue, celle-ci causant une augmentation de l'indice de masse corporelle et constituant un facteur de risque d'obésité et de maladies non transmissibles (Asfaw, 2008).

L'agro-industrialisation

Les investissements privés résultant de la privatisation et de la libéralisation des régimes d'investissement et de commerce provoquent une agro-industrialisation,

où les sociétés agro-industrielles, les sociétés de transformation alimentaire et les grandes entreprises prennent de plus en plus d'importance. C'est au niveau du commerce de détail que le regroupement de sociétés est le plus manifeste, mais ce phénomène s'est produit à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement, de la production à la distribution en passant par la transformation. Les investisseurs étrangers ont amélioré l'accès aux marchés internationaux de denrées alimentaires de haute valeur et introduit des technologies, des capacités de gestion et un accès aux informations, par exemple sur les questions concernant la sécurité sanitaire des aliments.

L'expansion de l'agro-industrialisation se traduit par une augmentation des exportations de produits agricoles finis et transformés par les pays en développement. Les produits tels que les fruits, les légumes, le poisson et les crustacés sont souvent transformés et traités sur place avant leur exportation sous forme de produits finis. Les données attestent aussi de l'expansion de la production primaire destinée aux marchés d'exportation, et notamment aux supermarchés. Les exemples relevés en Côte d'Ivoire, au Kenya et au Zimbabwe indiquent que les produits horticoles exportés sont cultivés de plus en plus souvent par de grandes exploitations agro-industrielles (Dolan et Humphrey, 2000; Minot et Ngigi, 2003). La

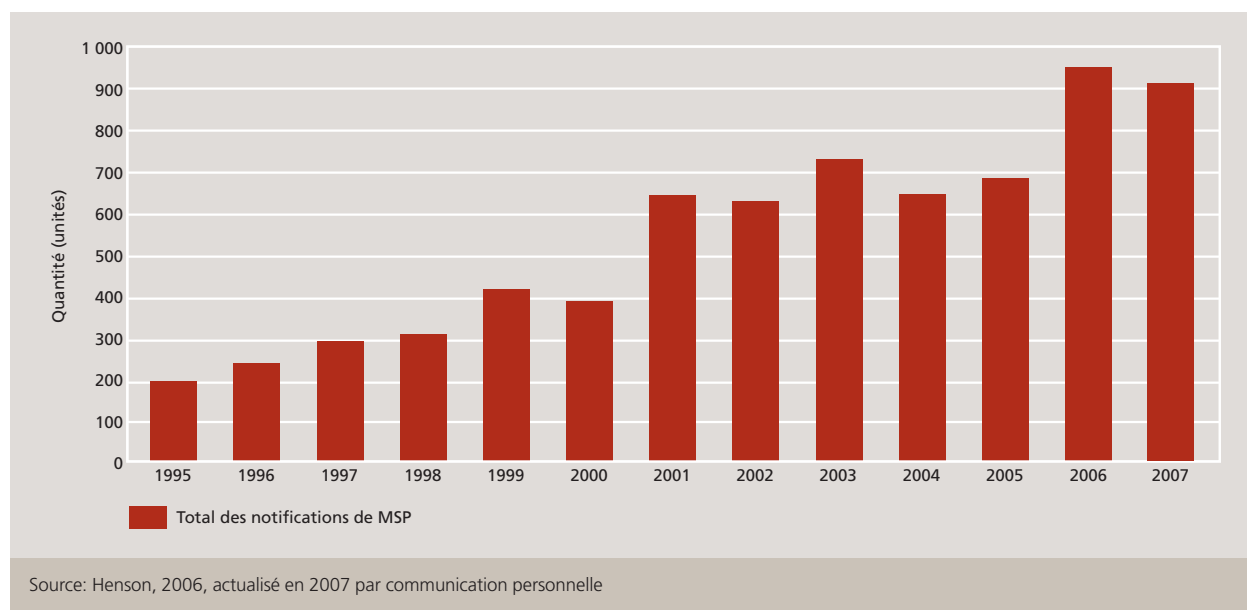
part des exportations kényanes de fruits et légumes détenue par les exploitations agro-industrielles est passée de 20 pour cent dans les années 90 à 40 pour cent en 2003 (FIDA, 2003a).

Incidences de l'agro-industrialisation sur l'accès aux marchés

L'agro-industrialisation fournit des technologies perfectionnées et augmente la capacité des pays en développement à fournir des denrées alimentaires de haute valeur, en réponse à la demande importante et régulière de la part des importateurs. Par ailleurs, le secteur de l'agro-industrialisation est en passe de devenir un moyen important d'ajouter de la valeur à la production agricole.

Toutefois, l'expansion de l'agro-industrialisation et la concentration accrue des efforts dans la production, la transformation et la distribution alimentaires peuvent également avoir des effets négatifs. Les agriculteurs pauvres sont moins susceptibles de bénéficier des tendances favorisant la centralisation de l'approvisionnement et l'usage de contrats quasi-formels et formels, en raison, entre autres, de l'analphabétisme et du manque d'informations. Le regroupement des sociétés auquel on assiste aujourd'hui est en train de changer les relations de pouvoir dans les marchés agroalimentaires, les petits fournisseurs étant confrontés à d'importantes multinationales.

Figure 5.2 – Notifications de nouvelles MSP à l'OMC, 1995–2007



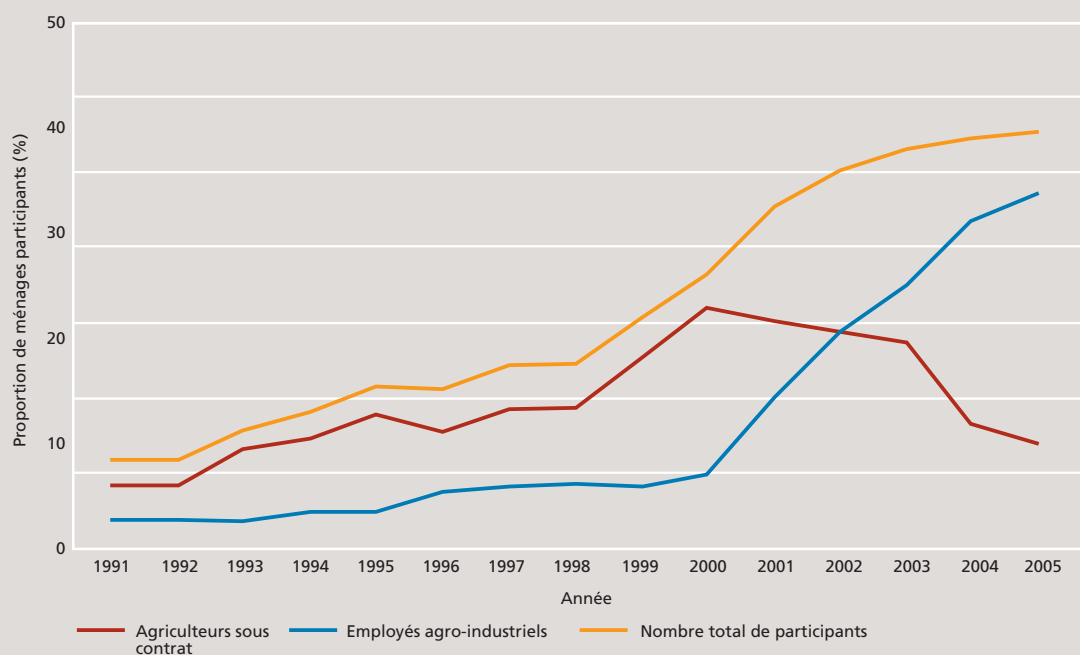
Exportations de légumes, marchés du travail et pauvreté au Sénégal

Les exportations de fruits et légumes du Sénégal, qui ont fortement augmenté au cours des 15 dernières années (de 2 700 tonnes en 1991 à 16 000 tonnes en 2005), jouent un rôle capital dans la stratégie de diversification des exportations du pays. La plupart d'entre elles sont destinées aux marchés de l'UE et doivent satisfaire à des normes de qualité et de sécurité sanitaire exigeantes.

Les normes alimentaires ont conduit à un regroupement des sociétés et à une coordination verticale accrue dans les chaînes d'exportation de légumes au Sénégal. Le fait le plus important est l'évolution d'une agriculture contractuelle à petite échelle à une production de grande envergure verticalement intégrée sur des terres achetées ou louées.

Ces changements ont eu des incidences importantes sur les petits agriculteurs et les ménages ruraux. La proportion de ménages agricoles locaux ayant des contrats d'exportations agro-industrielles est en baisse (voir la figure ci-dessous), mais un plus grand nombre de ménages locaux travaillent dans le secteur des exportations agro-industrielles. Ces activités génèrent environ un tiers du revenu total des ménages qui y participent, ceux-ci gagnant en moyenne 60 pour cent de plus que le revenu moyen dans la région. L'augmentation des exportations de légumes a des répercussions importantes sur la réduction de la pauvreté en zone rurale, notamment par la création d'emplois agro-industriels. L'incidence de la pauvreté dans la région est estimée inférieure de 14 pour cent à la moyenne nationale.

La participation des ménages locaux aux chaînes d'exportation des légumes, 1991–2005



Source: Maertens et Swinnen, 2006

L'augmentation des normes alimentaires

Les normes alimentaires, qui sont déjà nombreuses dans les pays industrialisés, commencent à faire leur apparition dans les pays en développement. L'augmentation des salaires conduit à une plus forte demande d'aliments de qualité et sûrs, les connaissances techniques et scientifiques contribuant à leur tour à l'amélioration des normes alimentaires.

Les normes alimentaires comprennent une vaste gamme de spécifications, critères de qualité (données techniques), normes de commercialisation, mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) et exigences de traçabilité. Les normes publiques sont appuyées par des normes privées ainsi que par la législation nationale et internationale. L'importance croissante de la standardisation internationale de l'alimentation se traduit par une forte augmentation des notifications

de nouvelles MSP à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (figure 5.2).

L'adoption de normes alimentaires plus restrictives dans les marchés développés, qui risque de réduire les possibilités d'exportation pour les pays en développement (Unnevehr, 2000), peut aussi agir comme catalyseur pour l'amélioration et la modernisation des systèmes d'approvisionnement en denrées alimentaires dans ces pays, améliorant ainsi l'accès aux marchés et la croissance des exportations (Jaffe et Henson, 2005; Henson, 2006). Cependant, les petits exploitants pauvres n'ont pas les moyens financiers d'investir pour améliorer leur production, et les pays en développement ne disposent généralement pas des capacités infrastructurelles et institutionnelles nécessaires pour assurer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, ce qui entrave encore le respect par les agriculteurs des normes rigoureuses appliquées par les marchés étrangers (Reardon *et al.*, 1999; Dolan et Humphrey, 2000; Farina et Reardon, 2000). Plusieurs études empiriques indiquent que les petits agriculteurs des pays en développement n'ont pas accès aux marchés internationaux en raison de l'augmentation des normes alimentaires (Key et Runsten, 1999; Kherallah, 2000; Gibbon, 2003; Reardon *et al.*, 2003; Weatherspoon et Reardon, 2003).

Les exportations agricoles et les petits agriculteurs

Les marchés intérieurs et internationaux de produits de haute valeur ont tendance à exclure les petits agriculteurs pauvres. Par exemple, le nombre de petits maraîchers subsahariens produisant des légumes pour le marché britannique est tombé de 11 600 en 2002 à environ 5 500 en 2006. Cela est attribué à la prédominance accrue des supermarchés et aux exigences en matière de qualité et de sécurité sanitaire – 60 pour cent des exportations de légumes de l'Afrique subsaharienne vers le Royaume-Uni étaient destinées aux supermarchés (Legge *et al.*, 2006).

On assiste également à une forte baisse des exportations d'ananas par les petits agriculteurs ghanéens depuis les années 90, quand la production d'ananas s'est concentrée de plus en plus dans de

vastes plantations industrielles, même si les coûts de la production par les petites exploitations sont estimés inférieurs de 22 pour cent. Cela est aussi le résultat des exigences en matière de qualité et de sécurité sanitaire des marchés étrangers et de la transformation accrue des produits (Takane, 2004; Danielou et Ravry, 2005).

Une étude réalisée récemment a conclu que les sociétés tendaient à donner la préférence aux gros agriculteurs plutôt qu'aux petits dans une même région. Lorsque les petits agriculteurs sont prédominants dans la structure agraire, les sociétés s'approvisionnent généralement auprès de ceux qui ont accès à des actifs tels qu'irrigation, matériel agricole et routes revêtues (Reardon *et al.*, à paraître). Ces exigences renforcent le piège faim-pauvreté.

L'expansion de l'agro-industrialisation et l'apparition des supermarchés ont créé des opportunités pour les pays en développement, mais les petits agriculteurs à faible revenu sont moins en mesure de bénéficier de ces tendances car ils ne disposent pas des actifs et capacités nécessaires pour se conformer aux normes de qualité et de sécurité sanitaire et aux exigences en matière de quantités et de livraisons.

Les innovations institutionnelles

La coordination verticale peut aider les agriculteurs à surmonter leurs contraintes au niveau des capacités et des capitaux et à produire des denrées alimentaires de haute qualité. La plupart des exportations de légumes de Madagascar vers les supermarchés de l'UE proviennent de petits agriculteurs pauvres en terres (voir l'encadré à la page 84). Une prédominance des petites exploitations dans les chaînes d'approvisionnement à haute valeur a été constatée en Asie du Sud et du Sud-Est (Gulati *et al.*, 2005).

La coordination verticale est une initiative institutionnelle privée qui vise à résoudre les contraintes imposées par les marchés. Des innovations ont été introduites afin de surmonter les contraintes financières, les difficultés au niveau des marchés d'intrants et le manque de capacités techniques et gestionnaires. Les investissements étrangers peuvent permettre de résoudre les contraintes financières, et les

Tableau 5.1 – L'agriculture contractuelle en Afrique subsaharienne

Pays	Produit	Nombres de petits agriculteurs sous contrat
Kenya	Thé	406 000
	Sucre	200 000
	Horticulture	15 000–20 000
	Tabac	>10 000
Zambie	Coton	150 000
	Tabac	570
	Horticulture	13 500
Mozambique	Coton	270 000
	Tabac	100 000

Source: FIDA, 2003a

investisseurs étrangers impulsent souvent des innovations institutionnelles. La nécessité d'être en mesure de fournir aux entreprises de transformation agroalimentaire, aux supermarchés et aux négociants des volumes de marchandises de haute qualité, fiables et en temps voulu a été l'élément moteur principal du développement de la coordination verticale.

L'importance de la coordination verticale et ses répercussions sur les petits agriculteurs

La coordination verticale et l'agriculture contractuelle prennent de plus en plus d'importance dans de nombreux pays en développement, notamment pour des produits comme le sucre, le coton, le café, le cacao, le caoutchouc, l'huile de palme, le thé, les produits horticoles et le tabac (Swinnen et Maertens, 2007). En Afrique subsaharienne, la coordination verticale est devenue une source importante de financement rural (FIDA, 2003a). Au Mozambique, selon les estimations, 12 pour cent de la population rurale mène ses activités dans le cadre de l'agriculture contractuelle (tableau 5.1).

De nombreux gouvernements de l'Afrique subsaharienne participent à des projets de coordination verticale, par le biais de l'acquisition de participations minoritaires ou majoritaires dans des sociétés de transformation alimentaire privatisées, de l'apport de fonds et de la prestation de services de vulgarisation. Cependant, en général, c'est le secteur privé qui montre la voie à suivre en ce qui concerne la gestion de la chaîne logistique et la coordination verticale (Humphrey, McCulloch et Ota, 2004; Maertens et Swinnen, 2006; Minten, Randrianarison et Swinnen, 2006).

La production de légumes pour les supermarchés de l'UE à Madagascar

À Madagascar, la production de légumes pour l'exportation vers les supermarchés de l'UE a connu une rapide croissance ces 15 dernières années, malgré les strictes normes publiques et privées de sécurité sanitaire et de qualité à respecter, ainsi que les difficultés géographiques, l'insuffisance des infrastructures locales, les faibles niveaux d'instruction en zone rurale et les coûts élevés de mise en conformité et de transport.

La vaste majorité des exportations de légumes de haute valeur de Madagascar passe par une seule société, qui a des contrats avec cinq chaînes de supermarchés en Europe. Cette société doit satisfaire aux exigences en matière de qualité et d'éthique – non recours au travail des enfants, par exemple – ainsi qu'au niveau des pratiques de travail et d'hygiène dans l'usine de transformation. Elle achète des légumes à plus de 9 000 petits agriculteurs, chacun cultivant en moyenne une superficie de 1 ha, ce qui représente la taille moyenne nationale approximative des exploitations. Dans le cadre du contrat, la société fournit les semences, les engrais et les pesticides, à crédit, au début de la saison de croissance. Elle supervise les agriculteurs afin d'assurer une bonne gestion de la production et empêcher les "ventes hors contrat".

Les agriculteurs sont avantagés par la production sous contrat car ils jouissent d'un meilleur accès aux intrants, au crédit, aux services de vulgarisation et à la technologie. Ils profitent également de la formation que leur dispense la société sur les meilleures technologies et pratiques de gestion, comme l'utilisation de compost. Cela a des conséquences secondaires sur les autres récoltes, et les rendements de riz sont supérieurs de 64 pour cent sur les parcelles exploitées sous contrat. Les petits agriculteurs qui participent à l'agriculture contractuelle bénéficient d'une plus grande protection sociale, de revenus plus stables et de périodes maigres plus courtes. Les revenus que les agriculteurs tirent des contrats représentent en moyenne 50 pour cent du revenu monétaire total des ménages.

Source: Minten, Randrianarison et Swinnen, 2006

La plupart des études portant sur les effets de la protection sociale sur la pauvreté et l'amélioration de la sécurité alimentaire sont arrivées à des conclusions positives. De nouvelles données indiquent que l'agriculture contractuelle permet de réduire les coûts de production et de commercialisation et d'accroître la productivité et les revenus ruraux (BIRTHAL, JOSHI et GULATI, 2005; MINOT, 2007; SWINNEN et MAERTENS, 2007). Grâce à l'agriculture contractuelle, les agriculteurs peuvent jouir d'un meilleur accès aux intrants, à des fonds de roulement et à une assistance technique, lesquels sont souvent fournis dans le cadre du contrat. Par ailleurs, la coordination verticale fournit aux agriculteurs un débouché assuré, souvent à un prix garanti, ce qui diminue les risques. Les entreprises contractantes partagent les risques de la production en fournissant les intrants et le crédit. La réduction des risques de production et de commercialisation améliore la stabilité des revenus des agriculteurs et constitue un avantage substantiel pour ceux qui exercent leurs activités dans des environnements à haut risque sans marchés d'assurance.

Pour les industries agroalimentaires, il est généralement plus avantageux de travailler avec un petit nombre de gros fournisseurs qu'avec un grand nombre de petits agriculteurs, ces derniers nécessitant souvent une plus grande assistance. D'un autre côté, le recours à un grand nombre de fournisseurs peut réduire le risque de non-approvisionnement, et les coûts de production dans les petites exploitations peuvent être inférieurs du fait qu'elles utilisent une main-d'œuvre familiale (MINOT, 2007). Les observations empiriques font apparaître une situation ambivalente: dans le cadre de certains projets, les petites exploitations détiennent une plus petite part que les

grosses; dans l'autre c'est l'inverse. On a également assisté à des changements de direction des petites exploitations agricoles vers les grandes, et vice versa (MINOT, 2007).

L'agriculture contractuelle présente des avantages, mais elle "ne peut pas être adoptée comme stratégie générale de développement rural car elle se justifie uniquement pour certains produits dans certains marchés" (MINOT, 2007).

L'expansion de l'industrialisation, de la libéralisation et de la coordination verticale dans les marchés agroalimentaires internationaux crée des possibilités de produire et d'exporter des cultures de valeur supérieure. Les petits agriculteurs qui ont accès à ces marchés en retirent des avantages substantiels, mais ils sont peu nombreux à en bénéficier. Ils manquent généralement d'accès aux intrants et aux capitaux essentiels, disposent de peu de capacités et se trouvent loin de la route la plus proche.

Les pauvres qui souffrent de la faim ont un accès limité aux marchés des intrants, des extrants et du travail, ainsi qu'aux services financiers. Pour pouvoir bénéficier des innovations institutionnelles, de la croissance des marchés d'exportation et de l'agro-industrialisation, il est impératif que les pauvres qui souffrent de la faim puissent surmonter un large éventail d'obstacles qui les empêchent de participer pleinement aux marchés. Sinon, ils risqueront de demeurer dans l'insécurité alimentaire. Le chapitre suivant traite de deux aspects de l'insécurité alimentaire: la disponibilité et l'accessibilité.

Intermezzo 5.1: Achats au service du progrès – innovations visant à établir un lien entre les agriculteurs à faible revenu et les marchés

L'initiative "Achats au service du progrès" du PAM a pour objet d'augmenter les revenus des petits exploitants et des agriculteurs à faible revenu en exploitant l'approvisionnement en denrées alimentaires dans les pays en développement et en créant un accès durable aux marchés. Cette initiative montre comment une seule innovation peut résoudre plusieurs des contraintes de nature structurelle auxquelles se heurtent les petits agriculteurs. Elle aura vraisemblablement d'importantes répercussions sur les communautés environnantes, outre ses résultats positifs directs pour les agriculteurs y participant.

L'initiative "Achats au service du progrès" s'appuie sur la vaste expérience que le PAM a acquise en matière d'approvisionnement local. Mondialement, l'approvisionnement local s'est développé au cours des deux dernières décennies (voir la figure ci-dessous). Entre 2001 et 2007, le PAM a acheté pour environ 1,5 milliard de dollars de denrées alimentaires rien qu'en Afrique.

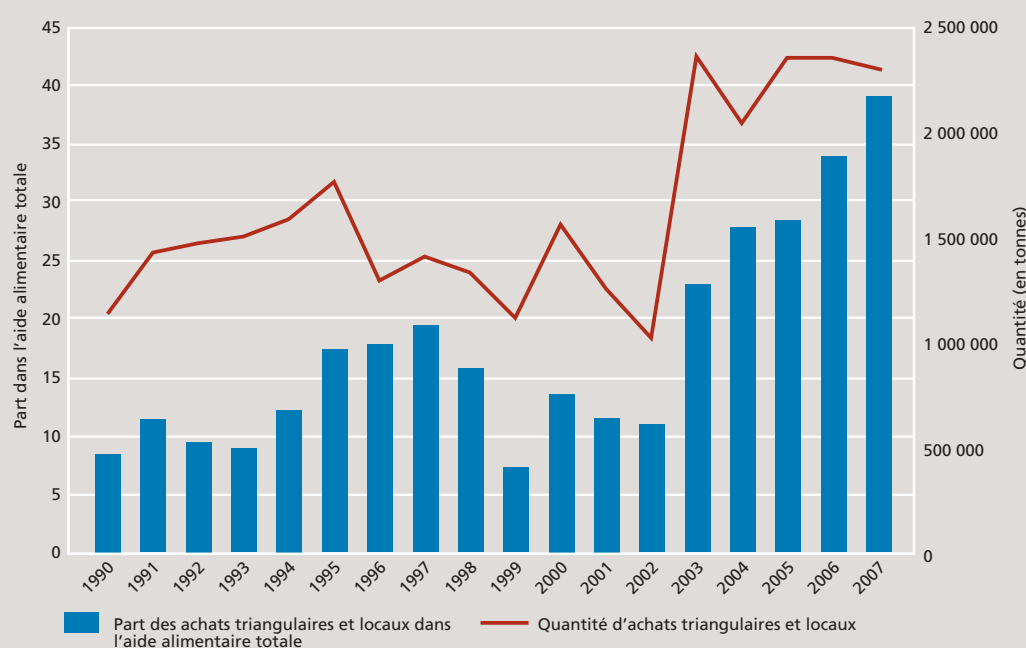
Durant sa phase initiale, l'initiative "Achats au service du progrès" concentrera ses efforts sur le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, le Ghana, le Kenya, le Libéria, le Malawi, le

Mali, le Mozambique, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie, en Afrique; l'Afghanistan et la République démocratique populaire lao en Asie; et El Salvador, le Guatemala, l'Honduras et le Nicaragua en Amérique latine.

Les défaillances des marchés, les risques et le manque d'accès aux intrants, aux informations, aux technologies et aux infrastructures créent des barrières considérables à l'entrée sur les marchés pour les paysans pratiquant l'agriculture de subsistance dans les zones rurales isolées. En conséquence, "une attention politique spécifique doit être accordée à l'amélioration de la coordination des activités commerciales afin de surmonter 'les pièges de l'équilibre de bas niveau'" (Poulton, Kydd et Dorward, 2006: 243), processus par lequel le faible niveau d'investissement conduit à une faible production, à de faibles revenus pour en revenir à de faibles investissements.

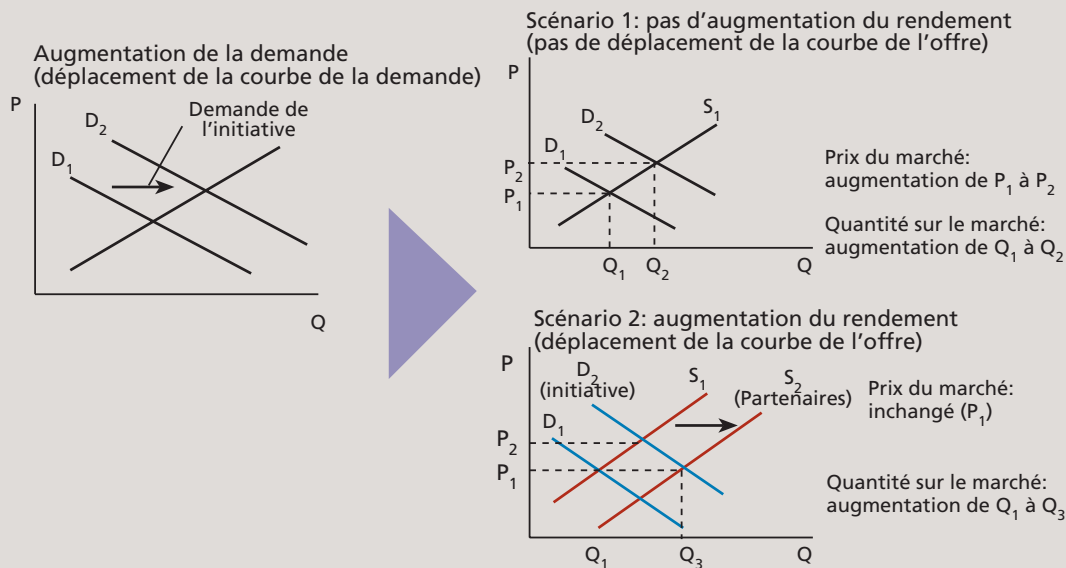
En créant un réseau de demande pour les produits alimentaires de base cultivés par les petits agriculteurs, l'initiative "Achats au service du progrès" vise à accroître les revenus des agriculteurs et à stimuler leurs motivations à

Achats triangulaires et locaux, 1990–2007



Source: PAM/INTERFAIS

Initiative "Achats au service du progrès": deux scénarios



investir dans les intrants et les technologies qui améliorent la production. La stratégie, qui est multidimensionnelle, fait usage de plusieurs outils à la fois. Elle peut jouer un rôle spécifique dans l'atténuation des défaillances des marchés causés par les coûts de transaction, les risques et le manque d'informations sur les marchés.

L'initiative "Achats au service du progrès" réduit les coûts de transaction. Les projets pilotes portant sur l'approvisionnement direct auprès d'associations de petits agriculteurs peuvent éliminer les intermédiaires potentiellement coûteux du marché, permettant aux agriculteurs de vendre leurs produits à un prix plus élevé, en courant moins de risques. Lorsque les infrastructures sont inadéquates et les volumes échangés faibles, un débouché sera créé grâce à des dispositions spéciales qui faciliteront l'approvisionnement auprès des petits agriculteurs, telles que les appels d'offres portant sur de plus petites quantités, l'organisation du transport à partir des exploitations et l'établissement de points de ramassage à proximité des zones de production. Cela permettra le regroupement de l'offre des marchés étroits.

L'initiative "Achats au service du progrès" peut augmenter les informations sur les marchés. Elle reliera les petits agriculteurs aux bourses de marchandises, lorsqu'elles existent ou sont en cours d'établissement, comme en Éthiopie et en Ouganda. Ces bourses améliorent la transparence des marchés en générant et en diffusant des informations sur les conditions de l'offre et de la demande et en s'allouant des volumes déterminés

d'achats de denrées alimentaires. Le PAM améliorera également les flux d'information à destination des petits agriculteurs en faisant connaître les disponibilités et les prix du marché par l'intermédiaire de son réseau d'antennes et lors de ses visites de suivi dans les régions isolées.

L'initiative "Achats au service du progrès" peut alléger et réduire les risques, par le biais, entre autres, de contrats à terme et des systèmes existants de récépissés d'entrepôt, que le PAM exploitera. Les récépissés d'entrepôt obtenus par les agriculteurs attestent de la qualité et de la quantité de céréales entreposées, diminuant l'asymétrie des informations à laquelle se heurtent les petits exploitants, et améliorant l'accès au crédit. Par ailleurs, les récépissés d'entrepôt uniformisent les prix en facilitant les ventes tout au long de l'année, réduisant ainsi les risques liés aux marchés et donnant à ces agriculteurs un plus grand pouvoir de négociation. Les mêmes avantages peuvent être obtenus des contrats à terme, que le PAM utilisera dans ses systèmes d'approvisionnement auprès des petits agriculteurs et des associations paysannes.

L'initiative "Achats au service du progrès" devrait fournir aux agriculteurs les compétences voulues pour améliorer leur participation aux marchés, y compris en matière de respect des exigences de qualité, de quantité et de livraison en temps voulu. Le PAM et ses partenaires dispenseront une formation. L'initiative achètera également des produits alimentaires transformés, tout particulièrement en cas de demande d'aliments enrichis et mélangés.

5 L'accès aux marchés

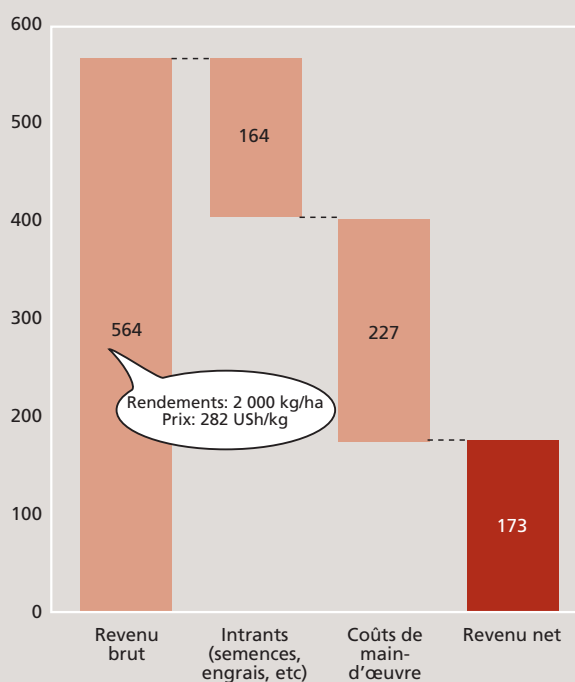
Le PAM s'efforcera avec ses partenaires de faire en sorte que les interventions visant à améliorer la productivité soient à la hauteur de la demande accrue de produits alimentaires. Si les rendements n'augmentent pas simultanément, l'initiative P4P risquera de faire monter les prix (scénario 1 dans la figure ci-dessus), mais si le PAM et ses partenaires favorisent l'augmentation des rendements, les effets sur les prix seront moins importants (scénario 2 dans la figure). L'accroissement de la productivité améliorera les salaires des agriculteurs et réduira la possibilité de conséquences négatives involontaires dues à une hausse des prix.

On s'attend à ce que les revenus des agriculteurs augmentent grâce à un effet multiplicateur, au-delà de l'avantage direct des prix plus élevés au départ de l'exploitation. L'initiative P4P réduira les risques

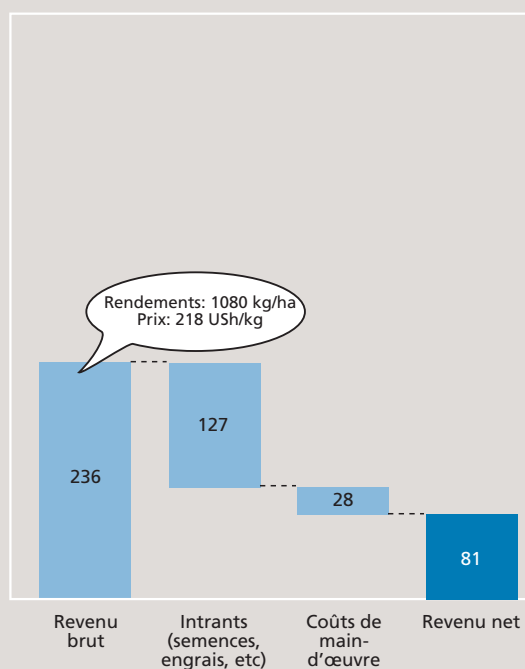
et améliorera les incitations à participer aux activités de haute valeur génératrices de revenus en fournissant davantage d'informations sur les marchés et en assurant une stabilité par le biais de contrats à terme, de l'exploitation des systèmes de récépissés d'entrepôts et de l'établissement de bourses de marchandises.

L'initiative "Achats au service du progrès" devrait avoir des incidences directes significatives sur les revenus des agriculteurs par le biais d'achats qui constitueront les premières étapes permettant de sortir du piège faim-pauvreté. En Ouganda, par exemple, il semblerait que les associations paysannes participant aux activités d'approvisionnement du PAM ont bénéficié directement du point de vue des revenus (voir la figure ci-dessous).

Groupes d'exploitants PAM: revenus nets (2005)
(en milliers d'US\$/ha)



Groupes d'exploitants non-PAM: revenus nets (2005)
(en milliers d'US\$/ha)



Note: 1 dollar = 1 781 shillings ougandais (US\$)

Source: Enquête auprès des exploitants dans Sserunkuuma et Associates Consult. Local and Regional Food Procurement in Uganda – An analytical Review. Kampala, juin 2005

“La persistance de la malnutrition parmi les problèmes de santé mondiaux, ce malgré les succès remportés dans l’augmentation de la production agricole, contredit toute notion selon laquelle la malnutrition et la dénutrition peuvent être éliminées entièrement du côté de l’offre en augmentant la production agricole.”

Banque mondiale, 2007a

La pénurie de denrées sur les marchés et dans les exploitations peut constituer une cause majeure de famine chronique et aiguë. Il est possible d’assurer les disponibilités alimentaires par divers moyens, y compris la production nationale, le commerce international, l’aide alimentaire et la disponibilité de chaînes de commercialisation, qui permettent de transporter les aliments des exploitations et des marchés régionaux et internationaux aux marchés locaux, où ils sont achetés par les ménages-consommateurs.

L’accès à des aliments adéquats sur le plan de la qualité et de la quantité et leur disponibilité dépendent du bon fonctionnement des marchés et de politiques alimentaires gouvernementales formulées et gérées comme il se doit. Les politiques concernant les disponibilités alimentaires globales ont porté jusqu’ici sur l’énergie et les protéines plutôt que sur la disponibilité de micronutriments (Underwood, 2000; Welch et Graham, 2000). Bien qu’on ait assisté à une libéralisation importante des politiques et marchés alimentaires (chapitre 2), rien ne permet d’être sûr que ces derniers puissent garantir la sécurité alimentaire et nutritive de chacun. Cela apparaît encore plus clairement avec la crise alimentaire actuelle, qui voit la hausse des prix des aliments réduire l’accès des ménages à des régimes alimentaires de qualité (von Braun, 2007; FAO, 2008c; chapitre 3).

Les disponibilités alimentaires globales – la production, les stocks, le commerce et l’aide alimentaire

La production agricole, la disponibilité d’aliments sur les marchés de même que la production des ménages

et les potagers familiaux jouent un rôle essentiel dans l’apport des macro- et micronutriments nécessaires. La production et la productivité agricoles, qui créent des revenus, des emplois et une croissance économique, réduisent les inégalités (Haddad, 2000; Timmer, 2000). Ces effets indirects ont des conséquences pour la sécurité alimentaire car ils augmentent le pouvoir d’achat des ménages (Banque mondiale et IFPRI, 2005). Environ 86 pour cent des populations rurales dépendent de l’agriculture pour leur subsistance (Banque mondiale, 2007c).

Malgré l’importance plus grande attachée à l’accès alimentaire ces dix dernières années, les disponibilités alimentaires demeurent un élément important de la sécurité alimentaire et nutritive.

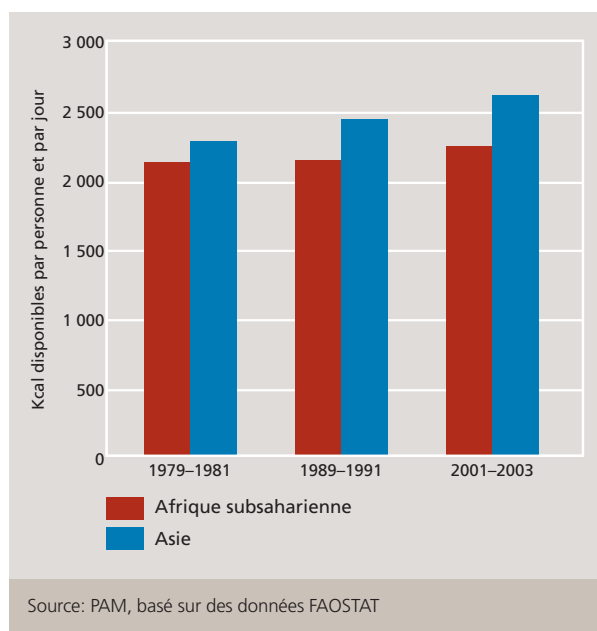
La production nationale de denrées alimentaires et la productivité

Le cadre institutionnel et les politiques alimentaires dans le contexte desquels les agriculteurs exercent leur activité influent directement sur leur capacité à produire des aliments nutritifs en quantité suffisante. Les activités des agriculteurs sont déterminées non seulement par les risques liés à l’imprévisibilité du temps et à l’instabilité des prix, mais aussi par les changements de politique, qui peuvent à leur tour modifier leur motivation (Timmer, Falcon et Pearson, 1983).

La révolution verte

L’augmentation de la productivité et des disponibilités alimentaires constitue sans doute la principale caractéristique de la révolution verte. Des conditions initiales favorables telles qu’un accès équitable aux terres et aux infrastructures, associées à l’adoption de variétés à haut rendement, ont permis de doubler les rendements en Asie de 1970 à 1995. Malgré une hausse de 60 pour cent du nombre d’habitants, les calories disponibles par personne ont augmenté de 30 pour cent (Hazell, 2003; Rockefeller Foundation, 2006). Les progrès accomplis en Asie forment un vif contraste avec la situation qui règne en Afrique subsaharienne, où les kilocalories disponibles ont peu augmenté (figure 6.1).

Figure 6.1 – Calories disponibles par habitant et par jour, 1979–2003



La révolution verte a mis fin à une période de graves pénuries alimentaires et de famines, notamment en Chine et en Inde. Elle a eu un effet social positif en diminuant la prévalence de la pauvreté absolue, qui a baissé, en Inde, de 50 à 65 pour cent en 1960–1965, pour atteindre environ 30 pour cent en 1993 (Hazell, 2003). Son retentissement sur l'équité reste cependant discuté, et il est possible que les gros agriculteurs en aient tiré plus de bénéfices que les petits (Freebairn, 1995).

La révolution verte a exercé des effets positifs sur les pauvres qui souffrent de la faim dans les régions où elle a été mise en œuvre (Conway, 1997; Lipton, 2007). Elle a augmenté la productivité des agriculteurs, y compris des plus pauvres. Les petits agriculteurs se heurtent en général à des obstacles importants lorsqu'ils veulent adopter de nouvelles technologies, car, d'une part, ils bénéficient d'un accès limité à l'irrigation, aux engrais, aux semences de variétés à haut rendement et au crédit et, d'autre part, ces technologies sont rarement conçues pour eux (Lipton et Longhurst, 1989; Rao, 1989). Ils en ont néanmoins retiré des bénéfices à cause des actions menées par les gouvernements avant l'introduction des technologies de la révolution verte, y compris des investissements dans l'irrigation et le réseau routier, la fourniture de semences et la diffusion d'informations

sur les marchés (Rockefeller Foundation, 2006; Lipton 2007).

La révolution verte a également augmenté la disponibilité d'aliments bon marché et la demande de main-d'œuvre agricole (Meier, 198; Hayami et Ruttan, 1985; Rao, 1989). En ce sens, elle a été favorable aux pauvres, même si la question de l'accès n'a pas été résolue (Evenson et Gollin, 2003).

La révolution verte n'a pas remédié aux carences en micronutriments (Lipton, 2007). Dans des pays comme le Bangladesh, les politiques agricoles axées sur l'augmentation des terres affectées aux cultures de base ont provoqué une réduction de la production d'autres types d'aliments, comme le poisson, les légumineuses, les légumes et les fruits. La diversité alimentaire des ménages a diminué et les carences en micronutriments persistent, limitant la croissance des êtres humains, leur développement, leur santé et leur productivité.

Étant donné la diminution des investissements consacrés à l'agriculture et aux technologies agricoles au cours des dix dernières années, on estime qu'une augmentation de près de 50 pour cent de la production mondiale de céréales sera nécessaire au cours des 30 prochaines années pour satisfaire à l'ensemble des besoins alimentaires de la population mondiale (Banque mondiale, 2007c). Pour que des aliments soient disponibles en quantité suffisante, il faut réaliser une complémentarité et une coordination entre les marchés des terres, de la main-d'œuvre, des technologies, du crédit et de l'assurance et établir un contexte institutionnel juridique et politique adéquat (Poulton *et al.*, 2006a). Les efforts déployés pour lancer une révolution verte en Afrique doivent porter sur les conditions auxquelles sont soumis les petits exploitants, qui produisent environ 80 pour cent des aliments en Afrique subsaharienne (Jayne *et al.*, 2001), sur les cultures qu'ils choisissent, telles que les céréales secondaires, les racines et les tubercules, et sur les efforts visant à augmenter l'accès à des aliments nutritifs.

Décisions en matière de production et diversité alimentaire

Les décisions des agriculteurs quant aux quantités et aux variétés de cultures à produire sont influencées par

Répartition des terres et productivité

L'inégalité de la répartition des terres entraîne fréquemment une multitude de conséquences négatives. L'équité de la propriété foncière et de l'occupation des sols est souvent soulignée dans les économies en développement et en transition, et la répartition des terres parfois politisée.

Il existe une relation inverse incontestable entre la taille d'une exploitation et la productivité des terres, laquelle persiste même lorsque des variables nationales comme la qualité des terres et le capital humain sont prises en considération (Vollrath, 2007). Cela s'explique principalement par le fait que les petites exploitations emploient une main-d'œuvre familiale, qui est plus nombreuse mais nécessite une moindre supervision (Johnston et Kilby, 1975; Berry et Cline, 1979; Deininger, Zegarra et Lavadenz, 2003; Vollrath, 2007). Lorsque les grosses exploitations sont plus productives que les petites, c'est en général parce que les politiques leur sont plus favorables et que les défaillances du marché leur permettent d'accéder plus facilement au crédit.

Les inégalités foncières peuvent aggraver les inégalités au niveau des revenus. Les terres peuvent servir de garantie permettant d'obtenir des capitaux d'investissement pour des activités non agricoles (Reardon *et al.*, 2000; Jayne *et al.*, 2001). Le degré de corrélation entre les grandes exploitations et les revenus non agricoles varie selon les pays, ce qui a des conséquences importantes pour les politiques (Jayne *et al.*, 2001).

Il semble de plus en plus que la répartition de l'occupation des sols augmente la productivité lorsqu'elle est déterminée par des marchés de la vente et de la location foncières qui sont soumis à un contrôle et à une surveillance et qu'elle s'accompagne de mesures garantissant l'accès à des services de vulgarisation, à des intrants et à des prêts (Deininger, Zegarra et Lavadenz, 2003; Vranken et Swinnen, 2006; Deininger et Jin, 2008).

plusieurs facteurs commerciaux. Parmi ceux-ci, figurent "des technologies agricoles appropriées et à haut rendement; des marchés locaux offrant des prix à la production qui sont stables et garantissent un rendement raisonnable des capitaux investis dans les technologies "améliorées"; des prêts saisonniers pour l'achat d'intrants; un accès aux terres raisonnablement sûr et équitable, garantissant aux exploitants (qu'il s'agisse de fermiers ou de propriétaires) un retour sur investissement attrayant; et des infrastructures permettant de soutenir les marchés des intrants, de la production et de la finance" (Dorward *et al.*, 2004).

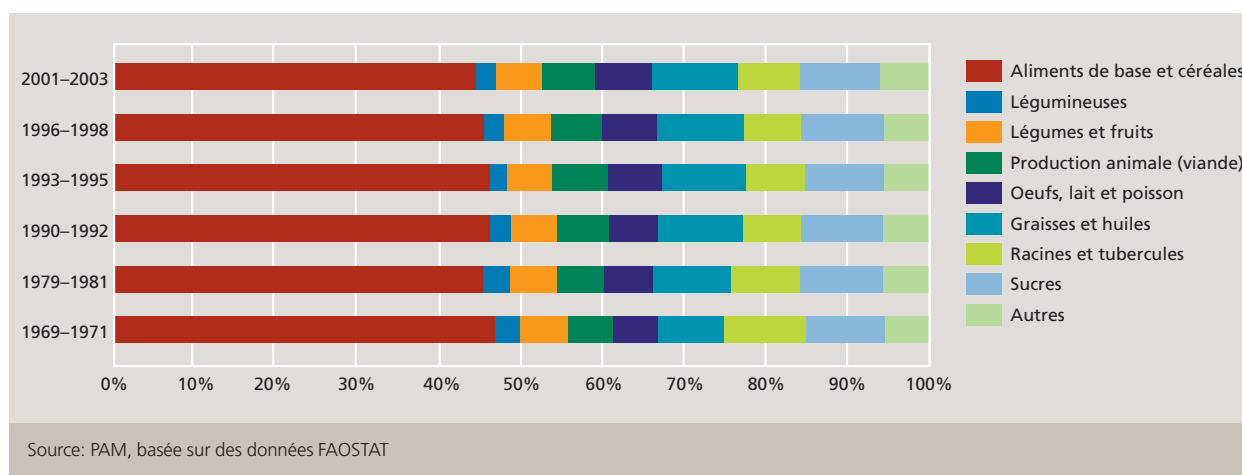
Étant donné les risques perçus par les agriculteurs tant dans les marchés des consommateurs que des producteurs, de nombreux ménages produisent eux-mêmes leurs aliments pour se protéger des fluctuations des prix. Les obstacles à la mise en œuvre d'une production agricole plus nutritive et d'une plus grande valeur, voire même d'une production excédentaire de céréales de base, ont des répercussions indéniables sur les disponibilités alimentaires et la nutrition au niveau global. Les agriculteurs pauvres, qui ont un accès limité aux financements, ne sont pas en mesure de choisir des produits agricoles de plus grande valeur comme les

fruits, les légumes et les légumineuses, qui ont une teneur particulièrement élevée en micronutriments (Kurosaki et Fafchamps, 2002). La diversité et la qualité des aliments ont évolué particulièrement lentement dans les pays en développement malgré les progrès accomplis au niveau des indicateurs de pauvreté (figure 6.2).

La production alimentaire des ménages joue un rôle très important dans l'amélioration de la diversité alimentaire et de la nutrition. La production de fruits, de légumes, de produits laitiers, d'œufs, de poissons et de viande peut avoir un effet important sur les carences en micronutriments (Banque mondiale, 2007a; de Pee, Talukder et Bloem, 2008). La production des ménages n'est pas limitée aux zones rurales. Elle peut créer des revenus supplémentaires par la vente des excédents et permettre d'économiser l'argent qui aurait été consacré à l'achat de nourriture.

La disponibilité limitée d'aliments nutritifs et leur inaccessibilité continuent de poser des problèmes, en particulier pour les petits exploitants, même dans les pays où le nombre de calories disponibles a augmenté grâce à la révolution verte.

Figure 6.2 – Diversité de la consommation alimentaire dans les pays en développement: part en kcal par source



Réserves et stocks d'aliments

Les gouvernements nationaux, les commerçants privés, les entreprises de transformation alimentaire et les agriculteurs stockent les aliments pour atténuer les variations interannuelles et saisonnières des disponibilités alimentaires. Depuis quelque temps, l'emploi de stocks physiques d'aliments et de réserves stratégiques de céréales diminue progressivement. Ces dernières années, les stocks mondiaux ont atteint leur niveau le plus bas depuis 1981 (figure 6.3). La diminution relative de l'importance des réserves stratégiques d'aliments résulte des coûts et difficultés associés au stockage physique de ceux-ci, en particulier pour les gouvernements et les agriculteurs pauvres, et à la dépendance croissante à l'égard du commerce pour pallier les pénuries.

La circulation des aliments s'est améliorée sous l'effet de la libéralisation des marchés et de l'amélioration des technologies de l'information et des transports. Il est donc moins nécessaire de conserver des stocks physiques. Les gouvernements peuvent éviter d'avoir à gérer ces stocks en augmentant les réserves monétaires qui leur permettent d'acheter des aliments sur le marché international (PAM et NEPAD, 2004; Byerlee, Jayne et Myers, 2006).

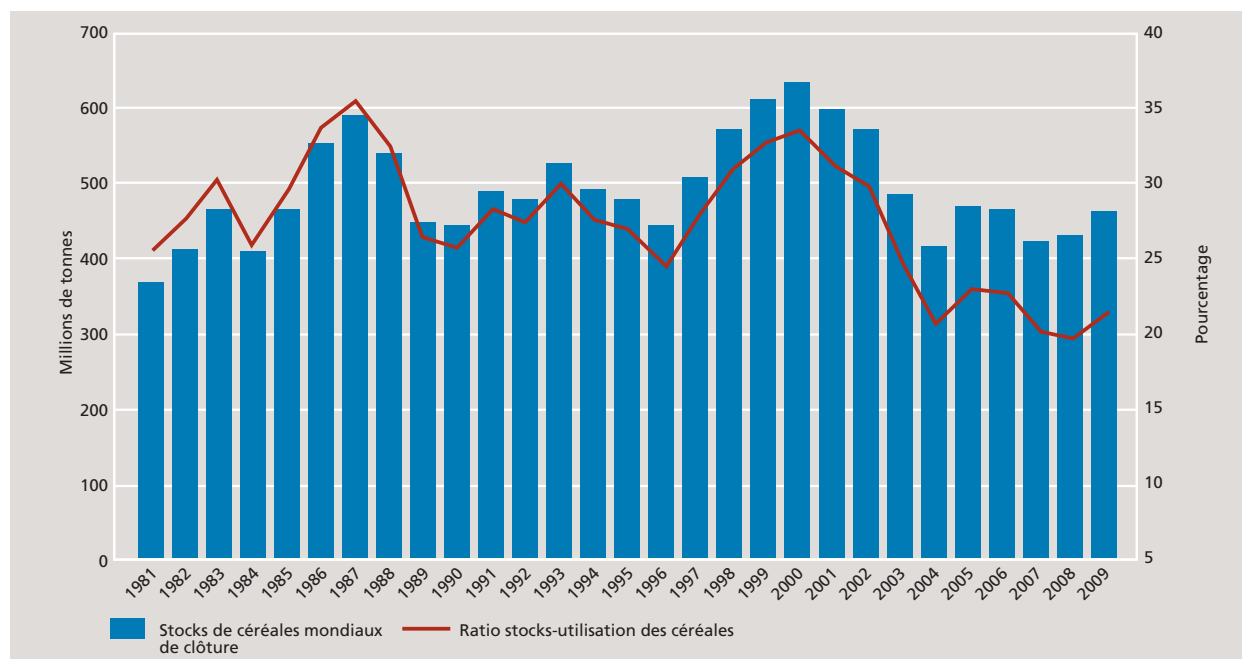
La gestion des réserves alimentaires est coûteuse et nécessite un excellent système d'information sur les marchés et la production. La qualité des stocks d'aliments doit être préservée. Lorsque ceux-ci sont mis en circulation, on risque de supplanter le secteur

privé et de dissuader les commerçants d'importer des aliments. Les réserves alimentaires, si elles sont abondantes, constituent également un signal important pour les marchés mondiaux et régionaux, lequel peut avoir des effets positifs ou négatifs sur les prix et le volume des échanges. Pour être rentables et efficaces, ces réserves doivent concorder avec les politiques alimentaires et commerciales nationales et internationales. Bien que les stocks puissent contribuer à atténuer les changements saisonniers et interannuels, ils sont moins efficaces pour lutter contre les chocs durables des prix. Il est également difficile et coûteux de créer des réserves lorsque les prix sont élevés et les aliments disponibles, limités, comme cela s'est produit en 2008.

Les stocks physiques d'aliments peuvent jouer un rôle important au niveau national et régional en situations d'urgence et en améliorant la stabilité des prix. Les systèmes gouvernementaux de réserves alimentaires peuvent également être utiles dans les situations où les commerçants privés pourraient commencer à spéculer, comme cela s'est produit récemment pour les stocks de riz aux Philippines, où les prix déjà élevés des denrées alimentaires ont encore grimpé, et durant la famine qui a frappé le Bangladesh en 1974 (Ravallion, 1987; Devereux, 2001).

Les systèmes de réserves peuvent présenter une utilité particulière pour les pays affligés d'une vulnérabilité chronique aux crises alimentaires comme l'Éthiopie et les pays du Sahel. Dans un pays sujet aux catastrophes, les réserves peuvent atténuer les urgences alimentaires

Figure 6.3 – Stocks mondiaux de céréales et rapports stocks-utilisation



Source: FAO, 2008b

et stabiliser les prix. Les pays d'Afrique australe envisagent la création de réserves alimentaires régionales pour éviter des pénuries semblables à celles de 2002 (PAM et NEPAD, 2004).

Le système indonésien de réserves alimentaires, qui est efficace, laisse une place suffisante au commerce privé et représente un bon exemple d'une solution équilibrée (Poulton *et al.*, 2006b). Le Bureau logistique indonésien (BULOG) maintient les prix des aliments dans une fourchette voisine des prix mondiaux, permettant aux commerçants privés de poursuivre leur activité et facilitant le fonctionnement des bourses du commerce tout en évitant une volatilité excessive.

La question des réserves mondiales est réapparue récemment en réponse aux prix élevés des denrées alimentaires, en partie du fait que la prévalence de restrictions à l'exportation rend plus difficile le recours au commerce pour remédier aux pénuries. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) a proposé une approche en deux volets (von Braun et Torero, 2008). Le premier prend la forme d'une réserve physique de 300 000 tonnes de céréales en prévision d'urgences gérée par le PAM, qui lui permettrait de résoudre les problèmes

d'approvisionnement qu'il a affronté en 2008. Le deuxième se compose d'une réserve virtuelle et d'un mécanisme d'intervention doté d'un fonds de 12 à 20 milliards de dollars. Ce fonds serait supervisé par une commission technique de haut niveau, qui s'appuierait sur les informations fournies par une unité d'intelligence mondiale et dont la mission serait de maintenir les prix dans les limites d'une fourchette dynamique et d'enrayer la spéculation.

Le maintien d'une forme quelconque de stockage joue un rôle important dans l'atténuation des chocs et le maintien de la stabilité de l'approvisionnement des marchés en denrées alimentaires aux niveaux national, régional, local et des ménages. Cependant, les coûts associés à ces réserves doivent être évalués en fonction des avantages, et d'autres solutions doivent être envisagées.

Le commerce

Lorsque la production locale ne suffit pas pour faire face à la demande, le commerce international et national peut accroître les disponibilités alimentaires. Les éléments moteurs du commerce sont semblables,

6 Les aliments nutritifs – disponibilité et accessibilité

que celui-ci se fasse au niveau international ou national, à la différence que le commerce international est soumis aussi aux barrières commerciales, aux taux de change et aux réserves de change résultant des exportations ou des entrées de capitaux.

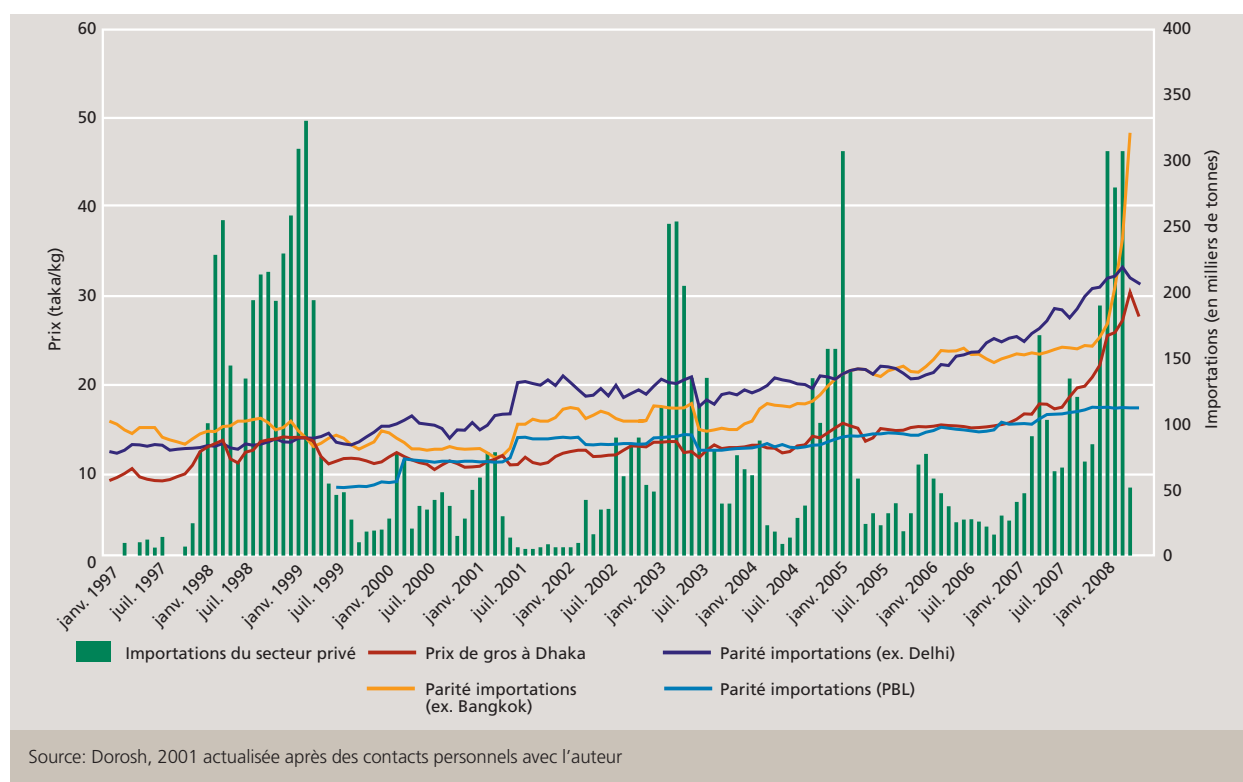
Les négociants ont intérêt à transporter les aliments des régions excédentaires vers les régions déficitaires lorsque les écarts de prix entre les régions dépassent les coûts de ce transport (chapitre 2). Les infrastructures physiques et les systèmes d'information sur les marchés jouent un rôle important dans la minimisation des coûts de transaction. Le commerce intérieur dépend de plusieurs facteurs, y compris l'existence d'excédents commercialisables, le coût des transports et les différences de prix entre les régions excédentaires et déficitaires. Au bout du compte, les marges de commercialisation déterminent si les commerçants ont intérêt ou non à transporter les aliments d'un endroit à un autre (Baulch, 2001).

Parfois, certaines régions d'un pays jouissent d'une meilleure intégration aux pays voisins qu'au reste du

territoire national. Ainsi, les prix et les marges de commercialisation de l'Éthiopie orientale sont plus proches de ceux des marchés somaliens et kenyans que de ceux du reste de l'Éthiopie (Dorosh et Subran, 2007; *intermezzo* 6.1).

Il peut arriver qu'un pays dépende des marchés internationaux pour compenser une insuffisance globale de la production d'aliments de base, comme cela s'est produit durant les inondations de 1998, au Bangladesh (Dorosh, 2001). En 1996–1997, le Bangladesh a bénéficié de trois bonnes récoltes consécutives de riz, qui ont fait descendre les prix au-dessous du niveau de parité importation, à savoir les prix payés pour le riz Perimal indien importé à la frontière. Il n'y avait donc aucun intérêt à importer du riz. Cependant, par la suite, lorsque les inondations ont détruit une forte proportion des récoltes, les prix de gros du riz ont augmenté fortement. Les prix sur le marché intérieur ont dépassé les prix parité importation, incitant le secteur privé à importer du riz. Les importations ont alors connu une forte augmentation (figure 6.4).

Figure 6.4 – Les importations de riz et les prix du riz produit sur le territoire et importé au Bangladesh, 1997–2008



Source: Dorosh, 2001 actualisée après des contacts personnels avec l'auteur

Les interventions du gouvernement sur le marché intérieur du riz ont été beaucoup plus réduites que les importations de riz du secteur privé, à 399 000 de tonnes et 2,42 millions de tonnes respectivement de juillet 1998 à avril 1999. Les importations privées de riz qui ont suivi les inondations de 1988 ont permis d'éviter une grave catastrophe humanitaire.

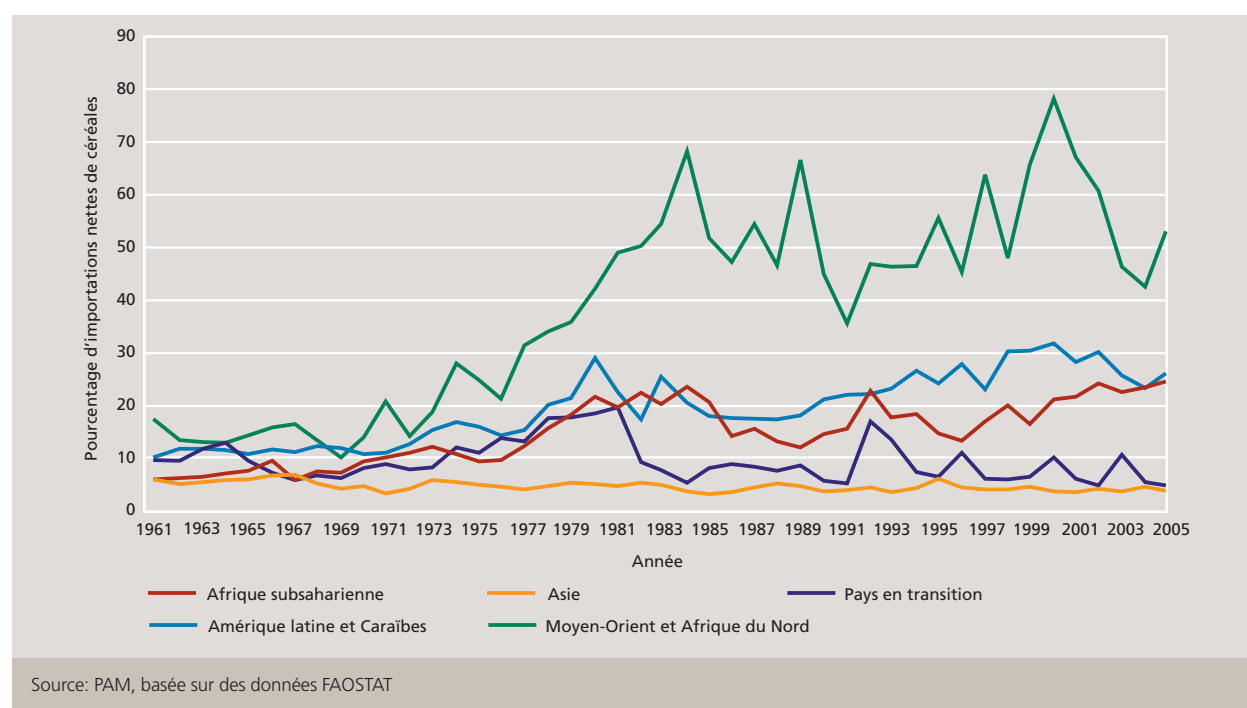
En novembre 2007, cependant, le cyclone Sidr a eu des répercussions différentes sur la récolte critique de riz Boro au Bangladesh. Les prix du riz avaient dépassé le niveau de la parité importation dès le début de 2007 (figure 6.4). En octobre 2007, à Dacca, les prix de gros du riz dépassaient de trois takas le kilogramme la parité importation pour le riz indien BPL (en dessous du seuil de pauvreté). Les importations privées ont augmenté, mais de moins que prévu compte tenu de ce qui s'était produit par le passé car l'Inde a imposé une interdiction d'exportation du riz non basmati en octobre 2007, qu'elle a ensuite remplacée par un prix minimum à l'exportation de 425 dollars la tonne. Ce prix à l'exportation s'est traduit par un prix parité importation de 27,9 takas le kilogramme, soit de 53 pour cent supérieur à la parité importation du BPL et dépassant également les niveaux de parité pour les importations venant de Thaïlande.

Les échanges mondiaux de céréales ne satisfont qu'à une faible proportion des besoins. Seulement 7 pour cent de la production mondiale de riz font l'objet d'échanges, 18 pour cent de celle de blé et 10 pour cent de celle des céréales secondaires (FAO, 2008a). Les importations nettes de céréales représentent moins de 30 pour cent de la production nationale (figure 6.5) dans la plupart des régions en développement sauf au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où elles se sont élevées en général à plus de 50 pour cent de la production. Cependant, la dépendance à l'égard des importations semble en hausse en Afrique subsaharienne ainsi qu'en Amérique latine et aux Caraïbes.

Les aliments de base de nombreux PMA comme le sorgho, le millet, les patates douces et le manioc font à peine l'objet d'un commerce international, ce qui rend la production nationale importante. Aussi, malgré la libéralisation des marchés agricoles internationaux, il est nécessaire d'accorder une attention étroite à la production agricole nationale.

Le marché international des céréales est non seulement réduit, mais aussi concentré. Comme le montre la figure 6.6, les dix principaux exportateurs de

Figure 6.5 – Importations nettes en pourcentages de la production, 1961–2005



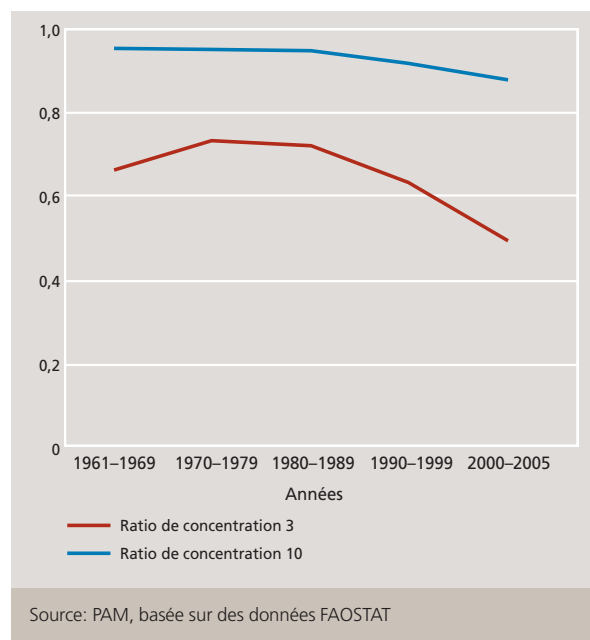
céréales représentent encore plus de 90 pour cent des exportations mondiales de céréales, trois pays en représentant plus de 50 pour cent, malgré la réduction de la concentration à laquelle on a assisté ces 20 dernières années. Cela rend les marchés vulnérables, car toute défaillance de la production dans un pays touche des millions de personnes dans des dizaines d'autres pays.

Le commerce international peut jouer un rôle important dans l'atténuation des insuffisances de la production nationale, mais les marchés alimentaires internationaux sont vulnérables en raison de la concentration des exportateurs.

L'aide alimentaire

Quand la pénurie alimentaire ne peut être compensée par la production nationale, les stocks et le commerce international, il faut alors recourir à l'aide internationale. L'aide alimentaire a diminué de 15 millions de tonnes en 1999 à environ 6 millions de tonnes en 2007 (figure 6.7), chiffre le plus bas depuis 1961, représentant 0,3 pour cent de la production mondiale de céréales.

Figure 6.6 – Parts des trois et dix exportateurs de céréales les plus importants



Le régime de l'aide alimentaire élaboré dans les années 50 était en large mesure conçu pour redistribuer les excédents alimentaires des pays industrialisés aux pays en développement déficitaires. Avec le temps, ces donations en nature ont diminué. Parmi les facteurs

Figure 6.7 – Livraisons mondiales d'aide alimentaire, 1990-2007

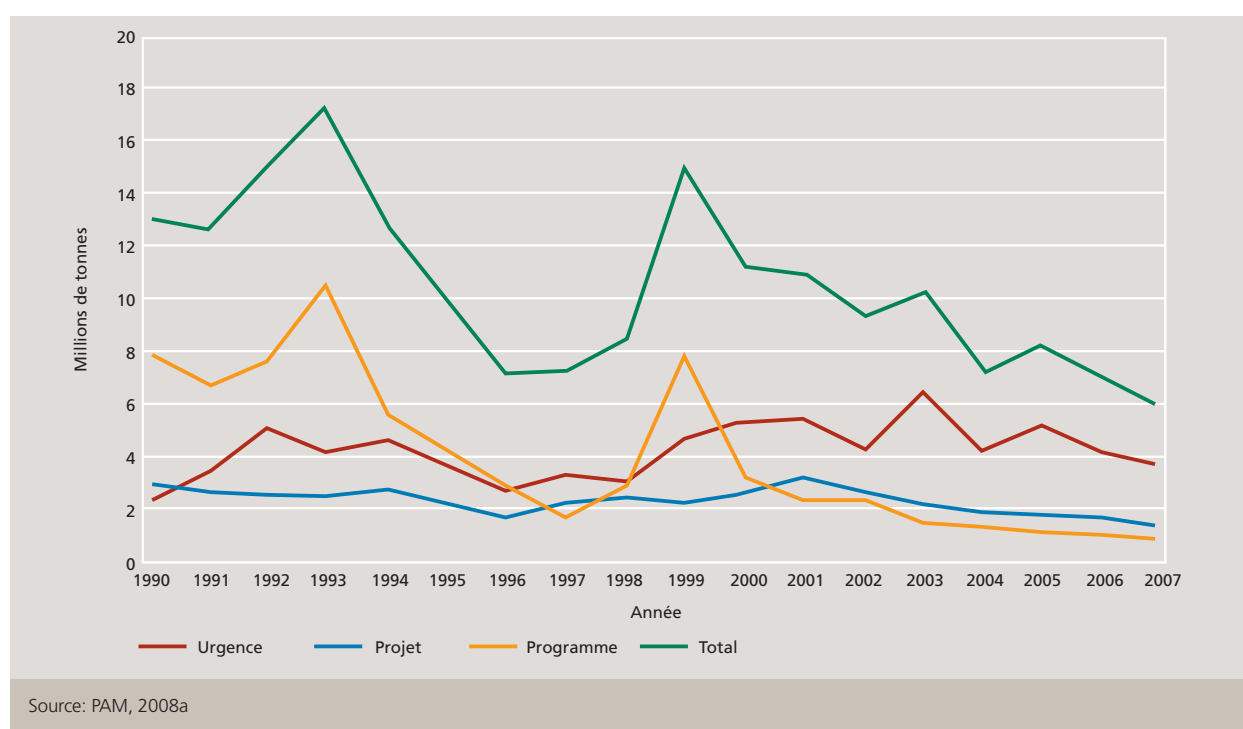
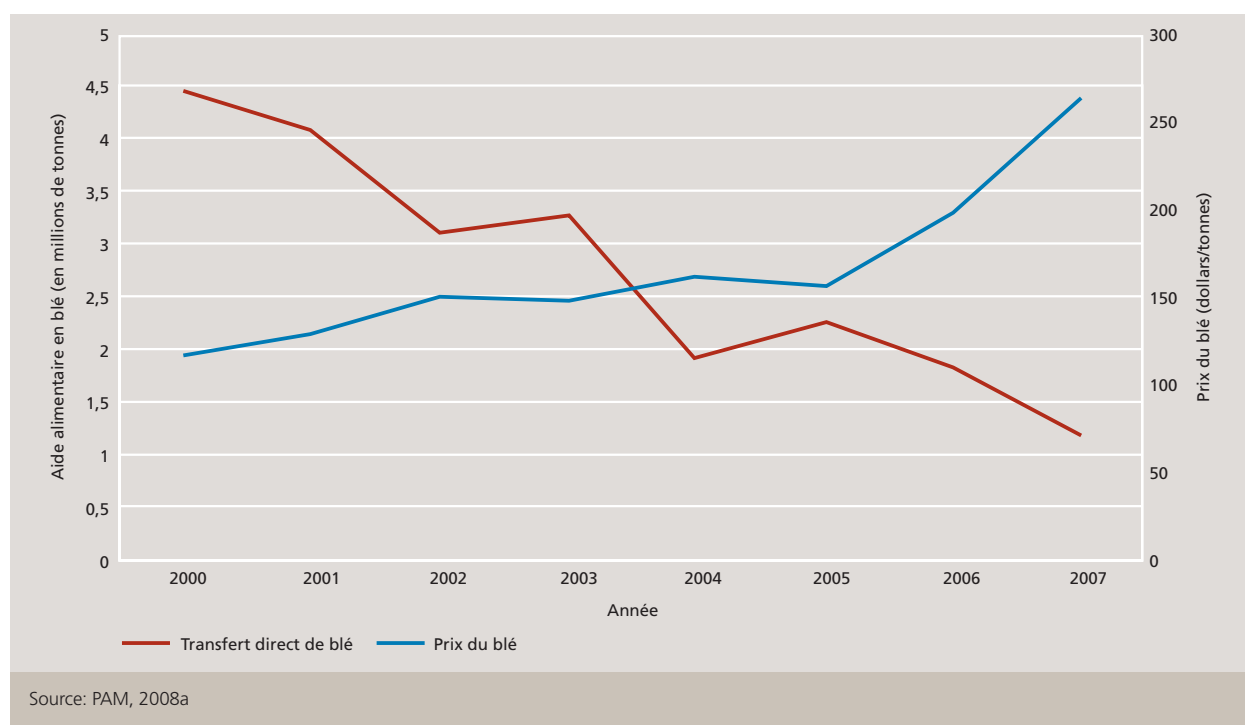


Figure 6.8 – Prix du blé et transferts directs d'aide alimentaire en blé, 2000–2007



qui expliquent ce déclin, figurent la budgétisation de l'aide alimentaire sur le plan de la valeur depuis les années 70, la diminution des stocks d'excédents détenus par les gouvernements depuis les années 80, l'augmentation des achats d'aide alimentaire dans les pays en développement depuis les années 80, la diminution du soutien aux exploitations agricoles dans les pays industrialisés depuis le milieu des années 90 et la diminution des stocks mondiaux depuis 2000.

Le déclin récent des flux d'aide alimentaire mondiaux doit être imputé en partie à la hausse des prix des aliments. Les acteurs de l'aide alimentaire achètent leurs donations sur les marchés, et lorsque les prix des aliments augmentent, leurs budgets ne leur permettent pas d'acheter autant de tonnes d'aide alimentaire (figure 6.8). Par conséquent, l'aide alimentaire devient moins disponible lorsqu'elle est le plus nécessaire, c'est-à-dire quand les prix sont élevés.

L'aide alimentaire peut avoir un effet négatif sur les marchés des pays bénéficiaires (*intermezzo* 6.2), mais les effets involontaires sur les prix, les incitations à la

production, les échanges et les marchés du travail peuvent être minimisés par une programmation et un ciblage appropriés. Les effets négatifs éventuels sont particulièrement inquiétants dans les pays qui n'ont pas les moyens de recourir à des importations commerciales, ce qui augmente la possibilité de leur dépendance à l'égard de l'aide alimentaire à long terme, tant au sein des ménages qu'au niveau national. L'Éthiopie a été fréquemment citée comme un exemple de dépendance au niveau micro et macro, mais des études (Barrett et Maxwell, 2005; Lentz, Barrett et Hoddinott, 2005; Little, 2008) ont montré que les irrégularités des livraisons et la petite contribution que fait en réalité l'aide alimentaire à la consommation des ménages laissent peu de possibilités d'une dépendance à long terme.

L'aide alimentaire demeure un dernier recours pour la résolution des crises de sécurité alimentaire. Cependant, le système d'aide alimentaire dépend des marchés et les effets négatifs potentiels de celle-ci sur les marchés doivent être évités.

De la disponibilité à l'accès: le pouvoir d'achat, le dilemme prix-aliments et la nutrition

Le pouvoir d'achat, ou les revenus des ménages, est déterminant pour l'accès aux produits vivriers (Webb et al., 2006). La disponibilité d'aliments constitue une condition nécessaire mais insuffisante de l'accès, qui est à son tour une condition nécessaire mais insuffisante de l'utilisation, ou de l'accès à la nutrition. L'approche des garanties d'accès d'Amartya Sen occupe désormais une place centrale dans le concept de la sécurité alimentaire. L'importance qu'elle attache au marché et aux revenus des ménages a révolutionné la manière dont les gouvernements et les organisations internationales abordent les problèmes de la malnutrition protéino-énergétique dans la faim chronique et aiguë (Lipton, 2001), détournant l'attention de la réalisation d'investissements dans la production alimentaire vers une approche complémentaire qui tient compte également de la durabilité et de la suffisance des stratégies des ménages par rapport à leur moyens de subsistance – les capacités, les actifs et les activités nécessaires pour exister (chapitre 4).

Cependant, les revenus et les marchés ne sont pas suffisants. La malnutrition existe même parmi ceux qui ne sont pas pauvres, en partie parce qu'ils ne possèdent pas les connaissances nécessaires. Le fonctionnement des marchés est entravé par les asymétries d'informations: les parents ne sont pas capables de déceler la malnutrition de leurs enfants et ne savent pas comment l'empêcher (Banque mondiale, 2006). Au-delà du modèle médical relatif à la supplémentation alimentaire, l'accès à la nutrition demeure une question insuffisamment étudiée (Underwood, 2000).

Le dilemme prix-aliments

Le dilemme prix-aliments expose les difficultés liées à l'augmentation des disponibilités alimentaires et de l'accès à la nourriture. Les prix des aliments de base, s'ils sont élevés, incitent à la production, mais les consommateurs n'ont pas nécessairement un pouvoir d'achat suffisant pour accéder aux aliments. Lorsque les prix sont trop bas, les producteurs ne réussissent

pas à couvrir leurs coûts ou à réaliser les investissements agricoles qui conduiront à une augmentation des disponibilités alimentaires. De nombreuses politiques de sécurité alimentaire sont axées sur la recherche de moyens visant à encourager la production tout en faisant en sorte que les aliments restent à la portée de la population (urbaine).

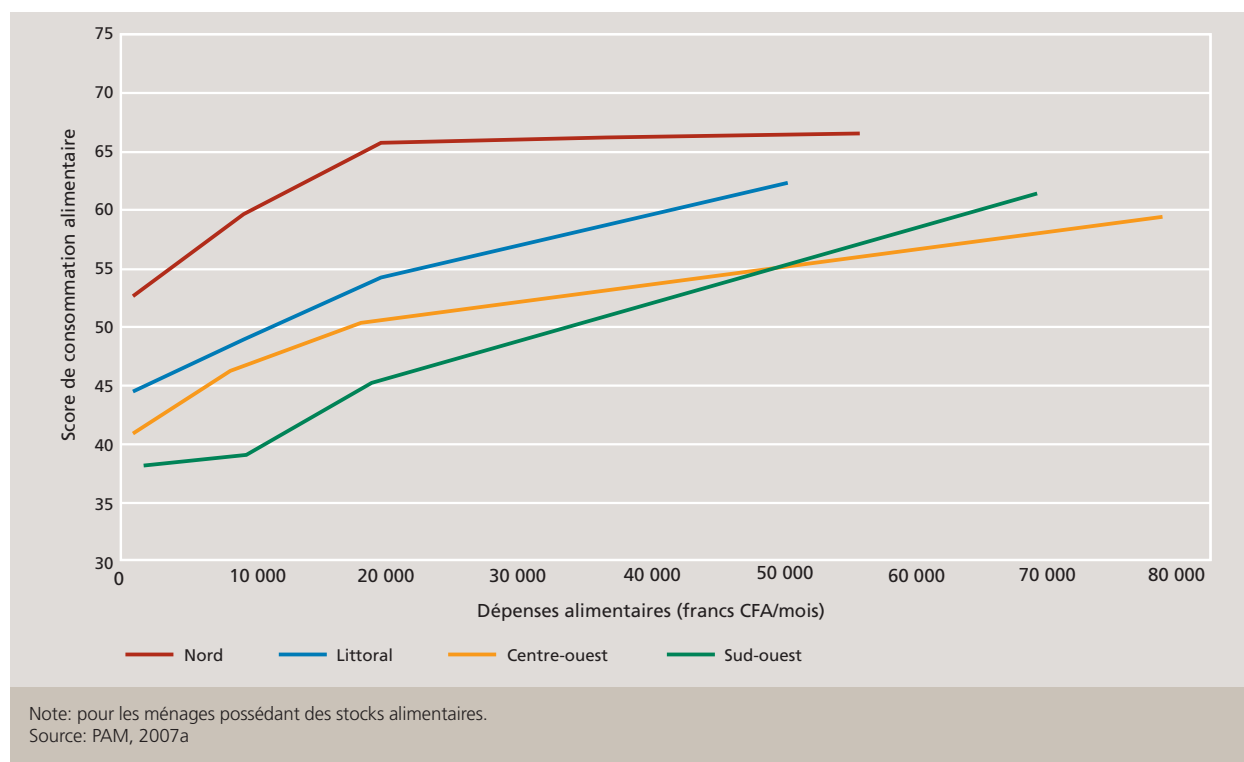
Le dilemme prix-aliments se complique sous l'effet de deux facteurs. Tout d'abord, de nombreux petits producteurs sont aussi consommateurs et acheteurs nets d'aliments (chapitre 4). Ils vendent parfois une partie de leur récolte, mais achètent leur nourriture durant la saison de famine, à des prix élevés. L'augmentation des prix peut leur nuire pendant une partie de l'année, mais leur être favorable en période de récolte (Jayne et Jones, 1997; Barrett, 2002). Deuxièmement, comme le transport, la transformation et le conditionnement des aliments sont assurés par des intermédiaires, une différence doit exister entre ce que les producteurs reçoivent et ce que payent les consommateurs, pour que les commerçants et les entreprises de transformation tirent des revenus de leur activité.

Les politiques des prix alimentaires se caractérisent aussi par la volatilité. Les fortes fluctuations des prix dénotent une faiblesse des systèmes sous-jacents de stockage des aliments et de commercialisation et peuvent être un indicateur indirect de l'insécurité alimentaire (Timmer, 1989; Barrett, 2002). La volatilité des prix représente un facteur dissuasif à l'échelle de l'économie et exerce des effets négatifs tant sur les consommateurs que sur les producteurs. Leur instabilité crée des incertitudes et des risques et dissuade les producteurs de réaliser des investissements.

L'accès à la nutrition

Les prix alimentaires jouent un rôle encore plus important par rapport au pouvoir d'achat, car les changements qu'ils subissent et ceux des budgets des ménages ont des effets réels sur l'accès aux aliments et à la nutrition. D'après la "loi d'Engel", la proportion des revenus consacrés à l'alimentation diminue à mesure que le budget augmente. Cela suppose que l'augmentation des revenus protège contre la

Figure 6.9 – Relation entre le score de consommation alimentaire et les dépenses au Cameroun



vulnérabilité et l'augmentation des prix alimentaires et leur volatilité (Timmer, 2000). Un corollaire empirique de la loi d'Engel indique que l'augmentation des revenus d'un ménage améliore également la diversité de son alimentation. Au lieu de consacrer une plus grande partie de leur budget à des céréales ou à des aliments de base, les ménages ont les moyens d'acheter de la viande, des légumineuses, des fruits et des légumes. Ce corollaire est en général désigné sous le terme "loi de Bennett" (Timmer, Falcon et Pearson, 1983; Webb et Thorne-Lyman, 2006).

La relation entre les revenus et la diversité alimentaire est illustrée dans la figure 6.9, avec un exemple du Cameroun. Cependant, on peut atteindre le même score de consommation alimentaire, qui mesure la diversité et la fréquence des aliments consommés durant une période de réminiscence de sept jours, avec des revenus très différents. La diversité alimentaire sert de plus en plus à déterminer la qualité nutritive des régimes alimentaires des ménages, mais elle est encore loin de permettre de détecter l'insuffisance de nutriments particuliers (Webb et Thorne-Lyman, 2006).

Bien qu'il existe un lien entre les revenus et la diversité alimentaire, on ne sait pas encore si cette causalité s'explique par des facteurs associés aux revenus, comme le niveau d'instruction et l'accès aux soins de santé et aux installations sanitaires (Block, 2004; Webb et Thorne-Lyman, 2006; Ray, 2007). Les ménages pauvres consacrent une forte proportion de leurs revenus à la nourriture, mais ils achètent également parfois des produits de luxe comme l'alcool et le tabac (Banerjee et Duflo, 2007).

La relation entre l'accès aux aliments et l'accès à la nutrition n'est pas toujours tributaire des mêmes facteurs. Comme les revenus dépendent des marchés, l'accès aux aliments est en large mesure un phénomène de marché. La nutrition est également déterminée par les forces du marché, quoique peut-être à un degré moindre. Les nutriments proviennent des aliments, mais les aliments riches en micronutriments ont tendance à être plus coûteux, et les ménages pauvres qui souffrent de la faim y ont souvent peu accès. Une forte proportion des habitants des pays en développement n'ont pas les moyens de suivre un régime alimentaire sain (Chastre et al., 2007).

L'affectation des dépenses des ménages est déterminée non seulement par les forces du marché, mais aussi par les connaissances et les normes culturelles et sociales, qui déterminent la répartition des ressources et des aliments à l'intérieur d'un ménage (Block, 2004). Ainsi, en Inde, Deaton et Subramanian (1996) ont découvert que même si le millet représente l'aliment du meilleur rapport calories-prix, les ménages ne consacrent souvent que les deux tiers de leurs dépenses alimentaires à ces céréales, en réservant 20 pour cent au riz et 10 pour cent au blé, qui sont 70 pour cent plus chers par calorie. Par ailleurs, les pauvres réservent près de 7 pour cent de leur budget total au sucre, qui est coûteux et ne possède aucune valeur nutritive. Des tendances semblables s'observent au Soudan, où le thé et le sucre sont des dépenses alimentaires importantes.

Les connaissances de la mère en matière de nutrition influent sur l'affectation des dépenses du ménage, la composition des dépenses alimentaires et les décisions concernant la répartition des aliments à l'intérieur du ménage. L'accès à la nutrition augmente en général lorsque les femmes sont responsables des dépenses alimentaires. L'utilisation des nutriments peut être maximisée par un accès adéquat à des centres médicaux et à des systèmes d'information plus efficaces (Block, 2004; UNICEF, 1990).

Les marchés alimentaires ne garantissent pas à eux seuls un accès adéquat à la nutrition, mais l'analyse du marché peut aider à déterminer si certains aliments sont à la portée des ménages pauvres. Ces dernières années, les possibilités d'un accès par le marché à des aliments riches en nutriments se sont accrues grâce à l'expansion du (bio)enrichissement, des micronutriments en poudre et d'autres denrées alimentaires visant à satisfaire aux besoins nutritifs de certaines catégories de la population. Les gouvernements ont un rôle important à jouer dans un grand nombre de ces initiatives, notamment par le biais de partenariats entre les secteurs public et privé (chapitre 9).

Les potagers peuvent promouvoir les cultures traditionnelles sous-exploitées dont la valeur nutritive est élevée (Moron, 2006). Les légumes étant en

général coûteux sur les marchés, les ménages ruraux ont tendance à les produire pour la vente, tandis que les ménages urbains qui ont accès à la terre les cultivent souvent pour leur propre consommation. Dans l'agglomération de Monrovia, par exemple, seulement 8 pour cent des ménages produisent des cultures autres que les légumes contre 50 pour cent, des légumes. Il ne s'agit pas de pauvres qui souffrent de la faim mais de propriétaires dont 44 pour cent des terres sont cultivées par des travailleurs sans terres qui reçoivent une partie des produits (PAM, 2006b). Ces activités ont un effet direct sur la diversité des aliments consommés dans un ménage et un effet indirect sur les revenus des ménages qui les exercent. La poursuite d'investissements dans la production et la commercialisation d'aliments riches en nutriments, comme les fruits, les légumes, les racines et les légumineuses, est essentielle.

La distinction entre l'accès aux aliments et l'accès à la nutrition est illustrée par un exemple venant du Bangladesh. En 1998, les importations de riz de l'Inde voisine ont permis d'éviter une malnutrition protéino-énergétique dans les zones touchées par les inondations. Cependant, parmi les mères de ces régions, la prévalence de la cécité nocturne causée par une carence en vitamine A est passée à quatre fois la moyenne nationale (Webb et Thorne-Lyman, 2006). La sécurité alimentaire peut coexister dans le temps et dans l'espace avec l'insécurité nutritionnelle.

Les termes de l'échange concernant les nutriments

Les termes de l'échange donnent des indications quant à l'influence qu'exercent les marchés sur l'accès des ménages aux aliments par rapport aux stratégies de subsistance. Ceux-ci représentent le rapport entre les prix de deux articles, indiquant quelle quantité de nourriture peut être achetée avec un autre produit. Ils sont utiles pour analyser le niveau d'accès aux aliments des producteurs de cultures commerciales, des pasteurs et des ouvriers agricoles rémunérés.

Au Darfour, par exemple, le travail temporaire journalier représente une source importante de revenus pour environ la moitié des ménages questionnés par le PAM durant son évaluation

Tableau 6.1 – Termes de l'échange pour les nutriments

	Prix Nyala, mai 2007 SDG/kg	Teneur en nutriments						
		Kcal kcal/kg	Protéines g/kg	Fer mg/kg	Niacine mg/kg	Calcium mg/kg	Vit. C mg/kg	Acide folique mg/kg
Aide alimentaire en sorgho	0,40	3 350	110	45	50	260	0	110
Millet	0,73	3 350	110	207	67	220	30	320
Aide alimentaire en sorgho/millet	0,56	1,00	1,00	0,22	0,75	1,18	0,00	0,34

	Coût par nutriment						
	SDG/kcal	SDG/g	SDG/mg	SDG/mg	SDG/mg	SDG/mg	SDG/mg
Aide alimentaire en sorgho	0,000	0,004	0,009	0,008	0,002	NA	0,004
Millet	0,000	0,007	0,004	0,011	0,003	0,024	0,002
Aide alimentaire en sorgho/millet	0,56	0,56	2,56	0,75	0,47	NA	1,62

Note: SDG = livre soudanaise
Source: PAM, 2007d

d'urgence de la sécurité et des besoins alimentaires en 2007. À El Fasher, les salaires journaliers ont augmenté entre 2005 et 2007, et les prix des céréales ont diminué. Par conséquent, les termes de l'échange entre les salaires et le sorgho ont augmenté. En juin 2007, avec le salaire d'une journée de travail temporaire, il était possible d'acheter un peu plus de 8 kilogrammes de millet, contre 2,5 kilogrammes en mai 2005, et de nourrir un adulte pendant une vingtaine de jours. Cependant, le travail était difficile à trouver et 56 pour cent des ménages ont cité le manque de possibilités d'emplois parmi les principaux obstacles à la génération de revenus. Ces obstacles demeurent la principale justification de la nécessité de diversifier les revenus (Chambers, 1995).

Les pratiques culturelles doivent également être prises en considération. Ainsi, au Darfour, une forte proportion de l'aide alimentaire distribuée sous forme de sorgho est vendue pour acheter du millet, qui est la céréale préférée. En 2007, les ménages de Nyala ont échangé 1 kilogramme de sorgho contre 0,56 kilogramme de millet. Ce taux de change est inquiétant sur le plan du contenu calorique qui est le même pour ces deux denrées, mais les termes de l'échange relatifs aux micronutriments brossent un tableau beaucoup plus positif. Le millet est plus riche que le sorgho en micronutriments et certains d'entre eux reviennent moins chers lorsqu'ils proviennent du

premier (tableau 6.1). Par conséquent, l'échange de sorgho pour du millet n'est pas aussi défavorable que l'indiquent le rapport des prix ou celui des kilocalories – 0,75 pour la niacine contre 0,56 pour les calories.

Certains micronutriments sont tellement plus répandus dans le millet, que cela en fait une solution meilleur marché. Dans le sorgho, 1 milligramme d'acide folique revient à 0,004 livres soudanaises, contre 0,002 livres soudanaises dans le millet. Par conséquent, 1 milligramme d'acide folique provenant du sorgho peut être échangé contre 1,6 milligramme d'acide folique provenant du millet (tableau 6.1). Toutefois, ce n'est pas la connaissance des avantages nutritionnels du millet qui a motivé cet échange, et certains micronutriments, comme la niacine, auraient pu être obtenus à meilleur marché dans de nombreux autres types d'aliments, dont peut-être même le mélange de maïs-soja (MMS), qui était vendu à un prix particulièrement bas sur ce marché.

La vente de sorgho provenant de l'aide alimentaire fournit aux personnes déplacées un accès à des nutriments essentiels, comme la vitamine C (Reed et Habicht, 1998). Pour les ménages privés d'autres sources de revenus, la vente de l'aide alimentaire représente un moyen important d'accéder à une alimentation diversifiée. Cet échange n'est pas toujours aussi désavantageux que sembleraient

indiquer les prix, mais il existe souvent des moyens plus rentables de rectifier les carences en micronutriments de leurs bénéficiaires.

Les revenus des ménages et les prix alimentaires exercent un effet direct sur l'accès aux aliments et aux calories et aux protéines, de même qu'aux aliments riches en nutriments. Cependant, la mesure dans laquelle les forces du marché déterminent l'adéquation en nutriments de l'alimentation d'un ménage est moins claire, et les connaissances en matière de nutrition sont importantes.

L'accès à des aliments nutritifs et leur disponibilité dépendent des marchés, mais ils sont également influencés par les préférences et pratiques culturelles ainsi que par les connaissances en matière de nutrition. Les marchés ont peu de chances de garantir une nutrition adéquate à chacun. Dans toutes les sociétés, les plus vulnérables et ceux qui sont le plus exposés à une nutrition insuffisante sont les pauvres et les personnes marginalisées. Ils sont également victimes d'un large éventail d'autres dangers, dont certains émanent des marchés. Le chapitre suivant examine les stratégies adoptées par les pauvres pour atténuer les risques.

Intermezzo 6.1: Le commerce transfrontalier informel – disponibilité, accès et stabilité grâce au transport de sacs à vélo

L'échange de denrées alimentaires de base est essentiel pour la sécurité alimentaire, car il contribue aux disponibilités alimentaires nationales en compensant les insuffisances de la production intérieure. En freinant la montée des prix, le commerce accroît l'accès des consommateurs à des aliments abordables. La sous-estimation de la capacité des échanges commerciaux à remédier aux déficits alimentaires nationaux peut conduire à prendre des décisions peu judicieuses concernant le recours aux importations subventionnées d'aliments et à l'aide alimentaire.

Cependant, les statistiques concernant l'échange des denrées alimentaires sont incomplètes et ne couvrent que les flux formels. Le commerce formel désigne en général le transport de grosses quantités de denrées par voie routière, ferrée ou maritime, et faisant l'objet d'inspections, de taxes et de mentions dans les statistiques officielles.

Les analystes ont de plus en plus conscience de l'ampleur du commerce informel des denrées alimentaires en Afrique australe. Ce commerce porte en général sur de petites quantités faisant l'objet de transactions individuelles, en général quelques sacs de maïs transportés sur le porte-bagages d'un vélo, mais les quantités globales sont très importantes. Le commerce informel aurait joué, pense-t-on, un rôle majeur dans la prévention d'une crise généralisée durant l'urgence alimentaire 2001–2003 survenue en Afrique australe. Dans certains cas, la méconnaissance de ce type de commerce a conduit à une surestimation des besoins en aide alimentaire, à la fourniture de quantités d'aide excessives, à une baisse des prix et à la réduction des incitations en faveur de la production agricole locale et du commerce du secteur privé.

Les études menées dans la région concernant les échanges transfrontaliers confirment l'importance de ce commerce informel (Whiteside *et al.*, 2003). Cependant, ces études ponctuelles ne permettent pas de se faire une idée des fluctuations de ce commerce, qui se caractérise par des changements importants et rapides au niveau des volumes et de la direction qui sont fonction de la production, des différences de prix et de l'environnement politique, y compris l'imposition d'interdictions d'exporter. Il est donc important d'établir des systèmes permettant de surveiller le commerce alimentaire en permanence.

En mars 2004, le PAM et le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET) ont établi un système de surveillance du commerce transfrontalier informel en Afrique australe en s'appuyant sur l'expérience acquise en Afrique orientale avec le Regional Trade Information Network (RATIN) et son volet consacré à la surveillance du commerce transfrontalier informel. Un comité d'organisation technique composé de représentants régionaux du PAM et du FEWS NET a été mis en place pour surveiller la mise en œuvre du projet. Le système avait pour objectif d'ensemble de recueillir, d'analyser et de diffuser des informations sur les volumes, les prix et les directions du commerce, afin de permettre de mieux comprendre les échanges transfrontaliers de denrées alimentaires et de fournir des informations qui permettraient de prendre des décisions sur les stratégies à mettre en œuvre face aux urgences alimentaires et aux besoins en matière d'importation d'aliments. L'accueil positif réservé à ces informations par ses utilisateurs – qui s'étendaient de gouvernements à des commerçants du secteur privé, à des spécialistes en analyse des systèmes et à des organismes humanitaires – témoigne de la valeur du système.

Une étude initiale a conduit à la création de points clés pour la surveillance des flux importants de marchandises à travers les frontières les plus actives partagées par la République démocratique du Congo (RDC), le Malawi, le Mozambique, l'Afrique du Sud, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Des contrôleurs des frontières ont été recrutés afin de recueillir quotidiennement les prix à la source et à la destination et les volumes du commerce informel de maïs, de riz et de haricots. La surveillance a commencé en juillet 2004 et se poursuit. Les contrôleurs soumettent leurs données à un centre de traitement central, géré par le bureau malawien du FEWS NET, les transmettant par téléphone portable, fax, courrier postal ou courriel. Les données sont analysées et diffusées par le biais de rapports mensuels et d'annonces sur les sites Web FEWS NET, RATIN et sur d'autres sites.

Aux frontières les plus actives entre le Malawi et le Mozambique, le maïs est transporté presque exclusivement à vélo, après avoir été acheté et ramassé par les commerçants, qui recrutent les cyclistes. Le transport de trois à quatre sacs de 50 à 90 kilogrammes à vélo est considéré comme un commerce à des fins personnelles insignifiant et il

Tableau 1 – Importations et exportations informelles de maïs par pays (en tonnes)

	2005/2006		2006/2007		2007/2008	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations
Malawi	156 499	1 158	79 660	3 721	59 651	7 115
Mozambique	273	71 272	887	80 748	3 884	58 202
RDC	4 682	0	9 486	0	33 424	0
République- Unie de Tanzanie	944	98 418	2 928	8 148	1 581	6 053
Zambie	13 686	5 338	7 731	10 167	9 038	36 361
Afrique du Sud	0	1 688	0	49	0	47
Zimbabwe	1 875	85	2 435	294	495	295
Total	177 959	177 959	103 127	103 127	108 073	108 073

Source: Système de surveillance des échanges informels transfrontaliers de denrées alimentaires

est donc exempt de la licence d'exportation officielle au Mozambique. Des chargements importants passent la frontière de cette manière, puis sont réunis et expédiés sur les principaux marchés du Malawi sans être soumis à des droits ni enregistrés. Durant la haute saison, de nombreuses tonnes peuvent ainsi passer la frontière en une journée. Les contrôleurs des frontières recrutés par le système de surveillance enregistrent les quantités transportées, y compris les prix à la source et à la destination.

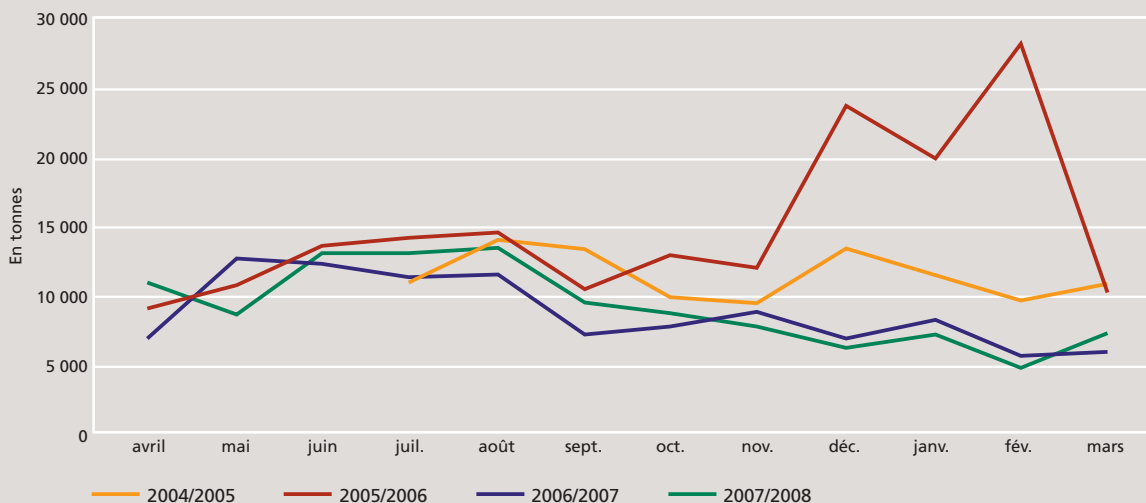
Les tendances du commerce transfrontalier informel

Le système a saisi des données pour une partie de la campagne de commercialisation 2004–2005, et pour l'intégralité des trois campagnes de commercialisation allant de 2005–2006 à 2007–2008. Une série d'au moins quatre à cinq années de données est nécessaire avant que l'on ne puisse établir des statistiques et que les flux probables puissent être modélisés, mais les données recueillies jusqu'à présent démontrent l'importance de la surveillance des échanges informels et de l'appréhension du rôle qu'ils jouent en comblant les déficits en aliments de base. Et comme le montrent les figures 1 et 2, les volumes du commerce informel de maïs, de riz et de haricots sont importants et varient selon la disponibilité de ces denrées à chaque campagne de commercialisation. Les pays surveillés, sauf le Zimbabwe, ont eu une année de pénuries importantes (2005–2006) et deux années de bonnes récoltes.

Le tableau 1 et la figure 1 montrent que les échanges ont été particulièrement dynamiques en 2005–2006, lorsque les pénuries étaient aiguës dans la plupart des pays, sauf en République-Unie de Tanzanie. Les importations informelles de maïs ont atteint un maximum de 178 000 tonnes, principalement de la Tanzanie vers ses voisins du Sud, et du Mozambique vers le Malawi. Les échanges avec la République-Unie de Tanzanie ont été facilités par l'absence de restrictions commerciales presque jusqu'à la fin de la saison, lorsque la récolte de la petite saison des pluies (vuli) a été mauvaise, que les approvisionnements se sont rapidement raréfiés et que le gouvernement a imposé une interdiction d'exportation, qui a entravé la plupart des exportations informelles. La figure 2 illustre les volumes élevés d'importations du Mozambique vers le Malawi durant ces trois années, lesquels représentent une forte proportion du total enregistré à tous les postes frontières.

L'importance des flux informels est illustrée sur le tableau 2, qui présente le bilan du maïs au Malawi pour les trois années en question. Durant l'année déficitaire 2005–2006, les importations informelles au Malawi ont été presque aussi importantes que les importations formelles. Le tableau 2 montre également que le déficit d'importation – besoins moins importations – pour cette année diminue d'à peu près la moitié lorsque les importations informelles sont prises en considération. Durant les deux années successives de récoltes record, ces dernières ont représenté respectivement 48 et 76 pour cent des importations totales. Le programme d'exportations formelles de 2007–2008 s'est déroulé parallèlement aux importations

Figure 1 – Flux transfrontalier informel du maïs de juillet 2004 à mars 2008 (en tonnes)



Source: Système de surveillance des échanges informels transfrontaliers de denrées alimentaires

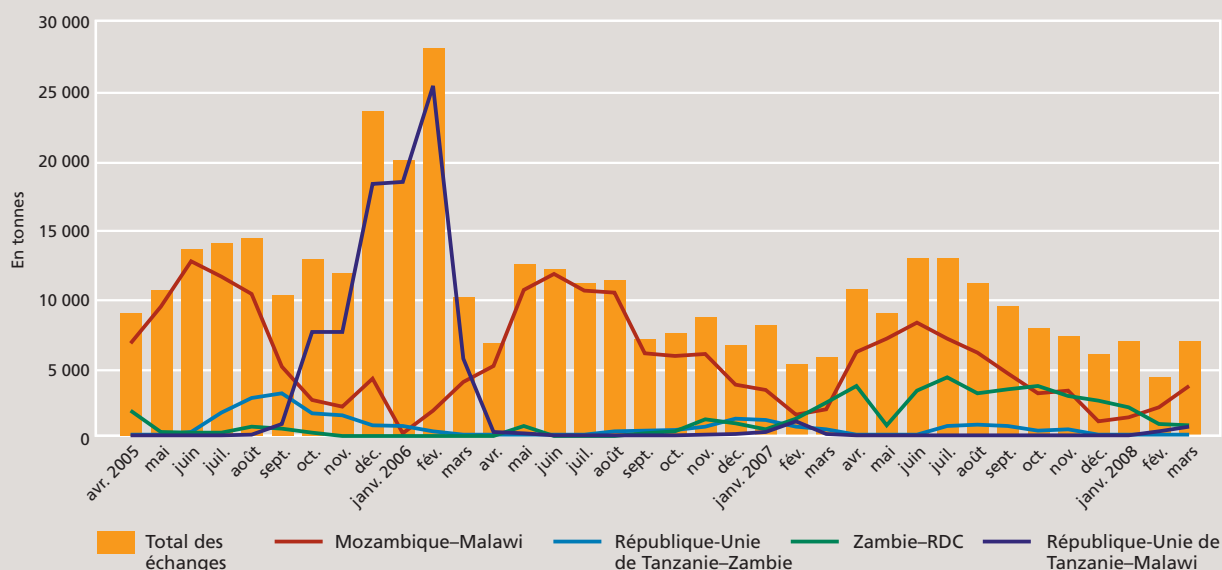
informelles, qui ont satisfait directement aux besoins alimentaires des régions frontalières, mais ont également été vendues à des commerçants fournisseurs du programme formel d'exportation, principalement à cause de différences de prix favorables. Les données relatives aux importations concernant le Malawi indiquent que durant les années moyennes, de 60 000 à 100 000 tonnes de maïs sont importées informellement au Malawi.

En 2005–2006, les importations informelles ont permis au PAM et à d'autres agences d'ajuster leurs estimations des importations d'aide alimentaire

nécessaires. Les études menées le long des frontières les plus fréquentées entre le Malawi et le Mozambique soulignent également l'importance de ce type d'échanges pour la subsistance car il assure des revenus aux personnes qui se chargent de transporter les denrées alimentaires d'un pays à l'autre.

Le système a enregistré également des échanges informels de riz et de haricots et des flux importants d'autres aliments de base, dont le manioc; les volumes de ces denrées ne sont pas aussi importants que ceux du maïs.

Figure 2 – Flux transfrontaliers informels de maïs par source et par destination (en tonnes)



Source: Système de surveillance des échanges informels transfrontaliers de denrées alimentaires

6 Les aliments nutritifs – disponibilité et accessibilité

Tableau 2 – Bilan du maïs au Malawi (en milliers de tonnes)

Maïs	2005/2006	2006/2007	2007/2008
Déficit/excédent	-905	130	933
Substitution croisée	293	184	-396
Besoins en importations	-612	314	538
Importations totales	456	166	79
Importations formelles	176	31	3
Importations informelles	165	80	60
Aide alimentaire	115	56	17
Exportations totales	1	4	341
Exportations formelles	0	0	334
Exportations informelles	1	4	7
Importations nettes	455	162	-262
Déficit à combler (besoins en importations + importations nettes)	-157	477	276
Déficit à combler (sans les échanges informels)	-322	397	216
Importations informelles (en % du total)	36	48	76

Sources: Malawi National Early Warning Unit, FEWS NET et Système de surveillance des échanges informels transfrontaliers de denrées alimentaires.

Intermezzo 6.2: L'aide alimentaire et les marchés

Il est essentiel de bien comprendre les marchés pour étudier la faim, la malnutrition et la sécurité alimentaire tandis que l'analyse des marchés est vitale pour l'élaboration, la programmation et la mise en œuvre des interventions. Cette analyse fournit des informations utiles pour:

- l'analyse de la sécurité alimentaire;
- les mesures possibles à envisager;
- l'ampleur des besoins en aide alimentaire;
- le ciblage;
- les possibilités d'approvisionnement local;
- la minimisation des effets négatifs éventuels de l'aide alimentaire.

Toute analyse de la sécurité alimentaire n'est complète que si elle s'accompagne d'une évaluation des marchés. Ces derniers, qui peuvent être difficilement accessibles, augmentent parfois aussi la vulnérabilité des ménages. La cherté des aliments et la faiblesse du prix des cultures commerciales sont particulièrement dangereuses pour la sécurité alimentaire, et la vulnérabilité augmente lorsque les dépenses consacrées aux aliments représentent une forte proportion du budget. Les marchés peuvent également constituer un moyen de réduire cette vulnérabilité et de surmonter une crise. Pour se protéger, les ménages diversifient leurs sources de revenus; en ayant recours aux marchés, ils peuvent éviter de mettre tous leurs œufs dans le même panier.

Les recommandations concernant les mesures à prendre face à l'insécurité alimentaire s'appuient sur la connaissance du fonctionnement des marchés. Ceux-ci jouent un rôle dans les disponibilités alimentaires et dans l'accès à la nourriture, et plusieurs possibilités de mesures doivent être analysées, y compris le soutien à la production, les actions visant à faciliter les échanges entre les régions et l'amélioration de l'accès aux marchés. Concernant l'accès aux aliments, les transferts d'espèces ou de bons d'alimentation peuvent offrir une meilleure solution que les transferts alimentaires en situation de crise, à condition que les marchés soient intégrés, que des aliments soient disponibles sur les marchés, que les prix soient stables et que les ménages aient accès à ces marchés. Le choix entre les espèces et les bons d'alimentation est effectué en fonction d'autres facteurs, comme la sécurité, les capacités locales et les préférences des bénéficiaires.

Si l'aide alimentaire figure parmi les solutions choisies, la quantité nécessaire dépend du fonctionnement des marchés. Par exemple, l'augmentation des prix alimentaires sous l'effet d'une sécheresse peut inciter les commerçants à transporter des aliments des zones excédentaires aux zones déficitaires, y compris de pays voisins. Ces flux alimentaires font baisser les prix dans les zones déficitaires et les font augmenter dans les zones excédentaires. Le commerce international joue souvent un rôle important dans l'atténuation des fluctuations des prix, mais les barrières commerciales ont tendance à entraver le fonctionnement de ce mécanisme régulateur. En général, mieux les marchés fonctionnent, moins la quantité d'aide alimentaire nécessaire est importante.

Les mécanismes de ciblage s'appuient parfois sur les marchés. Ainsi, pour renforcer les caractéristiques d'auto-ciblage des produits d'aide alimentaire, il est important de bien comprendre le marché des aliments moins souvent privilégiés et les tendances qui caractérisent leur consommation. Les programmes *Vivres contre travail* font souvent appel à l'auto-ciblage des personnes qui sont dans le besoin en fixant la "rémunération" à un niveau inférieur au taux en vigueur sur le marché, de manière à ce que seules celles qui en ont vraiment besoin participent au programme. Le ciblage géographique peut également être en partie déterminé par une analyse des marchés, car les zones dans lesquelles ceux-ci fonctionnent mal sont susceptibles d'avoir des besoins en aide alimentaire supérieurs. L'analyse des marchés peut également influencer le moment choisi pour la distribution de l'aide alimentaire. Si les prix font apparaître de fortes tendances saisonnières, l'assistance alimentaire a plus de chances d'être nécessaire durant la saison maigre, lorsque les prix sont relativement élevés.

Les informations sur les marchés jouent un rôle important dans la maximisation des effets positifs et la minimisation des effets négatifs involontaires de l'aide alimentaire sur les marchés. Lorsque l'offre est limitée, l'aide en espèces ou les bons d'alimentation peuvent faire augmenter les prix. L'aide alimentaire peut faire baisser les prix du marché, ce qui peut être intentionnel comme cela s'est produit au Darfour en 2005. Le risque d'effets négatifs est plus grand lorsque les marchés ne sont pas intégrés. Il est possible de les minimiser en

choisissant de manière appropriée le moment de la distribution et les populations cibles, mais même lorsque des pressions négatives se font sentir sur les prix, il n’y a guère de preuves que l’aide alimentaire porte atteinte à la production agricole locale (FAO, 2006c).

L’aide en espèces, les bons d’alimentation et l’aide alimentaire peuvent avoir des effets positifs sur les marchés. Au Darfour par exemple, les marchés alimentaires survivent en partie à cause de l’afflux des produits de l’aide alimentaire. Celle-ci “a permis au marché de continuer à fonctionner et a maintenu les prix à des niveaux abordables” (Buchanan-Smith et Jaspers, 2006). On recense d’autres exemples dans lesquels l’aide alimentaire a stimulé le développement du marché dans des environnements plus ou moins hostiles (Abdulai, Barrett et Hoddinott, 2005).

L’aide en espèces et les bons d’alimentation peuvent également stimuler les marchés locaux. Une étude menée au Malawi a montré que chaque unité monétaire transférée stimulait la demande sur les marchés locaux d’un montant de plus du double (Davies et Davey, 2008).

La décision de faire des achats sur place dépend de l’évaluation du marché. Quelles sont les cultures vivrières disponibles, et en quelle quantité? Quelles sont les tendances et fluctuations des prix? Les achats risquent-ils de faire augmenter les prix? En quoi les achats peuvent-ils contribuer au développement du marché? En achetant dans les pays en développement, le PAM a réduit les frais de transport et les délais de livraison, a développé les marchés et augmenté les possibilités qui s’offrent aux agricultures locaux et a mis en œuvre une aide alimentaire plus proche des préférences locales.

“La maîtrise des risques est l’idée révolutionnaire qui sépare les temps modernes du passé. C’est la notion que l’avenir est plus qu’un simple caprice des dieux et que les hommes et les femmes ne sont pas impuissants devant la nature.”

Peter L. Bernstein, 1996

Les marchés peuvent aggraver les risques affrontés par les ménages, mais ils peuvent aussi permettre de les réduire et de s’adapter lors de crises, car ils offrent la possibilité de trouver d’autres emplois, de vendre des actifs ou d’emprunter de l’argent. Ils transfèrent parfois les risques des personnes vulnérables à d’autres qui sont en mesure d’y faire face plus facilement.

Dans les pays industrialisés, la plupart des citoyens sont protégés des vulnérabilités et des risques liés au marché notamment par leurs revenus élevés, les systèmes d’assurance, des marchés du travail relativement efficaces, les régimes de protection sociale et l’accès au crédit. Dans toutes les sociétés, cependant, les pauvres et les exclus sont vulnérables et sont exposés à un large éventail de dangers, dont certains sont liés aux marchés. Même s’ils emploient des moyens pour gérer ces risques, l’insuffisance de leurs revenus les empêche souvent d’éliminer cette vulnérabilité.

L’inadéquation de la gestion des risques et des mesures prises face aux catastrophes a conduit Amartya Sen (1981) à dire des sécheresses qu’elles représentent des “défaillances humaines”. D’autres ont suggéré l’apparition d’un nouveau paradigme, dans lequel les famines sont considérées comme causées par l’homme, plutôt que par la “nature”. Les famines peuvent être évitées, même lorsque il y a défaillance de la production et des marchés, à moins que les actions ou inactions politiques ne conduisent également à des défaillances au niveau des mesures (Devereux, 2007b).

Les dangers, les vulnérabilités et les risques liés aux marchés

Les chocs comme le coût élevé des denrées alimentaires ne touchent pas tous les ménages à égalité. L’insécurité alimentaire résultant du choc est fonction de leur vulnérabilité, qui est déterminée par leur exposition aux risques et leur capacité de survie (voir l’encadré page 111). Les chocs ont en général de plus fortes répercussions sur les segments les plus pauvres de la population, du fait de leur exposition accrue, de leur vulnérabilité et de leur capacité limitée à gérer les risques et à y faire face.

Les chocs liés aux phénomènes météorologiques sont sans doute les dangers les plus fréquemment affrontés par les pauvres qui souffrent de la faim. Le tableau 7.1 énumère les chocs qui ont entraîné des privations pour les ménages ruraux de l’Éthiopie de 1999 à 2004. Après la sécheresse, les parasites et les maladies, les plus prévalents étaient liés au marché, mais même ceux qui n’ont pas leur origine dans les marchés peuvent avoir des répercussions sur ces populations. Les pauvres qui souffrent de la faim affrontent une grande diversité de risques liés au marché (tableau 7.2).

Les marchés peuvent augmenter les risques

Les marchés peuvent augmenter la vulnérabilité des ménages ou transmettre un choc. Les pasteurs de la corne de l’Afrique et du Sahel sont acheteurs nets d’aliments et vendent une partie de leur bétail pour acheter leur nourriture. Lorsque les pâturages se détériorent, les marchés du bétail subissent un choc de l’offre, qui exerce sur les prix une pression à la baisse. Les prix chutent, et les pasteurs doivent vendre encore plus d’animaux pour acheter la même quantité de nourriture, ce qui fait encore baisser les prix. La dynamique du marché aggrave la situation. Les ventes en catastrophe peuvent constituer une stratégie dangereuse face au choc, car il peut arriver que les prix s’effondrent lorsqu’une offre abondante arrive sur le marché, aggravant le piège faim-pauvreté.

On peut citer deux exemples dans lesquels des risques complexes liés aux garanties d’accès ont été exacerbés par les marchés: la crise alimentaire de 2005 qui a frappé le Niger (voir l’encadré page 111) et le coût élevé des denrées alimentaires (chapitre 3).

Tableau 7.1 – Chocs en Éthiopie rurale, 1999–2004

	Ménages signalant le choc (%)	Étendue du choc?				
		A touché seulement ce ménage (%)	A touché quelques ménages du village (%)	A touché tous les ménages du village (%)	A touché ce village et les villages voisins (%)	A touché d'autres kébélés (%)
		Idiosyncratique ←————→ Global				
Sécheresse	52	6	15	32	26	21
Parasites ou maladies touchant les cultures où le bétail	38	20	29	25	18	8
Chocs d'entrée: augmentation des prix ou difficultés d'accès	35	13	18	27	23	18
Chocs de sortie: diminution des prix ou difficultés à réaliser des ventes	29	6	12	36	33	14
Victime de vol ou d'un autre crime	22	77	14	4	3	1
Décès du mari, de la femme ou d'une autre personne	35	80	10	5	4	1
Maladie du mari, de la femme ou d'une autre personne	39	83	9	5	3	0

Source: Dercon, Hoddinott et Woldehanna, 2005

Les marchés peuvent réduire les risques

Lorsque les marchés fonctionnent bien, ils s'autorégulent, ce qui peut être à l'avantage des pauvres qui souffrent de la faim. Plus le marché est profond, plus les répercussions du choc sont faibles sur lui. L'augmentation des prix incite les négociants à transporter les aliments de zones excédentaires à des zones déficitaires. Ces flux alimentaires font baisser les prix dans les deuxièmes et les font augmenter dans les premières. On peut citer comme exemple les

importations de riz du secteur privé qui ont eu lieu durant les inondations bangladaises de 1998 (chapitre 6) et la reprise des marchés survenue dans les zones urbaines et semi-urbaines après le tremblement de terre pakistanais de 2005 (PAM, 2005c).

Cela peut seulement se produire lorsque les marchés fonctionnent bien: les prix augmentent en raison de la rareté, les négociants reçoivent des informations correctes, les coûts de transport ne sont pas excessifs

Tableau 7.2 – Comprendre les risques pour la faim provenant des marchés

Risque provenant du marché	
Vulnérabilité provenant du marché	Danger provenant du marché
Volatilité des prix alimentaires	Coût élevé des denrées alimentaires
Faiblesse et instabilité des revenus	Déclin des termes de l'échange
Taux de chômage élevé	Changement de politique, par exemple concernant les taxes ou les droits
Forte dépendance à l'égard des marchés pour les aliments	Crise financière
Défaillance du marché (fragmentation)	Défaillance du marché (collusion)
Absence de protection sociale	Propagation du choc de la production
Manque d'accès au crédit, à l'épargne et à l'assurance	

Définitions et concepts

Risque pour la sécurité alimentaire (R): Probabilité d'une insécurité alimentaire résultant d'interactions entre des dangers naturels ou anthropiques et des conditions de vulnérabilité.

Danger (D): Probabilité d'un phénomène préjudiciable dans une période et une zone donnée. Peut s'exprimer comme la probabilité de l'incidence d'un événement préjudiciable à un endroit particulier durant une période donnée.

Choc: Perturbation causée par un danger.

Choc individuel ou idiosyncratique: Touche un individu ou un ménage, par exemple la maladie ou la mort d'êtres humains ou d'animaux.

Choc commun ou global: Touche tous les membres d'une communauté, d'une région ou d'un pays. Il n'est pas toujours facile de distinguer les chocs idiosyncratiques des chocs globaux, par exemple dans le cas de maladies contagieuses.

Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (V): La vulnérabilité est fonction de l'exposition d'un ménage au danger et de sa capacité à atténuer les effets du danger et à y faire face.

$$\text{Risque} = f(\text{danger, vulnérabilité}) = f(D, V)$$

$$\text{Vulnérabilité} = f(\text{exposition au danger, capacité à faire face aux risques})$$

$$\text{Danger} = f(\text{probabilité, intensité, couverture})$$

Si un danger, comme une inondation, a des chances de se produire, mais qu'un ménage n'est pas vulnérable parce qu'il n'habite pas dans une plaine inondable ou parce qu'il a construit des murs de protection, le risque d'un déclin de la sécurité alimentaire est faible. Dans un scénario différent, le risque d'insécurité alimentaire pourrait être important lorsque la probabilité d'une augmentation des prix alimentaires est élevée (danger) et lorsqu'un ménage pauvre consacre 70 pour cent de ses revenus à l'alimentation (exposition) et qu'il n'a pas la capacité de faire face à ces prix car il ne peut ni augmenter ses revenus ni obtenir de prêts et qu'il a peu d'actifs à vendre.

Enseignements tirés de la crise alimentaire qui a frappé le Niger en 2005

“Les marchés doivent répondre à la demande et non pas aux besoins.”

The Economist, 1er septembre 2005

En 2004–2005, à la suite d'une invasion de sauterelles et d'une sécheresse, le Niger a été victime d'une baisse de la production, qui a atteint un niveau de 7,5 pour cent inférieur à celui des besoins alimentaires (FAO/PAM, 2004). Cette baisse n'était pas exceptionnelle (Mittal et Mousseau, 2006). Le Gouvernement et les médias ont rendu les négociants en céréales responsables de la crise, affirmant que la suppression des réglementations nationales avait provoqué la défaillance du marché. L'analyse économétrique réfute cette hypothèse en soulignant l'intégration du marché qui caractérise le bassin de Kano-Katsina-Maradi, en particulier durant les années de sécheresse (Aker, 2008). “Les marchés céréaliers d'Afrique de l'Ouest fonctionnent en général très bien, peut-être trop bien. La hausse des prix des céréales observée dans le Sahel résulte d'une forte demande de céréales produites dans la région et d'une augmentation du pouvoir d'achat dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest” (FEWS NET, 2005).

Il n'y avait aucune raison pour que le commerce régional garantisse des disponibilités alimentaires suffisantes au Niger. Le pouvoir d'achat de ce pays était trop faible pour couvrir les besoins alimentaires de base des ménages. Les denrées étaient présentes sur les marchés, mais inaccessibles. Les recherches montrent qu'en 2004, jusqu'à 200 000 tonnes de millet, soit 10 pour cent de l'offre nette totale du Niger, ont été exportées car les négociants obtenaient des prix supérieurs au Nigéria (Banque mondiale, 2008d).

Outre les politiques alimentaires et commerciales en faveur de l'intégration régionale et les politiques de sécurité alimentaire fondées sur le marché, la crise de 2005 a souligné la nécessité pour l'Afrique de l'Ouest de disposer de systèmes d'alerte précoce dotés d'un système intégré de surveillance des prix et de la sécurité alimentaire (PAM, 2005e, 2005f).

Figure 7.1 – Burkina Faso: des fluctuations des prix semblables à celles de nombreux autres pays africains



et les marchés sont compétitifs. Quand toutes ces conditions sont réunies, les marchés deviennent intégrés et peuvent atténuer les chocs.

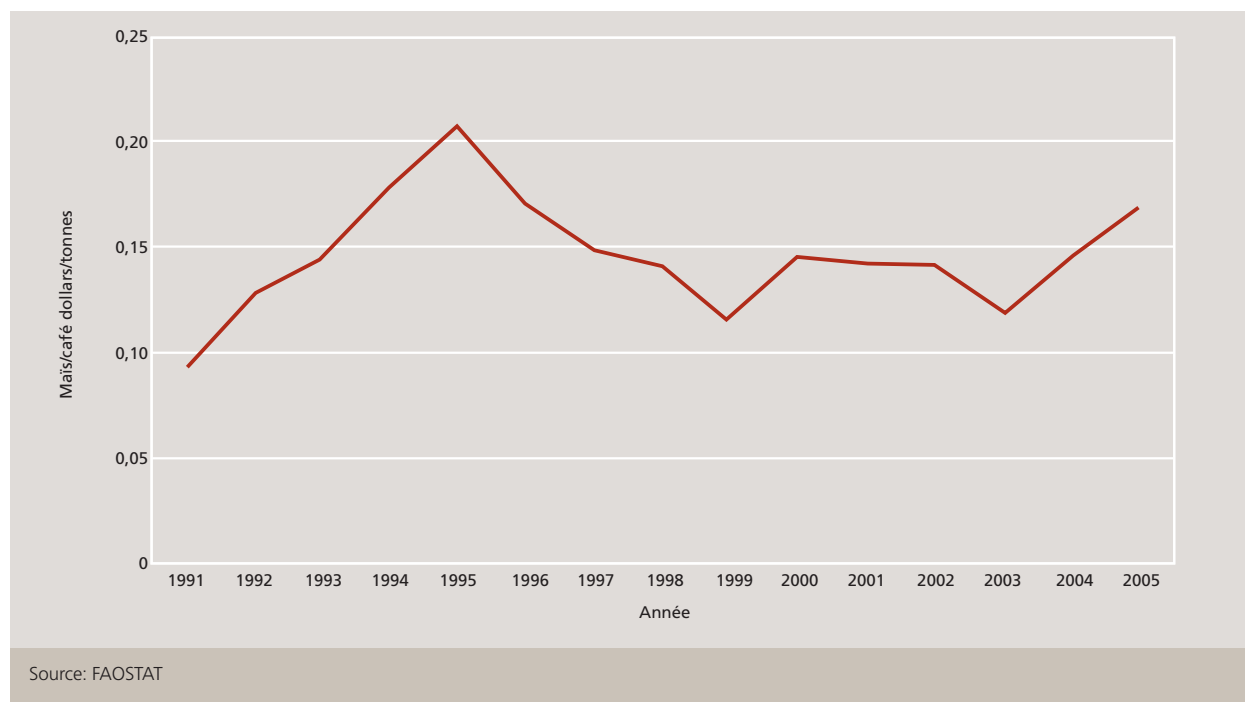
Quatre exemples de risques liés au marché

La fluctuation des prix alimentaires: Dans de nombreux pays en développement, les prix alimentaires subissent fréquemment des fluctuations importantes au cours de l'année à cause des saisons ainsi que d'une année à l'autre à cause de chocs liés au temps subis par la production, associés au manque de souplesse des réponses de l'offre et de la demande intérieures et à des coûts de transaction élevés (figure 7. 1). Lorsque les transports et les installations de stockage sont adéquates et que les marchés fonctionnent bien, les négociants peuvent avoir recours à l'arbitrage pour réduire les écarts de prix dans le temps et dans l'espace. Cependant, la volatilité des prix demeure forte dans plusieurs pays en développement, malgré les réformes axées sur le marché. Après la libéralisation des prix réalisée durant les années 80 à Madagascar, par exemple, le prix du riz a augmenté de 42 pour cent et la variance de 52 pour cent. Deux tiers des riziculteurs ont été atteints car ils ont consommé plus de riz qu'ils n'en ont produit (Barrett et Dorosh, 2006).

Instabilité n'est pas synonyme de risque, car certaines fluctuations des prix sont prévisibles. Les fluctuations saisonnières des prix qui reflètent les disponibilités alimentaires entre les moissons sont en général prévisibles et incitent le secteur privé à investir dans le stockage. L'élimination complète de la variabilité des prix n'est peut-être ni possible ni souhaitable. Les efforts visant à mettre fin aux fluctuations saisonnières des prix, par exemple au moyen de politiques des prix s'appliquant à toutes les saisons, ont en général transféré le fardeau du stockage saisonnier aux agences publiques de commercialisation, imposant souvent des coûts qui dépassent leurs capacités et diminuant les incitations qui pourraient pousser le secteur privé à y participer (Byerlee, Jayne et Myers, 2006).

Les fluctuations saisonnières et imprévisibles des prix sont parfois une cause majeure d'insécurité alimentaire liée au marché. De nombreuses famines, comme celle qui a frappé le Bangladesh en 1974 (Ravallion, 1987), ont été causées par le coût trop élevé des aliments pour les pauvres sur le marché. Il faut limiter les augmentations des prix alimentaires, atténuer leur impact ou, le cas échéant, mettre en place des filets de protection sociale pour les pauvres qui souffrent de la faim.

Figure 7.2 – Termes de l'échange entre le maïs et le café au Nicaragua



Le chômage et les chocs des termes de l'échange: Parmi les risques du marché du travail, figurent le chômage, la baisse des salaires et l'obligation d'accepter des emplois précaires et de faible qualité. Durant la crise financière d'Asie orientale, par exemple, les salaires réels et l'emploi non agricole ont diminué dans tous les pays touchés (Banque mondiale, 1999). Les fluctuations de la demande de main-d'œuvre touchent souvent de manière disproportionnée les jeunes travailleurs et les femmes (Horton et Mazumdar, 1999).

Quand les revenus diminuent, les ménages pauvres essaient souvent d'augmenter leur taux d'activité. Les augmentations des prix alimentaires survenues récemment en Afghanistan ont touché principalement les pauvres des villes. Pour faire face au coût croissant de l'assortiment alimentaire, d'autres membres des ménages ont dû chercher du travail, mais en raison de l'hiver exceptionnellement rude, les possibilités d'emploi et, par la suite, les salaires réels ont diminué (Forsen et Subran, 2008).

En 2000–2001, une météorologie défavorable a provoqué une mauvaise récolte de café dans plusieurs

régions d'Amérique centrale. Les petits agriculteurs, dont les revenus sont largement tributaires de cette culture, auraient pu faire face si les prix du café n'avaient pas diminué durant la deuxième moitié des années 90 (Maluccio, 2005), comme le montrent les termes de l'échange entre le maïs et le café au Nicaragua (figure 7.2).

La défaillance du marché: Les défaillances des marchés entraînent des conséquences diverses. Dans les marchés fragmentés, les écarts de prix peuvent dépasser les coûts de transaction. La saisonnalité des prix peut être importante, reflétant le manque de stockage et d'arbitrage intertemporel. L'accès aux financements peut être limité. L'accumulation préventive ou spéculative peut provoquer des pénuries artificielles en retirant des aliments des marchés, transformant une insuffisance mineure de la production en une crise majeure (Devereux, 1988; Ravallion, 1987). Ces dangers et vulnérabilités portent atteinte à la sécurité alimentaire, notamment s'ils sont associés à une instabilité des moyens de subsistance.

La défaillance des politiques: Les mesures prises par un gouvernement en réponse à un choc peuvent aggraver

Indice de risque pour les prix des denrées alimentaires et du carburant

Pour établir un ordre de priorité entre les actions à mettre en œuvre face à la hausse des prix alimentaires, le PAM utilise une approche de décomposition des risques (Husain et Subran, 2008), reliant des informations sur la vulnérabilité initiale d'un pays à la hausse des prix alimentaires. Deux indices ont été élaborés pour déterminer la vulnérabilité sous-jacente et le coût élevé des prix alimentaires.

A L'indice de vulnérabilité global (IVG) regroupe cinq indices:

- i) **Capacité de réponse nationale:** cet indice suppose qu'un pays classé comme pays à faible revenu, à déficit vivrier et gravement endetté, et ne recevant aucune aide à l'allègement de la dette comme dans le cadre de l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE), obtiendra les valeurs les plus faibles de l'indice.
- ii) **Situation socio-économique:** cet indice est semblable à l'indice du développement humain (IDH) élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et englobe le PIB par habitant, l'état de santé, le niveau d'instruction et l'espérance de vie. L'état de santé est établi à partir de quatre variables: les dépenses de santé nationales par habitant, le nombre de médecins par millier d'habitants, le pourcentage de la population qui jouit d'un accès durable à de meilleures installations sanitaires et le pourcentage de la population qui jouit d'un accès durable à une meilleure alimentation en eau.
- iii) **Vulnérabilité des enfants:** cet indice suppose que la vulnérabilité des enfants est plus grave dans les pays qui abritent des populations d'enfants et d'adolescents relativement nombreuses et un fort pourcentage d'enfants en insuffisance pondérale à la charge d'une population adulte sous-alimentée, caractérisée par une forte prévalence du VIH/sida. Le calcul de cet indice s'appuie donc sur le pourcentage de la population de moins de 15 ans, le pourcentage d'enfants en insuffisance pondérale par rapport à leur âge, le pourcentage d'adultes sous-alimentés et la prévalence du VIH/sida.
- iv) **Pauvreté monétaire et répartition des revenus:** cet indice classe les pays à la fois en fonction de la pauvreté monétaire absolue et de la répartition des revenus. Il est calculé à partir de quatre variables: le pourcentage de la population qui vit avec moins de 1 dollar par jour, le pourcentage de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté national, la part en pourcentage de la consommation des 10 pour cent les plus pauvres et le coefficient de Gini. Les deux premières variables expriment la pauvreté monétaire, les deux dernières, la répartition des revenus.
- v) **Consommation alimentaire:** cet indice représente l'énergie totale comme fonction de la consommation moyenne par habitant de céréales et de non-céréales (matières grasses et protéines).

L'IVG est établi à partir d'une moyenne de ces indices, pondérée par la différence par rapport à la moyenne de chaque indice. Chaque indice est comparé avec sa moyenne pour tous les pays et pondéré, le pays le plus au-dessous de la moyenne étant pondéré à 0, le pays le plus au-dessus de la moyenne à 1 et les autres pays se répartissant entre 0 et 1. Cela veut dire que la bonne performance d'un pays par rapport à un indice n'est pas annulée par une mauvaise performance par rapport à un autre.

B L'indice de risque de prix élevés (IRPE) s'appuie sur quatre variables pour exprimer les tendances actuelles de l'inflation intérieure, la dépendance à l'égard des marchés alimentaires internationaux et un indicateur de la capacité de survie:

- i) **L'étendue du choc des prix:** les taux réels et en partie projetés de l'inflation globale de 2005 à 2008, estimés par le FMI.
- ii) **La dépendance du pays à l'égard des denrées alimentaires et des carburants importés:** le montant total des importations de denrées alimentaires et de carburant en pourcentage des importations totales, pour exprimer les effets de l'ouverture à la fois pour la valeur et le volume.
- iii) **La dépendance des ménages à l'égard des céréales de base importées:** associe la contribution des importations aux disponibilités nettes de céréales dans le pays et à la composition de l'assortiment alimentaire (apport énergétique des céréales).
- iv) **Ressources des ménages pour s'adapter:** exprimées au moyen du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat en 2008 et figurant sous forme négative dans l'IRPE car il entre en corrélation négative avec les autres variables.

Coefficients pondérateurs: une simple moyenne signée – en utilisant des coefficients égaux, mais dans laquelle le signe de la contribution est basé sur la corrélation avec l'intensité du danger – a donné des résultats semblables à une analyse des composants principaux (ACP) et a donc été utilisée pour les besoins de l'interprétation.

C Regroupement des deux indices en un indice de risque pour les prix des denrées alimentaires et du

carburant (IRPDAC): la moyenne des scores a été calculée, à 60 pour cent pour l'IVG et à 40 pour cent pour l'IRPE, pour obtenir l'indice de risque final pour les prix des denrées alimentaires et du combustible qui englobe à la fois la vulnérabilité d'un pays (avec les composantes pays et ménages) et l'importance des coûts des prix des denrées alimentaires. Un classement a alors été établi sur la base de quintiles. La carte B figurant à la fin de la présente publication présente les résultats de ce travail.

les choses. La simulation d'une sécheresse en Zambie a montré que l'aide alimentaire, l'annonce par le gouvernement d'importations qui ne se matérialisent pas et les restrictions imposées aux échanges du secteur privé, au lieu d'améliorer l'offre nationale, peuvent involontairement exacerber l'instabilité des prix et l'insécurité alimentaire (Dorosh, Dradri et Haggblade, 2007; et tableau 8.1). Parmi les autres exemples figurent les barrières douanières établies pour le maïs en El Salvador; la suppression des droits de douane peut conduire à une augmentation des importations de maïs des États-Unis, ce qui se traduit par une diminution des coûts pour les consommateurs (Angel et Subran, 2008).

Les chocs tirent leur origine du marché ou d'autres sources. Cependant, l'impact de tout choc peut être atténué ou transmis par le mécanisme du marché.

Avant un choc: la gestion des risques

Les risques, qui sont multiples pour les pauvres souffrant de la faim, déterminent les moyens de subsistance qu'ils choisissent. Il existe une différence entre les pratiques de survie et la gestion des risques. Le risque est géré avant un choc et affronté une fois qu'il s'est concrétisé. Par la gestion des risques, les ménages réduisent leur exposition aux dangers et atténuent l'impact des chocs. Les stratégies de survie employées après un choc réduisent son impact. Les marchés peuvent aider les ménages à gérer les risques et à faire face aux chocs, mais à un certain coût.

Les risques peuvent aggraver le piège faim-pauvreté

Les chocs peuvent nuire à la capacité à gérer les risques futurs, car ils ont des impacts à long terme. Un choc peut faire basculer les ménages pauvres dans un piège faim-pauvreté, par exemple, en éliminant leurs actifs. Au Zimbabwe, la guerre de la fin des années 70 et la sécheresse de 1982–1984 ont eu des répercussions sur la taille et le niveau d'instruction des enfants de moins de 3 ans, lesquelles se sont traduites par une perte de revenu de 14 pour cent sur la durée de leur vie (Alderman, Hoddinott et Kinsey, 2006). Les niveaux de consommation des ménages éthiopiens qui, de 1999 à 2001, ont été touchés par un choc dû à la sécheresse, à la maladie ou aux prix demeuraient encore bien bas en 2004 (Dercon, Hoddinott et Woldehanna, 2005).

La présence de risques, même sans choc, peut aggraver le piège faim-pauvreté. Les pauvres qui souffrent de la faim sont des acteurs économiques rationnels, qui répartissent en général leurs ressources judicieusement, comparent les profils de risque et les retours sur investissement attendus et pèsent les avantages et les inconvénients (de Janvry, Fafchamps et Sadoulet, 1991; Barrett, 2008). L'aversion pour les risques est fréquente parmi les pauvres qui souffrent de la faim (Binswanger, 1981; Newbery et Stiglitz, 1981). Elle peut être interprétée comme les comportements par lesquels les personnes choisissent de payer pour des choix moins risqués (Dercon, 2005). Les ménages conscients des risques renoncent parfois à des opportunités profitables en se cantonnant dans des solutions moins rentables et moins risquées. Les agriculteurs utilisent moins d'intrants tels que les semences et les engrais, ou n'en achètent pas, pour éviter de perdre de l'argent dans l'éventualité d'une baisse des prix des récoltes ou de l'absence de pluies;

le recours à leur seul travail réduit les risques, mais aussi le rendement des cultures. Ainsi, en Inde, les ménages dépourvus d'actifs cultivent des variétés traditionnelles de riz, tandis qu'en République-Unie de Tanzanie, leurs homologues font pousser plus de patates douces, dont le rendement est moindre, mais qui présentent moins de risques (Dercon, 2002).

Les ménages doivent parfois mettre en balance les risques du marché et d'autres risques. En Zambie méridionale, par exemple, les ménages ruraux cultivent le maïs pour la vente et pour se nourrir, bien qu'il soit vulnérable à la sécheresse. L'adoption de cultures vivrières xérophiles mettrait les ménages à l'abri des effets de ce phénomène, mais générerait également moins de revenus pour leurs autres besoins (Murray et Mwangwe, 2004).

Les pauvres sont les plus touchés par l'arbitrage entre le risque et le rendement moyen, qui constitue une caractéristique importante du piège pauvreté-faim. Dans un environnement risqué, la pauvreté force les ménages à éviter les risques, ce qui les maintient dans la pauvreté. Les produits d'assurance et les filets de protection sociale peuvent, entre autres mesures, contribuer à résoudre ce problème.

Le recours au marché pour réduire les risques

Les pauvres qui souffrent de la faim disposent rarement des actifs qui permettent aux autres de résister au choc des marchés. Ils cultivent souvent un potager pour éviter les risques d'augmentation des prix alimentaires et diversifient leurs revenus en ayant recours aux marchés (Reardon, 1997; Dercon, 2002). Les revenus non agricoles représentent de 30 à 45 pour cent des revenus des ménages ruraux dans les pays en développement, et cette proportion augmente (Haggblade, Hazell et Reardon, 2007). Les ménages qui possèdent moins de 0,5 hectare de terres tirent de 50 à 90 pour cent de leurs revenus d'activités non agricoles, ce qui peut leur permettre d'uniformiser leurs revenus sur l'année et de couvrir les achats alimentaires durant la saison maigre (Banerjee et Duflo, 2007).

Les pauvres qui souffrent de la faim emploient divers mécanismes pour réduire et partager les risques. Un grand nombre d'entre eux ont recours aux marchés, notamment pour les contrats flexibles et conditionnels et pour le développement de réseaux et de la confiance (Fafchamps, 2004). Les petits agriculteurs ont ainsi

Le métayage

Dans les systèmes de métayage, les métayers conservent une proportion de leurs récoltes, qui est déterminée dans un contrat, et remettent le reste au propriétaire en guise de loyer. Le propriétaire peut prendre à sa charge une partie ou l'ensemble des coûts non liés à la main-d'œuvre. Depuis Adam Smith, de nombreux économistes ont condamné le métayage, disant qu'il est inefficace et que les métayers feraient plus d'efforts s'ils pouvaient garder toute la récolte. Il reste néanmoins répandu.

Le métayage contribue à résoudre les problèmes liés aux risques suscités par les phénomènes météorologiques et les marchés lorsqu'il n'existe pas de marché financier. Le fermier qui verse un loyer fixe supporte tous les risques associés à la production tandis que le métayer partage ces risques avec le propriétaire car le loyer varie en fonction du volume de la récolte. Lorsque la récolte est bonne, elle rapporte moins au métayer qu'au fermier qui verse un loyer fixe, mais plus lorsque elle est moins bonne. Le métayage réduit le risque encouru par l'agriculteur en l'absence d'autres mécanismes de gestion des risques, filets de protection sociale ou stratégies de survie, ou lorsque ces dispositifs ne sont pas viables.

Le travail rémunéré transférerait l'ensemble des incertitudes et des risques au propriétaire, qui aurait aussi à supporter les coûts de suivi.

Le métayage est une institution imparfaite mais fonctionnelle. Elle s'est adaptée à des environnements soumis à des contraintes et a amélioré l'accès aux terres des populations pauvres vulnérables qui répugnent à prendre des risques en réalisant un compromis entre le système de fermage reposant sur des incitations à la production sans partage des risques, et le système de rémunération caractérisé par une absence d'exposition aux risques et d'incitations à la production, dans lequel les coûts de suivi sont supportés par le propriétaire.

Source: Stiglitz, 1989

souvent recours au métayage (voir l'encadré page 116). Les récépissés d'entrepôts et les échanges de produits peuvent également réduire le risque (chapitre 5). Les coopératives qui permettent aux cultivateurs de cultures commerciales de mettre en commun leurs ressources pour toucher des marchés plus importants et plus divers, caractérisés par des prix plus élevés et plus stables, facilitent aussi la gestion des risques.

Les ménages pauvres peuvent également réduire leur vulnérabilité en accumulant des actifs financiers, physiques et sociaux. Toutefois, cela peut aussi présenter des risques, car leurs prix peuvent s'effondrer si tout le monde vend au même moment. Certains actifs sont indivisibles: il est impossible, par exemple, de vendre la moitié d'une vache (Dercon, 2002).

Utilisation des marchés pour transférer les risques

Les ménages vulnérables sont peu en mesure d'uniformiser leur consommation ou leurs revenus dans le temps. Les chocs des revenus compromettent la consommation. Les marchés financiers sont ceux qui jouent le rôle le plus important pour le transfert des risques, mais ils ne sont guère avancés dans de nombreux pays en développement. La volatilité des prix peut provoquer des décisions inefficaces de production, en particulier en l'absence de crédits, d'assurance et d'opérations contractuelles à terme (Newbery et Stiglitz, 1981). Le manque de marchés des assurances et du crédit fait qu'il est aussi très difficile de récupérer les actifs détruits par un choc ou sacrifiés pour y faire face. En Chine, par exemple, l'accès au crédit a joué un rôle dans la réduction de la pauvreté et des inégalités (Guabao, 2006).

Divers efforts ont été déployés pour créer des régimes d'assurance visant par exemple à atténuer les événements météorologiques. Le PAM a élaboré des produits d'assurance indexés qui pourraient être une solution valable pour de nombreux pays (Hess, Robertson et Wiseman, 2006; Lacey, 2006; *intermezzo* 9.1). Les régimes de protection sociale, y compris l'assurance invalidité, maladie et chômage, peuvent constituer également des instruments efficaces fondés sur les marchés, mais ils ne sont pas généralement courants.

Les opérations à terme et les options représentent un autre ensemble d'instruments de transfert des risques. Les mécanismes de couverture basés sur des opérations à terme et des options répartissent les coûts d'importation dans le temps, réduisent la variabilité et diminuent parfois les coûts moyens (Dana, Gilbert et Shim, 2006). Cependant, ils présentent moins d'avantages pour les petits agriculteurs et négociants que pour les gros négociants et les gouvernements (Banque mondiale, 2005); ainsi, les importations de maïs du Malawi ont été couvertes au South African Futures Exchange.

Les risques peuvent engendrer une vulnérabilité profonde et à long terme à l'insécurité alimentaire et à la faim et renforcer le piège de faim-pauvreté. L'assurance, le crédit et d'autres mécanismes peuvent faciliter leur gestion, mais ils ne sont pas toujours à la disposition des pauvres qui souffrent de la faim. Lorsque des systèmes de gestion des risques sont mis en œuvre comme il convient, qu'ils sont fiables et durables, les ménages n'ont souvent pas besoin de recourir à des mécanismes de survie néfastes.

Après un choc: stratégies de survie des ménages

Les stratégies de survie sont les comportements adoptés par les ménages lorsqu'ils n'ont pas accès à suffisamment d'aliments après un choc (FANTA, 2003; Maxwell et al., 1999). Ces stratégies visent à réduire les fluctuations des revenus et de la consommation. En général, plus un ménage se montre efficace dans la diversification de ses revenus et la gestion des risques, plus il est en mesure de résister aux chocs ou de s'y adapter. Lorsque la récolte est mauvaise, le choc subi par les revenus d'un ménage peut être au moins en partie absorbé si ce dernier consacre une partie de son temps de travail à d'autres activités que l'agriculture, comme l'artisanat ou la fonction publique. Les actifs d'un ménage représentent un élément fondamental de sa capacité à uniformiser sa consommation. Un ménage qui en possède plusieurs peut maintenir son niveau de consommation en en vendant certains. Sa capacité à le faire est fonction de la proportion d'actifs

7 La vulnérabilité, le risque et les marchés

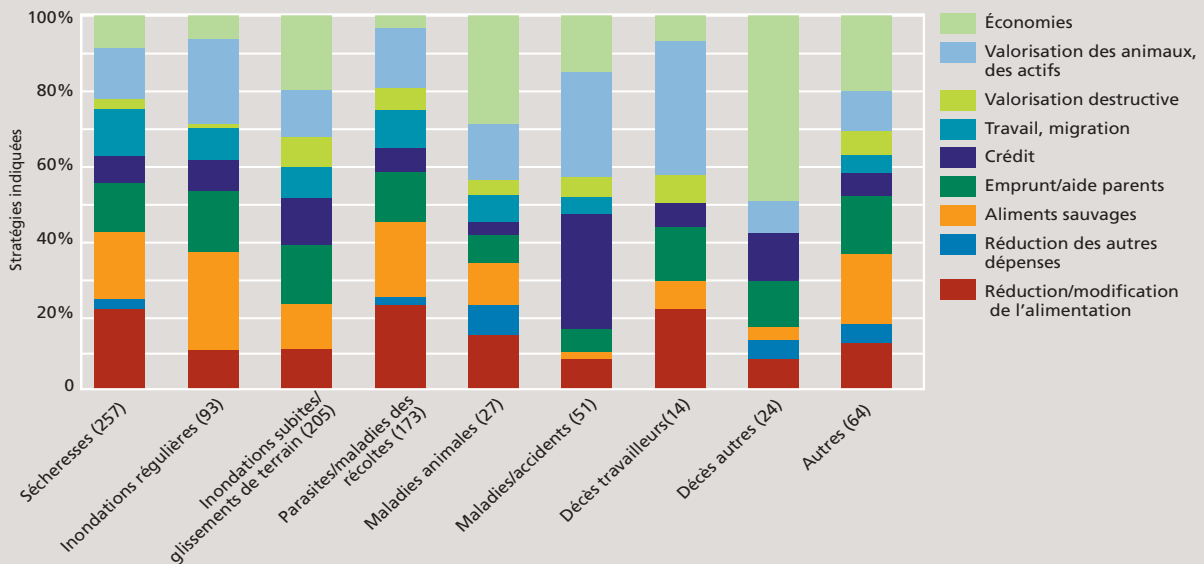
L'analyse des risques en République démocratique populaire lao

Ces 30 dernières années, les principaux dangers signalés concernant le Mékong inférieur ont été les inondations, les sécheresses, les épidémies et les tempêtes.

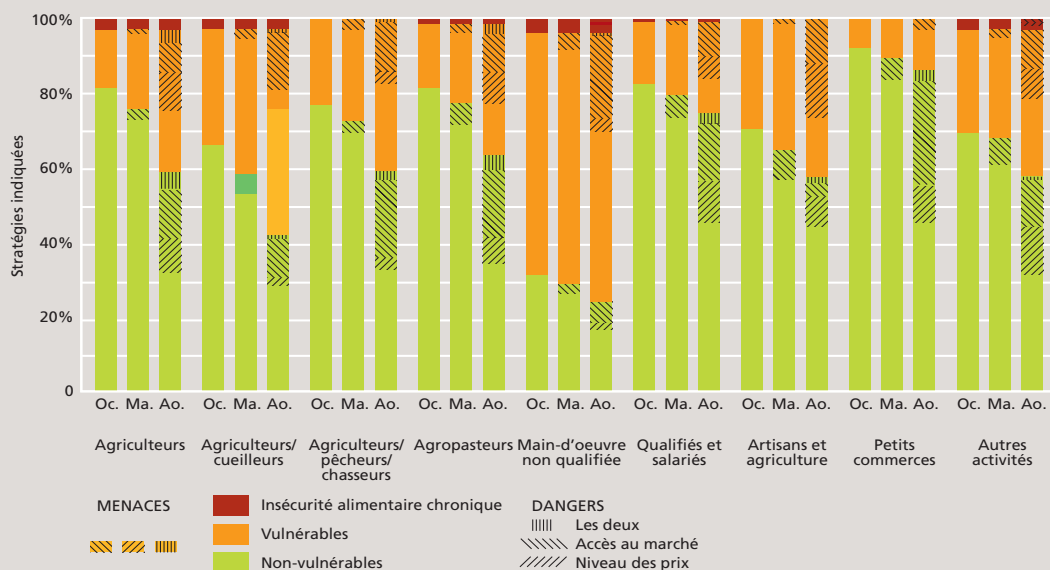
Les ménages peuvent réduire les risques en limitant leur exposition à un choc et en s'adaptant, souvent grâce à un recours aux marchés. Quel que soit le choc, les stratégies de survie les plus fréquemment employées portent sur une modification du régime alimentaire, des emprunts et une aide de parents et d'amis, la consommation d'aliments sauvages et l'utilisation du crédit. Les économies sont moins fréquemment utilisées pour les chocs globaux à déclenchement lent comme les sécheresses, les parasites et les inondations régulières que pour les inondations subites et les glissements de terrain (voir la première figure ci-dessous).

La vulnérabilité des ménages aux chocs comme les sécheresses, les inondations, l'inaccessibilité des marchés et l'augmentation des prix peut être évaluée pour l'ensemble des catégories de moyens de subsistance et de consommation d'aliments. Les

Chocs et stratégies de survie connexes République démocratique populaire lao



Analyse du risque d'une hausse des prix et d'une perte d'accès au marché



travailleurs non qualifiés sont les plus vulnérables à une augmentation du prix du riz; 68 pour cent d'entre eux le sont en mars, six mois après la récolte, pourcentage qui passe à 73 pour cent en août, soit 11 mois après la récolte. Les ménages qui dépendent de l'agriculture sont les plus vulnérables 11 mois après la récolte. Les petits négociants sont largement à l'abri de l'insécurité alimentaire tout au long de l'année. Globalement, 21 pour cent des ménages souffrent d'une insécurité alimentaire cyclique causée par les augmentations des prix (voir la deuxième figure en face).

Source: PAM, 2007b

liquides qu'il possède. Ainsi, la valeur et la liquidité des actifs sont des déterminants importants de la capacité d'un ménage à faire face aux chocs de l'inaccessibilité de la nourriture.

Lorsqu'un ménage affligé par l'insécurité alimentaire souffre d'une pénurie temporaire d'aliments ou d'un manque d'argent, il peut avoir recours aux stratégies suivantes:

- remplacement d'aliments par d'autres moins coûteux, moins appréciés et moins nutritifs – stratégies de modification du régime alimentaire;
- augmentation de l'accès aux aliments par des stratégies de recherche d'aliments, tels que les emprunts d'argent, l'achat à crédit, la consommation d'aliments sauvages et de stocks de semences et la diversification des sources de revenus, y compris par la mendicité;

- diminution du nombre de personnes nourries au sein du ménage au moyen de stratégies de modification de sa structure comme la migration;
- rationnement des aliments disponibles par la réduction du volume ou de la fréquence des repas; et
- diminution des dépenses de santé et d'éducation, y compris retrait des enfants de l'école.

La séquence et les répercussions de ces stratégies varient selon le contexte. La figure 7.3 illustre une séquence susceptible d'être mise en œuvre après un choc.

Les ménages qui frôlent le piège faim-pauvreté emploient différents comportements d'adaptation. Ils réduisent parfois leur consommation alimentaire plutôt que de vendre leurs actifs, pour éviter de tomber dans

Figure 7.3 – Cadre de l'impact sur un ménage: de denrées alimentaires plus coûteuses à la malnutrition infantile

Moyens de subsistance	Diversification/ changement des activités de subsistance	Réduction des dépenses consacrées aux articles non essentiels ou de luxe Commencement de la vente d'actifs non productifs/ disponibles	Abandon scolaire Migration des zones rurales vers les zones urbaines	Recours accru au travail des enfants et des femmes Commencement d'emprunts et d'achats à crédit, endettement	Vente des actifs productifs Appauvrissement des ressources naturelles: abattage d'arbres etc.	Vente de tous les actifs	Réduction des dépenses consacrées aux articles essentiels: aliments, eau etc.	Activités illégales ou dangereuses pour la santé comme adaptation de dernier recours
Alimentation - nutrition	Sélection d'aliments moins chers, de moins bonne qualité et moins appréciés	Réduction de la diversité des aliments - consommation insuffisante de nutriments Priorité donnée à certains membres du ménage pour la consommation alimentaire	Réduction de l'abondance des repas et de leur nombre	Consommation d'aliments sauvages/de cultures immatures/de semences	Mendicité	Jours entiers sans manger	Consommation d'éléments qui n'étaient pas consommés par le passé/ne font pas partie de l'alimentation normale, par exemple plantes et insectes	Malnutrition infantile

Source: adapté de Maxwell et Caldwell, 2008.

le piège de la pauvreté dont il est difficile de sortir. Au Zimbabwe, par exemple, les agriculteurs qui avaient plus de deux bœufs avaient trois fois plus tendance à vendre un animal que ceux qui n'en possédaient qu'un ou deux. Par conséquent, la perte de masse corporelle était plus importante chez les femmes de ménages qui ne prenaient pas cette mesure, et les jeunes enfants des ménages possédant peu de bœufs présentaient des retards de croissance (Hoddinott, 2008). Au Pakistan, la possession de terres d'une certaine superficie jouait un rôle critique dans la prévention d'une baisse de la consommation alimentaire (Kurosaki, 2006).

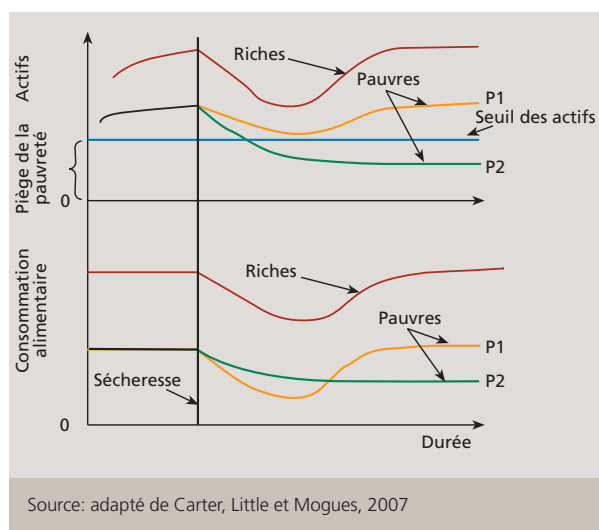
La figure 7.4 illustre la différence entre un ménage pauvre qui réduit sa consommation alimentaire pour préserver ses actifs et éviter de tomber en dessous du seuil des actifs relatif au piège faim-pauvreté, et un ménage qui uniformise sa consommation en vendant ses actifs mais tombe dans le piège faim-pauvreté. Le premier peut se rétablir après le choc, le deuxième pas.

Les marchés jouent un rôle critique dans le déclenchement de changements comportementaux parmi les ménages. Si le prix du maïs augmente à cause d'une sécheresse, les ménages choisissent à la place des aliments de base comme le manioc, ce qui atténue l'augmentation des prix. Cet effet de substitution réduit également la demande de maïs et fait baisser son prix. Ainsi, le modèle élaboré pour la

Zambie (Dorosh, Dradri et Haggblade, 2007; tableau 8.1) prédit que la consommation alimentaire des ménages pauvres qui choisissent des substituts diminuera de 84 000 tonnes, contre 140 000 chez ceux qui ne le font pas.

Les stratégies de recherche d'aliments visant à augmenter l'accès des ménages aux aliments sont clairement liées aux marchés. Ainsi, une étude menée au Ghana a montré que les ménages dirigés par une femme ont souvent recours à des stratégies à court terme pour augmenter la disponibilité des aliments. Lorsque les stratégies habituelles de survie et de réponse sont épuisées, de nombreux ménages de ce type sont forcés d'adopter des stratégies de crise négatives englobant la vente d'actifs productifs. Les chocs répétés et l'utilisation de stratégies de crise pour gérer leurs effets peuvent augmenter la vulnérabilité, diminuer la sécurité alimentaire et plonger les ménages dans le piège faim-pauvreté. Lorsque la vulnérabilité est extrême, la vente des terres peut être la seule solution permettant d'obtenir des aliments. Les terres représentent un bien de grande importance dans les zones rurales mais d'une faible liquidité. Leur vente peut être interprétée comme l'abandon par un ménage de possibilités de production futures au profit de l'achat immédiat d'aliments (Maxwell et Wiebe, 1999). La fourniture au moment opportun d'une assistance alimentaire pourrait contribuer à empêcher ces conséquences négatives.

Figure 7.4 – Éviter le piège de la pauvreté en réduisant la consommation alimentaire



Réduction des risques: le rôle de la protection sociale

Contrairement au débat plus étroit des années 90 sur les "filets de protection sociale", les débats actuels sur la protection sociale se concentrent à nouveau sur des mesures de réduction des risques innovantes et préventives, comme l'assurance, en parallèle à des mesures correctrices plus traditionnelles telles que la distribution d'aliments, d'argent ou de bons d'alimentation. Il semble de plus en plus que la protection sociale ne constitue pas un palliatif de l'insécurité alimentaire, mais un investissement dans la croissance économique (Devereux et Sabates-Wheeler, 2007).

Un grand nombre des pays qui mettent en place un système de protection sociale, comme l'Éthiopie, le Kenya et le Malawi, ont été frappés par des crises presque tous les ans, ce qui implique que les besoins peuvent dans une certaine mesure être anticipés. La protection sociale est motivée par le désir de satisfaire aux besoins de base de manière prévisible sur de nombreuses années plutôt que de répondre à des besoins récurrents.

La garantie d'un soutien stable dans le temps peut diminuer les risques perçus par les ménages, et donc réduire leur adoption de stratégies négatives de gestion des risques et de survie et favoriser des comportements et activités à caractère plus entrepreneurial. Ainsi, environ 75 pour cent de ses bénéficiaires ont indiqué qu'ils consommaient plus d'aliments ou des aliments de meilleure qualité en raison du nouveau dispositif de sécurité productif éthiopien, et 62 pour cent ont pu conserver une plus forte proportion de leur production pour eux-mêmes au lieu de la vendre pour satisfaire à d'autres besoins (Devereux *et al.*, 2006).

La protection sociale peut réduire le risque et promouvoir la croissance par quatre moyens: les investissements dans le capital humain, l'amélioration de la gestion des risques, la correction de (certaines) défaillances du marché et la réduction des inégalités (Gentilini et Carucci, 2008).

Investissement dans le capital humain: des données récentes indiquent qu'en améliorant la nutrition des enfants, on leur permet d'avoir des salaires et revenus plus élevés lorsqu'ils atteignent l'âge adulte, car la nutrition influe sur le développement cognitif, les résultats scolaires et la productivité, qui favorisent l'augmentation des revenus (Behrman, Alderman et Hoddinott, 2004; Hoddinott, 2008).

Gestion des risques: les possibilités d'augmenter les revenus sont souvent associées à des risques plus élevés; l'aversion pour les risques empêche d'investir pour obtenir des revenus supérieurs à partir d'efforts qui entraînent des risques plus grands, comme l'introduction de nouvelles variétés végétales. Des études menées en Inde méridionale et en République-Unie de Tanzanie montrent que comme les

ménages pauvres déploient leurs actifs de manière plus prudente, le retour qu'ils en obtiennent est en général de 25 à 50 pour cent inférieur à celui des ménages plus riches (Alderman et Hoddinott, 2007). En externalisant certains des risques, une protection sociale prévisible peut donner aux pauvres la confiance et la sécurité nécessaires pour se lancer dans des activités de génération des revenus moins sûres. La protection sociale peut également éviter la vente d'actifs après un choc, ce qui permet de préserver les ménages vulnérables du piège faim-pauvreté.

Correction de (certaines) défaillances du marché: les filets de protection sociale peuvent réduire les coûts de transaction auxquels font face les agriculteurs en créant, par exemple, une infrastructure par des programmes Vivres ou Espèces contre travail. Les produits de l'assurance peuvent réduire les incertitudes au sujet de l'avenir, permettant ainsi une meilleure répartition des ressources. La fourniture de transferts réguliers de protection sociale peut également atténuer certaines des contraintes des ménages en matière de liquidité, corrigeant ainsi en partie les défaillances du marché du crédit (Dercon, 2004).

Réduction des inégalités: trouver le juste milieu entre équité et efficacité n'est pas aussi évident qu'on le pense souvent (Ravallion, 2003, 2007). L'augmentation de l'égalité peut contribuer à stimuler la croissance comme on l'a montré en Asie orientale (Birdsall, Ross et Sabot, 1995). L'inégalité peut aboutir à des politiques favorables à une petite élite, plutôt qu'à l'ensemble de la population, et à un manque de capital social. Il y a une distinction entre les inégalités qui sont favorables à une croissance durable et celles qui ne le sont pas. Les "bonnes inégalités" peuvent fournir des incitations pour l'innovation et les investissements, tandis que les "mauvaises" empêchent l'accès au marché et limitent les investissements en capital humain et physique (Chaudhuri et Ravallion, 2006). La maximisation des bonnes inégalités et la minimisation des mauvaises constituent des éléments-clés d'une stratégie de croissance inclusive et favorable aux pauvres.

Les pays en développement possèdent des capacités différentes en ce qui concerne l'introduction et la généralisation des systèmes de protection sociale

(Chronic Poverty Research Center, 2008; PAM, 2004). Divers modèles pourraient être élaborés pour décrire les différents stades de développement des régimes de protection sociale, allant de l'absence de tels régimes, comme en Somalie ou au Soudan, à des régimes consolidés, comme au Mexique ou en Afrique du Sud (Gentilini, 2009). Les problèmes de protection sociale dans les pays post-conflit dotés de faibles capacités sont différents de ceux qui se posent aux pays caractérisés par des régimes institutionnalisés et financés à partir de fonds nationaux. Il est nécessaire de surmonter les obstacles au niveau des politiques et des capacités qui empêchent les pays les plus vulnérables et les plus touchés par l'insécurité alimentaire, d'introduire des systèmes de protection sociale formels et de les généraliser.

Malgré les risques, l'influence des marchés sur la prévalence de la faim dépend du fonctionnement

des marchés et de l'accès des pauvres qui souffrent de la faim à des instruments de réduction des risques, comme l'assurance, ainsi que du soutien que leur offre la protection sociale.

Les marchés présentent des risques. Les vulnérabilités et dangers liés aux marchés peuvent porter gravement atteinte à la sécurité alimentaire. Par ailleurs, les chocs émanant d'autres sources peuvent entraver leur fonctionnement, aggravant l'impact sur la sécurité alimentaire. Si les marchés fonctionnaient mal avant une catastrophe, celle-ci aura un effet particulièrement négatif sur la faim. Les répercussions d'une situation d'urgence sur les marchés dépendent de sa durée, de son intensité et de sa fréquence ainsi que de la vulnérabilité sous-jacente des victimes. Le chapitre suivant souligne les impacts des situations d'urgence sur les marchés.

8 Le rôle des marchés dans les situations d'urgence

“Le facteur le plus décisif a été l’effondrement des circuits commerciaux. Les colons, les commerçants, les marchands de gros et les transporteurs sont partis en masse durant la période 1974–1976... Les flux de marchandises et de services dont disposaient les ménages ruraux ont commencé à s’épuiser avec l’effondrement des systèmes de distribution et la chute de la production des usines et des importations. C’est ainsi qu’a débuté la “disette de marchandises” qui a frappé la campagne angolaise, situation qui persiste aujourd’hui... Ces processus ont été déclenchés par la guerre.”

David Sogge, 1994

Le terme “situation d’urgence” peut désigner un large éventail de situations défavorables et dangereuses qui influent sur la sécurité alimentaire. Les catastrophes et les crises susceptibles de porter atteinte au marché s’étendent des sécheresses aux conflits armés. Le début de la pandémie du VIH/sida, par exemple, a modifié radicalement le paysage mondial des situations d’urgence au cours des 20 dernières années. C’est un désastre mondial qui contribue aux urgences

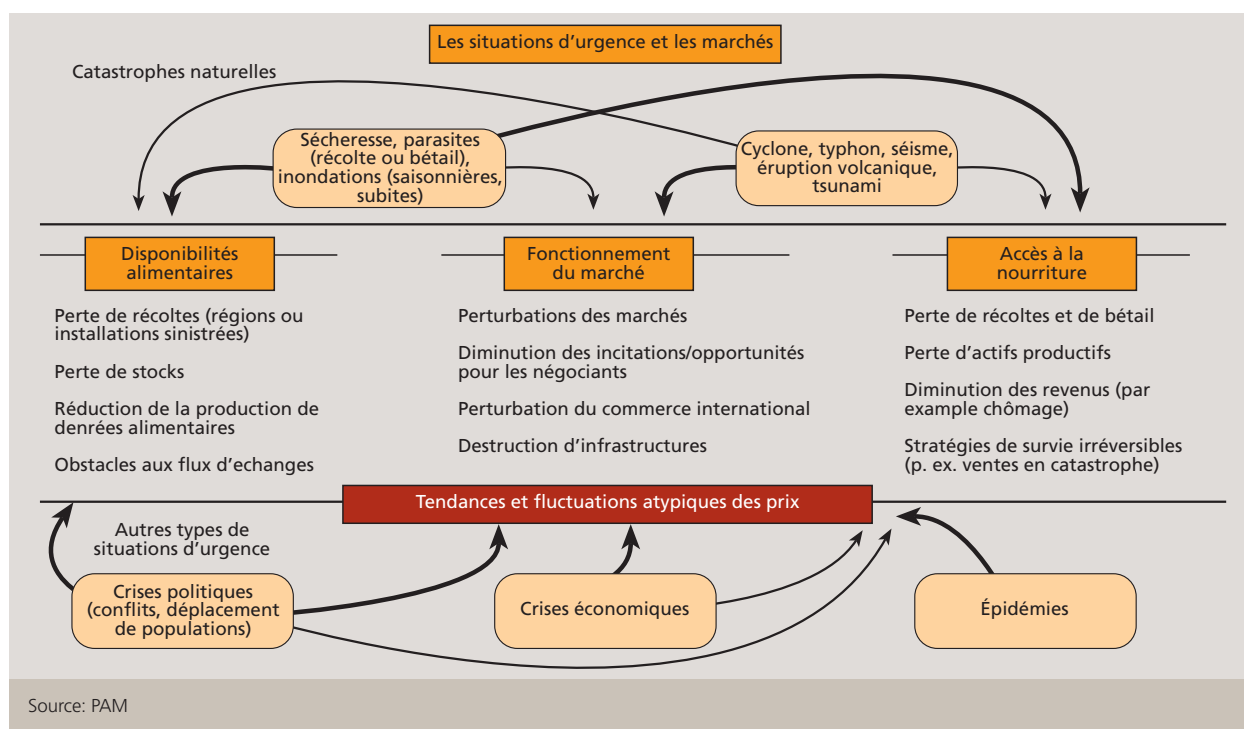
alimentaires. Dans le chapitre 7, nous avons examiné les risques qui émanent des marchés et pourraient conduire à une urgence alimentaire. Dans ce chapitre, nous examinons les répercussions de ces urgences sur les marchés et les systèmes alimentaires.

Répercussions des situations d’urgence sur les disponibilités alimentaires et l’accès à la nourriture

Les situations d’urgence peuvent être définies «comme des situations où il est manifeste qu’il s’est produit un événement ou une série d’événements qui est à l’origine de souffrances humaines ou qui représente une menace imminente pour la vie ou les moyens de subsistance des populations que le gouvernement intéressé n’est pas en mesure de soulager; il s’agit d’un événement ou d’une série d’événements dont on peut établir le caractère anormal et qui désorganise la vie d’une collectivité dans des proportions exceptionnelles” (PAM, 2005b).

Cet événement ou cette série d’événements peut comprendre un ou plusieurs des éléments suivants:

Figure 8.1 – Les situations d’urgence et les marchés: vue d’ensemble



Source: PAM

- des catastrophes soudaines telles que séismes, inondations, invasions de sauterelles;
- des situations d'urgence d'origine humaine entraînant un afflux de réfugiés ou le déplacement de populations dans leur propre pays ou des souffrances pour des populations affectées de toute autre manière;
- des pénuries alimentaires provoquées par des événements à évolution lente comme sécheresse, mauvaises récoltes, parasites et maladies qui érodent les moyens dont disposent les communautés et les populations vulnérables pour satisfaire leurs besoins alimentaires;
- des problèmes graves d'accès à la nourriture ou de disponibilités alimentaires résultant de chocs économiques soudains, d'une défaillance des marchés ou d'un effondrement de l'économie, et entraînant une érosion des moyens dont disposent les communautés et les populations vulnérables pour satisfaire leurs besoins alimentaires; et
- une situation d'urgence complexe pour laquelle le gouvernement du pays touché a demandé l'appui du PAM.

Les situations d'urgence peuvent porter gravement atteinte à la sécurité alimentaire par leurs répercussions sur le fonctionnement du marché ainsi que sur les

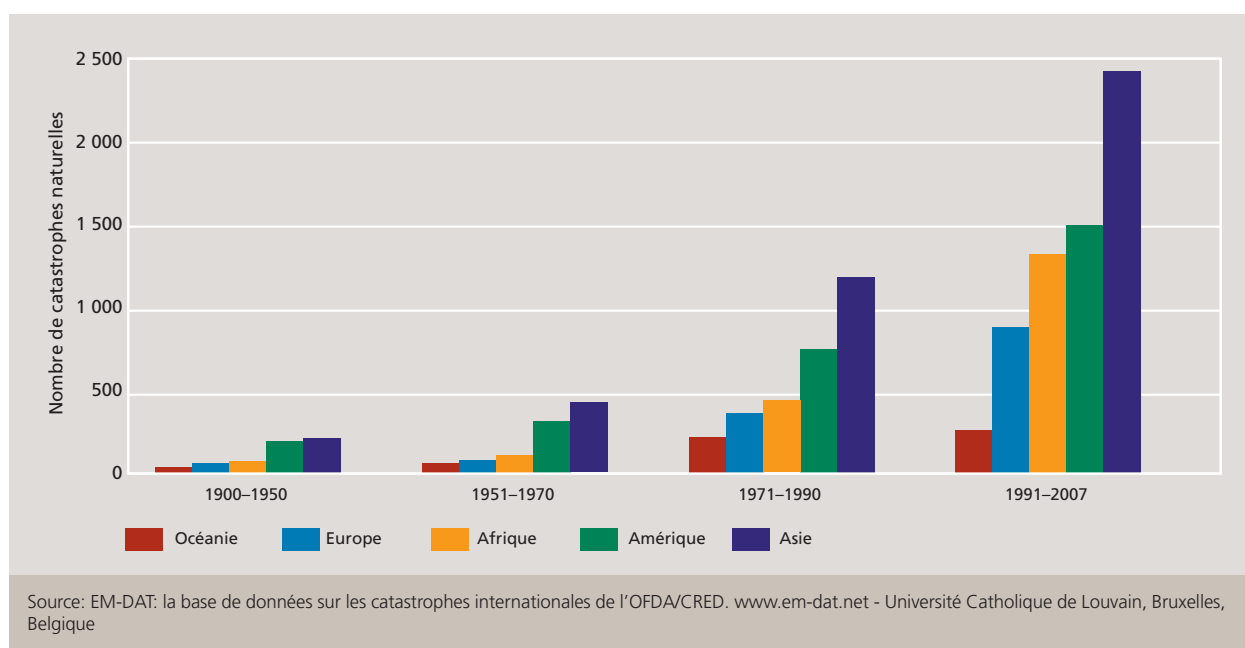
disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture, qui sont déterminés par les revenus et les prix (figure 8.1).

La production alimentaire

La conséquence la plus directe que peut avoir une situation d'urgence sur les disponibilités alimentaires est la destruction des cultures vivrières sur pied et des stocks sous l'effet, par exemple, d'une inondation, d'une sécheresse ou de parasites. Ainsi, les inondations qui ont frappé le Bangladesh en 1998 ont détruit une production représentant 10 pour cent de la consommation annuelle (del Ninno, Dorosh et Smith, 2003). Les risques présentés par ces types de phénomènes augmentent car le nombre de catastrophes naturelles est en hausse dans les pays en développement (figure 8.2).

Dans les situations de conflit, les stocks de denrées alimentaires, les cultures et le bétail sont souvent détruits délibérément ou pillés. En général, la production alimentaire diminue car les agriculteurs courent trop de risques en se rendant dans leurs champs, en les cultivant ou en faisant leur récolte, ou qu'il est trop difficile d'acheter des intrants ou de vendre sa production. Au Darfour par exemple, en 2004–2005, la superficie cultivée n'a représenté que de 30 à 40 pour cent de la moyenne des cinq années précédentes, et seulement la moitié de ce qui avait été

Figure 8.2 – Augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles



planté a pu être récolté, parce que de nombreux villages avaient été évacués dans des camps de personnes déplacées et que l'insécurité empêchait le travail agricole. Les rendements du sorgho et du millet sont descendus respectivement à 36 et 54 pour cent de la moyenne (Hamid *et al.*, 2005).

Les répercussions sur les revenus

Les situations d'urgence peuvent porter atteinte aux revenus agricoles par la destruction des cultures et du bétail. Elles conduisent également parfois à la perte de possibilités d'activités agricoles ou autres et à une diminution des salaires. La perte des cultures, la réduction des possibilités d'emploi et la détérioration des termes de l'échange ont tendance à accompagner les situations d'urgence et peuvent rendre la crise plus profonde. Au Kenya, la fièvre de la vallée du Rift fait fréquemment des victimes parmi les bestiaux ou cause leur abattage forcé. La perte de revenus qui en résulte est une cause fréquente d'insécurité alimentaire pour les ménages.

L'effet des situations d'urgence sur les transferts informels dépend de la solidité des réseaux sociaux existants. Lorsqu'une situation d'urgence frappe tous les ménages d'un village, les transferts de l'un à l'autre sont insuffisants pour combler la perte de revenus. L'aide publique peut également ne laisser aucune place aux dispositions privées informelles (Dercon, 2002). Pour répondre à un choc, les membres d'une famille peuvent envoyer des fonds de l'étranger, mais si la situation d'urgence a porté atteinte au fonctionnement du système financier, les ménages ne pourront pas y accéder.

Les épidémies humaines peuvent avoir des répercussions sur les marchés. Le VIH/sida touche un tiers des habitants de l'Afrique australe. Un grand nombre de ceux qui en sont atteints ne peuvent plus travailler, surtout lorsqu'ils souffrent en plus de la tuberculose ou du paludisme. Leurs revenus diminuent gravement, et les négociants ont peu d'intérêt à transporter des denrées alimentaires dans des régions dont les habitants ont peu de moyens financiers. Autrement dit, "les personnes affaiblies par le VIH et le sida ont plus de difficultés à accéder aux aliments, parce que souvent, elles sont incapables de travailler

ou de parcourir de longues distances pour se rendre au marché" (Oxfam, 2002).

Les répercussions sur les prix des aliments

Les répercussions d'une situation d'urgence sur les prix des aliments dépendent de la situation de l'offre et de la demande dans la région touchée. Lorsque la production alimentaire, les stocks et les canaux de distribution sont touchés, les prix sont susceptibles d'augmenter. Si les réseaux de transport sont intacts, les prix élevés appliqués dans la région touchée par le choc peuvent inciter les négociants à importer des denrées alimentaires des régions épargnées, ce qui conduit, à terme, à une baisse des prix.

Pour qu'un tel mécanisme fonctionne, il faut qu'il y ait une demande réelle. Si les habitants ont perdu la plupart de leurs actifs et de leurs possibilités de revenu, les denrées alimentaires ne seront pas importées d'ailleurs. Le manque de demande fait baisser les prix et les négociants n'ont aucune raison de faire venir des denrées alimentaires dans les zones touchées, malgré l'importance des besoins.

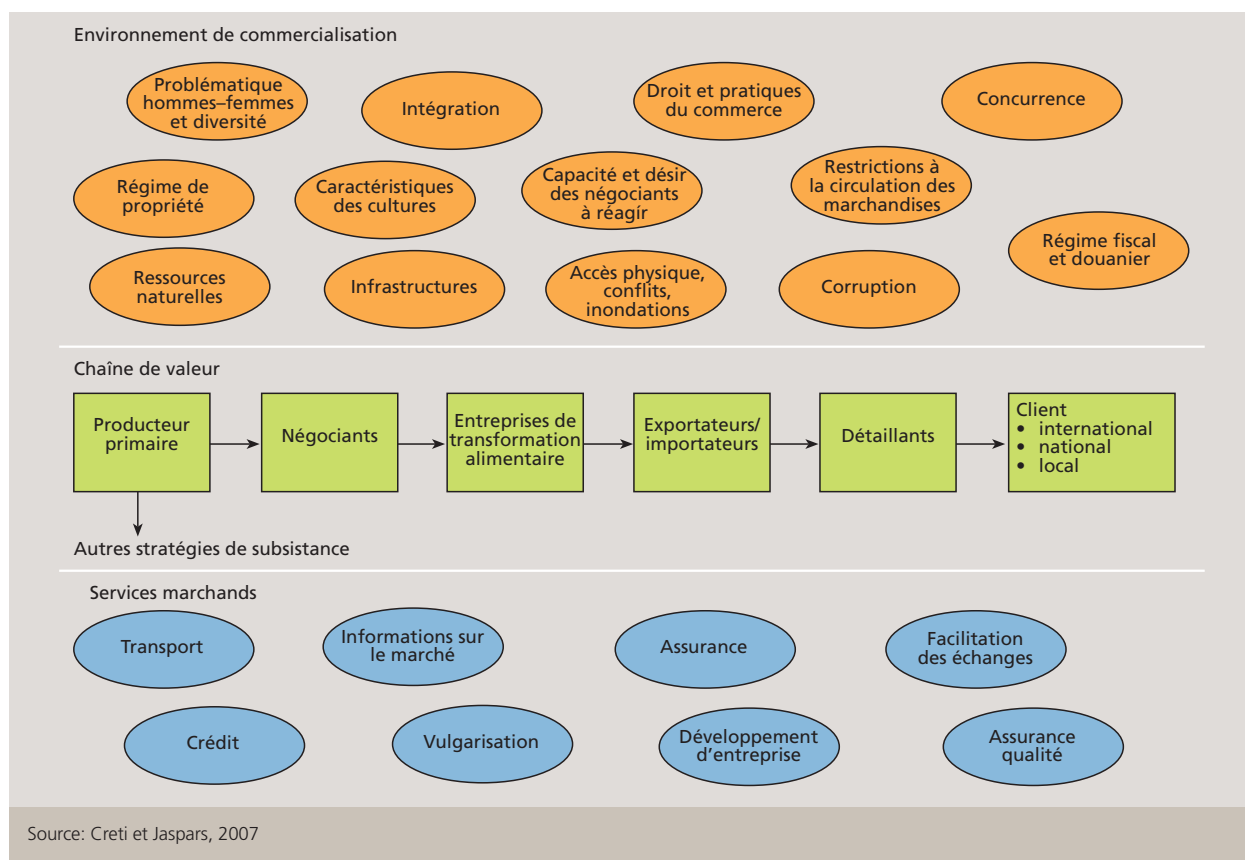
Même dans les situations où la demande est élevée, l'attente d'une augmentation future des prix peut conduire à retenir les stocks, ce qui risque de favoriser une telle hausse (Ravallion, 1997). Cette spéculation peut exercer des pressions inflationnistes majeures dans une zone frappée par une situation d'urgence.

Les situations d'urgence nuisent à la production agricole, aux revenus et au commerce en endommageant les cultures, le bétail et les infrastructures. Les marchés répondent à la demande, pas aux besoins. Lorsque celle-ci diminue, les prix chutent et les négociants n'ont plus d'incitations à transporter des denrées alimentaires dans les zones atteintes.

Les répercussions des situations d'urgence sur la performance des marchés

Les liens entre les marchés et les situations d'urgence ne se limitent pas aux disponibilités alimentaires et à

Figure 8.3 – Outil d'analyse des marchés créé par Oxfam pour les situations d'urgence



l'accès à la nourriture. D'autres aspects, souvent négligés, de la performance des marchés subissent également des atteintes: les acteurs, les mécanismes de tarification et la distribution des marchandises. La plupart des catastrophes naturelles et d'origine anthropique ont des répercussions importantes sur la structure, le comportement et la performance des marchés, en particulier ceux des denrées alimentaires, des cultures commerciales et du bétail. Le rôle sous-jacent des marchés – qui consiste à aligner l'offre sur la demande (et non pas sur les besoins) – peut être gravement entravé par les situations d'urgence, et leurs dysfonctionnements peuvent avoir de graves effets sur la faim (Sen, 1981).

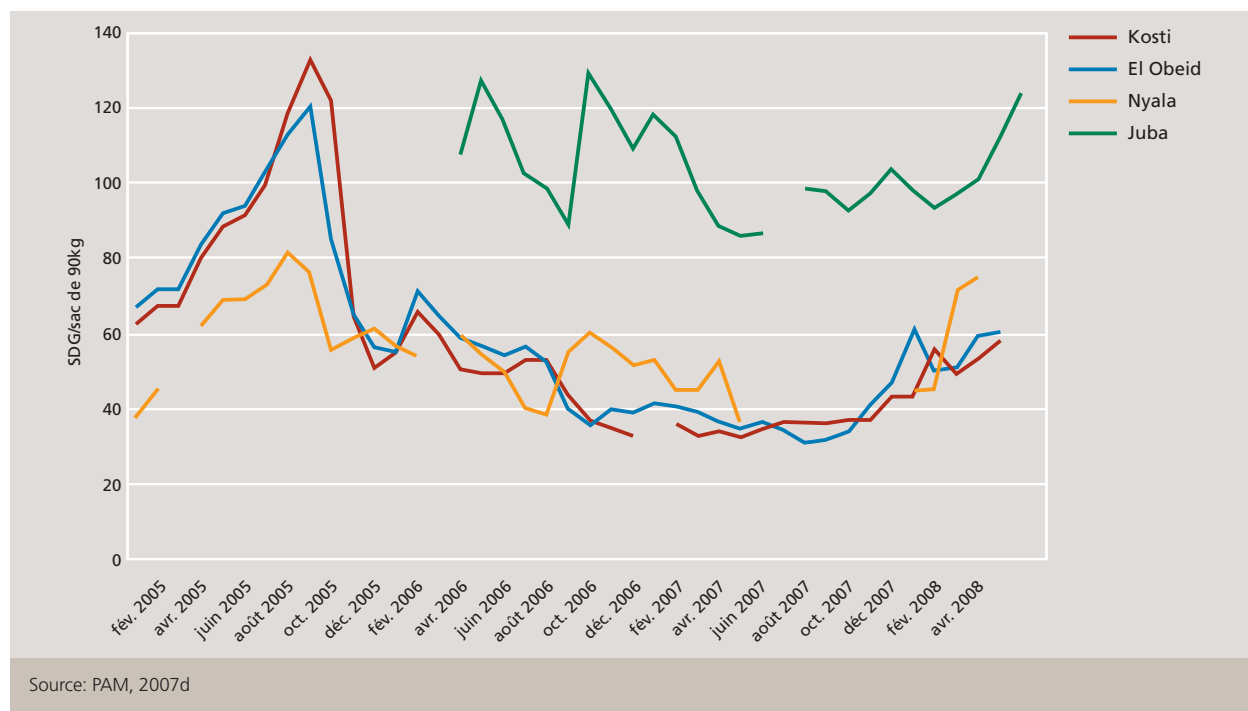
L'effet d'une situation d'urgence est fonction de sa durée, de son intensité, de sa fréquence et de la vulnérabilité intrinsèque de la société touchée. La plupart des chocs qu'elles produisent exercent des effets directs et indirects sur le commerce, qui sont susceptibles de porter atteinte aux ménages vulnérables. Les séismes, les inondations saisonnières

et les sécheresses prolongées ont des effets divers sur les marchés, qui vont de légers changements à leur complète fermeture. Après un séisme de faible intensité, les marchés peuvent se rétablir rapidement, alors qu'une sécheresse persistante, qui réduit la production et la demande réelle, porte atteinte plus durablement à leur performance (PAM, 2006d). La figure 8.3 résume les aspects des marchés qui peuvent être atteints par un choc. La structure et le fonctionnement des marchés déterminent leur capacité de reprise. Lorsqu'ils sont profonds et bien intégrés avant une catastrophe, ils ont plus de chances de se rétablir rapidement, mais les régions sujettes à des catastrophes n'attirent généralement pas les investissements du secteur privé dans des opérations commerciales incertaines.

Les flux commerciaux

Les disponibilités alimentaires dépendent de la production et des flux d'aliments entre les régions. Lorsque la production et les stocks alimentaires locaux

Figure 8.4 – Écart entre les prix du sorgho du Sud du Soudan et du reste de ce pays



ont été détruits par une situation d'urgence, les flux d'aliments venant de régions épargnées peuvent combler le déficit. Cependant, ces flux venant de l'extérieur ne peuvent avoir lieu que lorsque les infrastructures sont intactes et qu'il n'est pas dangereux de transporter les aliments. Les données relevées au Bangladesh au milieu des années 70 et en Éthiopie au milieu des années 1980 indiquent que les situations d'urgence ont provoqué une diminution de l'intégration des marchés (Ó Gráda, 2007). En revanche, les liens commerciaux efficaces qui caractérisent l'Afrique australe, où le commerce transfrontalier informel occupe une place importante, ont contribué à des activités commerciales dans des régions du Mozambique frappées par des inondations (Dradri, 2007; *intermezzo* 6.1).

Les pays mettent souvent en place des mesures protectionnistes lorsqu'une urgence alimentaire frappe un voisin. Ainsi, la hausse brutale des prix alimentaires survenue en 2008 a été provoquée en partie par des restrictions à l'exportation (Banque mondiale, 2008a; et chapitre 3).

Outre la dégradation des infrastructures, les disponibilités alimentaires peuvent également être

atteintes par les luttes politiques, religieuses et ethniques. Lors de conflits armés, les adversaires essaient parfois d'entraver l'accès physique aux marchés. Ainsi, au Soudan, seules les personnes d'une certaine origine ethnique pouvaient transporter et vendre le bétail, ce qui rendait ces marchés inaccessibles aux autres groupes (Buchanan-Smith et Jaspars, 2006). Après une situation d'urgence, le rétablissement de l'accès physique aux marchés est essentiel pour la reprise des tendances habituelles de consommation alimentaire.

Les catastrophes naturelles comme les tempêtes, les séismes et les éruptions volcaniques détruisent en général les infrastructures et provoquent des déficits de l'offre, mais ces types d'urgence sont pour la plupart localisés. La destruction des infrastructures et des récoltes par les conflits, qui est généralement plus complexe, résulte parfois de tentatives délibérées visant à couper les vivres de l'adversaire. Même lorsque les infrastructures ne sont pas atteintes, il est parfois trop dangereux pour les négociants de transporter les aliments à cause de risques de pillage des marchandises ou de détournement des camions. Du début 2004 au début 2005, au Darfour, les coûts de transport entre Omdurman et El Geneina ont

augmenté de 150 pour cent et les prix du carburant de plus de 130 pour cent. L'argent extorqué aux fréquents barrages routiers a contribué à ces augmentations (Hamid *et al.*, 2005). Au Sud du Soudan, la dévastation du réseau routier associée à l'insécurité et à l'affaiblissement de la production de céréales a fait grimper les prix au double de ceux du reste du pays (FAO/PAM, 2008a); cet écart persiste et se maintiendra sans doute tant que les coûts du transport ne baisseront pas. La figure 8.4 donne les prix du sorgho à Juba (Sud du Soudan) et dans trois villes du Darfour.

Entraves au fonctionnement du marché et aversion des négociants pour le risque

Devereux (1988) met en lumière trois ensembles de facteurs qui influencent les réactions des négociants durant les famines: 1) les contraintes logistiques, résultant des coûts de la réorientation des canaux de distribution et des petits surplus disponibles; 2) l'insuffisance des rémunérations, résultant de la taille réduite des marchés en période de famine et du coût d'opportunité associé à la perte d'autres clients; et 3) le risque et l'incertitude, par exemple le risque que d'autres négociants offrent des prix plus intéressants et l'incertitude causée par le peu d'informations disponibles concernant les marchés en période de famine.

Le fonctionnement des marchés dépend de systèmes juridiques et institutionnels. Quand ceux-ci sont perturbés par une situation d'urgence complexe, les marchés cessent totalement de fonctionner ou le font différemment, en général en ayant recours à des canaux informels pour compenser la défaillance des

marchés formels. Les cadres juridiques, s'ils sont déficients, entraînent parfois la prolifération d'intermédiaires superflus, ce qui augmente les coûts de transaction.

Les acteurs du marché jouent de multiples rôles en raison de la complémentarité des marchés et de leurs acteurs et parce que la spécialisation est sous-développée. Par conséquent, les situations d'urgence, même si elles sont localisées, ont tendance à porter atteinte aux divers niveaux de la chaîne de commercialisation (voir l'encadré ci-dessous).

Les stocks des négociants peuvent être détruits par les catastrophes naturelles, le pillage et d'autres effets. Les négociants peuvent également se voir refuser l'accès aux marchandises ou souffrir d'une baisse de la demande. En outre, il arrive qu'ils ne puissent se réapprovisionner par manque de fonds ou d'accès au crédit.

L'accès au crédit est souvent essentiel pour les négociants et les ménages qui se remettent des effets d'une situation d'urgence, ayant perdu leurs actifs et leur production, et il se peut qu'ils n'aient pas suffisamment d'argent pour acheter des denrées alimentaires et des matériaux pour la reconstruction ou le remplacement des actifs productifs. Les situations d'urgence peuvent entraver l'accès au crédit formel en détruisant les infrastructures financières telles que les locaux et les archives des banques. Ainsi, dans les régions du Pakistan frappées par le séisme de 2005, les banques sont restées fermées car les données concernant les comptes avaient été perdues. Cette perte a empêché l'accès au crédit et à l'épargne

Répercussion des effets d'une inondation dans l'ensemble de la chaîne de commercialisation à Haïti

"Quelques grossistes locaux... [qui] achetaient des marchandises directement à Port-au-Prince, obtenant des prêts à taux zéro (auprès de connaissances et fondés sur la confiance), fournissaient à des intermédiaires des marchandises qu'ils transportaient à l'aide de moyens rudimentaires [à dos d'âne ou de mule. Les intermédiaires vendaient ensuite] ces marchandises à de nombreux détaillants en leur faisant un crédit journalier... Sinon, les Madame Saras [les femmes qui assurent le transport et l'échange de marchandises entre les zones rurales et la capitale] [achetaient et vendaient] directement aux fournisseurs généraux des marchés et approvisionnaient les détaillants des marchés locaux. À la suite des inondations, les grossistes ont perdu leurs moyens de transport et installations de stockage (camions endommagés, entrepôts détruits) [et se sont retrouvés endettés]. Les intermédiaires et les détaillants, y compris les Madame Saras, ont été atteints tant sur le plan des transports que des stocks... Les fournisseurs généraux des marchés n'ont pas été touchés."

Source: Creti et Jaspars, 2007

bancaire et a limité les possibilités pour les détaillants et les négociants de se réapprovisionner (PAM, 2005c). Comme les négociants sont souvent les principales sources de crédit dans les pays en développement, après un choc, le crédit accordé aux ménages tend à être très limité. Les situations d'urgence peuvent également empêcher les prêts entre proches et au sein des réseaux sociaux, car les membres d'un village ont tous besoin d'argent en même temps.

La concurrence, les asymétries d'information et d'autres défaillances des marchés

La plupart des situations d'urgence augmentent la probabilité de défaillances des marchés car le nombre de vendeurs diminue et les coûts de transaction, les risques, l'incertitude et les asymétries d'information augmentent. L'accroissement de ces dernières fait que les négociants connaissent parfois les prix ou les disponibilités mieux que leurs clients et qu'ils risquent de les exploiter pour leur bénéfice personnel.

Lorsque le nombre de négociants qui desservent une région touchée diminue, ceux qui restent peuvent acquérir un pouvoir de marché ou s'entendre entre eux et obtenir des prix de vente et marges bénéficiaires supérieurs. Cela risque de se produire tout particulièrement lors de conflits armés, quand les marchés sont soumis aux interventions de négociants associés aux factions en conflit, qui profitent de leurs relations avec ceux qui sont au pouvoir. Ainsi, durant le conflit de la fin des années 80 qui a frappé le Sud du Soudan, les négociants qui livraient leurs marchandises

par voie ferrée ont réussi à maintenir les prix à un niveau élevé en limitant les quantités livrées. Les avantages résultant des prix excessifs étaient limités à quelques riches négociants qui avaient des relations (Keen, 1994; voir l'encadré ci-dessous).

Les situations d'urgence sont en général à l'avantage des négociants qui possèdent des stocks d'aliments, des moyens de transport et de stockage et jouissent d'un accès aux financements. Dans les conflits, les marchés peuvent être manipulés pour le bénéfice de groupes qui disposent d'une influence politique, ou pour éliminer des populations en limitant leur accès aux denrées alimentaires.

Les situations d'urgence peuvent produire des asymétries d'information entre les participants du marché, parce que les conséquences des catastrophes sont perçues différemment par chacun et que des informations objectives sur les dommages ne sont pas nécessairement disponibles. Cela peut susciter des problèmes si les disponibilités alimentaires sont estimées inférieures à ce qu'elles sont. Lorsque les agriculteurs et les négociants pensent que les prix vont augmenter, ils décident parfois de retenir leurs stocks pour les vendre ultérieurement aux prix élevés attendus.

Après une situation d'urgence, les gouvernements et les organismes internationaux sont contraints de prendre des décisions politiques compliquées. Lors de l'évaluation des besoins et des recommandations, il est important d'analyser les marchés et de discerner comment ils détermineront les disponibilités alimentaires. Les simulations de réponses politiques à une sécheresse qui avait frappé la Zambie ont montré

Le rôle des marchés dans les conflits violents

Les conflits violents ont joué un rôle important dans de nombreuses famines et situations d'urgence alimentaires ces dernières décennies, y compris en Éthiopie au milieu des années 80, au Soudan de 1987 à 1991 et en Somalie en 1992. Les marchés sont souvent gravement touchés par les violences. Certains pensent que leur dysfonctionnement n'est pas une conséquence involontaire des violences, mais le résultat délibéré de manipulations des marchés, "les marchés forcés" (Keen, 1994), visant à produire des avantages économiques qui pourront contribuer au financement des violences et donneront des raisons de les poursuivre. Les avantages économiques ont joué un rôle moteur important dans plusieurs conflits (Collier et Hoeffler, 1998; Berdal et Malone, 2000). Les ressources naturelles, par exemple les diamants, ont occupé une place majeure à cet égard. Dans certains cas, l'aide alimentaire a joué un rôle semblable. Les violences ont été utilisées pour déclencher des mesures d'aide, qui ont créé des possibilités de pillage (Berdal et Malone, 2000).

Tableau 8.1 – Impact d'une sécheresse sur la sécurité alimentaire: simulations concernant la Zambie

Changement simulé, en pourcentage, après une baisse de la production de maïs de 30 %	Autarcie		Avec importations		
	Sans remplacement du maïs par le manioc (%)	Avec remplacement du maïs par le manioc (%)	Importations publiques de faible importance (y compris aide alimentaire) (%)	Importations publiques importantes (y compris aide alimentaire) (%)	Importations publiques de faible importance annoncées mais non réalisées (%)
Prix du maïs	150	150	36	2	104
Consommation totale: maïs plus manioc, en équivalent maïs	-24	-15	-7	-1	-12

Source: adapté de Dorosh, Dradri et Haggblade, 2007

que l'aide alimentaire doit tenir compte des importations privées pour empêcher l'effondrement des prix et la sortie des denrées alimentaires du pays, qui déclencherait une crise (Dorosh, Dradri et Haggblade, 2007). Les promesses faites par les gouvernements d'importer de grandes quantités de denrées alimentaires risquent, si elles ne sont pas tenues, de dissuader les négociants privés d'importer, et d'augmenter la pénurie alimentaire qui frappera les ménages les plus vulnérables (tableau 8.1).

Quand la production et les stocks alimentaires locaux ont été détruits, les denrées alimentaires peuvent être importées de régions épargnées. Les marchés alimentaires sont entravés durant et après les situations d'urgence en raison de l'importance des risques et des incertitudes, du peu d'informations, de la fréquence des mesures protectionnistes, de l'augmentation des coûts de transaction, du peu de surplus et de stocks, et de la petite taille des marchés en temps de famine.

L'atténuation des répercussions des situations d'urgence sur les marchés

Les répercussions des catastrophes sur les marchés doivent être prévenues et atténuées pour protéger la sécurité alimentaire des ménages vulnérables (Vincent, Tanner et Devereux, 2008). La mise en place, dans ce but, d'interventions spécifiques à une situation

d'urgence est difficile. Lors de situations d'urgence, l'assistance apportée aux ménages vise à fournir suffisamment d'aliments, d'eau, d'installations sanitaires et de soins de santé pour sauver les vies et préserver leurs moyens de subsistance en protégeant et en remplaçant leurs actifs. La satisfaction de ces besoins dépend en partie de la performance du marché (*intermezzo* 9.2). Le fonctionnement des marchés et les quantités que les négociants sont en mesure d'importer influent également sur la quantité d'assistance alimentaire nécessaire.

Les préparations à la reprise et au développement après une situation d'urgence alimentaire et humanitaire revêtent une importance fondamentale. Il est aussi crucial de ne pas endommager les marchés, car ils peuvent soutenir la reprise. Parmi les interventions favorables aux marchés qui peuvent être mises en œuvre durant une situation d'urgence figurent:

- *l'augmentation des disponibilités et la stabilisation des prix*, en encourageant les importations privées par la réduction des impôts et des tarifs douaniers, le déblocage de stocks alimentaires de l'État ou des initiatives visant à compléter les importations de l'État;
- *des mesures visant à faciliter ou à soutenir le transport des marchandises*, par la réparation des infrastructures endommagées;
- *des dispositions visant à faciliter l'accès aux marchés complémentaires*; les négociants dont les stocks ont

été détruits et qui n'ont pas les moyens financiers de se réapprovisionner pourraient bénéficier de prêts, de subventions ou de garanties de prêts qui leur permettraient d'emprunter sans nantissement; et

- *la communication de messages clairs*; les gouvernements et les organismes d'aide doivent donner des informations claires aux négociants privés sur le volume des interventions en nature ou en espèces pour que les négociants puissent s'adapter à la demande attendue du marché.

La reconstruction des marchés

Les programmes d'aide humanitaire tentent de satisfaire aux besoins immédiats des populations touchées. La nécessité urgente de sauver des vies, souvent associée à des financements inflexibles et à court terme, peut faire obstacle à la nécessité de concentrer les efforts sur la reconstruction des marchés et sur l'analyse en profondeur nécessaire pour comprendre comment fonctionnent les marchés dans des contextes spécifiques.

Le personnel humanitaire n'est pas toujours bien informé sur l'économie et le fonctionnement des marchés alimentaires. Il peut répugner à trouver des solutions commerciales aux contraintes du marché. Des opinions et idées fausses apparaissent souvent dans le contexte de l'aide humanitaire, les élites profitant de la situation pour maximiser les possibilités commerciales, créer des distorsions, s'emparer des ressources de secours et essayer de consolider leur propre positionnement sur le marché. Les querelles au sujet des ressources économiques et les inégalités endémiques sous-tendent de nombreux conflits et ont tendance à être plus prononcées dans le contexte d'une crise humanitaire.

Il est nécessaire d'évaluer les marchés locaux au début de la crise; les secours humanitaires doivent viser à maintenir la sécurité alimentaire ou même "à reconstruire en mieux", pour citer un slogan relatif aux efforts de reconstruction déployés après le tsunami survenu au Sri Lanka (Kennedy *et al.*, 2008).

Le développement des marchés doit être soutenu peu après la crise ou durant les crises de faible intensité. La reconstruction des marchés endommagés nécessite

essentiellement une sécurité et une stabilité raisonnables. Pour empêcher les fonds de secours de nuire aux initiatives de développement, il peut être essentiel de collaborer avec les entreprises du secteur privé, au lieu de créer des canaux d'approvisionnement parallèles (The SEEP Network, 2007).

La mise en œuvre de stratégies de développement des marchés exige l'apport d'un financement flexible par des donateurs, associé à des objectifs intégrés de secours et de développement. Les objectifs des programmes, les critères de performance et les incitations au personnel et aux bénéficiaires doivent être liés aux résultats plus étroitement qu'ils ne l'ont généralement été dans les opérations de secours (The SEEP Network, 2007).

Pour donner une impulsion à la production et rétablir les marchés après une situation d'urgence, des infrastructures ont parfois besoin d'être restaurées, reconstruites ou mises en place. Cependant, il est difficile pour les communautés en proie à la pauvreté frappées par une situation d'urgence de se consacrer à la reconstruction des infrastructures pour relancer le développement, car leurs membres sont souvent occupés à trouver à manger pour leur famille.

Les programmes Vivres ou Espèces contre travail" visent à aider les ménages à commencer à sortir du piège faim-pauvreté. Les travailleurs reçoivent de l'argent ou des rations alimentaires pour la construction d'infrastructures essentielles comme les barrages, les routes, les structures d'assainissement des marais, les terrasses de culture, les installations d'approvisionnement en eau et les bassins d'alimentation. Dans les pays déchirés par la guerre, le PAM offre une aide alimentaire pour inciter les anciens combattants à acquérir de nouvelles compétences et à déposer leurs armes.

Pour réduire le coût du transport des aliments et d'autres secours humanitaires, le PAM participe à un projet routier de grande envergure au Sud du Soudan depuis 2006. Environ 3 000 km de routes ont été reconstruits et déminés, ce qui a amélioré les liaisons entre, d'une part, le Soudan et, de l'autre, le Kenya et l'Ouganda, ainsi qu'entre le Nil et un réseau de routes de desserte. Le projet facilite non seulement les

transports de denrées alimentaires du PAM, mais il revitalise également le commerce et facilite le retour des personnes déplacées. En un an, les mouvements de véhicules recensés sur la route qui relie Juba à l'Ouganda ont grimpé de 0 à 200 par jour. D'après une étude récente du PAM, les routes construites jusqu'à présent ont diminué de moitié la durée moyenne des trajets aux marchés, aux écoles et aux dispensaires et réduit les prix des céréales dans les lieux reliés au réseau routier.

Le fonctionnement des marchés avant et durant une situation d'urgence a des implications importantes pour les mesures à mettre en œuvre pour y remédier, et par conséquent les évaluations doivent englober une analyse du marché. Les interventions doivent être flexibles et adaptées au contexte local et doivent également faire usage des marchés, les soutenir ou les reconstruire, selon les besoins.

Une situation d'urgence peut porter gravement atteinte au marché. Pour prendre des mesures efficaces et efficaces, il est essentiel de bien comprendre les liens entre un choc et la sécurité alimentaire. Les marchés peuvent aider les pauvres qui souffrent de la faim non seulement à conserver leurs moyens de subsistance, mais aussi à protéger leur sécurité alimentaire. Toutefois, des interventions sont parfois nécessaires pour gérer la vulnérabilité et remédier à l'insécurité alimentaire. L'État doit intervenir et soutenir les marchés au moyen d'infrastructures et d'institutions. Le chapitre suivant décrit pourquoi des interventions peuvent être mises en œuvre, quand et comment, et quelle forme elles peuvent revêtir.

Intermezzo 8.1: L'analyse des marchés par le PAM

Ces dernières années, le PAM a amélioré considérablement sa capacité à mener des analyses de marchés, en particulier par le biais du projet Renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence (SENAC), financé par le Canada, le Danemark, la Commission européenne, l'Allemagne et Citigroup. Une vingtaine de profils de marché ont été élaborés, plusieurs études documentaires ont été publiées sur tout un éventail de sujets et trois ateliers ont été organisés. Ceux-ci vont au-delà des profils de marché et visent à renforcer les liens entre l'analyse de marché, les recommandations et les décisions en intégrant l'analyse de marché aux évaluations.

Le PAM a élaboré des bonnes pratiques pour l'intégration d'une analyse du marché aux évaluations de la sécurité et des besoins alimentaires. Les nouveaux guides à l'intention des missions d'évaluation de la sécurité alimentaire et des récoltes, les évaluations complètes de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité et les évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence contiennent des conseils détaillés sur l'analyse de marché.

Le PAM a également établi des outils et conseils visant à faciliter le travail des responsables d'évaluations. Des outils ont ainsi été préparés pour:

- l'analyse des prix, des prix parité importation, des marges de commercialisation et des termes de l'échange;
- l'analyse des effets de la hausse des prix des aliments sur la sécurité alimentaire;
- l'analyse de la saisonnalité, et la prévision des prix;
- l'estimation des effets des chocs des marchés sur la sécurité alimentaire de différentes catégories de ménages;
- la détermination et l'utilisation des élasticités;
- la détermination du degré d'intégration du marché;
- l'estimation des impacts du choc, de l'aide alimentaire et des options politiques au moyen d'un modèle multi-marché.

Des questionnaires types ont été élaborés pour les enquêtes auprès de ménages, de négociants et de groupes de discussion qui accordent une attention particulière aux marchés. Le modèle multi-marchés prend la forme d'une feuille de calcul Excel qui

permet d'estimer les répercussions des chocs sur les prix alimentaires et d'évaluer en même temps les effets de ces variations de prix sur les consommateurs, les producteurs et les négociants. Le modèle peut prédire les effets de divers chocs, comme une sécheresse; des politiques, telles que les interdictions d'importation/exportation; et des interventions mises en œuvre dans le cadre de programmes, comme l'aide alimentaire, les transferts en espèces et les achats locaux. Il peut également estimer la quantité d'aide alimentaire qui peut être importée sans perturber le marché. La feuille de calcul a été mise au point pour la Zambie et a été appliquée également en Éthiopie et au Niger.

L'analyse du marché a fait une différence. Ainsi, l'évaluation des besoins de l'urgence menée au Darfour en 2007 a permis de conclure que le remplacement à grande échelle de l'aide alimentaire par des transferts en espèces n'était pas une solution viable, mais qu'il était envisageable de compléter les transferts alimentaires par une aide en espèces ou des bons d'alimentation à titre d'essai, pour empêcher que les bénéficiaires de l'aide alimentaire ne la vendent pour couvrir les coûts de mouture et le remboursement des dettes. L'utilisation de bons pour la mouture a été étudiée en 2008, mais elle dépend de la sécurité. La distribution à grande échelle d'argent ou de bons était impossible, car les prix parité importation étaient si élevés que les négociants privés n'avaient pas de motif de faire venir des céréales au Darfour de l'étranger ou du Soudan oriental. Cependant, le transport de céréales du Soudan oriental a été moins coûteux que leur importation, ce qui a donné la possibilité d'un approvisionnement local.

Au Bangladesh, après le passage du cyclone Sidr en novembre 2007, l'assistance alimentaire a été prolongée de plusieurs mois, à cause en partie de l'analyse du marché qui avait été incluse dans l'évaluation des besoins alimentaires d'urgence. Cette analyse a conclu que l'augmentation des prix du riz avait des effets négatifs sur la sécurité alimentaire des ménages et la nutrition et que les disponibilités alimentaires pouvaient être problématiques à cause de restrictions à l'exportation imposées par l'Inde, qui avait été une source importante d'importations de riz pour le Bangladesh lors d'insuffisances de la production intérieure.

8 Le rôle des marchés dans les situations d'urgence

Après le séisme pakistanais, l'aide alimentaire du PAM a ciblé les zones rurales car l'évaluation avait conclu que les marchés se rétablissaient dans la plupart des zones urbaines et semi-urbaines. Sur les 2,3 millions de personnes qui avaient besoin d'une aide alimentaire, l'évaluation des besoins a permis d'identifier seulement 230 000 personnes dans les zones urbaines et semi-urbaines les plus gravement touchées en se concentrant sur les zones où le rétablissement des marchés était le plus lent. Dans les autres zones urbaines et semi-urbaines moins touchées, où les marchés étaient intégrés, des interventions monétaires ont été recommandées.

Le PAM a également mené, notamment au Darfour, en Géorgie et au Malawi, des évaluations pour déterminer si l'aide en espèces ou les bons d'alimentation étaient appropriés et faisables, et

dans quelles régions. L'analyse des marchés a occupé une place centrale dans ces évaluations, mais d'autres aspects, comme les capacités de mise en œuvre, ont également été examinés (*intermezzo 9.2*).

Le coût élevé des aliments a placé l'analyse des marchés au cœur des préoccupations du PAM. Une panoplie d'outils a été mise au point pour faciliter l'évaluation des répercussions de la hausse des prix des aliments sur la sécurité alimentaire. Les évaluations ont inclus notamment l'analyse des prix et de leurs répercussions sur la sécurité alimentaire. L'analyse des marchés joue également un rôle critique dans l'analyse des effets de la crise financière mondiale, par exemple sur les revenus, l'emploi, les exportations et les taux de change, et sur les incidences qu'ils ont à leur tour sur la sécurité alimentaire.

Les marchés offrent d'immenses possibilités aux pauvres qui souffrent de la faim, mais ils ont besoin du soutien d'institutions et d'infrastructures. Ils doivent également être complétés par des systèmes de protection sociale et des interventions nutritionnelles.

La **troisième partie** décrit les solutions politiques et les mesures que peuvent prendre divers acteurs, y compris les gouvernements, pour veiller à ce que les marchés fonctionnent pour le bien des pauvres qui souffrent de la faim. Le **chapitre 9** décrit pourquoi, comment et quand des mesures doivent être prises, la forme qu'elles doivent revêtir et qui doit s'en charger. Il passe en revue les pour et les contre de diverses mesures susceptibles d'être prises relativement aux denrées alimentaires de base, des marchés internationaux et des marchés complémentaires, lesquelles doivent être complétées par des systèmes de protection sociale et des interventions axées sur la nutrition. Le **chapitre 10** souligne dix actions prioritaires visant à contribuer à enrayer le cercle vicieux de la faim et de la pauvreté.

9 Faire fonctionner les marchés pour les pauvres qui souffrent de la faim

“L’important pour un gouvernement n’est pas d’accomplir ce que des individus font déjà, en le faisant un peu mieux ou un peu moins bien, mais de se charger des choses qui, actuellement, ne sont pas faites du tout.”

John Maynard Keynes, 1926

À certains moments, les marchés offrent aux pauvres qui souffrent de la faim le contexte le plus favorable pour le maintien de leurs moyens de subsistance et la protection de la sécurité alimentaire. Cependant, il est souvent nécessaire que les gouvernements agissent pour gérer la vulnérabilité et remédier à l’insécurité alimentaire, et il est toujours souhaitable qu’ils le fassent pour orienter et discipliner les marchés, en particulier durant les premiers stades du développement économique et agricole ou dans les situations de transition (Timmer, 2008). Les progrès remarquables accomplis par la Chine dans la réduction de la pauvreté s’expliquent principalement par le fait que ce pays “n’a pas commis l’erreur de croire que la libéralisation des marchés nécessite un affaiblissement des institutions de l’État... Il est clair que la combinaison de pratiques judicieuses d’élaboration de politiques et d’institutions publiques dynamiques a constitué un élément clé du succès de la Chine contre la pauvreté. Et il est clair également que les deux ingrédients se complètent et ne se remplacent pas” (Ravallion, 2008). Cependant, la mise en œuvre de mesures inadaptées peut être pire que l’absence de mesures, et des compromis sont souvent nécessaires.

Les marchés, leurs défaillances et les interventions

Pourquoi intervenir dans les marchés?

Les défaillances des marchés s’expliquent par plusieurs raisons: les externalités, le pouvoir de marché, les biens publics et l’imperfection des informations (chapitre 2). Si les marchés induisent en erreur les producteurs, les négociants et les consommateurs, ces catégories d’intervenants auront tendance à répartir leurs faibles ressources de manière erronée et contribueront ainsi à l’insécurité alimentaire. Les mesures visant à améliorer le fonctionnement du marché peuvent empêcher ou

atténuer les effets des défaillances des marchés et améliorer l’accès des ménages aux aliments, les disponibilités alimentaires locales et, dans certains cas, l’utilisation des aliments.

La correction des défaillances des marchés ne constitue pas la seule raison d’intervenir: l’intervention peut être motivée par le désir de lutter contre la faim, de renforcer le soutien politique, de stabiliser les prix et de garantir l’autosuffisance alimentaire intérieure. Adam Smith lui-même, le père du concept du marché libre, “n’a pas hésité à étudier les circonstances économiques dans lesquelles des restrictions particulières peuvent être proposées judicieusement, ou les domaines économiques dans lesquels des institutions extérieures au marché seraient fortement nécessaires pour compléter ce que peuvent accomplir les marchés” (Sen, 2000). En 2007 et 2008, les gouvernements ont mis en œuvre un large éventail de politiques pour atténuer les effets du coût élevé des denrées alimentaires.

Cependant, de même que les interventions peuvent atténuer les défaillances des marchés, elles peuvent également provoquer des distorsions qui ont des répercussions négatives sur les décisions concernant la répartition des ressources à court et à long termes. Les gouvernements doivent trouver un juste milieu. “Il demeure nécessaire de s’intéresser en même temps à l’efficacité et aux aspects de l’équité du problème, car toute ingérence dans le fonctionnement du mécanisme du marché motivée par un désir d’équité peut affaiblir les progrès en matière d’efficacité alors même qu’elle encourage l’équité” (Sen, 2000).

Les biens publics, les institutions et le fonctionnement des marchés

La réussite des interventions menées au niveau des marchés dépend de plusieurs facteurs, y compris la qualité de leur conception et de leur mise en œuvre. La réaction aux interventions dépend en partie de l’existence de biens publics comme les infrastructures locales, les systèmes d’information sur les marchés, la recherche et le développement, la vulgarisation agricole et la capacité à faire respecter les contrats. La fourniture de biens publics et l’amélioration de la performance du marché peuvent diminuer les coûts de

transaction, les asymétries d'information et les défaillances de coordination, augmentant indirectement aussi bien les disponibilités alimentaires que l'accès à la nourriture. "Lorsque les marchés et les systèmes de production alimentaire sont faibles, la stratégie la plus efficace consiste non pas à les abandonner (aux États qui sont sans doute également affaiblis), mais plutôt de les renforcer au moyen des investissements nécessaires" (Barrett, 2002).

La fourniture de biens publics peut atténuer ou éliminer la nécessité d'intervenir dans les marchés. "Le rôle très important qu'ont joué ces biens publics dans la révolution verte asiatique... souligne la nécessité pour les gouvernements africains et les donateurs de s'engager fortement à en améliorer la fourniture. Il est de plus en plus clair que le manque d'investissement dans ces biens au cours des 20 dernières années limite aujourd'hui l'expansion de l'intensification agricole au-delà des zones à fort potentiel et des secteurs d'exportation" (Crawford *et al.*, 2003).

Qui doit prendre des mesures?

Aujourd'hui, la participation de l'État est en général plus réduite que celle préconisée par de nombreux économistes du développement dans les années 50, dont elle est aussi différente, mais elle est néanmoins critique. Au lieu de s'occuper directement de produire des biens et des services, les gouvernements ont pour rôle important de mettre en œuvre des politiques constructives, de créer un environnement réglementaire, de mettre en place des institutions et de fournir des biens publics.

Les gouvernements ont accès à de nombreux leviers politiques. Ils fixent les tarifs douaniers, mettent en œuvre les politiques commerciales et établissent les niveaux de dépense et les régimes des taux de change. Toutes ces mesures ont des répercussions sur les disponibilités alimentaires nationales et internationales. Les actions visant à améliorer la sécurité alimentaire au niveau local et national peuvent avoir des conséquences pour les partenaires commerciaux régionaux et, dans certains cas, les marchés internationaux. Cependant, les gouvernements n'ont pas toujours la capacité d'agir efficacement, et leur intervention peut rester sans effet, ou affaiblir les

marchés (Barrett, 2002). Les déficits budgétaires, le manque d'informations ou de capacités, les déficiences internes et la corruption peuvent tous limiter l'efficacité des actions gouvernementales.

Bien que les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et d'autres acteurs, tels que les organisations des Nations Unies, n'aient peut-être pas accès directement aux leviers politiques nationaux, ils sont en mesure d'influencer les marchés locaux et régionaux et de recommander des changements aux politiques gouvernementales qui pourront à terme améliorer la sécurité alimentaire, tels que l'élimination des barrières commerciales. À côté de cela, le secteur privé a appliqué des innovations qui ont amélioré l'accès à divers marchés et produits (Mendoza et Thelen, 2008), comme l'agriculture contractuelle (chapitre 5) et des mesures pour permettre aux illettrés d'accéder à des téléphones portables solides et abordables.

Le rôle des acteurs non étatiques dans le développement a augmenté de manière spectaculaire au cours des dernières décennies sous l'effet de la mondialisation, des innovations technologiques et de la libéralisation politique et économique. Ainsi, les partenariats entre le secteur public et le secteur privé ont pris une importance croissante ces dernières années, en partie parce que le clivage entre marchés et gouvernements s'est transformé en une approche marché-et-gouvernements. Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé se sont notamment développés dans les domaines de la nutrition, de la microfinance et des systèmes d'information des marchés. Les possibilités sont multiples.

Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé découlent de la prise de conscience qu'un grand nombre des problèmes mondiaux sont trop vastes, trop complexes et trop interdépendants pour pouvoir être résolus isolément par un seul acteur et que l'efficacité peut être plus grande lorsque plusieurs organisations unissent leurs forces. Des formes et divisions diverses du travail existent parmi les partenaires concernant le financement, le partage des risques, la définition des normes et la production. Parmi les facteurs critiques de succès figurent les objectifs et indicateurs communs par rapport auxquels

la performance conjointe peut être mesurée, la définition précise des rôles, des attentes, des capacités et des responsabilités décisionnelles de tous les partenaires, ainsi qu'une communication ouverte et une capacité à rendre des comptes.

Au bout du compte, ce sont les gouvernements qui restent responsables de garantir la sécurité alimentaire et de faire respecter le droit à une alimentation adéquate, mais ils peuvent être plus efficaces s'ils collaborent avec des partenaires. Lorsque les pouvoirs publics nationaux sont incapables de garantir la sécurité alimentaire ou qu'ils n'y sont pas disposés, la communauté internationale peut apporter une aide.

Comment intervenir dans les marchés

Les actions dépendent des contextes et des capacités des marchés et ménages locaux. Si les politiques sont éventuellement relativement faciles à définir, elles peuvent néanmoins être appliquées de nombreuses manières différentes et conduire à des résultats très divers. Certaines incitations sont opérationnalisées directement dans les marchés alimentaires; d'autres influencent indirectement les marchés complémentaires et même les sphères extérieures au marché. Les actions directes qui modifient l'offre et les prix des aliments peuvent remédier aux défaillances relatives à l'accès, à la disponibilité et à l'utilisation. Parmi les actions indirectes menées dans les marchés complémentaires figurent le renforcement des marchés, l'ajustement des politiques commerciales, le soutien de l'accès aux intrants agricoles et l'amélioration du pouvoir d'achat par une législation sur le salaire minimum et un accès au crédit. Ces

actions sont "indirectes" car leur effet sur la sécurité alimentaire tend à se faire sentir par l'amélioration de la performance des forces du marché. Les programmes axés sur les filets de protection sociale visant à améliorer l'utilisation des denrées alimentaires ou l'accès à la nourriture représentent souvent des éléments importants de la stratégie de sécurité alimentaire et peuvent être ciblés de manière à toucher les ménages nécessiteux.

Une action unique peut avoir des effets sur plusieurs aspects de l'insécurité alimentaire. En particulier, les mesures de renforcement des marchés par l'amélioration des infrastructures, des institutions et de la concurrence peuvent en même temps accroître l'accès, les disponibilités et l'utilisation. Dans d'autres cas, il peut s'avérer nécessaire de coordonner plusieurs leviers politiques pour encourager les marchés à réagir et veiller à ce que les ménages reçoivent ce dont ils ont besoin.

Pour minimiser les effets négatifs potentiels des actions de l'État sur le secteur privé, les gouvernements doivent respecter un certain nombre de principes (voir l'encadré ci-dessous).

Quand intervenir dans les marchés: amélioration des informations sur l'insécurité alimentaire

Dans les régions reculées et mal intégrées, les informations concernant les pénuries éventuelles de denrées alimentaires ou la réduction de l'accès des ménages peuvent prendre un certain temps pour parvenir à l'extérieur. Il est souvent nécessaire

Principes d'action

- **Analyse:** l'action doit reposer sur une analyse. Quel est le problème? Pourquoi l'action proposée? Comment résout-elle le problème? Quels sont les arbitrages entre différentes actions?
- **Transparence:** expliquer clairement l'action menée et ses raisons. Des consultations avec les parties prenantes sont recommandées.
- **Prévisibilité:** les actions imprévisibles risquent d'avoir un effet négatif sur le secteur privé car elles suscitent des incertitudes quant aux incitations qu'elles offrent. Il peut être utile d'établir des règles à respecter lors de la prise de décisions.
- **Cohérence:** les actions concordent-elles les unes avec les autres et avec les autres politiques? L'incohérence réduit considérablement leur efficacité.
- **Mise en œuvre:** les actions annoncées dont la mise en œuvre s'avère impossible peuvent avoir des effets négatifs, par exemple sur le secteur privé.

9 Faire fonctionner les marchés pour les pauvres qui souffrent de la faim

Tableau 9.1 – Conséquences d’actions courantes en faveur de la sécurité alimentaire et points à surveiller

	Conséquences voulues	Points à surveiller
Actions directes sur le marché: actions relatives aux prix		
Stabilisation des prix à la production par des offices de commercialisation publics	Encourage la production en stabilisant les prix et en fournissant des intrants subventionnés ou un autre type d’assistance	<ul style="list-style-type: none"> • Risque à long terme de décourager l’innovation et le développement du marché • Les mesures imprévisibles peuvent décourager le secteur privé à court terme • Les offices de commercialisation sont souvent coûteux à cause des subventions, des inefficacités et/ou de la corruption • Ne favorise pas la participation du secteur privé à la détention des stocks
Stabilisation des prix aux consommateurs, y compris par des subventions ou des plafonds	Empêche les prix d’augmenter et accroît l’accès des ménages	<ul style="list-style-type: none"> • Si les prix restent trop bas, cela risque à long terme de décourager la production agricole • Coûteux, fardeau pour les finances de l’État • Quand les interventions ne sont pas ciblées, les ménages qui n’en ont pas besoin bénéficient de prix inférieurs
Affichage des prix	Stabilise les prix Fournit des informations sur le marché et facilite la connaissance des prix	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite un environnement macroéconomique stable • Doit refléter les augmentations des coûts
Actions directes sur le marché: actions non liées au prix		
Diminution des tarifs douaniers sur les aliments de base	Diminue les prix relatifs des importations et peut conduire à une augmentation de ces dernières	<ul style="list-style-type: none"> • Si les gouvernements sont tributaires de ces droits pour leurs revenus, ils s’exposent à des pertes fiscales • Si cette diminution est rapide et importante, elle peut perturber la production intérieure
Élimination des obstacles à l’importation	Diminue les prix relatifs des importations et peut conduire à une augmentation de ces dernières	<ul style="list-style-type: none"> • Si cette diminution est rapide et importante, elle peut perturber la production intérieure
Imposition de restrictions à l’exportation	Empêche les denrées alimentaires de sortir du pays	<ul style="list-style-type: none"> • À long terme, risque de dissuader les producteurs, surtout ceux qui dépendent de l’exportation • Peut être inefficace car c’est une mesure non ciblée • A une incidence négative sur la sécurité alimentaire et sur les disponibilités alimentaires dans les pays voisins et les pays importateurs nets de denrées alimentaires • Risque d’être inefficace si les frontières sont poreuses et en raison du pouvoir de marché
Déblocage de stocks stratégiques de céréales	Augmente les disponibilités alimentaires lors d’une pénurie imprévue Peut être utilisé pour des subventions ciblées aux consommateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Les stocks coûtent cher à gérer et à conserver • Peut dissuader le secteur privé de se charger du stockage et de la commercialisation des aliments
Déblocage de réserves monétaires stratégiques	Si utilisé pour l’achat et l’importation de denrées alimentaires, augmente les disponibilités	<ul style="list-style-type: none"> • Peut représenter un fardeau fiscal pour les gouvernements • Peut faire l’objet d’une corruption, surtout dans les pays où la gestion des affaires publiques est faible
Monétisation	Vente d’aide alimentaire sur les marchés locaux, ce qui augmente l’offre	<ul style="list-style-type: none"> • Peut constituer un frein à la production au niveau local car risque de faire baisser les prix • Le moment peut être mal choisi
Contrats à terme et options	Protège les gouvernements, les importateurs et les ONG des variations futures des prix Élimine les risques liés aux prix et rend les décisions plus efficaces	<ul style="list-style-type: none"> • Outils complexes nécessitant de vastes connaissances et des institutions efficaces
Actions menées dans les marchés complémentaires		
Augmentation des biens publics, y compris les infrastructures et les informations des marchés	Améliore le fonctionnement du marché pour encourager les investissements, la production et l’accès aux marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite une planification, une coordination et une mise en œuvre rigoureuses
Investissements dans la recherche et la vulgarisation agricoles	Favorise la productivité et l’augmentation potentielle de l’offre	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite des capacités locales, en particulier pour l’adaptation aux conditions locales
Amélioration des marchés du travail et création d’emplois	Augmente le pouvoir d’achat des ménages	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite une planification, une coordination et une mise en œuvre rigoureuses

Tableau 9.1 – suite

	Conséquences voulues	Points à surveiller
Protection des actifs productifs	Empêche les ménages, les négociants et les producteurs de se lancer dans des stratégies de survie préjudiciables	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité optimale dans le cadre d'une stratégie nationale de protection sociale
Amélioration de l'accès aux financements: crédit, épargne et assurance	Améliore l'accès aux denrées alimentaires et permet aux bénéficiaires d'acheter des intrants et d'investir dans des actifs productifs ou d'éviter d'avoir à s'en défaire	<ul style="list-style-type: none"> • Les innovations doivent être adaptées au contexte local • Les pauvres les plus démunis nécessitent une attention spéciale; tout effort visant à améliorer la durabilité financière les exclurait
Assurance contre la variabilité du temps	Atténue les risques météorologiques associés à la production alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • L'assurance doit être structurée de manière à ce que les indemnités soient versées au moment opportun • Des problèmes de danger moral pourraient résulter de politiques d'assurance inappropriées
Subvention des intrants	Encourage la production	<ul style="list-style-type: none"> • Peut représenter un fardeau fiscal pour les gouvernements • Peut dissuader le secteur privé • Privilégie en partie les agriculteurs les plus riches • Une fois établie, peut être difficile à supprimer • Peuvent être difficiles et coûteuses à établir et à maintenir
Création d'associations de commercialisation pour les producteurs	Soutient les producteurs locaux, ce qui peut conduire à une augmentation de la production	<ul style="list-style-type: none"> • Peuvent être difficiles et coûteuses à établir et à maintenir
Instruments de protection sociale		
Création de magasins de rationnement	Donne au bénéficiaire accès à des denrées alimentaires de base dans des magasins à prix fixe	<ul style="list-style-type: none"> • Si les produits subventionnés sont mal choisis, les magasins de rationnement risquent d'attirer des catégories aisées de la population • Frais administratifs
Distribution de vivres, y compris des produits alimentaires enrichis	Augmente l'accès des bénéficiaires aux aliments	<ul style="list-style-type: none"> • Si le moment de la distribution ou les bénéficiaires sont mal choisis, peut avoir des effets négatifs involontaires sur les marchés • Peut être relativement coûteux
Distribution d'argent	Permet aux bénéficiaires d'acheter les produits nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut que les marchés fonctionnent • Nécessite une capacité de mise en œuvre • Peut compromettre les objectifs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition • Sensible à la corruption • Risque sécuritaire dans les environnements instables et caractérisés par un manque de sécurité
Distribution de bons d'alimentation	Permet aux bénéficiaires d'échanger des bons d'alimentation pour des produits alimentaires dans les magasins locaux	<ul style="list-style-type: none"> • Il faut que les marchés fonctionnent • Nécessite une capacité de mise en œuvre • Suppose la coopération des fournisseurs
Mesures nutritionnelles		
Enrichissement des aliments	Fournit les micronutriments nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé sont importants • Peut nécessiter des installations relativement importantes de mouture pour garantir la durabilité • Les aliments enrichis doivent être consommés par la majorité de la population
Fourniture de produits alimentaires enrichis spécifiques ou de suppléments pour satisfaire aux besoins nutritionnels des populations ciblées	Fournit les macro- et micronutriments nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> • Des projets pilotes concernant des produits particuliers sont en cours, par exemple le mélange maïs-soja, le sel iodé et l'huile enrichie en vitamines A et D • Les suppléments multi-nutriments (micronutriments en poudre) sont relativement nouveaux mais prometteurs
Bons d'alimentation et distribution d'argent	Peuvent favoriser la diversité alimentaire Permettent un accès aux denrées alimentaires basé sur le marché	<ul style="list-style-type: none"> • Les distributions d'argent peuvent compromettre la sécurité alimentaire et les objectifs relatifs à la nutrition • Les bons d'alimentation axés sur des produits spécifiques pourraient être liés à la fourniture d'aliments enrichis (voir l'<i>intermezzo</i> 9.2) • Les répercussions sur la nutrition à long terme des enfants et leur absorption de micronutriments nécessitent d'autres études
Éducation à la nutrition	Aide les ménages à prendre des décisions bien fondées concernant les besoins nutritionnels	<ul style="list-style-type: none"> • La modification des habitudes demande du temps, surtout lorsque celles-ci sont liées aux traditions et à la culture • Nécessite des contacts multiples et des méthodes de persuasion
Étiquetage et assurance qualité	Garantit la sécurité sanitaire des aliments et informe les consommateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessite un contrôle rigoureux et des mesures de coercition

Le rôle des interventions dans les disponibilités alimentaires, l'accès à la nourriture et son utilisation

Les disponibilités

Les interventions relatives aux disponibilités visent à augmenter l'approvisionnement alimentaire par la production ou le commerce. Parmi les mesures utilisées pour améliorer les disponibilités alimentaires à court terme des ménages figurent le déblocage stratégique des réserves de céréales, les interdictions d'exportation, la monétisation de l'aide alimentaire et la réduction des tarifs douaniers pour inciter les négociants à importer. Si les disponibilités alimentaires augmentent suffisamment pour faire baisser les prix locaux, l'accès à la nourriture s'améliorera. Les actions menées dans les marchés complémentaires visant notamment à augmenter l'accès au crédit et aux intrants et à développer la vulgarisation, la recherche et les technologies agricoles peuvent également augmenter la productivité et les disponibilités à plus long terme. Les interventions visant à améliorer le fonctionnement du marché, comme la stabilisation des conditions macroéconomiques et les investissements dans les biens publics – structures du marché, institutions, transports et infrastructures de stockage – augmenteront l'accès et les disponibilités.

L'accès

Les interventions relatives à l'accès ont tendance à porter sur l'augmentation des revenus et l'élimination des barrières extérieures au marché. Lorsque la faiblesse des revenus empêche d'accéder aux aliments et provoque une insécurité alimentaire, ces contraintes peuvent être diminuées par l'accroissement de la productivité ou la création d'actifs, l'augmentation des possibilités de revenus et les transferts réalisés dans le cadre de filets de protection sociale. Certaines interventions relatives aux disponibilités qui augmentent l'offre et diminuent les prix des aliments de base améliorent le pouvoir d'achat, et donc l'accès.

L'utilisation

Les entraves aux disponibilités ou à l'accès exercent presque toujours des effets négatifs sur l'utilisation. Les interventions peuvent améliorer l'utilisation par les moyens suivants: 1) enrichissement des aliments par des micronutriments ou mélanges spéciaux d'acides aminés, de vitamines, de céréales et de légumineuses; 2) amélioration de la qualité des aliments par une amélioration du stockage ou des opérations de transformation, ou modification des habitudes de consommation et de préparation; et 3) protection ou amélioration des investissements réalisés dans des domaines autres que la nourriture – eau, assainissement, santé – qui ont un effet sur la capacité du corps à absorber les aliments. La réalisation d'investissements à long terme dans les services de base, y compris l'accès aux soins de santé pour les plus démunis, peut augmenter considérablement l'efficacité des aliments. L'association d'interventions relatives à l'utilisation et de programmes de filet de protection sociale concernant l'accès peut constituer un moyen peu coûteux d'améliorer la sécurité alimentaire (Barrett, 2002).

d'améliorer les flux d'informations entre les zones reculées et le reste du pays afin de déterminer quand et où prendre des mesures.

Le journalisme

Certains ont avancé qu'il ne se produit pas de famines dans les démocraties qui fonctionnent bien et où la presse est libre (Sen, 1989). Cependant, les famines qui ont frappé l'État de Bihar, en Inde, en 1966–1967, et le Soudan, en 1986–1989, sont survenues dans des régions qui étaient supposées bénéficier d'un système démocratique actif et de la liberté de la presse (Myhrvold-Hanssen, 2003). La "liberté de la presse" est un concept relatif, et toute libre qu'elle soit, la presse possède une influence limitée dans les pays et régions caractérisés par un faible taux d'alphabétisation (Baro et Deubel, 2006). Néanmoins, les médias peuvent jouer un rôle important en

sensibilisant les décideurs à l'imminence de problèmes de sécurité alimentaire.

Au Bangladesh, le PAM forme actuellement des journalistes aux questions de sécurité alimentaire et recommande qu'ils adoptent une approche préventive dans les reportages sur la faim. En général, les médias sont un dernier recours et ne passent à l'action que lorsque l'insécurité alimentaire et la famine sont imminentes, souvent longtemps après que des avertissements aient été lancés sur les dangers qui menaçaient; cela montre que les systèmes d'alerte précoce (SAP) représentent un complément essentiel du journalisme (Buchanan-Smith, 2002). La création d'un SAP efficace est tout particulièrement nécessaire dans les régions qui ne disposent pas d'une presse libre (Barrett, 2002).

Les systèmes d'alerte précoce

Les SAP peuvent fournir des informations sur la couverture des récoltes, les tendances climatiques et météorologiques, les prix, les termes de l'échange et les maladies. Ils peuvent déclencher des mesures de sécurité alimentaire avant que les moyens de subsistance ne soient endommagés et que les populations ne soient privées de ressources. L'analyse des données permet de déterminer les changements au niveau des disponibilités alimentaires ou de l'accès à la nourriture. La plupart des données peuvent faire l'objet d'interprétations différentes, cependant, et l'incapacité à communiquer des messages clairs et cohérents peut retarder la mise en œuvre de mesures en temps voulu (Buchanan-Smith, 2002).

Parmi les diverses raisons qui justifient l'intervention des gouvernements dans les marchés, la plus importante concerne la lutte contre la faim et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

L'action directe sur les marchés des aliments de base

Pour influencer les prix, les gouvernements peuvent instituer des prix planchers visant à protéger les producteurs, établir des prix plafonds pour protéger les consommateurs et accorder des subventions pour diminuer les prix d'achat des aliments ou des intrants. Ces interventions sont souvent combinées. Les prix planchers sont les prix minimum que les producteurs reçoivent pour leur marchandise, les prix plafonds sont

les montants maximum payés par les consommateurs et les prix subventionnés sont en général inférieurs aux prix du marché. Bien que ces actions soient encore très répandues, leur importance et leur efficacité sont controversées.

Interventions sur les prix

Certains économistes recommandent d'éliminer tous les contrôles des prix et de privatiser les marchés des denrées alimentaires de base pour encourager les négociants à "établir les prix justes"; d'autres affirment que sans infrastructures adéquates et institutions efficaces, les négociants seront incapables de combler les lacunes laissées par les politiques de libéralisation (Dorward et Kydd, 2004). Les efforts visant à établir des prix justes ont été déployés en général aux dépens d'autres interventions nécessaires, comme l'aménagement d'infrastructures (Kelly, Adesina et Gordon, 2003).

Certains ont affirmé que le maintien des prix à un niveau de 10 pour cent supérieur aux prix mondiaux permettrait aux pays importateurs de soutenir les revenus agricoles intérieurs tout en minimisant l'effet des prix sur les pauvres (Timmer, 2002). Cependant, les efforts de stabilisation, y compris la défense d'une fourchette de prix, sont problématiques. Les tentatives visant à déterminer le prix de tendance correct peuvent se heurter à des difficultés, en particulier dans le contexte actuel du coût élevé des denrées alimentaires, et la stabilisation à long terme peut conduire à des situations de recherche de rente, qui dissuadent de réaliser des innovations et de développer le marché.

Tableau 9.2 – Action directe sur les marchés des aliments de base au moyen de mesures liées aux prix

	Effet sur la sécurité alimentaire			Délai entre l'intervention et l'effet	
	Disponibilité	Accès	Utilisation	≤ 1 saison	> 1 saison
Stabilisation des prix à la production, y compris par le biais d'offices de commercialisation publics	X				X
Stabilisation des prix à la consommation, y compris au moyen de subventions ou de plafonds		X	X	X	
Affichage des prix		X		X	

Note: ce tableau est un outil heuristique. Les informations ne s'appliquaient pas nécessairement à tous les cas dans tous les marchés.

Les programmes de stabilisation des prix sont "dévastateurs par essence" pour les budgets des gouvernements et ont tendance à porter atteinte aux secteurs du crédit (Timmer, 1989). Un grand nombre des politiques de stabilisation à court terme relatives à la fixation des prix ont tendance au bout du compte à entrer en conflit avec les objectifs à plus long terme de développement du marché (Byerlee, Jayne et Myers, 2006).

La révolution verte asiatique a produit de bons résultats à cause des politiques de stabilisation des prix des céréales qui ont encouragé l'adoption de techniques innovantes, tout en minimisant la variabilité des prix (Cummings, Rashid et Gulati, 2006). La stabilisation des prix des céréales peut augmenter la croissance agricole et le développement économique d'ensemble, étant donné la capacité minimale des agriculteurs et des consommateurs à affronter les risques et la faiblesse de leurs revenus, mais les interventions doivent être limitées aux cas de défaillance des marchés. Les mesures d'intervention portant sur les prix sont moins efficaces lorsqu'elles ne sont pas associées à des mesures visant à améliorer la stabilité des prix, les infrastructures, les incitations et les investissements. Les politiques de stabilisation des prix sont coûteuses et difficiles à changer; lorsque les conditions évoluent, les politiques de stabilisation doivent suivre. La principale tâche, pour tout gouvernement désireux de soutenir les marchés alimentaires, doit consister à faire en sorte que les marchés fonctionnent bien; par conséquent, tout gouvernement qui soutient le marché des céréales doit constamment adapter ses politiques en tenant compte de l'évolution des conditions de commercialisation. Il doit envisager d'annuler les politiques de stabilisation des prix, à moins que la défaillance du marché ne soit apparente, ou que la pauvreté ne devienne endémique. Les gouvernements ne doivent intervenir que lorsque les prix intérieurs dépassent une certaine fourchette, en se servant des prix internationaux comme point de référence (Timmer, 2002; Cummings, Rashid et Gulati, 2006). À long terme, la stabilisation des conditions macroéconomiques, l'amélioration des informations sur le marché, la réduction des coûts de transaction, l'amélioration des marchés du crédit et de l'assurance, et le développement de filets de

protection sociale peuvent jouer un rôle plus bénéfique que les systèmes de stabilisation des prix (Gabre-Madhin, 2005).

Les offices de commercialisation gérés par l'État

Les offices de commercialisation gérés par l'État mettent en œuvre diverses politiques, telles que l'encouragement de l'augmentation de la production par le soutien des prix, une stabilisation des prix fondée sur la détermination des prix reçus par les producteurs et payés par les consommateurs, la mise en place d'un approvisionnement pour les réserves stratégiques et la fourniture d'intrants à des prix subventionnés. On pense depuis longtemps que les offices de commercialisation freinent le secteur privé et sont coûteux, y compris au niveau des subventions et des pertes dues à l'inefficacité et la corruption (Jayne et Jones, 1997).

Durant les récentes périodes d'ajustement structurel, les offices de commercialisation des pays en développement ont souvent été réorganisés pour diminuer leur influence sur les marchés, mais un grand nombre d'entre eux demeurent actifs, à des degrés divers et avec un succès variable. Ainsi, la Malawian Agricultural Development and Marketing Corporation (ADMARC) vend du maïs à des prix subventionnés. Ces mesures sont destinées à atténuer la volatilité des prix, mais n'ont eu qu'un succès relatif. Les prix du maïs malawien sont en général plus volatils que ceux de l'Afrique du Sud voisine, qui est un exportateur régional, ou que ceux du Chicago Board of Trade international (Chilowa, 1998; USAID, 2005; Dana, Gilbert Shim, 2006).

Les offices de commercialisation peuvent fournir un soutien ciblé aux producteurs d'aliments de base essentiels, par exemple en garantissant des prix minimum (Poulton *et al.*, 2006b). Des services ou un soutien additionnels sont associés à ces prix planchers de manière à aider les petits exploitants à surmonter le manque de coordination et à atténuer leurs risques. Parmi les autres mesures de soutien d'un bon rapport coût-efficacité figure l'annonce d'un prix d'avant culture, basé par exemple sur les prix parité

exportation, le prix définitif étant déterminé après la récolte. Les offices de commercialisation peuvent également défendre une large fourchette de prix au moyen d'achats et de ventes (Byerlee, Jayne et Myers, 2006).

L'affichage des prix

L'affichage des prix à l'entrée des marchés locaux, l'étiquetage des produits en indiquant les prix maximum de vente au détail et l'annonce dans les médias des prix des denrées de base locales peuvent réduire les asymétries d'information entre les consommateurs et les vendeurs. La situation macroéconomique doit être stable pour que les politiques de fixation des prix maximum de vente au détail atteignent leur but et ceux-ci doivent refléter les augmentations des coûts liés au marché. Elles conviennent donc mieux pour limiter la variabilité des prix et fixer les prix durant les périodes de fêtes ou de vacances, que comme mesures à long terme. La fixation de prix maximum de vente au détail peut être coordonnée à l'étiquetage et au contrôle de la qualité.

Les interventions directes sur les prix sont controversées; bien que leur utilisation ait diminué au fil des ans, elles continuent de figurer parmi les efforts déployés par les gouvernements pour préserver la sécurité alimentaire. Cependant, leurs coûts sont parfois importants et

d'autres mesures peuvent être plus efficaces et moins coûteuses.

Le commerce régional et les marchés internationaux de produits de base

Il faut parfois des années d'investissement pour renforcer les marchés et stabiliser les prix. Les politiques de stockage et les tarifs douaniers variables visent à stabiliser les prix et à augmenter les disponibilités en exerçant le moins de distorsions possibles sur l'économie locale (Byerlee, Jayne et Myers, 2006). Lorsque les prix mondiaux dépassent les prix intérieurs acceptables, les gouvernements limitent parfois les échanges ou imposent des tarifs douaniers visant à minimiser les effets dommageables des fluctuations à court terme des prix. De nombreux pays ont eu recours à ces mesures pour atténuer les effets de la hausse des prix alimentaires en 2007–2008. Les responsables politiques cherchent également parfois à uniformiser les prix en influençant l'offre. Les stocks tampons sont peu dissuasifs mais coûtent cher à mettre en œuvre. Les responsables préfèrent donc souvent recourir au commerce international, car il tend à être moins cher que les stratégies de stockage dans la mesure où l'offre internationale est adéquate (Barrett, 2002).

Tableau 9.3 – Action directe sur les marchés des aliments de base au moyen de mesures non liées aux prix

	Effet sur la sécurité alimentaire			Délai entre l'intervention et l'effet	
	Disponibilité	Accès	Utilisation	≤ 1 saison	> 1 saison
Diminution des tarifs douaniers sur les aliments de base	X	X		X	
Élimination des obstacles à l'importation	X			X	
Imposition de restrictions à l'exportation	X			X	
Déblocage des réserves stratégiques de céréales	X			X	
Déblocage des réserves stratégiques de fonds	X			X	
Monétisation	X	X		X	
Contrats à terme et options	X	X			X

Ajustement des barrières commerciales et des tarifs douaniers

Si les prix internationaux des denrées de base chutent, les taux variables des tarifs douaniers peuvent être augmentés pour protéger les prix à la production contre une avalanche d'importations bon marché. Cependant, l'augmentation des tarifs douaniers peut entraver l'accès des ménages pauvres à la nourriture. Lorsque cet accès diminue à cause de l'augmentation des prix à l'importation, les tarifs douaniers variables peuvent être ajustés à la baisse pour diminuer le prix total des importations, et rendre ainsi cette activité plus attrayante pour les négociants (Byerlee, Jayne et Myers, 2006).

Si les négociants pensent que le gouvernement va modifier les taux des tarifs douaniers durant une pénurie de l'offre, ils risquent d'attendre que cette baisse ait lieu avant d'importer des produits de base. Cela peut conduire à une offre insuffisante de ces produits et à une aggravation de l'instabilité des prix. Un moyen plus efficace d'améliorer la sécurité alimentaire pourrait consister à encourager les petits négociants en simplifiant les politiques douanières et commerciales. Ces mesures peuvent être efficaces, en particulier si elles sont associées à des investissements et à des efforts transparents de la part du gouvernement pour soutenir la commercialisation tout au long de la chaîne de valeur de l'offre (Jayne, Zulu et Nijhoff, 2006). La définition de règles claires quant au choix du moment où les gouvernements peuvent intervenir et à la manière dont ils peuvent le faire permet parfois d'éviter des réactions négatives de la part du secteur privé. L'élimination des restrictions sur la circulation, tant intérieure que transfrontière, des céréales peut encourager le développement du marché et stabiliser les prix (Byerlee, Jayne et Myers, 2006).

Dès le milieu de l'année 2008, la hausse des prix alimentaires avait incité environ 40 pays à imposer des restrictions à l'exportation. Les pays introduisent en général de telles mesures pour faire face à des déficits alimentaires. Ce contrôle permet parfois d'augmenter l'offre à court terme, mais il est inefficace car il n'est pas ciblé et, à long terme, il exerce des effets dissuasifs sur les producteurs et les négociants et peut encourager les négociants à aller vendre les aliments

illégalement dans les pays voisins et à demander des prix plus élevés.

Au Malawi, après la saison de végétation 2006–2007, les subventions octroyées pour les engrais et les conditions idéales de croissance ont conduit à une augmentation de 73 pour cent de la production par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Le Gouvernement a éliminé les restrictions à l'exportation pour permettre aux négociants d'exporter le maïs vers le Zimbabwe. Cependant, 34 pour cent de la population est restée mal nourrie, indiquant que dans ce pays, l'insécurité alimentaire n'est pas uniquement causée par l'indisponibilité des aliments et que l'accès revêt également une importance critique. L'amélioration de l'accès peut réduire l'intérêt d'exporter (PAM, 2007c).

Les réserves stratégiques

Le stockage stratégique et le déblocage d'aliments stockés ou de fonds pour les achats peuvent augmenter les disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture. Le déblocage des aliments stockés pour la vente augmente leur disponibilité et peut atténuer les fluctuations de l'offre et stabiliser les prix. Si ces distributions ciblent les ménages les plus démunis, ou si les aliments sont d'une qualité que les catégories aisées de la population évitent d'acheter, le déblocage peut également augmenter l'accès. Les réserves stratégiques de céréales présentent une utilité particulière dans les régions victimes de pénuries saisonnières régulières. Dans les régions sujettes à des crises récurrentes en matière de sécurité alimentaire, les organismes d'aide et les gouvernements peuvent élaborer des stratégies de stockage. On peut citer à cet égard La Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence de l'Éthiopie, qui est financée par des donateurs internationaux et gérée par un comité réunissant des représentants du gouvernement et des donateurs (Buchanan-Smith, 2002). Le fait d'avoir facilement à sa disposition des excédents alimentaires réduit le temps de réponse; selon le contexte local de commercialisation et les évaluations des besoins des ménages, les aliments peuvent être mis sur le marché ou distribués directement aux ménages ciblés. Les programmes de stockage stratégique peuvent permettre de soutenir les prix à la production si on

réapprovisionne les réserves à la saison où les prix sont bas.

La détention de stocks stratégiques, qui peut être coûteuse, est moins nécessaire lorsque les marchés sont ouverts aux échanges et que les importations sont facilement accessibles, ce qui n'a pas toujours été le cas durant la crise alimentaire de 2008 (Byerlee, Jayne et Myers, 2006). Les gouvernements qui possèdent des réserves monétaires stratégiques peuvent se procurer des stocks, soit indépendamment, soit par le biais des offres de négociants privés. Celles-ci permettent aux gouvernements de profiter de l'efficacité des négociants privés et de leur fournir des incitations. Lorsqu'un gouvernement a l'intention de créer une Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence, il ne doit augmenter son stockage que si ses coûts d'achat, de transport et de livraison sont inférieurs à ceux des négociants privés (Dana, Gilbert et Shim, 2006). Le stockage public risque de supplanter le stockage privé et de dissuader les négociants d'entreposer des marchandises. Le déblocage des stocks peut être motivé par des raisons politiques et dissuader les importateurs et les négociants locaux d'amener des aliments dans les régions frappées de pénurie, ce qui peut nuire à plus long terme à la chaîne de l'offre (Dana, Gilbert et Shim, 2006). Les discussions avec les négociants quant au moment de procéder aux ventes ou aux transferts de stocks et quant aux quantités requises peuvent les aider à planifier et à éviter d'importer des aliments à perte. Dans certains cas, le déblocage des stocks pour stabiliser les prix peut mettre fin à l'accumulation spéculative de marchandises par les négociants (Ravallion, 1997).

Étant donné leurs coûts et leurs effets négatifs potentiels sur le secteur privé, les réserves sont souvent considérées comme moins attrayantes que les échanges. Cependant, la hausse des prix alimentaires a focalisé à nouveau l'attention sur les réserves, car plusieurs pays se sont heurtés à des difficultés ou ont supporté des coûts très élevés lorsqu'ils ont importé des aliments en 2008. Parmi les diverses propositions, figure un programme portant sur la création d'une réserve physique minimum à des fins humanitaires, ainsi que d'une réserve virtuelle et de mécanismes d'intervention visant à calmer les marchés stressés par

la spéculation (von Braun et Torero, 2008). Une réserve virtuelle est une série d'engagements à fournir des fonds pour l'achat de céréales sur les marchés à terme à des prix inférieurs aux prix au comptant, ce qui augmente l'offre de ventes futures et fait baisser les prix au comptant au moment où les céréales risquent d'être nécessaires pour éviter une crise semblable à celle de 2007–2008. Ces propositions nécessitent une analyse rigoureuse et des comparaisons avec d'autres solutions. Par exemple, une meilleure coordination et la signature d'accords entre les importateurs et les exportateurs ainsi que l'absence de recours aux restrictions à l'exportation peuvent jouer un rôle important dans la prévention des pénuries qui sont apparues en 2007–2008.

La monétisation

Lorsque les disponibilités alimentaires sont limitées et que les prix sont élevés, la vente de l'aide alimentaire peut atténuer les pressions sur le marché et faire baisser les prix à la consommation. Aux endroits où l'approvisionnement en nourriture est suffisant, la baisse des prix qui peut découler de cette monétisation de l'aide risque de nuire aux producteurs locaux (Faminow, 1995; Clay, Dhiri et Benson, 1996). Les répercussions de l'aide monétisée sur les prix des marchés locaux sont déterminées par plusieurs facteurs, y compris les élasticités de l'offre et de la demande, la quantité relative d'aide monétisée, les capacités locales de stockage, les politiques commerciales, les prix parité importation et les économies des pays voisins.

La vente de petites quantités d'aide alimentaire à des commerçants de village peut soutenir les marchés locaux et aider les négociants à développer des chaînes de commercialisation (Abdulai, Barrett et Hazell, 2004), mais souvent, la monétisation ne profite pas aux plus démunis parmi les pauvres. Si la sécurité alimentaire se détériore rapidement, l'aide alimentaire transocéanique arrive parfois trop tard, par exemple durant la récolte (Barrett et Maxwell, 2005). La monétisation n'est pas toujours efficace à court terme à moins que l'aide alimentaire ne soit stockée près des zones touchées, ou que les ONG et les gouvernements réagissent rapidement aux premiers avertissements.

Contrats à terme au Malawi

Au Malawi, une baisse de la production causée par une sécheresse survenue en 2004–2005 a provoqué une augmentation des prix et une insécurité alimentaire générale qui, à son maximum, a touché près de 5 millions de personnes. Au début de 2005, le Gouvernement du Malawi, avec le soutien technique de la Banque mondiale, a conclu un contrat d'option de six mois qui fixait le prix de 60 000 tonnes de maïs sud-africain (Slater et Dana, 2006). Le coût de l'option était une prime basée sur la durée du contrat, l'écart de prix et la vulnérabilité du marché. Si les prix descendaient en dessous de celui précisé dans l'option, ou si des négociants privés et des donateurs couvraient la pénurie attendue, le Gouvernement du Malawi pouvait choisir de ne pas exercer l'option (Slater et Dana, 2006). Les prix du maïs ont augmenté de 37 pour cent durant les mois qui ont suivi la mauvaise récolte de printemps et l'office de commercialisation public a institué un rationnement de son maïs stocké subventionné (USAID, 2005). Le Gouvernement a exercé son option à la fin de 2005, utilisant les 60 000 tonnes de grain pour améliorer l'accès à la nourriture d'une population ciblée. Il a également rendu publique son option d'achat, veillant ainsi à ce que les négociants puissent prévoir les interventions du Gouvernement. Cette méthode de stabilisation des prix est prometteuse, mais, à elle seule, elle n'a pas suffi pour maintenir les prix du maïs à la portée des ménages pauvres, bien que celui-ci soit resté disponible sur les marchés locaux. Au début de 2006, les taux globaux de malnutrition aiguë dépassaient 10 pour cent dans trois districts.

Source: USAID, 2006b

Dans le cadre d'une innovation intéressante mise en œuvre au Zimbabwe depuis 2003 et financée par l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), l'aide alimentaire est vendue par le biais de filières commerciales, mais cible les quartiers urbains défavorisés en faisant appel à des minoteries commerciales. Dans ce projet, le personnel du programme établit un prix abordable et vend des paquets de sorgho moulu en collaboration avec les meuniers.

Les contrats à terme et les options

La négociation de contrats à terme et d'options par les gouvernements et les ONG peuvent les protéger contre les risques futurs liés aux prix. Ces contrats sont d'une utilité particulière lorsque les pénuries saisonnières et les augmentations des prix sont relativement régulières. Leur efficacité atteint son maximum lorsqu'ils sont associés à des programmes de filet de protection sociale axés sur l'accès, car il est peu probable que les organisations ou les gouvernements soient en mesure de négocier suffisamment de contrats à terme et d'options pour améliorer les disponibilités alimentaires pour l'ensemble de la population. Cependant, les opérations de couverture à terme ne protègent pas contre les variations des prix relatifs aux coûts du transport, du stockage ou du financement, qui peuvent représenter une forte proportion du total des coûts.

La négociation de contrats à terme et d'options exige des connaissances techniques, des institutions, un accès au crédit, un accès en temps opportun aux informations et des ressources financières suffisantes. La plupart des négociants des marchés des pays en développement n'ont pas accès à ces instruments financiers. Pour remédier à ce problème, on pourrait créer un organisme public chargé de traiter des contrats à terme et des options. Si cet organisme avait fortement recours à ces dispositifs, il risquerait de supplanter des négociants privés, mais pourrait faciliter le recours aux instruments financiers par les gros négociants ou regrouper des contrats de petits producteurs pour des prix minimum (Byerlee, Jayne et Myers, 2006).

Certaines ONG ont utilisé avec succès les contrats à terme pour stabiliser le prix d'achat des assortiments alimentaires. Ainsi, la Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE)-Zimbabwe a établi un contrat de six mois pour la livraison d'assortiments alimentaires avec des négociants qui avaient des liens avec des grossistes sud-africains, qu'elle a payés au moyen d'une devise stable (le rand sud-africain). Les négociants ont acheté les aliments au Zimbabwe ou en Afrique du Sud, ou ont conclu des contrats à terme, selon leur évaluation et leurs attentes concernant les prix régionaux du marché (Steve Gwynne-Vaughn, communication personnelle).

Actuellement, le recours aux instruments de politique commerciale ont pris de l'importance en raison du coût élevé des denrées alimentaires; cependant, ces politiques peuvent être problématiques, car elles ont un effet dissuasif sur les échanges et la production et pourraient avoir des effets adverses sur d'autres pays.

L'augmentation des marchés complémentaires et de l'accès aux marchés

Les interventions directes sur les marchés alimentaires sont vouées à l'échec si les marchés complémentaires auxquels ils sont liés sont sous-développés. Quand c'est le cas, les interventions au niveau des marchés ont alors peu d'influence sur la redistribution des revenus et ne soutiennent que modestement les prix à la production (Coxhead, 2000). Les disponibilités alimentaires et l'accès à la nourriture augmentent sous l'effet de coûts de transaction peu élevés, d'une amélioration des revenus et d'interventions dans les domaines des biens publics, de la performance du marché et des marchés du crédit. Les mesures visant à faire fonctionner les marchés complémentaires par rapport aux marchés des aliments de base peuvent soutenir, ou remplacer, les interventions directes. Dans plusieurs cas, les interventions dans les marchés complémentaires sont plus efficaces que celles mises en œuvre directement dans les marchés alimentaires.

Les marchés du travail et l'emploi

L'adoption d'une législation sur le salaire minimum peut stimuler les revenus des travailleurs du secteur formel dont les salaires sont augmentés au minimum légal. Cependant, cette législation peut également entraîner

un transfert d'emplois de l'économie formelle dans le secteur informel, en particulier dans les pays dont les infrastructures institutionnelles de surveillance des règlements du travail sont faibles. En outre, de nombreux travailleurs sont employés en dehors du secteur formel des emplois salariés, et il est difficile d'inclure les petits producteurs dans la législation sur le salaire minimum. L'introduction de salaires minimum au Brésil n'a eu jusqu'à présent aucun effet adverse sur les secteurs formels ou informels de l'emploi et, au contraire, plusieurs répercussions bénéfiques ont été observées. Il faut savoir cependant que les travailleurs brésiliens les plus pauvres sont employés dans le secteur informel et ne retirent aucun bénéfice du salaire minimum (Lemos, 2006).

Les programmes Vivres ou Espèces contre travail jouent un rôle important dans la création d'emplois, la mise en place d'une protection sociale et la constitution d'actifs tels que les routes, les systèmes d'irrigation et les établissements d'enseignement et de soins de santé (Hoddinott, 2008). Parmi les exemples, figurent le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP) éthiopien et le programme de garantie d'emplois mis en œuvre en Inde. Les collectivités sont de plus en plus impliquées dans les décisions concernant la construction et l'entretien des actifs. En fixant les salaires en dessous du taux des marchés, on réussit ainsi souvent à cibler les plus nécessiteux.

La protection des actifs productifs

La protection des actifs productifs peut augmenter la sécurité alimentaire à long terme. Ces mesures peuvent être établies soit par le biais du marché, au moyen d'interventions portant sur l'assurance ou le crédit, soit par le biais d'interventions de type filet de

Tableau 9.4 – Actions dans les marchés complémentaires

	Effet sur la sécurité alimentaire			Délai entre l'intervention et l'effet	
	Disponibilité	Accès	Utilisation	≤ 1 saison	> 1 saison
Amélioration des marchés du travail		X			X
Protection des actifs productifs	X	X		X	X
Fourniture de crédit	X	X		X	
Assurance climat	X	X			X

protection sociale. Les pasteurs peuvent être protégés contre l'insécurité alimentaire par des programmes de soutien relatif au bétail comme le transport subventionné au marché et les programmes de déstockage (Alderman et Haque, 2006), mais ce type d'action est plus efficace à petite échelle (Jaspars, 2006). Les terres sont en général l'actif productif le plus précieux d'un ménage et l'obtention d'un droit de propriété relatif à leurs terres peut encourager les propriétaires à y réaliser des investissements. Cependant, le seul fait de garantir ces droits de propriété ou de protéger les terres contre la redistribution n'a ni augmenté la productivité ni la conservation (Hagos et Holden, 2006).

Les services financiers

Les pauvres ont rarement la possibilité d'obtenir des prêts auprès des circuits bancaires traditionnels. Au lieu d'employer des politiques de stabilisation des prix, il peut être plus utile d'intervenir dans les marchés caractérisés par un crédit limité ou l'absence d'assurances et d'encourager l'innovation (Myers, 2006). Les actions visant à améliorer l'accès au crédit peuvent être mises en œuvre en tout point de la chaîne de valeur alimentaire (des négociants d'intrants aux producteurs, aux grossistes, aux importateurs et aux ménages) et englobent divers programmes, du microcrédit aux prêts plus importants consentis aux associations de producteurs. Ces fonds peuvent aider les entreprises de transformation et les producteurs à acheter des intrants et encourager d'autres négociants à pénétrer sur le marché local ou sur celui des importations, ce qui améliore la concurrence au niveau local et les disponibilités.

Parmi les interventions courantes, figure l'octroi de crédit aux ménages. Ceux qui font appel à cette solution pour la consommation sont parfois en mesure d'éviter la vente d'urgence d'actifs productifs: la perte d'actifs durant les périodes d'insécurité alimentaire expose les ménages à une insécurité alimentaire future. Cependant, lorsque le crédit est utilisé pour la consommation plutôt que pour l'investissement dans des actifs productifs, les remboursements peuvent s'avérer difficiles.

On dispose de plus en plus de données indiquant que bon nombre des programmes publics de crédit ne constituent pas des moyens rentables pour le développement des marchés d'intrants (Kelly, Adesina et Gordon, 2003). En Afrique subsaharienne, ces programmes consentent souvent des prêts à un taux inférieur à celui du marché, mais font souvent l'objet de non-remboursements et d'une recherche de profits exceptionnels (Kelly, Adesina et Gordon, 2003). La réussite du Participatory Agricultural Development and Extension Training Service (PADETS) éthiopien, qui englobe un crédit garanti par le Gouvernement, s'explique en partie par les efforts vigoureux déployés pour encourager les remboursements (Kelly, Adesina et Gordon, 2003).

D'autres services financiers, comme l'épargne et l'assurance, sont souvent encore plus importants pour les pauvres qui souffrent de la faim que le crédit, qui conduit inévitablement à l'endettement. Durant un choc, l'accès aux services financiers peut être très important pour ces populations. Posséder des économies ou avoir souscrit à une micro-assurance peuvent faire une différence précieuse lorsque la sécheresse ou les inondations diminuent la récolte, qu'une vache meurt ou qu'un enfant tombe malade et a besoin de soins médicaux. Ainsi, les clients de l'Equity Bank kenyane qui possèdent un compte d'épargne *Jijenge* choisissent eux-mêmes le moment de leurs dépôts et de leurs retraits et ont accès à un prêt d'urgence jusqu'à 90 pour cent de la somme économisée (Mendoza et Thelen, 2008).

Le microfinancement s'est considérablement développé au cours des dernières décennies, et des programmes nouveaux et innovants apparaissent, dont certains relient des initiatives de microfinancement au secteur formel de la finance. Parmi les programmes les plus prometteurs figurent ceux qui permettent de transférer de l'argent par téléphone portable. Néanmoins, la microfinance demeure largement tributaire de subventions et des centaines de millions de pauvres qui souffrent de la faim n'ont pas encore accès à un endroit sûr où mettre de l'argent de côté pour les urgences.

Subventions des intrants agricoles

La subvention d'intrants comme le carburant, les engrais et les semences peut encourager les producteurs à adopter des technologies d'amélioration de la productivité. Les politiques de subventions des intrants et du crédit mises en œuvre par les Gouvernements en Afrique subsaharienne ont eu tendance à encourager la production mais ont rarement réussi à rectifier les dysfonctionnements sous-jacents des marchés locaux des intrants, ce qui a abouti à une programmation non viable sur le plan financier (Kelly, Adesina et Gordon, 2003). Les interventions au niveau des intrants atteignent leur efficacité maximum lorsqu'elles sont intégrées à des

stratégies visant à rectifier les causes structurelles des défaillances des marchés telles que l'absence de biens publics et la défaillance des mécanismes institutionnels. Durant la révolution verte asiatique, la subvention des intrants était souvent associée à d'autres interventions comme la distribution d'aide alimentaire, des investissements dans les infrastructures et des activités de recherche et de développement visant à augmenter la production (Crawford *et al.*, 2003).

La subvention des intrants au Malawi: une réussite inattendue?

Au Malawi, après la récolte de 2005, qui a été la pire de cette décennie, le Gouvernement a rétabli ses subventions sur les engrais, malgré le scepticisme des principaux donateurs.

Les sols que cultivent de nombreux petits producteurs sont gravement appauvris car ils n'ont pas les moyens d'acheter des engrais. "Pour plus de la moitié de la population de petits producteurs, les achats d'engrais commerciaux en quantité suffisante sont inabordables, ce qui enferme un grand nombre d'entre eux dans des moyens de subsistance peu rémunérateurs, basés sur la culture extensive du maïs et le travail occasionnel" (SOAS, 2008).

L'Agricultural Input Subsidy Programme (AISP) visait à améliorer la productivité des petits exploitants et la production de cultures commerciales et à réduire la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à la faim. Environ 2 millions de ménages ont pu acheter des engrais au prix subventionné de 7 dollars le sac de 50 kilos, soit moins de la moitié du prix du marché (DFID, 2007).

Les subventions des engrais et des semences ont permis aux agriculteurs d'augmenter leur rendement. La production de maïs est passée de 1,2 million de tonnes en 2005 à 1,6 million de tonnes en 2006. Par conséquent, le Malawi a pu faire don d'aliments au Lesotho et exporter vers les pays voisins, y compris le Zimbabwe (Masine, 2008).

En ce qui concerne le rapport coût-efficacité du programme, la School of Oriental and African Studies (SOAS) a estimé que le rapport coût-bénéfices variait entre 0,76 et 1,36, démontrant qu'avec une gestion adéquate, le programme a un rendement financier favorable. De plus, "la mise en œuvre du programme ne semble pas avoir eu d'effets adverses sur la stabilité macroéconomique ou sur les dotations budgétaires d'autres secteurs" (SOAS, 2008). Cependant, les subventions ont réduit les achats commerciaux de 30 à 40 pour cent. Une attention particulière doit être accordée à l'amélioration de l'efficacité et des coûts du programme, qui risque à la longue de peser sur les ressources et d'exercer des effets négatifs sur la croissance, la sécurité alimentaire et la pauvreté (SOAS, 2008). La Banque mondiale fait remarquer que le contrôle de l'efficacité des subventions est crucial étant donné les compromis nécessaires. Ainsi, "tout argent consacré à l'achat d'un sac supplémentaire d'engrais est peut-être pris sur les sommes réservées à la vaccination des poulets. Ou il peut réduire les fonds disponibles pour le développement d'une nouvelle variété de haricots résistante aux maladies. Ou encore, les subventions peuvent réduire les ressources nécessaires pour la construction de routes rurales visant à faire baisser les coûts futurs des intrants agricoles" (Banque mondiale, 2007b). Les subventions peuvent être difficiles à cibler ou à éliminer car elles entraînent la création de groupes de pression influents qui exigent la poursuite des paiements.

L'augmentation de la productivité, qui a entraîné l'accroissement des disponibilités alimentaires et la baisse des prix, a eu des effets positifs sur les pauvres, améliorant leur accès à la nourriture (DFID, 2007). La réussite de l'expérience malawienne souligne le rôle crucial de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté en Afrique et l'importance des investissements publics dans les éléments de base d'une économie agricole: les engrais, l'amélioration des semences, l'éducation des agriculteurs, le crédit et la recherche agricole.

Les foires aux semences

Les foires aux semences réunissent les bénéficiaires et les vendeurs et permettent ainsi aux premiers de choisir différentes variétés de semences et d'autres intrants (Jaspars, 2006). Durant les situations d'urgence, la fourniture de semences et d'outils figure souvent parmi les interventions au niveau des intrants; les donateurs ont tendance à supposer que les producteurs ont besoin d'intrants après ces situations, mais ce n'est pas toujours le cas (Kelly, Adesina et Gordon, 2003; Levine et Chastre, 2004). Une évaluation minutieuse des besoins doit être effectuée avant d'établir une foire aux semences (The Sphere Project, 2004). La fourniture d'intrants subventionnés ou gratuits peut nuire aux vendeurs locaux de ces produits et porter atteinte à la reprise du marché à plus long terme, lorsque les marchés inondés par les livraisons ne souffrent plus de pénuries d'intrants et demeurent faibles ou incapables de fonctionner. Lorsque des intrants sont nécessaires, les foires aux semences peuvent être très efficaces pour encourager les négociants à opérer aux endroits où les marchés sont étroits ou inexistant, ce qui peut permettre d'établir des liens entre les marchés (Jaspars, 2006). Il est en général préférable de proposer un choix au lieu de distribuer des paniers de semences qui risquent de ne pas refléter les préférences ou les capacités des producteurs. La distribution de bons d'alimentation, parfois en même temps que les foires aux semences, peut également faciliter la reprise du marché local en donnant une flexibilité.

Les associations et coopératives de commercialisation des producteurs

Les associations de commercialisation des producteurs encouragent leurs membres à exiger des négociants et entreprises de transformation des prix plus favorables et s'efforcent de diminuer les coûts du crédit et des achats d'intrants. Elles peuvent aussi conclure des contrats à terme collectifs. Les membres des associations de commercialisation partagent en général non seulement des informations sur le marché, mais aussi des données sur les changements météorologiques et les services de vulgarisation. Ces avantages améliorent le fonctionnement du marché et les incitations des producteurs, ce qui peut conduire à une augmentation de la productivité. Les associations de commercialisation ont tendance à être plus efficaces quand elles facilitent la commercialisation au lieu d'établir des filières parallèles (Jayne et Jones, 1997). Elles peuvent augmenter le pouvoir de négociation des petits producteurs, qui se heurtent souvent à des comportements collusoires le long de la chaîne de l'offre et à des asymétries d'information. L'initiative "Achats au service du progrès" du PAM cherche à résoudre certains de ces problèmes, en particulier dans les régions où les petits agriculteurs sont à l'écart des principales filières de commercialisation et sont donc plus exposés aux risques de comportements collusoires (*intermezzo* 5.1). Cependant, la création et le maintien d'associations de commercialisation peuvent nécessiter des ressources importantes, en raison de la nécessité de développer les capacités (Banque mondiale, 2007c).

Dans de nombreuses situations, les interventions axées sur les marchés complémentaires sont plus efficaces que celles qui ciblent les marchés alimentaires, et elles sont essentielles pour améliorer l'efficacité des interventions dans les marchés alimentaires.

Les interventions axées sur la protection sociale et les filets de protection sociale

La protection sociale, qui devient progressivement un pilier central des stratégies de réduction de la pauvreté, offre un cadre permettant de mieux intégrer les politiques et interventions humanitaires et de développement. Toutefois, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 7, la capacité des pays à institutionnaliser, à maintenir et à mettre en œuvre les programmes de protection sociale varie considérablement (PAM, 2004; Gentilini, 2009).

En général, le concept de protection sociale englobe des actions au champ plus étendu que celui de filet de protection sociale, dont des mesures nationales visant à gérer la vulnérabilité, à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et à accroître l'inclusion sociale (Devereux et Sabates-Wheeler, 2004). Parmi ces mesures figurent les distributions d'argent, d'aliments ou de bons (transferts de type filet de protection sociale); les mesures de gestion des risques à l'intention des pauvres, telles qu'une assurance climat ou une assurance-prix basées sur un indice; et un

accès à des services sociaux de base (Banque mondiale, 2001; DFID, 2005b).

Le bien-fondé de chaque intervention de protection sociale dépend de facteurs contextuels, tels que les objectifs du programme, le fonctionnement du marché, les capacités de mise en œuvre, le rapport coût-efficacité et les préférences des bénéficiaires (*intermezzo* 9.2).

Les subventions et les magasins de rationnement

Les magasins de rationnement (*ration shops* aussi appelés *fair price shops*) vendent des aliments à prix fixe ou subventionnés. Ils étaient particulièrement populaires dans plusieurs pays en développement durant les années 80 (Pinstруп-Andersen, 1988). Les subventions peuvent être soit universelles, soit ciblées. Dans le premier cas, elles sont en général plus bénéfiques pour les ménages à revenu plus élevé, et il faut donc les cibler chaque fois que cela est possible et faisable (Alderman, 2002). En utilisant le système de cartes de rationnement, ces magasins imposent en général des limites sur les quantités qu'un ménage ou un individu peut acheter, et ils ont donc moins tendance à influencer sur les prix que les subventions non ciblées.

Les distributions d'aliments

Les distributions d'aliments fournissent à leurs bénéficiaires des produits alimentaires achetés sur les marchés locaux ou internationaux, parmi lesquels figurent souvent des aliments nutritifs enrichis. Comme les distributions de bons d'alimentation et d'argent, les distributions d'aliments peuvent être soumises à des conditions. Lorsque la distribution est inconditionnelle, le bénéficiaire n'a rien à fournir en contrepartie, que ce soit au niveau de ses comportements ou de ses activités. Les distributions conditionnelles exigent du bénéficiaire une activité particulière, comme la fréquentation d'une école ou d'un dispensaire, ou l'exécution d'un travail. Bien que les effets relatifs des distributions conditionnelles et inconditionnelles fassent l'objet de débats (de Brauw et Hoddinott, 2008), leur efficacité dépend des objectifs du programme et des capacités

administratives locales, notamment au niveau de la mise en œuvre et du contrôle (Schubert et Slater, 2006; Britto, 2008).

Les répercussions des distributions d'aliments, d'argent et de bons d'alimentation sur le marché dépendent des catégories ciblées et du moment choisi. Les distributions mal ciblées sont plus susceptibles de fausser les marchés. Le moment, le lieu, le volume et la fréquence des distributions sont autant de facteurs qui conditionnent l'ampleur des répercussions sur les marchés (Barrett, 2002).

Des études récentes des distorsions que pourraient susciter les distributions d'aliments au niveau des prix du marché, de la production alimentaire et de l'offre de main-d'œuvre ont montré que les effets dissuasifs supposés ont tendance à disparaître lorsqu'on tient compte de caractéristiques des ménages comme l'âge, le sexe et le niveau d'instruction du chef de famille, les terres qu'il possède, de son importance et du lieu où il se trouve (Abdulai, Barrett et Hoddinott, 2005; Barrett et Maxwell, 2005; Barrett, 2006). Cela ne veut pas dire que les distributions d'aliments n'ont jamais d'effets négatifs, mais plutôt que ceux-ci doivent être vérifiés systématiquement et ne pas être déduits d'anecdotes (Levinsohn et McMillan, 2005; Maunder, 2006).

Les distributions d'argent

Les distributions d'argent sont utilisées de plus en plus pour faire face aux besoins aigus durant les situations d'urgence et pour remédier à l'insécurité alimentaire chronique et structurelle (Harvey, 2007). L'argent permet aux bénéficiaires de choisir les aliments qu'ils préfèrent ou dont ils ont le plus besoin. La plupart des programmes monétaires mis en œuvre dans les situations d'urgence, par exemple ceux qui ont suivi le tsunami de 2004, ont été mis en œuvre à échelle relativement réduite et sur une durée limitée (Harvey et Adams, 2007). Dans les situations de transition ou les situations plus stables, les distributions d'argent ont été effectuées à plus grande échelle, en particulier dans le cadre de systèmes de protection sociale, dans des contextes où les capacités de mise en œuvre étaient suffisantes, par exemple au Brésil, au Mexique, en Afrique du Sud et en Turquie.

9 Faire fonctionner les marchés pour les pauvres qui souffrent de la faim

Les distributions d'argent sont de plus en plus utilisées pour relier les victimes d'une insécurité alimentaire plus directement aux marchés. Par exemple, en Éthiopie, les distributions d'argent, qui représentent un élément essentiel du PPSAP, touchent environ la moitié des 8,3 millions de bénéficiaires du programme dans quatre régions. Après des difficultés initiales relatives à l'administration et au marché, les distributions d'argent ont augmenté la consommation individuelle et amélioré les conditions économiques locales par des effets d'entraînement (Devereux, 2007a).

Les bons d'alimentation

Les bons d'alimentation peuvent être utilisés pour acheter dans des magasins locaux des articles d'une certaine valeur ou appartenant à un groupe de marchandises. Les commerçants qui y participent échangent ces bons pour de l'argent auprès de l'agence organisatrice ou de banques sélectionnées. Comme l'argent, les bons d'alimentation peuvent stimuler les marchés locaux et soutenir les négociants et producteurs locaux (Jaspars, 2006). Ils sont plus utiles pour la réalisation d'objectifs en matière de nutrition que les distributions d'argent et sont également souvent moins vulnérables aux fuites ou aux problèmes de sécurité (Harvey, 2005). Ils nécessitent toutefois plus de ressources et de mécanismes de contrôle que les distributions d'argent et de vivres (Brinkman et Gentilini, 2008).

L'assurance climat

Dans la plupart des pays, l'assurance climat est un produit relativement nouveau (*intermezzo* 9.1) qui peut atténuer les effets de l'instabilité des prix liée aux événements météorologiques et constitue un élément important des programmes de protection sociale destinés aux producteurs d'aliments. Lorsqu'elle est associée avec le crédit, l'assurance producteurs peut diminuer la probabilité d'un non-remboursement en couvrant les pertes dues au mauvais temps. Pour élaborer efficacement une assurance climat, des investissements publics et un soutien institutionnel sont nécessaires (Byerlee, Jayne et Myers, 2006). En 2005, la phase pilote d'un programme d'assurance climat a été lancée au Mali. Les organismes de crédit, qui répugnaient auparavant à prêter aux petits

exploitants en raison de la forte corrélation entre la sécheresse et les non-remboursements, ont mis des crédits à la disposition des producteurs qui souscrivaient à une assurance climat. Cette assurance basée sur un indice rembourse les producteurs lorsque la pluie est insuffisante, atténuant les risques affrontés tant par les producteurs que par les fournisseurs de crédit (USAID, 2006a).

L'introduction et l'expansion des systèmes de protection sociale jouent un rôle clé parmi les mesures contre l'insécurité alimentaire aussi bien dans le contexte des situations d'urgence que du développement. Cependant, les capacités des pays à mettre en place, à développer et à maintenir ces systèmes varient considérablement et ont une incidence sur les types d'instrument de protection sociale mis en place. Selon les contextes locaux, ceux-ci peuvent englober les distributions d'aliments, de bons d'alimentation et d'argent, ainsi que les mécanismes d'assurance.

Les interventions visant à améliorer la nutrition

Lorsque les disponibilités alimentaires ou l'accès à la nourriture sont restreints, l'utilisation des aliments est presque certaine de s'en ressentir. L'intégration d'interventions en matière de nutrition aux programmes de filets de protection sociale est en général très rentable, car les interventions mises en œuvre dans ce domaine offrent le meilleur rapport coût-bénéfices de toutes les interventions en matière de développement (Behrman, Alderman et Hoddinott, 2004). Les aliments peuvent être enrichis avec des micronutriments ou des mélanges spéciaux d'acides aminés, de vitamines, de céréales et de légumineuses. La qualité des aliments peut également être améliorée par de meilleures procédures de stockage ou de transformation et l'introduction de nouvelles tendances en matière de consommation et de préparation. La protection et l'amélioration des facteurs non alimentaires qui influent sur la capacité de l'organisme à absorber les aliments, comme l'alimentation en eau, les installations sanitaires et la

Les micronutriments en poudre

Les micronutriments en poudre, aussi appelés Sprinkles, sont des sachets de vitamines et de minéraux-traces, parmi lesquels figurent en général le fer, la vitamine A et l'iode, ainsi que d'autres éléments selon les besoins locaux. Les Sprinkles peuvent être conçus pour satisfaire aux besoins des enfants ou d'autres populations pour lesquels les nutriments disponibles sur place ou dans les aliments enrichis sont insuffisants. Les Sprinkles sont un produit d'enrichissement à domicile: les ménages saupoudrent le contenu d'un sachet ou le mélangent avec les aliments après la cuisson. "Le prix dépend de la quantité de sachets commandés, de la composition du mélange et du lieu de production, mais se situe généralement entre 1,5 et 3,5 cents le sachet. Outre leurs effets bénéfiques sur la santé et l'état nutritionnel, les sachets sont légers et par conséquent faciles à transporter et à distribuer; il s'agit donc d'un moyen économiquement efficace de fournir des micronutriments aux enfants vulnérables qui est facilement mis en œuvre" (Zlotkin, 2007). À côté des enfants et des mères, les ménages comportant des personnes qui vivent avec le VIH/sida sont des bénéficiaires potentiels d'aliments enrichis. La fourniture de suppléments de type Sprinkles avec les médicaments contre le VIH/sida pourrait améliorer la santé à long terme. Les Sprinkles sont plus faciles et plus rentables à transporter et à distribuer que les aliments enrichis et pourraient être ajoutés aux distributions d'argent, de bons d'alimentation, de médicaments ou d'aliments. Ils ont été efficaces dans des interventions extérieures au marché, tels que le programme d'alimentation scolaire établi en Indonésie après le tsunami et des programmes intégrés de santé mis en œuvre en Mongolie (de Pee, 2005; Zlotkin et Tondeur, 2006). Une ONG bangladaise a mis à l'essai les Sprinkles dans le cadre de son programme permanent intitulé "Female Community Health Worker Programme". La plupart des aidants familiaux préfèrent acheter les Sprinkles à leur propre pharmacie que de se faire livrer par l'ONG (Zlotkin *et al.*, 2005), ce qui indique qu'ils pourraient à terme être fournis par le biais du marché.

santé, peuvent également augmenter l'utilité des aliments. Les investissements à long terme dans les services de base, y compris l'accès aux soins de santé, améliorent aussi l'efficacité de l'absorption des aliments (Barrett, 2002).

Les efforts d'utilisation sont de plus en plus souvent intégrés à la programmation de l'accès et sont mis en œuvre au moyen d'une programmation publique sans rapport au marché, plutôt que sous la forme de services ou de produits fournis par les forces du marché. La qualité de biens publics de certaines interventions d'utilisation, comme l'alimentation en eau propre et les installations sanitaires, font que les organismes publics ou privés sont parfois plus efficaces que les mécanismes du marché. D'autres facteurs non alimentaires qui influent sur l'utilisation des aliments, comme l'éducation à la nutrition, les programmes d'alimentation scolaire, l'apposition sur les aliments d'étiquettes précisant leur teneur en nutriments et l'enrichissement obligatoire des aliments, y compris celui du sel avec de l'iode, sont aussi généralement mis en œuvre par les organismes publics, les ONG ou par le biais de partenariats.

L'enrichissement, la supplémentation nutritionnelle, et les micronutriments en poudre

Les carences en micronutriments, qui résultent d'une absorption insuffisante de minéraux et de vitamines comme le fer, l'iode et les vitamines A, C et D, peuvent varier en fonction des besoins locaux (Barrett, 2002). Ces carences peuvent être réduites au moyen de l'enrichissement des aliments, de l'alimentation supplémentaire (distributions d'aliments), de suppléments de nutriments particuliers comme les capsules de vitamines A ou les micronutriments en poudre, et par la production d'aliments nutritifs comme les légumes. L'enrichissement obligatoire, associé à un soutien technique aux entreprises de transformation, est une mesure relativement rentable de rectification des carences en micronutriments (Barrett, 2002). Ainsi, en 1990, seulement 20 pour cent de la population mondiale avait accès au sel iodé (UNICEF, 2003), contre environ 70 pour cent aujourd'hui. Dans les pays où l'ajout d'iode au sel est obligatoire, le goitre endémique a été maîtrisé et l'incidence des retards mentaux et du crétinisme a globalement diminué. Lorsqu'une sous-population court le risque d'anémie, en particulier les femmes enceintes ou les mères allaitantes, les gouvernements peuvent associer un marketing social ciblé ou une

éducation à la nutrition à un soutien à la production d'aliments enrichis.

Les interventions basées sur le marché visant à améliorer la nutrition

Actuellement, les fortifiants et les aliments enrichis sont rarement disponibles sur les marchés des pays en développement. Les gouvernements et les ONG coordonnent la plupart des efforts dans ce domaine, en partie parce que les consommateurs n'exigent pas d'informations sur la nutrition et les micronutriments, mais des débouchés commencent à s'ouvrir actuellement pour des interventions basées sur le marché. Ainsi, l'entreprise française Danone collabore avec Grameen, une ONG bangladaise, à la distribution d'un produit laitier enrichi en micronutriments dans les magasins et marchés ruraux de l'ensemble du Bangladesh. Ce produit est commercialisé actuellement à l'intention des enfants bangladais. Grameen Danone Foods fournit un financement et une expertise technique aux producteurs, aux entreprises de transformation, aux vendeurs et aux distributeurs.

L'éducation

L'éducation peut améliorer la nutrition des ménages et peut soit remplacer, soit compléter, d'autres interventions portant sur l'utilisation. L'amélioration du niveau d'instruction des femmes s'est accompagnée d'une baisse de 43 pour cent de la malnutrition infantile (Smith et Haddad, 2000). L'éducation à la nutrition a été liée à une augmentation de la consommation de calories et de micronutriments (Barrett, 2002), et l'éducation des mères à la nutrition semble être liée plus étroitement que leur éducation générale à une amélioration de la consommation de micronutriments par les enfants (Block *et al.*, 2004). Néanmoins, des conclusions émanant du Honduras et du Nicaragua suggèrent que les interventions directes en matière de santé et de nutrition ont peut-être moins d'effet que l'amélioration des revenus sur les retards de croissance des enfants (Block *et al.*, 2004).

L'étiquetage et l'assurance qualité

L'étiquetage peut sensibiliser les populations locales aux ingrédients et nutriments importants. Les interventions au niveau de l'étiquetage sont en général associées à l'affichage de prix maximum de vente au détail, à l'enrichissement des aliments et aux mesures d'assurance qualité. Ces interventions nécessitent une capacité institutionnelle pour garantir la validité des informations indiquées. Les exigences en matière d'étiquetage peuvent créer des coûts supplémentaires pour les consommateurs et ne sont pas toujours très efficaces dans les pays où le taux d'alphabétisation est faible.

L'étiquetage peut être utile pour inciter les agents du marché à commercialiser des aliments sûrs. Au Bangladesh, la Dhaka City Corporation a créé un système de tribunaux mobiles gérés par les inspecteurs de l'hygiène. Les tribunaux arrivent sans préavis sur les marchés et analysent les produits pour vérifier s'ils contiennent des substances chimiques illégales, s'ils ont été frelatés ou préparés dans des conditions insalubres. Ils confisquent les produits gâtés et infligent des amendes ou des peines de prison (Khan et Khandker, 2006). La couverture de ces descentes dans les médias renforce la sécurité des consommateurs en sensibilisant ceux-ci aux divers signes de frelatage.

La consommation de nutriments appropriés et l'accès à ceux-ci vont au-delà du mécanisme du marché. Une action publique est souvent nécessaire pour compléter le marché et garantir un accès à des aliments nutritifs. Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé occupent une place importante dans ce domaine.

Conclusion

La protection sociale et les politiques de soutien du marché visant à consolider la sécurité alimentaire

Les marchés offrent des possibilités d'améliorer le bien-être. Historiquement, les marchés et le commerce sont souvent le moteur de la création des richesses, mais ce processus n'est ni automatique ni rapide, ni nécessairement inclusif. Les interventions publiques visant à soutenir les marchés et à offrir une protection sociale ne sont pas mutuellement exclusives. Au contraire, elles peuvent représenter des éléments complémentaires de stratégies de sécurité alimentaire

conçues de manière à ce que les marchés fonctionnent mieux pour les pauvres.

Les décideurs disposent de divers moyens pour renforcer ou corriger les marchés: ils peuvent mettre en place des institutions solides et intervenir au niveau des prix ou d'autres aspects pour rendre les marchés plus efficaces, et ils peuvent compléter ces derniers par des systèmes de protection sociale. L'adéquation des interventions relevant du domaine de la protection sociale telles que les distributions d'aliments et d'argent ou les possibilités d'assurance dépend de facteurs contextuels.

Intermezzo 9.1: Le PAM et l'assurance contre la sécheresse éthiopienne

En 2005, le Gouvernement éthiopien a lancé le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP) comme principal instrument de lutte contre l'insécurité alimentaire, programme qui porte principalement sur la constitution d'actifs productifs collectifs et la protection des actifs durant les chocs. Le PPSAP, au lieu de se concentrer sur l'aide humanitaire d'urgence comme par le passé, fait désormais porter les efforts sur des initiatives à long terme axées sur les principales causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire.

Dans ce contexte, en 2006, le PAM a conclu un contrat d'assurance climat dans le cadre de l'aide humanitaire avec un grand réassureur européen, Paris Re. Le contrat prévoyait un financement pour imprévus couvrant jusqu'à 62 000 ménages vulnérables en cas d'extrême sécheresse durant la saison agricole éthiopienne de 2006. Bien qu'il n'y ait pas eu d'indemnités à verser, la pluviosité s'étant avérée suffisante, ce projet pilote a démontré la faisabilité de l'utilisation de mécanismes du marché pour le financement des risques de sécheresse dans l'un des pays les moins développés; il a élaboré des indicateurs objectifs, ponctuels et précis pour le déclenchement de l'assistance sécheresse; et il a mis en place des plans pour imprévus gouvernementaux permettant de réagir plus rapidement aux chocs.

En 2007, la Banque mondiale et le Gouvernement éthiopien ont commencé à élaborer un cadre de gestion des risques plus général pour les sécheresses et les inondations dans le cadre du PPSAP. Bien que ce programme garantisse une protection des moyens de subsistance en temps opportun aux populations souffrant d'une insécurité alimentaire chronique, celles qui sont temporairement touchées restent sujettes aux caprices du système de secours d'urgence. La deuxième phase du PPSAP (2008–2010) comporte un élément de financement des risques de sécheresse, une planification pour imprévus plus

claire, un renforcement des capacités et des systèmes d'alerte précoce plus robustes. Elle permettra de déboursier les fonds plus rapidement et de manière plus prévisible lors de chocs moins difficiles à prévoir. Les donateurs ont exprimé un intérêt en faveur de l'extension de ce mécanisme en dehors des zones du PPSAP.

Les instruments de financement basés sur un indice, qu'il s'agisse de subventions contingentes, de prêts ou d'outils de transfert des risques, sont conçus pour mettre en rapport un indice, basé sur des indicateurs objectifs faisant apparaître un risque systémique comme la sécheresse, et des besoins financiers. Ces indices sont contrôlés durant une période donnée, et si certains niveaux sont atteints, des indemnités sont versées. Comme celles-ci sont calculées sur la base d'un indice objectif représentant une zone géographique touchée par le risque, ces mécanismes entraînent des coûts de transaction moindres et évitent certains des problèmes opérationnels associés aux approches traditionnelles de l'assurance fondées sur l'évaluation des pertes d'individus.

Les outils de financement des risques basés sur un indice constituent un moyen innovant et porteur d'aider les pauvres dont les moyens de subsistance sont menacés par des conditions météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles, et ceux qui les soutiennent. L'expérience des produits de transfert des risques basés sur un indice dans les pays en développement s'élargit, tout comme l'intérêt envers ces solutions de gestion des risques.

On s'attend à ce que le changement climatique provoque une augmentation des catastrophes liées aux événements météorologiques, et donc à ce que, toutes choses égales d'ailleurs, les primes relatives aux outils de transfert des risques basés sur un indice augmentent. Cependant, l'augmentation des coûts peut être compensée par des mesures et stratégies de survie climatique.

Intermezzo 9.2: Clarification du débat argent contre aliments

Le débat opposant l'aide monétaire et l'aide alimentaire tourne autour de l'identification et de la mise en œuvre d'instruments comme la distribution d'argent, de bons d'alimentation et de vivres pour soutenir les ménages touchés par l'insécurité alimentaire.

Les programmes de transferts en espèces consistent à distribuer de l'argent; les bons peuvent être échangés pour des aliments d'une valeur ou d'une quantité fixe dans des magasins sélectionnés. Les programmes de distribution de vivres consistent à distribuer des produits alimentaires importés ou achetés sur place.

Les avantages comparatifs et les limites de chaque solution, et donc leur adéquation et leur faisabilité, sont déterminés par cinq facteurs contextuels: 1) les objectifs du programme; 2) les conditions du marché; 3) les capacités de mise en œuvre; 4) le rapport coût-efficacité; et 5) les préférences des bénéficiaires (Gentilini, 2007).

Lorsque l'objectif visé est d'augmenter le pouvoir d'achat des bénéficiaires, les théories économiques indiquent que la distribution d'argent convient mieux car son utilité pour les consommateurs s'accroît du fait de l'augmentation du choix et de la fongibilité. Lorsque l'objectif est d'augmenter la consommation alimentaire, les théories de la macroéconomie indiquent que l'efficacité dépend de l'importance des distributions. Dans le cas d'une distribution de vivres en nature infra-marginale, c'est-à-dire inférieure à ce qu'aurait consommé un ménage s'il n'en avait pas bénéficié, les distributions d'argent et de vivres en nature sont économiquement équivalentes. Si la distribution de vivres en nature est extra-marginale, c'est-à-dire qu'elle dépasse ce qu'aurait consommé un ménage s'il n'en avait pas bénéficié, la distribution de vivres est plus efficace que la distribution d'argent.

Avant de décider si le type de distribution est adapté à la situation, il est essentiel d'établir si le marché fonctionne bien. Lorsque cela n'est pas le cas, en raison de contraintes structurelles ou de perturbations temporaires du système d'approvisionnement alimentaire, les distributions de vivres sont parfois une solution valable. Dans ces situations, la distribution de bons et d'argent risque de reporter sur les bénéficiaires le risque des défaillances de l'approvisionnement et pourrait engendrer des effets inflationnistes. Lorsque les marchés fonctionnent comme il convient, les

distributions d'argent et de bons conviennent parfois mieux que les distributions de vivres.

Même lorsque que les denrées alimentaires sont disponibles et que les marchés fonctionnent bien, les négociants adoptent parfois des pratiques spéculatives pour augmenter leurs bénéfices, par exemple en procédant à un stockage stratégique ou en retardant les livraisons. Aucun marché ne fonctionne parfaitement, et il convient d'adopter une approche pragmatique et localisée pour déterminer les imperfections. Il est nécessaire de comprendre dans quelle mesure les marchés fonctionnent en faveur des pauvres, en particulier lorsque une demande réelle fait défaut (Donovan *et al.*, 2006).

En général, les évaluations de la performance des marchés sont plus axées sur les questions de ciblage, à savoir le choix du moment, du lieu et des bénéficiaires de l'assistance, que sur le type de distribution (Barrett, 2002, 2006). Les nouvelles données recueillies semblent montrer que des effets multiplicateurs pourraient être créés au moyen de la distribution de vivres et d'argent même dans les situations d'urgence ou dans le contexte des plus pauvres, si ces mesures étaient bien ciblées (Ahmed *et al.*, 2007; Davies et Davey, 2008).

Pour maximiser les résultats, il est important d'examiner les modalités des distributions, en particulier leur taille, leur fréquence et leur prévisibilité (Devereux et Sabates-Wheeler, 2007).

Des institutions financières partenaires adéquates et accessibles ainsi que des systèmes appropriés de surveillance, de reddition de comptes et de contrôle sont essentiels pour une programmation efficace et efficiente de la distribution des vivres et des transferts en espèces. Ces conditions ne sont pas toujours réunies dans les contextes caractérisés par une insécurité alimentaire, une instabilité et une marginalisation extrêmes.

Lorsque les marchés fonctionnent bien et que les capacités de mise en œuvre sont adéquates, les bons et les espèces sont en général d'un meilleur rapport coût-efficacité que les distributions de vivres. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, cependant, ils sont parfois moins efficaces et efficients que les distributions de vivres (Harvey et Savage, 2006). Tous les coûts, y compris ceux de la mise en place, de la surveillance et de

9 Faire fonctionner les marchés pour les pauvres qui souffrent de la faim

l'administration, qui peuvent être supérieurs pour les programmes de distribution de bons et d'argent, doivent être pris en considération.

Bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions d'ensemble sur les formes de distribution que préfèrent les bénéficiaires, il est possible de discerner des tendances générales. Ces préférences ont tendance à varier selon le lieu, la saison et le sexe. Les ménages qui vivent loin des marchés préfèrent souvent les distributions de vivres, tandis

que s'ils en sont proches, ils préfèrent les bons et l'argent. Il semble également qu'ils privilégient les distributions de vivres durant la saison maigre, en raison des prix élevés des denrées alimentaires, mais la distribution d'argent au moment des récoltes. Le sexe des bénéficiaires est aussi un facteur important: les femmes préfèrent les distributions de vivres sur lesquels elles ont plus de chance d'exercer un contrôle, et les hommes, les distributions d'argent (PAM, 2006d).

10 La marche à suivre: dix actions prioritaires axées sur le marché

De nombreux ménages souffrant de la faim sont enfermés dans un piège faim-pauvreté. Les pauvres mangent mal. Comme ils ne consomment pas suffisamment de nutriments, leur santé, leur niveau d'instruction et leur productivité s'en ressentent. Par conséquent, ils continuent d'être pauvres et d'avoir faim.

Les opportunités créées par les marchés sont remarquables, mais un grand nombre des pauvres qui souffrent de la faim ne peuvent pas en profiter. Tout d'abord, emprisonnés dans le piège faim-pauvreté, ils ont une productivité trop faible, trop peu d'aptitudes, une santé trop précaire et un accès aux actifs, aux intrants et aux financements trop limité. Deuxièmement, ils sont trop loin des marchés et disposent d'informations insuffisantes à leur sujet; la participation au marché est trop coûteuse pour eux. Troisièmement, leur vie est précaire et ils évitent de prendre des risques pour ne pas s'enfoncer plus profondément dans la faim et la pauvreté. Ils se cantonnent dans des activités qui ont fait leurs preuves mais leur rapportent peu et ne font rien pour adopter des technologies nouvelles mais à risque; la participation aux marchés leur fait souvent courir trop de risques.

Malgré leur capacité limitée à bénéficier des opportunités des marchés, les pauvres qui souffrent de la faim en sont tributaires, pour l'achat de nourriture, la vente de leurs produits et des revenus complémentaires. La possibilité pour les pauvres qui souffrent de la faim d'acheter suffisamment d'aliments nutritifs pour pouvoir mener une vie saine et productive dépend en partie des marchés.

Les marchés sont essentiels dans la lutte contre la faim. À eux seuls, ils ont peu de chance de tirer les pauvres du piège faim-pauvreté, mais ils peuvent leur faciliter la tâche par des incitations. Les marchés permettent aux pauvres qui souffrent de la faim d'obtenir des prix plus élevés pour leurs produits et des salaires meilleurs pour leur travail. Cependant, des actions complémentaires sont nécessaires, par exemple au niveau de la nutrition, de la technologie, de la formation et de la protection sociale. Les marchés peuvent aussi exacerber la faim et aggraver l'état nutritionnel, comme le montre la situation actuelle, avec ses prix alimentaires élevés.

Pour respecter un bon équilibre entre le renforcement des marchés et les actions gouvernementales, trois principes pourraient être suivis:

- 1 Ne pas nuire; éviter les mesures qui risquent d'augmenter la volatilité des marchés, les obstacles au commerce ou la concentration excessive du pouvoir de marché aux mains de quelques négociants.
- 2 Augmenter les aspects positifs; améliorer le fonctionnement du marché pour augmenter l'accès des pauvres qui souffrent de la faim au marché, aux intrants, aux financements et aux informations sur les marchés, par exemple par la mise en place de politiques, d'institutions et d'infrastructures.
- 3 Réduire les aspects négatifs, assurer une protection contre eux ou les compenser; les marchés connaissent des défaillances, peuvent être volatiles et peuvent produire des résultats inacceptables sur le plan social.

Les crises alimentaire et financière mondiales ont suscité un sentiment d'urgence, qui doit se traduire par des engagements et des actions aux niveaux national, régional et international. Les cercles vicieux doivent être transformés en cercle vertueux. L'encadré ci-dessous présente dix actions importantes axées sur le marché.

Action 1: prendre en considération la dynamique du marché dans les initiatives de réduction de la faim

Les initiatives de lutte contre la faim peuvent soutenir les marchés ou leur nuire. Il est essentiel de bien comprendre les marchés pour identifier les causes de la faim et de la vulnérabilité et pour élaborer des mesures, y compris des interventions sous forme d'aide alimentaire et de politiques de sécurité alimentaire:

- Baser toutes les interventions et politiques de lutte contre la faim sur une évaluation des besoins tenant fortement compte du marché.
- Envisager d'utiliser des interventions axées sur le marché, comme la distribution d'argent et de bons d'alimentation dans le cadre de programmes d'assistance alimentaire, s'il y a lieu et dans la mesure du possible. Cela renforcerait les marchés,

Actions prioritaires axées sur le marché

- Action 1: prendre en considération la dynamique du marché dans les initiatives de réduction de la faim.
- Action 2: soutenir les marchés par des investissements dans les institutions et les infrastructures.
- Action 3: améliorer l'accès aux marchés complémentaires.
- Action 4: exploiter le pouvoir des marchés pour transformer la dépendance à leur égard en des opportunités.
- Action 5: réduire les risques et vulnérabilités liés aux marchés et protéger les marchés.
- Action 6: investir dans la protection sociale.
- Action 7: réaliser des investissements accrus dans la nutrition et investir différemment dans l'agriculture.
- Action 8: veiller à ce que le commerce soutienne la sécurité alimentaire.
- Action 9: faire participer les acteurs nationaux et internationaux à la lutte contre la faim.
- Action 10: améliorer les connaissances et les exploiter.

mais ne peut se substituer à leur développement lorsqu'ils sont rudimentaires.

- Faire appel à des programmes d'approvisionnement local en produits alimentaires pour renforcer les marchés.
- Tenir compte, dans les politiques de sécurité alimentaire, du contexte relatif aux marchés et des réactions des marchés, qu'elles soient positives ou négatives.

Action 2: soutenir les marchés par des investissements dans les institutions et les infrastructures

Les marchés ne fonctionnent pas en vase clos. Ils ont besoin d'infrastructures et d'institutions favorables. Sans elles, ils ont plus de chances de nuire aux pauvres que de leur être utiles:

- Améliorer le système de soutien juridique et réglementaire, y compris les mesures visant à faire respecter les lois sur les droits de propriété et les contrats, en s'appuyant sur les institutions existantes.
- Favoriser la concurrence et éviter la concentration du pouvoir de marché aux mains de quelques participants en appliquant des politiques, des règlements et des réductions du coût de la création d'entreprises.
- Renforcer le système de normes (ou en élaborer un) concernant par exemple les poids et mesures et la qualité, et le faire le respecter.

Aucun ensemble unique d'institutions ne convient à toutes les situations. Pour réformer les institutions, la

priorité accordée aux réformes des politiques et à la croissance, leur rapidité, leur exhaustivité et leur ordre de mise en œuvre, dépendent du contexte, y compris des institutions formelles et informelles existantes et des conditions socioéconomiques et politiques.

Action 3: améliorer l'accès aux marchés complémentaires

Des centaines de millions de pauvres qui souffrent de la faim n'ont pas accès aux services financiers. Un grand nombre d'entre eux n'ont pas non plus accès aux marchés des intrants et du travail:

- Améliorer l'accès des pauvres qui souffrent de la faim aux services financiers, en leur garantissant un endroit sûr où mettre de l'argent de côté (et même en tirer des intérêts), une source de prêts en vue d'investissements dans des moyens de subsistance durables et une couverture d'assurance contre les défaillances des récoltes, les maladies et les décès.
- Développer l'accès des pauvres qui souffrent de la faim aux marchés du travail par les mesures suivantes:
 - des programmes Vivres ou Espèces contre travail, selon les besoins;
 - des programmes d'éducation et d'acquisition de compétences, qui leur donneront de nouvelles possibilités de compléter leurs revenus; et
 - la mise en place de systèmes d'information sur les salaires, l'amélioration des règlements relatifs à la sécurité sur le lieu de travail et l'accroissement du rôle des syndicats, qui pourraient renforcer leur situation.

- Améliorer et garantir l'accès aux terres des pauvres qui souffrent de la faim. Dans de nombreux cas, l'exclusion des femmes du droit à posséder des terres ou à en hériter nécessite une attention particulière.

Action 4: exploiter le pouvoir des marchés pour transformer la dépendance à leur égard en des opportunités

Les marchés peuvent représenter un moyen puissant de transformation et de génération de revenus, mais les pauvres qui souffrent de la faim sont handicapés au départ. Diverses innovations tentent d'éliminer les contraintes auxquelles ils se heurtent et peuvent offrir aux agriculteurs à faibles revenus des possibilités d'améliorer leurs liens avec les marchés, en leur offrant des incitations et en les dotant d'un pouvoir de négociation qui leur permettra de vendre leurs denrées alimentaires à des prix supérieurs:

- Encourager les innovations le long de la chaîne de valeur du marché, par exemple par le biais de l'agriculture contractuelle, des associations d'agriculteurs, des systèmes de récépissés d'entrepôt et des systèmes d'information des marchés. Ces initiatives peuvent réduire les risques et les coûts de transaction tout en augmentant l'accès aux intrants, aux financements et aux débouchés des marchés.
- Assurer une formation et le développement des capacités pour que les pauvres qui souffrent de la faim puissent profiter des possibilités.
- Veiller à ce que les pauvres qui souffrent de la faim puissent bénéficier des systèmes alimentaires en évolution rapide, y compris les supermarchés qui s'implantent dans l'ensemble du monde en développement. Les supermarchés pourraient augmenter leur accès au marché aussi bien en tant qu'acheteurs que vendeurs. Cependant, on risque également qu'ils ne remplacent leur régime alimentaire habituel par des aliments transformés meilleur marché mais aussi moins nutritifs, et que les petits agriculteurs ne soient pas en mesure de respecter les normes de qualité et de quantité imposées par les chaînes de supermarchés et de l'offre. Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé et la responsabilité sociale des entreprises pourraient jouer un rôle crucial dans la prévention de ces risques.

Action 5: réduire les risques et vulnérabilités liés aux marchés et protéger les marchés

La participation aux marchés expose les pauvres qui souffrent de la faim à la volatilité des marchés, aux risques qu'ils présentent et à leurs défaillances. Ces risques doivent être pris en considération et éliminés dans les efforts visant à aider les ménages vulnérables à adopter un comportement axé sur la croissance qui pourrait réduire la faim. Les marchés peuvent transférer, augmenter ou réduire les risques, la dynamique du marché pouvant être un allié ou un adversaire dans la lutte contre la faim. Plusieurs possibilités s'offrent de donner aux marchés d'autres rôles utiles que celui de la simple redistribution:

- Surveiller les risques liés au marché, y compris ceux d'entre eux qui sont liés aux prix des denrées alimentaires, au commerce transfrontalier (informel) et aux politiques portant sur le commerce et les marchés.
- Réduire les risques liés aux marchés, améliorer leur faculté de reprise et les renforcer. Avec l'augmentation de la fréquence des catastrophes naturelles et d'origine humaine, les marchés sont plus sujets aux défaillances, ce qui pourrait avoir des effets désastreux sur les ménages vulnérables. Ce risque est moindre lorsque les marchés fonctionnaient bien avant la catastrophe.
- Établir des cadres de gestion des risques de catastrophe qui intègrent les marchés, ou renforcer ceux qui existent déjà, afin de garantir la mise en œuvre d'efforts de prévention, d'adaptation et d'atténuation qui pourraient englober une assurance climat et des réserves stratégiques nationales.
- Aider les marchés et ne pas nuire durant les opérations de secours et de reprise. Des efforts doivent être déployés pour que les programmes d'assistance ne défavorisent pas les marchés, et des programmes spécifiques visant à les aider à se rétablir doivent être lancés le plus tôt possible, par exemple par l'achat local de produits alimentaires, s'il y a lieu et dans la mesure du possible.

Action 6: investir dans la protection sociale

Les pauvres qui souffrent de la faim sont exposés à de nombreux risques, dont certains sont dus au marché.

Les forces du marché peuvent s'exercer au détriment des plus vulnérables, et les marchés sont sujets à des défaillances. Les marchés réagissent à la demande et pas aux besoins; leur but n'est pas de réaliser des objectifs sociaux comme la lutte contre la faim:

- Investir dans la protection sociale et la renforcer pour réduire les risques et vulnérabilités et compléter les marchés, y compris par des distributions de vivres, d'argent, de bons d'alimentation, de produits alimentaires nutritifs et de suppléments, et par des programmes d'alimentation scolaire ainsi que des programmes Vivres ou Espèces contre travail.
- Faire porter les efforts sur les plus vulnérables, par exemple les minorités ethniques, les femmes, les enfants, les handicapés et les malades chroniques.
- Envisager des mesures de protection sociale basées sur le marché comme l'assurance, la distribution de bons et d'argent, s'il y a lieu et dans la mesure du possible.

La protection sociale peut jouer un rôle important dans la transformation d'un cercle vicieux en un cercle vertueux, par son effet positif sur la croissance, les marchés, la réduction des risques et le capital humain.

Action 7: réaliser des investissements accrus dans la nutrition et investir différemment dans l'agriculture

Le soutien pour l'agriculture diminue depuis plus de 20 ans, et les petits exploitants sont négligés depuis bien plus longtemps. Les interventions nutritionnelles figurent parmi les mesures de développement les plus rentables, mais elles ne bénéficient pas d'un financement proportionné:

- Investir dans la recherche et le développement relatifs aux cultures pratiquées par les petits exploitants. Les efforts doivent porter sur le développement de cultures résistantes aux chocs météorologiques, moins consommatrices d'eau et d'engrais chimiques (dont le coût a grimpé avec celui de l'énergie), plus nutritives et respectueuses de la biodiversité.
- Investir dans la nutrition, par exemple par l'enrichissement, la supplémentation alimentaire, le développement de produits alimentaires nutritifs, la

production d'aliments nutritifs pour la consommation personnelle et le développement de marchés d'aliments nutritifs à des prix abordables. L'augmentation des rendements des cultures de base, réalisée grâce aux nouvelles technologies, ne s'accompagne pas toujours d'une amélioration de l'état nutritionnel. Les investissements dans l'agriculture doivent être complétés par des investissements dans la nutrition, pour garantir aux pauvres qui souffrent de la faim un accès à des aliments nutritifs et pour rectifier les carences en micronutriments.

- Investir dans les infrastructures, y compris au moyen de programmes Vivres ou Espèces contre travail, en particulier pour les routes et les systèmes d'irrigation, en concentrant les efforts sur les petits exploitants.
- Investir dans des systèmes de stockage, y compris ceux qui sont adaptés aux besoins des ménages, et dans des méthodes permettant de réduire les pertes après la récolte.

Les gouvernements ont un rôle crucial à jouer dans la plupart de ces investissements. Comme il est difficile de faire payer les usagers, le secteur privé risque de fournir moins de services que nécessaire. Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé sont importants dans plusieurs domaines. L'aide publique au développement (APD) peut aussi jouer un rôle.

Action 8: veiller à ce que le commerce soutienne la sécurité alimentaire

Le commerce international joue un rôle important dans la sécurité alimentaire. Les barrières commerciales provoquent des distorsions et portent atteinte au bon fonctionnement des marchés internationaux. Des politiques complémentaires en matière de commerce et de sécurité alimentaire complémentaires sont nécessaires pour réduire les effets adverses de la libéralisation sur les pauvres qui souffrent de la faim:

- Accroître la cohérence entre les politiques en matière de commerce et de sécurité alimentaire.
- Veiller à ce que les plates-formes internationales et régionales existantes s'intéressent à cette cohérence.

- Réduire les restrictions à l'exportation et renforcer les disciplines permettant de les éviter.
- Garantir l'accès humanitaire aux produits alimentaires, y compris par l'exemption des restrictions à l'exportation.
- Faciliter le commerce des denrées alimentaires et réduire systématiquement les restrictions sur le commerce alimentaire, tout en minimisant et en atténuant les effets négatifs possibles sur les personnes et les pays vulnérables.
- Améliorer la prévisibilité des interventions des gouvernements dans les marchés qui visent à soutenir la sécurité alimentaire. Les mesures ponctuelles et imprévisibles ont un effet dissuasif sur le secteur privé. Les gouvernements doivent consulter ce dernier régulièrement, y compris au sujet de l'établissement de règles de décision relatives aux barrières commerciales. Ces règles doivent par exemple fixer des seuils établissant quand et comment ils peuvent intervenir.

Action 9: faire participer les acteurs nationaux et internationaux à la lutte contre la faim

L'augmentation des revenus et des marchés ne conduira pas automatiquement et rapidement à des améliorations de l'état nutritionnel, en particulier chez les ménages pauvres. Des mesures complémentaires qui augmentent l'accès aux aliments nutritifs sont indispensables, dans lesquelles le secteur privé a un rôle important à jouer. Cela présente un intérêt particulier dans le contexte actuel du coût élevé des denrées alimentaires et de la crise financière mondiale:

- Soutenir les interventions d'urgence pour empêcher la détérioration de l'état nutritionnel sous l'effet du coût élevé des aliments et de la crise financière.
- Soutenir le renforcement des systèmes de protection sociale.
- Recourir à l'APD pour renforcer les marchés, combler les lacunes en matière d'aide humanitaire et de développement tout en améliorant la sécurité alimentaire. L'aide humanitaire d'urgence doit comporter un élément axé sur la reprise des marchés.
- Soutenir les innovations et l'expérimentation de mesures susceptibles d'augmenter l'accès des pauvres qui souffrent de la faim aux marchés et aux aliments nutritifs, y compris par des partenariats entre le secteur public et le secteur privé.
- Créer des partenariats entre le secteur public et le secteur privé réunissant des gouvernements, le secteur privé et la société civile, y compris dans les domaines de la finance, de la nutrition, des chaînes de valeur et des systèmes d'information sur les marchés.

Action 10: améliorer les connaissances et les exploiter

Les études sur les relations complexes qui unissent les marchés et la faim sont insuffisantes, malgré les nombreux experts en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, de santé, de commerce et d'économie du développement. Les décisions s'appuient sur des connaissances incomplètes:

- De nouveaux travaux de recherche sont nécessaires pour répondre à des questions telles que les suivantes:
 - Quelles sont les répercussions sur la nutrition du coût élevé des denrées alimentaires?
 - Quel est l'effet de la crise financière mondiale sur la sécurité alimentaire?
 - Comment l'accès des ménages aux aliments nutritifs peut-il être amélioré par les marchés?
 - Quel est l'effet de la spéculation sur les prix des produits alimentaires?
 - Que peut-on faire pour minimiser les effets négatifs potentiels de la spéculation sur les marchés alimentaires?
 - Quel est le lien entre le marché de la finance et celui des produits alimentaires?
 - Que peut-on faire pour réduire la volatilité des marchés des céréales?
 - Est-il nécessaire de mettre en place une réserve mondiale de céréales?
 - Quels instruments efficaces peut-on élaborer pour éviter les restrictions à l'exportation?

10 La marche à suivre: dix actions prioritaires axées sur le marché

- Que doit faire le monde pour que des quantités suffisantes d'aliments nutritifs soient disponibles et accessibles, même lorsque les marchés sont perturbés?
- Encourager une collaboration Sud-Sud sur les expériences et enseignements tirés. Un tel échange d'idées pourrait contribuer également à améliorer l'exploitation des connaissances lors de l'élaboration des politiques et de la prise de décisions.

Le présent recueil contient des données sur les sujets examinés dans cette publication. Chaque tableau présente divers indicateurs à un même sujet. Le premier tableau concerne les indicateurs se rapportant à la faim et à la malnutrition. Le deuxième porte sur les indicateurs relatifs aux disponibilités alimentaires et à l'accès à la nourriture. Le dernier contient des indicateurs relatifs à l'aide internationale.

Source des données

Les données présentées dans le recueil proviennent de plusieurs sources, dont la plupart sont des entités du système des Nations Unies ou d'autres organisations internationales. La plupart des données sont disponibles en ligne. Dans la mesure du possible, elles proviennent de sources originales ou de l'organisation chargée de les recueillir.

Classement des pays

Les tableaux présentent des données concernant 168 pays et territoires regroupés en cinq zones géographiques. Dans certains cas, des données globales sont fournies. Aucun jugement n'est porté sur le développement d'un pays particulier. Le terme "pays" n'implique pas nécessairement une indépendance politique, mais peut dénoter tout territoire concernant lequel les autorités publient des statistiques distinctes.

Notes

Comme les données proviennent de sources diverses, les années couvertes ne sont pas les mêmes pour chaque indicateur. Les données relatives à une période font référence soit à une moyenne des données de la période en question, soit à l'année la plus récente de cette période pour laquelle des données sont disponibles. Cette information est précisée dans les notes.

Un tiret (-) indique que les valeurs font défaut (soit non disponibles soit non calculables).

Zéro (0) indique que la valeur est égale à zéro.

"ns" signifie non significatif statistiquement.

Des notes expliquant les définitions des indicateurs, les calculs effectués et les sources des données figurent au bas de chaque tableau.

Tableau 1 – La faim

	Sous-alimentation						Malnutrition						Faim invisible			
	Nombre de personnes sous-alimentées (millions)			Proportion de personnes sous-alimentées dans la population (%)			Prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (%)	Anémie due à une carence en fer chez les femmes de 15 à 49 ans (%)	Carence en iode (% de goitreux dans la population)	Carence en vitamine A
	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1990-1994	1995-1999	2000-2006	2000-2006			
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	168,8	194,0	212,1	34	34	30										
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11,5	-	-	26	16	33	
Angola	7,2	7,3	7,1	66	58	46	-	61,7	50,8	-	-	30,5	6	59	33	55
Bénin	1,5	1,7	1,6	28	26	19	-	-	43,1	-	-	22,9	7	65	<5	70
Botswana	0,3	0,4	0,5	20	24	26	-	-	29,1	-	-	12,5	5	31	17	30
Burkina Faso	1,3	1,3	1,3	14	12	10	-	-	43,1	32,7	34,3	37,7	23	48	29	46
Burundi	2,6	3,6	4,8	44	57	63	-	-	63,1	-	-	45,1	7	60	42	44
Cameroun	4,3	5,1	4,0	34	35	23	-	36,7	35,4	13,6	21	18,1	6	32	12	36
Cap-Vert	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13,5	-	-	-	-	-	-
Comores	-	-	-	-	-	-	-	41,4	46,9	18,9	-	24,9	8	-	-	-
Congo, Rép. du	1,0	1,2	0,8	40	43	22	-	-	31,2	-	13,9	14,4	7	48	36	32
Congo, Rép. démocratique du	11,4	26,5	43,0	29	57	76	-	-	44,4	-	-	31,1	13	54	-	58
Côte d'Ivoire	2,0	2,4	2,6	15	16	14	-	31,5	34	23,6	21,2	17,2	7	-	-	-
Djibouti	-	-	-	-	-	-	-	-	38,8	22,9	18,2	26,8	21	-	-	-
Érythrée	2,1	2,1	3,0	67	64	68	-	44,4	43,7	41	-	39,6	13	53	10	30
Éthiopie	37,4	39,3	35,2	71	63	46	-	-	50,7	47,6	-	38,4	11	58	23	30
Gabon	-	-	-	-	-	-	-	-	26,3	-	-	11,9	3	32	27	41
Gambie	0,2	0,4	0,5	20	31	30	-	-	24,1	-	-	17,1	6	53	20	64
Ghana	5,4	3,0	1,9	34	16	9	-	31,3	35,6	-	24,9	22,1	5	40	18	60
Guinée	1,2	1,3	1,5	19	18	17	-	34,3	39,3	26,3	23,2	25,8	9	43	23	40
Guinée-Bissau	-	-	-	-	-	-	-	-	36,1	-	-	25	7	53	17	31
Guinée équatoriale	-	-	-	-	-	-	-	-	42,6	-	-	18,6	7	-	-	-
Kenya	8,0	8,4	11,0	33	30	32	-	37	35,8	22,3	-	19,9	6	43	10	70
Lesotho	0,2	0,2	0,3	15	13	15	-	-	45,2	15,8	-	19,8	4	43	19	54
Libéria	0,6	0,9	1,3	30	39	40	-	-	45,3	-	-	26,4	6	44	18	38
Madagascar	3,9	5,4	6,6	32	37	37	-	55,5	52,8	39,1	-	41,9	13	42	6	42
Malawi	4,3	3,7	3,8	45	36	29	55,8	-	52,5	27,2	-	22	3	27	22	59
Mali	1,1	1,3	1,2	14	15	11	-	36,2	42,7	-	-	33,2	11	47	42	47
Maurice	0,1	0,1	0,1	7	6	6	-	-	-	-	14,9	-	-	-	-	-
Mauritanie	0,2	0,2	0,2	10	8	8	-	-	39,5	47,6	-	31,8	13	42	21	17
Mozambique	8,2	8,6	7,5	59	52	38	-	45,3	47	-	-	23,7	4	54	17	26
Namibie	0,4	0,5	0,4	29	29	19	35,7	-	29,5	26,2	-	24	9	35	18	59
Niger	3,1	3,8	3,7	38	40	29	-	47	54,8	42,6	-	39,6	10	47	20	41
Nigéria	14,7	10,8	12,5	15	10	9	50,5	-	43	35,7	-	28,7	9	47	8	25
Ouganda	3,6	5,1	4,1	19	23	15	-	45	44,8	-	-	22,8	5	30	9	66
République centrafricaine	1,4	1,8	1,8	47	50	43	-	40,2	44,6	-	-	24,3	10	49	11	68
Rwanda	3,2	3,3	3,6	45	56	40	56,8	-	51,7	29,2	-	22,5	5	43	13	39
Sao Tomé-et-Principe	-	-	-	-	-	-	-	-	35,2	-	-	12,9	8	-	-	-
Sénégal	2,3	3,0	3,0	28	32	26	33,7	-	20,1	21,6	-	17,3	8	43	23	61
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	1,9	1,8	2,5	45	43	47	-	-	38,4	28,7	-	27,2	9	68	16	47
Somalie	-	-	-	-	-	-	-	-	42,1	-	25,8	-	11	-	-	-
Soudan	8,3	7,2	7,4	31	24	21	-	-	47,6	34,4	-	40,7	16	-	-	-
Swaziland	0,1	0,2	0,2	12	20	18	-	-	36,6	-	-	10,3	1	32	12	38
Tanzanie, Rép.-Unie de	7,5	12,7	13,0	28	41	35	-	48,3	44,4	28,8	29,4	21,8	3	45	16	37
Tchad	3,7	3,8	3,8	59	51	39	-	45	44,8	-	-	36,7	14	56	24	45
Togo	1,8	1,8	2,3	45	39	37	-	29,8	-	-	25,1	-	14	45	14	35
Zambie	3,3	3,9	5,1	40	41	45	-	48,6	52,5	25,1	-	20	6	46	25	66
Zimbabwe	4,3	5,5	5,2	40	46	40	-	33,7	35,8	-	13	17,2	6	44	9	28

	Sous-alimentation						Malnutrition						Faim invisible			
	Nombre de personnes sous-alimentées (millions)			Proportion de personnes sous-alimentées dans la population (%)			Prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (%)	Anémie due à une carence en fer chez les femmes de 15 à 49 ans (%)	Carence en iode (% de goitreux dans la population)	Carence en vitamine A
	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1990-1994	1995-1999	2000-2006	2000-2006			
ASIE ET OCÉANIE	582,4	535,0	541,9	20	17	16										
Afghanistan	-	-	-	-	-	-	-	-	59,3	-	48	39,3	7	61	48	53
Bangladesh	41,6	51,4	40,1	36	40	27	-	-	47,8	65,8	-	47,5	13	36	18	28
Bhoutan	-	-	-	-	-	-	-	47,7	-	-	18,7	-	-	55	-	32
Brunéi Darussalam	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cambodge	3,8	4,8	3,6	38	41	26	-	58,6	43,7	39,8	-	45,2	7	58	18	42
Chine	178,0	143,7	122,7	15	12	9	-	-	21,8	19,1	-	7,8	-	21	5	12
Corée, Rép. pop. dém. de	4,2	6,7	7,6	21	31	32	-	-	44,7	-	-	23,9	7	-	-	-
Corée, Rép. de	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fidji	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,9	-	-	-	-	-	-
Hong Kong RAS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Cook	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Marshall	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Salomon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	206,6	199,9	230,5	24	21	21	-	51	47,9	53,4	48,5	-	20	51	26	57
Indonésie	34,5	26,7	37,1	19	13	17	-	-	28,6	-	26,4	28,2	-	26	10	26
Kiribati	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lao, Rép. dém. populaire	1,1	1,3	1,1	27	26	19	-	-	48,2	44	-	40	15	48	14	42
Malaisie	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	-	23,3	-	10,6	-	-	-	-
Maldives	-	-	-	-	-	-	-	46,7	31,9	38,9	-	30,4	13	-	-	-
Micronésie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mongolie	0,7	1,0	0,8	30	40	29	-	30,1	23,5	12,3	-	6,7	2	18	15	29
Myanmar	18,1	14,8	8,8	44	34	19	-	-	40,6	32,4	-	31,8	9	45	17	35
Nauru	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	4,0	5,3	4,0	21	24	15	-	61,1	49,3	-	-	48,3	13	62	24	33
Niue	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pakistan	25,7	23,7	35,0	22	18	23	54,5	-	41,5	40,4	-	37,8	13	59	38	35
Palau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43	-	37
Philippines	13,3	12,8	13,3	21	18	16	-	-	33,8	33,5	28,2	27,6	6	35	15	23
Samoa	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Singapour	-	-	-	-	-	-	-	-	4,4	-	-	3,4	2	-	-	-
Sri Lanka	4,6	4,4	4,0	27	24	21	-	-	18,4	-	-	29,4	14	-	-	-
Thaïlande	15,7	12,3	10,9	29	21	17	-	-	15,7	18,6	17,6	-	4	27	13	22
Timor-Leste	-	-	-	-	-	-	-	-	55,7	-	-	45,8	12	-	-	-
Tonga	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tuvalu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vanuatu	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viet Nam	18,7	15,6	11,5	28	21	14	61,4	-	35,8	-	-	26,6	12	33	11	12
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	52,6	51,8	45,2	12	11	8										
Antigua-et-Barbuda	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	8,2	-	5,4	3,8	1	-	-	-
Bahamas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Barbade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belize	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,2	-	-	1	-	-	-
Bolivie	1,6	1,5	2,0	24	20	22	-	33,1	32,5	-	9,5	7,5	1	30	<5	23
Brésil	15,8	15,6	11,7	10	10	6	-	13,5	-	-	5,7	-	-	21	<5	15

	Sous-alimentation						Malnutrition						Faim invisible			
	Nombre de personnes sous-alimentées (millions)			Proportion de personnes sous-alimentées dans la population (%)			Prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (%)	Anémie due à une carence en fer chez les femmes de 15 à 49 ans (%)	Carence en iode (% de goitreux dans la population)	Carence en vitamine A
	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1990-1994	1995-1999	2000-2006	2000-2006			
Chili	0,9	ns	ns	7	-	-	-	-	-	0,9	-	0,7	0	-	-	-
Colombie	5,2	4,2	4,3	15	11	10	-	19,7	16,2	-	-	7	1	-	-	-
Costa Rica	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	-	2,8	5,1	-	-	-	-	-
Cuba	0,6	1,5	ns	5	14	-	-	-	-	-	-	3,9	2	-	-	-
Dominique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
El Salvador	0,5	0,6	0,6	9	11	10	29,5	-	24,6	-	11,8	10,3	1	34	11	17
Équateur	2,5	2,0	1,9	24	17	15	-	-	29	-	14,8	11,6	2	-	-	-
Grenade	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guatemala	1,3	1,7	2,0	14	17	16	-	53,1	54,3	-	24,2	22,7	2	20	16	21
Guyane	-	-	-	-	-	-	-	-	13,8	18,3	-	13,6	11	-	-	-
Haïti	4,5	4,8	5,3	63	60	58	-	37,2	29,7	26,8	-	17,3	9	54	12	32
Honduras	1,0	0,9	0,8	19	16	12	-	43,3	29,9	-	-	16,6	1	31	12	15
Jamaïque	0,3	0,2	0,1	11	7	5	-	6,3	4,5	-	-	4	4	-	-	-
Mexique	ns	4,3	ns	-	5	-	-	21,7	15,5	-	7,5	-	2	-	-	-
Nicaragua	2,2	1,9	1,2	52	40	22	-	23,4	25,2	11,9	-	9,6	2	40	4	9
Panama	0,4	0,6	0,5	18	20	17	-	21,5	-	7	6,8	-	-	-	-	-
Paraguay	0,7	0,5	0,7	16	11	11	18,3	-	-	3,7	5	4,6	1	25	13	13
Pérou	6,1	4,9	3,9	28	20	15	-	31,6	31,3	10,8	-	7,6	1	32	10	17
République dominicaine	2,0	2,0	2,0	27	24	21	-	13,9	11,7	10,4	-	5,3	1	31	11	18
Saint-Kitts-et-Nevis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suriname	0,0	0,0	0,0	11	8	7	-	-	14,5	-	-	13,3	7	-	-	-
Trinité-et-Tobago	0,1	0,2	0,1	11	13	10	-	-	5,3	-	-	5,9	4	-	-	-
Uruguay	0,2	ns	ns	5	-	-	-	-	13,9	-	4,5	-	2	-	-	-
Venezuela	2,1	3,1	3,2	10	14	12	-	-	-	4,5	-	5,2	4	38	10	5

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

DU NORD	19,1	29,6	33,0	6	8	8										
Algérie	ns	1,5	ns	-	5	-	-	22,5	21,6	9,2	-	10,4	3	-	-	-
Arabie saoudite	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	-	-	14,3	-	-	-	-	-
Bahreïn	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,7	-	-	-	-	-
Égypte	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	23,8	10,4	10,7	6,2	4	28	12	7
Émirats arabes unis	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	-	-	14,4	-	-	-	-	-
Iran, Rép. islamique d'	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	-	-	10,9	-	-	29	9	23
Iraq	-	-	-	-	-	-	-	-	27,5	11,9	-	11,7	5	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jamahiriya arabe libyenne	ns	ns	ns	-	-	-	-	20,7	-	-	4,7	-	-	-	-	-
Jordanie	ns	0,2	ns	-	5	-	-	11,1	12	6,4	-	4,4	2	-	-	-
Koweït	0,4	0,1	ns	20	5	-	-	-	-	-	9,8	-	-	-	-	-
Liban	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	15,2	-	3	3,9	5	24	11	20
Maroc	1,2	1,4	ns	5	5	-	29,9	-	23,1	9	8,9	10,2	9	34	-	29
Oman	-	-	-	-	-	-	-	15,9	-	-	17,8	-	-	-	-	-
Qatar	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,5	-	-	-	-	-
Rép. arabe syrienne	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	28,2	12,1	-	6,9	9	30	8	8
Territoire palestinien occupé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,9	1	-	-	-
Tunisie	ns	ns	ns	-	-	-	-	-	-	-	-	4	2	-	-	-
Yémen	3,8	5,0	6,5	30	31	32	-	59,3	58,2	-	46,1	45,6	12	49	16	40

	Sous-alimentation						Malnutrition						Faim invisible			
	Nombre de personnes sous-alimentées (millions)			Proportion de personnes sous-alimentées dans la population (%)			Prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (%)			Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (%)	Anémie due à une carence en fer chez les femmes de 15 à 49 ans (%)	Carence en iode (% de goitreux dans la population)	Carence en vitamine A
	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1992	1995-1997	2003-2005	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1990-1994	1995-1999	2000-2006	2000-2006			
EUROPE ORIENTALE ET MÉRIDIONALE ET CEI																
Albanie	-	-	-	-	-	-	-	-	39,2	-	-	14	7	-	-	-
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	15,1	18,2	-	-	4	5	12	12	12
Azerbaïdjan	-	-	-	-	-	-	-	-	24,1	-	-	6,8	2	35	15	23
Bélarus	-	-	-	-	-	-	-	-	4,5	-	-	-	1	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	-	-	-	-	-	-	-	-	11,8	-	-	4,1	3	-	-	-
Bulgarie	-	-	-	-	-	-	-	-	8,8	-	-	-	-	-	-	-
Croatie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6	-	-	-	-	-
Chypre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Estonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fédération de Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Géorgie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,1	-	-	31	21	11
Hongrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kazakhstan	-	-	-	-	-	-	-	13,9	17,4	-	4,2	-	6	36	21	19
Kirghizistan	-	-	-	-	-	-	-	32,6	18,1	-	11	-	15	31	21	18
Lettonie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	-	-	-	-	-	-	-	8	1,2	-	6	-	-	-	-	-
Malte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moldavie, Rép. de	-	-	-	-	-	-	-	-	11,3	-	3,2	4,3	-	-	-	-
Ouzbékistan	-	-	-	-	-	-	-	39	19,6	-	-	7,9	3	63	24	40
Pologne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République tchèque	-	-	-	-	-	-	-	-	2,6	1	-	-	-	-	-	-
Roumanie	-	-	-	-	-	-	-	15,3	12,8	5,7	3,1	3,2	2	-	-	-
Serbie-et-Monténégro	-	-	-	-	-	-	-	-	8,1	-	-	1,9	3	-	-	-
Slovaquie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Slovénie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tadjikistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7	42	28	18
Turquie	-	-	-	-	-	-	-	19,1	15,6	10,4	8,3	3,9	1	33	23	18
Turkménistan	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12	6	46	11	18
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-	-	22,9	-	-	1	0	-	-	-

Définitions des indicateurs et sources

Nombre de personnes sous-alimentées: nombre de personnes dont la consommation alimentaire (en moyenne pour chaque période) est inférieure à l'apport énergétique minimum estimé nécessaire compte tenu de leur âge et de leur sexe.
Source: FAO, 2008c.

Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale: pourcentage de la population totale dont la consommation alimentaire (en moyenne pour chaque période) est inférieure à l'apport énergétique minimum estimé nécessaire compte tenu de leur âge et de leur sexe.
Source: FAO, 2008c.

Prévalence des retards de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (modérés et sévères): proportion des enfants de moins de 5 ans dont le rapport taille/âge est inférieur de deux écarts-types à la médiane de la population de référence. Les données indiquées sont les plus récentes disponibles pour la période examinée.
Source: Système d'information statistique de l'OMS (WHOSIS). Consultable à l'adresse suivante: www.who.int/whosis/.

Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (modérée et sévère): proportion des enfants de moins de 5 ans dont le rapport poids/âge est inférieur de deux écarts-types à la médiane de la population de référence. Les données indiquées sont les plus récentes disponibles pour la période examinée.

Source: Système d'information statistique de l'OMS (WHOSIS). Consultable à l'adresse suivante: www.who.int/whosis/.

Prévalence de l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans (modérée et sévère): proportion des enfants de moins de 5 ans dont le rapport poids/taille est inférieur de deux écarts-types à la médiane de la population de référence. Les données illustrées sont les plus récentes disponibles pour la période examinée.
Source: UNICEF, 2008. Données publiées à l'adresse suivante: www.unicef.org/sowc08/docs/sowc08_table_2.xls.

Anémie due à une carence en fer chez les femmes de 15 à 49 ans: pourcentage de femmes souffrant d'une anémie due à une carence en fer (hémoglobine [Hb] < 120 g/litre chez les femmes non enceintes > 15 ans, Hb < 110 g/litre chez les femmes enceintes de tout âge).
Source: Initiative Micronutriments et UNICEF, 2004.

Carence en iode (goitre): pourcentage de la population atteinte d'un gonflement de la thyroïde.

Source: Initiative Micronutriments et UNICEF, 2004.

Carence en vitamine A: pourcentage des enfants de moins de 6 ans atteints d'une carence subclinique en vitamine A.
Source: Initiative Micronutriments et UNICEF, 2004.

Tableau 2 – Les disponibilités alimentaires et accès à la nourriture

	Consommation énergétique alimentaire (kcal/personne/jour)				Production alimentaire par habitant (1999–2001 = 100)				Importations alimentaires en pourcentage de la production alimentaire			PIB par habitant (dollars)	Taux de pauvreté (%)			Inégalité des revenus				Proportion de la consommation consacrée à l'alimentation			Densité du réseau routier		
	1969–1971	1979–1981	1990–1992	2002–2004	1969–1971	1979–1981	1990–1992	2002–2004	1990–1994	1995–1999	2000–2005		2008	1990–1994	1995–1999	2000–2006	Part des revenus des 20% les plus pauvres		Année de l'enquête	Coefficient de Gini	1990–1994	1995–1999		2000–2004	1993–2004
																	1990–1999	2000–2005							
AFRIQUE SUBSAHARIENNE									9	9	12														
Afrique du Sud	2 740	2 780	2 830	2 980	115	121	98	104	13	12	12	10 187	–	–	–	3,6	3,5	2000	57,8	–	23,0	25,0	21		
Angola	2 110	2 110	1 780	2 120	136	99	84	116	31	30	43	6 443	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Bénin	1 990	2 040	2 330	2 590	71	70	81	107	24	12	15	1 610	–	29,0	–	–	7,4	–	–	–	–	–	32		
Botswana	2 010	2 030	2 260	2 150	230	169	142	101	92	120	101	17 947	–	–	–	3,2	–	1993	63,0	71,0	–	–	–		
Burkina Faso	1 770	1 720	2 350	2 500	80	71	95	106	7	9	7	1 259	–	54,6	46,4	5,9	6,9	1998	48,2	–	–	–	25		
Burundi	2 110	2 030	1 900	1 660	140	128	123	98	2	1	3	389	36,4	68,0	–	5,1	–	1998	33,3	–	–	–	19		
Cameroun	2 230	2 280	2 120	2 260	111	104	93	101	8	6	11	2 161	–	53,3	40,2	5,7	5,6	2001	44,6	–	–	–	20		
Cap-Vert	–	–	–	–	60	57	78	87	191	175	159	3 475	–	–	–	–	4,4	–	–	–	–	–	–		
Comores	1 920	1 800	1 910	1 770	143	115	107	95	35	29	31	1 150	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Congo, Rép. du	1 960	2 040	1 860	2 160	160	128	106	99	41	46	64	4 044	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Congo, Rép. démocratique du	2 220	2 110	2 170	1 590	168	151	152	90	5	8	10	340	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	26		
Côte d'Ivoire	2 500	2 830	2 470	2 640	88	96	89	96	15	15	20	1 800	–	–	–	5,8	5,2	2002	44,6	–	–	–	–		
Djibouti	1 700	1 700	1 800	2 270	97	107	118	118	208	228	343	2 400	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Érythrée	–	–	–	1 500	–	–	–	73	61	59	126	748	53,0	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Éthiopie	–	–	–	1 850	–	–	–	103	4	5	10	871	–	45,5	44,2	9,1	–	1999	30,0	–	52,8	–	32		
Gabon	2 180	2 420	2 450	2 680	123	125	114	96	30	38	42	14 747	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Gambie	2 160	1 770	2 370	2 240	230	117	82	77	57	62	58	1 385	64,0	57,6	61,3	4,0	4,8	1998	47,5	–	–	–	–		
Ghana	2 280	1 700	2 080	2 690	99	69	76	109	12	6	13	1 513	50,0	39,5	28,5	5,6	–	1998	40,8	58,0	–	–	61		
Guinée	2 220	2 230	2 110	2 430	115	107	93	106	11	11	11	1 008	40,0	–	–	–	7,0	1994	40,3	–	–	–	22		
Guinée-Bissau	1 870	2 010	2 300	2 030	88	83	95	94	–	–	–	497	–	–	65,7	5,2	–	1993	47,0	–	–	–	–		
Guinée équatoriale	–	–	–	–	–	–	–	–	24	20	37	17 407	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Kenya	2 290	2 250	1 980	2 150	104	101	107	102	8	11	13	1 735	40,0	52,0	–	6,0	–	1997	42,5	–	–	–	44		
Lesotho	2 070	2 360	2 440	2 580	138	123	96	99	156	122	50	1 358	49,2	68,0	–	1,5	–	1995	63,2	–	–	–	–		
Libéria	2 380	2 550	2 210	1 930	146	145	112	85	41	47	50	378	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Madagascar	2 430	2 370	2 080	2 050	149	131	117	93	3	4	6	995	–	71,3	–	5,9	4,9	2001	47,5	71,8	–	–	25		
Malawi	2 360	2 270	1 880	2 120	89	89	58	84	17	8	6	850	54,0	65,3	–	–	7,0	1997	50,3	28,3	–	–	38		
Mali	1 960	1 700	2 220	2 200	108	102	101	97	3	4	5	1 088	–	63,8	–	4,6	6,1	1994	50,5	–	–	–	–		
Maurice	2 330	2 670	2 890	2 980	126	109	112	102	274	254	261	12 017	–	–	–	–	–	–	–	44,0	43,0	40,0	–		
Mauritanie	1 870	2 050	2 560	2 740	149	123	110	98	56	69	66	2 108	–	50,0	46,3	6,3	6,2	2000	39,0	–	–	–	–		
Mozambique	1 870	1 860	1 730	2 080	151	113	91	99	47	20	28	900	–	69,4	54,1	5,6	5,4	1996	39,6	–	72,3	50,0	–		
Namibie	2 150	2 230	2 070	2 240	257	214	139	118	85	117	70	5 526	–	–	–	1,4	–	1993	70,7	–	–	–	57		
Niger	2 040	2 140	2 020	2 150	140	124	98	97	3	4	8	691	63,0	–	–	2,6	–	1995	50,5	–	–	–	37		
Nigéria	2 220	2 050	2 540	2 720	96	64	89	96	–	–	–	2 142	34,1	–	–	5,0	5,0	1996	50,6	–	–	–	47		
Ouganda	2 390	2 110	2 270	2 370	154	105	104	98	1	2	3	1 148	–	–	37,7	6,0	5,7	1999	43,0	64,0	52,0	44,0	–		
République centrafricaine	2 260	2 300	1 860	1 960	80	89	86	103	5	4	4	754	–	–	–	2,0	–	1993	61,3	57,7	–	–	–		
Rwanda	2 180	2 270	1 950	2 110	120	124	129	108	4	3	3	954	51,2	–	60,3	–	5,3	1983	28,9	–	–	71,7	44		
Sao Tomé-et-Principe	2 110	2 090	2 270	2 490	183	114	78	99	38	26	28	1 749	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Sénégal	2 280	2 280	2 280	2 360	135	94	90	70	36	41	54	1 762	33,4	–	–	6,5	6,6	1995	41,3	53,0	–	–	–		
Seychelles	2 020	2 260	2 310	2 460	163	119	81	94	179	188	219	17 560	–	–	–	–	–	–	–	46,6	36,7	–	–		
Sierra Leone	2 230	2 110	1 990	1 910	160	142	131	101	17	25	20	728	–	–	70,2	1,1	6,5	1989	62,9	–	–	49,3	–		
Somalie	–	–	–	–	–	–	–	–	10	7	8	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Soudan	2 050	2 180	2 170	2 270	91	100	82	100	8	5	10	2 335	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Swaziland	2 280	2 400	2 450	2 300	139	151	131	102	40	40	69	5 645	–	–	69,2	2,7	4,3	1994	60,9	28,0	–	–	–		
Tanzanie, Rép.-Unie de	1 680	2 190	2 050	1 960	122	129	115	99	3	5	9	1 352	38,6	–	35,7	7,4	7,3	1993	38,2	71,3	–	65,4	38		
Tchad	2 080	1 640	1 780	2 130	110	96	95	101	3	2	3	1 670	–	64,0	–	–	–	–	–	–	57,8	–	5		
Togo	2 220	2 190	2 150	2 350	127	112	96	97	13	12	20	824	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–		
Zambie	2 250	2 220	1 930	1 950	129	117	104	100	18	15	14	1 397	–	72,9	68,0	3,4	3,6	1998	52,6	–	63,3	64,0	–		
Zimbabwe	2 260	2 260	1 980	1 980	149	128	91	84	25	12	18	–	25,8	34,9	–	4,6	–	1995	56,8	37,3	–	–	–		

	Consommation énergétique alimentaire (kcal/personne/jour)				Production alimentaire par habitant (1999-2001 = 100)				Importations alimentaires en pourcentage de la production alimentaire			PIB par habitant (dollars)	Taux de pauvreté (%)			Inégalité des revenus				Proportion de la consommation consacrée à l'alimentation			Densité du réseau routier		
	1969-1971	1979-1981	1990-1992	2002-2004	1969-1971	1979-1981	1990-1992	2002-2004	1990-1994	1995-1999	2000-2005		2008	1990-1994	1995-1999	2000-2006	Part des revenus des 20% les plus pauvres		Coefficient de Gini		1990-1994	1995-1999		2000-2004	1993-2004
																	1990-1999	2000-2005	Année de l'enquête	Coefficient de Gini					
ASIE ET OCÉANIE									5	5	5														
Afghanistan	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	19	783	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bangladesh	2 120	1 980	2 070	2 200	103	93	91	100	6	10	11	1 408	-	51,0	49,8	8,7	8,8	2000	31,8	66,6	58,0	54,6	37		
Bhoutan	-	-	-	-	-	-	-	-	17	16	15	5 240	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Brunéi Darussalam	2 410	2 590	2 800	2 800	72	68	50	109	458	422	259	50 596	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Cambodge	2 090	1 710	1 860	2 070	133	66	85	101	2	2	2	1 955	47,0	36,1	35,0	8,0	6,8	1997	40,4	53,0	59,0	-	81		
Chine	1 990	2 330	2 710	2 930	40	46	65	111	4	3	3	5 943	-	4,6	-	-	4,3	2001	44,7	-	-	-	97		
Corée, Rép. populaire dém. de	2 090	2 300	2 470	2 180	85	111	132	108	8	14	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Corée, Rép. de	2 770	2 990	3 000	3 030	58	77	86	93	53	59	64	26 341	-	-	-	7,9	-	1998	31,6	-	-	-	-		
Fidji	2 440	2 500	2 640	2 940	116	116	114	93	92	112	122	4 443	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Hong Kong, RAS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44 413	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Cook	-	-	-	-	-	-	-	-	48	54	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Marshall	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Îles Salomon	2 250	2 220	2 020	2 230	137	147	113	97	16	21	17	2 049	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Inde	2 040	2 080	2 370	2 470	73	74	89	98	0	1	2	2 787	36,0	-	28,6	-	8,1	1999	32,5	-	-	49,5	61		
Indonésie	1 860	2 220	2 700	2 890	60	71	96	111	5	9	8	3 990	-	27,1	16,7	8,9	7,1	2002	34,3	52,0	58,0	51,7	94		
Kiribati	2 420	2 730	2 650	2 800	110	109	89	98	34	36	35	3 707	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Lao, Rép. démocratique populaire	2 080	2 070	2 110	2 370	65	67	73	108	1	2	2	2 216	45,0	38,6	33,0	7,6	8,1	1997	37,0	64,3	60,9	-	64		
Malaisie	2 570	2 760	2 830	2 880	42	61	89	106	23	24	24	14 225	-	-	-	4,4	-	1997	49,2	-	37,1	-	-		
Maldives	-	-	-	-	104	99	95	109	100	133	168	5 011	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Micronésie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Mongolie	2 230	2 380	2 060	2 250	143	133	109	70	-	-	-	3 537	-	35,6	36,1	7,7	7,5	1998	30,3	-	-	-	36		
Myanmar	2 040	2 330	2 630	2 940	64	75	72	113	1	1	1	1 063	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Nauru	-	-	-	-	-	-	-	-	86	78	70	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Népal	1 800	1 850	2 340	2 430	79	78	93	103	1	2	4	1 143	-	41,8	30,9	7,5	6,0	1995	36,7	-	-	-	17		
Niue	-	-	-	-	-	-	-	-	17	18	16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Pakistan	2 250	2 210	2 300	2 320	77	80	89	98	7	7	4	2 757	28,6	32,6	-	8,7	9,1	1998	33,0	47,0	47,5	48,3	61		
Palau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	-	-	-	-	106	104	101	99	13	14	12	2 085	-	37,5	-	4,5	-	1996	50,9	-	-	-	68		
Philippines	-	-	-	-	89	105	94	107	10	14	14	3 539	32,1	25,1	-	5,2	5,4	2000	46,1	48,7	45,1	43,5	-		
Samoa	2 220	2 460	2 570	2 930	120	129	92	100	32	28	33	5 735	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Singapour	-	-	-	-	1 340	1 621	453	96	699	582	618	51 649	-	-	-	5,0	-	1998	42,5	27,0	-	-	-		
Sri Lanka	2 290	2 360	2 230	2 390	91	120	98	98	25	36	37	4 589	20,0	25,0	22,7	8,0	7,0	1999	33,2	64,6	55,0	44,5	-		
Thaïlande	2 110	2 280	2 200	2 400	71	87	93	103	5	6	7	8 380	9,8	13,6	-	6,0	6,3	2000	43,2	-	40,0	39,0	-		
Timor-Leste	2 240	2 410	2 560	2 750	95	90	94	101	28	45	43	2 560	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Tonga	-	-	-	-	137	139	102	100	26	33	26	5 375	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43,7	-		
Tuvalu	-	-	-	-	-	-	-	-	71	111	142	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Vanuatu	2 550	2 560	2 530	2 600	169	160	130	91	13	17	19	4 202	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Viet Nam	2 100	2 030	2 180	2 630	53	57	73	113	1	2	5	2 774	-	37,4	28,9	7,8	7,1	2002	37,0	-	-	-	84		
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES									10	11	11														
Antigua-et-Barbuda	-	-	-	-	91	99	114	104	82	86	99	18 942	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Argentine	3 270	3 210	3 000	2 920	79	85	83	99	1	1	1	14 354	-	-	-	3,7	3,1	2001	52,2	-	-	-	-		
Bahamas	2 590	2 470	2 620	2 660	84	91	80	95	189	146	158	25 466	-	-	-	-	-	1993	45,3	-	-	-	-		
Barbade	2 850	3 040	3 060	3 070	139	134	105	94	253	234	247	19 233	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Belize	2 290	2 770	2 650	2 850	51	69	76	101	9	7	7	7 960	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Bolivie	2 000	2 130	2 110	2 220	65	77	85	107	10	6	8	4 333	-	62,7	65,2	1,3	1,5	1999	44,7	-	-	-	-		
Brésil	2 430	2 680	2 810	3 110	52	66	80	114	5	6	5	10 298	-	22,0	21,5	2,5	2,9	2001	59,3	-	-	-	53		
Chili	2 660	2 670	2 610	2 870	66	69	84	105	11	18	18	14 688	-	17,0	-	3,3	3,8	2000	57,1	-	-	-	-		
Colombie	1 950	2 290	2 440	2 580	80	93	98	104	10	20	18	8 337	-	64,0	-	2,8	2,9	1999	57,6	-	-	-	-		
Costa Rica	2 250	2 510	2 720	2 810	68	76	90	94	11	15	16	10 833	22,0	-	23,9	3,9	4,1	2000	46,5	-	-	-	-		

	Consommation énergétique alimentaire (kcal/personne/jour)				Production alimentaire par habitant (1999-2001 = 100)				Importations alimentaires en pourcentage de la production alimentaire			PIB par habitant (dollars)	Taux de pauvreté (%)			Inégalité des revenus				Proportion de la consommation consacrée à l'alimentation			Densité du réseau routier		
	1969-1971	1979-1981	1990-1992	2002-2004	1969-1971	1979-1981	1990-1992	2002-2004	1990-1994	1995-1999	2000-2005		2008	1990-1994	1995-1999	2000-2006	Part des revenus des 20% les plus pauvres		Année de l'enquête	Coefficient de Gini	1990-1994	1995-1999		2000-2004	1993-2004
																	1990-1999	2000-2005							
Cuba	2 660	2 880	2 720	3 320	119	122	117	109	51	42	27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dominique	2 020	2 240	2 940	2 760	87	77	130	93	35	47	49	10 049	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
El Salvador	1 850	2 300	2 490	2 560	89	99	103	98	37	46	81	6 052	-	50,6	37,2	3,3	2,7	2000	53,2	-	-	-	-		
Équateur	2 160	2 360	2 510	2 670	95	82	85	102	5	7	9	7 518	-	46,0	-	3,3	-	1998	43,7	-	-	-	-		
Grenade	2 240	2 280	2 830	2 930	121	120	106	102	77	115	120	11 232	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Guatemala	2 080	2 290	2 350	2 230	81	83	96	98	15	22	31	4 900	-	-	56,2	3,2	3,9	2000	59,9	-	37,1	-	55		
Guyane	2 280	2 500	2 350	2 790	80	74	59	101	18	14	17	4 093	43,2	35,0	-	4,5	-	1999	43,2	-	-	-	-		
Haïti	1 950	2 040	1 780	2 110	152	153	114	98	22	34	40	1 330	-	-	-	-	2,4	-	-	-	-	-	-		
Honduras	2 150	2 120	2 310	2 340	146	132	111	136	9	14	24	4 261	-	52,5	50,7	3,3	3,4	1999	55,0	-	-	-	-		
Jamaïque	2 470	2 610	2 500	2 710	101	91	93	95	54	48	62	7 876	-	27,5	18,7	5,4	5,3	2000	37,9	-	55,0	-	-		
Mexique	2 650	3 120	3 100	3 170	82	92	91	102	16	17	24	14 582	-	-	17,6	4,0	4,3	2000	54,6	33,0	35,7	34,0	-		
Nicaragua	2 330	2 270	2 220	2 290	144	128	83	108	22	23	20	2 705	50,3	47,9	-	5,3	5,6	2001	43,1	-	-	-	28		
Panama	2 330	2 270	2 320	2 300	130	119	108	96	16	28	37	11 255	-	37,3	-	3,4	2,5	2000	56,4	-	-	-	-		
Paraguay	2 580	2 580	2 400	2 530	75	80	97	100	2	2	3	4 767	20,5	-	-	2,3	2,4	2002	57,8	-	-	-	-		
Pérou	2 250	2 130	1 960	2 580	88	69	67	106	32	31	26	8 585	-	-	53,1	4,4	3,7	2000	49,8	-	-	-	43		
République dominicaine	2 020	2 270	2 260	2 270	143	135	121	105	-	-	-	8 559	-	-	42,2	3,7	4,1	1998	47,4	-	-	-	-		
Saint-Kitts-et-Nevis	1 940	2 270	2 580	2 730	117	157	110	100	234	234	318	14 385	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Sainte-Lucie	2 030	2 360	2 740	2 930	138	114	155	95	19	28	49	10 896	-	-	-	5,2	-	-	-	-	-	-	-		
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	2 250	2 420	2 300	2 660	111	117	160	104	62	89	68	10 464	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Suriname	2 240	2 400	2 530	2 730	91	146	137	95	18	18	28	8 326	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Trinité-et-Tobago	2 510	2 960	2 630	2 820	161	113	93	117	322	423	346	19 686	21,0	-	-	5,9	-	1992	40,3	-	-	-	-		
Uruguay	2 950	2 850	2 660	2 920	80	77	82	102	7	6	9	12 707	-	-	-	4,4	4,5	2000	44,6	-	-	-	-		
Venezuela	2 340	2 760	2 460	2 340	95	94	90	92	31	30	28	12 933	-	-	-	3,0	3,3	1998	49,1	-	-	-	-		
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD									34	37	38														
Algérie	1 820	2 640	2 920	3 070	122	86	96	111	87	79	86	6 927	-	22,6	-	7,0	-	1995	35,3	-	53,0	-	-		
Arabie saoudite	1 900	2 900	2 770	2 800	78	57	137	106	72	127	124	24 120	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Bahreïn	-	-	-	-	-	-	-	-	576	484	740	33 988	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Égypte	2 350	2 900	3 200	3 330	70	68	80	104	26	24	22	5 904	-	22,9	16,7	8,8	8,9	1999	34,4	-	-	-	-		
Émirats arabes unis	2 990	3 300	2 930	3 250	50	27	36	57	262	195	262	39 077	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Iran, Rép. islamique d'	2 100	2 730	2 980	3 120	60	67	83	108	15	18	16	11 209	-	-	-	5,1	6,5	1998	43,0	-	-	-	-		
Iraq	-	-	-	-	-	-	-	-	28	29	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Israël	3 140	3 150	3 410	3 610	105	111	108	101	48	55	65	28 245	-	-	-	-	5,7	1997	35,5	-	-	-	-		
Jamahiriya arabe libyenne	2 440	3 450	3 270	3 380	67	104	92	96	138	97	117	14 594	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Jordanie	2 240	2 610	2 820	2 730	99	95	125	119	112	127	119	5 172	-	21,3	14,2	7,5	6,7	1997	36,4	-	-	-	-		
Koweït	2 590	2 980	2 340	3 110	58	65	28	106	605	512	384	40 943	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Liban	2 330	2 710	3 160	3 190	58	72	125	96	35	41	50	12 063	-	-	-	-	-	-	-	-	34,0	-	-		
Maroc	2 470	2 750	3 030	3 110	93	84	110	118	21	29	35	4 432	13,1	19,0	-	6,5	-	1998	39,5	-	-	-	-		
Oman	-	-	-	-	54	79	82	83	133	141	161	26 095	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Qatar	-	-	-	-	129	67	93	103	304	260	487	86 670	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Rép. arabe syrienne	2 380	2 950	2 830	3 070	71	114	95	115	15	10	16	4 668	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Territoire palestinien occupé	-	-	-	2 240	-	-	-	97	-	57	46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Tunisie	2 340	2 820	3 150	3 280	75	82	104	105	29	44	50	8 020	7,4	7,6	-	5,6	6,0	2000	39,8	42,0	-	-	-		
Yémen	1 780	1 970	2 040	2 010	99	117	103	96	93	97	107	2 404	-	41,8	-	7,4	7,2	1998	33,4	55,0	-	-	21		
EUROPE ORIENTALE ET MÉRIDIONALE ET CEI									9	8	8														
Albanie	-	-	-	2 870	-	-	-	104	22	20	28	6 797	-	-	25,4	8,7	8,2	2002	28,2	-	-	-	31		
Arménie	-	-	-	2 340	-	-	-	123	34	30	28	5 437	-	55,1	50,9	7,6	8,5	1998	37,9	-	64,5	68,0	-		
Azerbaïdjan	-	-	-	2 730	-	-	-	115	24	21	20	8 958	-	68,1	49,6	6,9	7,4	2001	36,5	-	-	54,7	67		
Bélarus	-	-	-	2 880	-	-	-	107	15	13	13	12 344	-	-	18,5	8,4	8,8	2000	30,4	-	65,0	47,5	64		

	Consommation énergétique alimentaire (kcal/personne/jour)				Production alimentaire par habitant (1999-2001 = 100)				Importations alimentaires en pourcentage de la production alimentaire			PIB par habitant (dollars)	Taux de pauvreté (%)			Inégalité des revenus				Proportion de la consommation consacrée à l'alimentation			Densité du réseau routier		
	1969-1971	1979-1981	1990-1992	2002-2004	1969-1971	1979-1981	1990-1992	2002-2004	1990-1994	1995-1999	2000-2005		2008	1990-1994	1995-1999	2000-2006	Part des revenus des 20% les plus pauvres		Coefficient de Gini		1990-1994	1995-1999		2000-2004	1993-2004
																	1990-1999	2000-2005	Année de l'enquête	Coefficient de Gini					
Bosnie-Herzégovine	-	-	-	2 730	-	-	-	100	9	20	34	7 618	-	-	19,5	-	7,0	2001	26,2	-	-	-	-		
Bulgarie	-	-	-	2 910	-	-	-	103	4	5	7	12 372	-	36,0	12,8	10,0	8,7	2001	31,9	-	56,3	50,9	-		
Croatie	-	-	-	2 800	-	-	-	99	11	12	15	16 474	-	-	-	9,3	8,8	2001	29,0	-	37,1	28,5	-		
Chypre	3 140	2 790	3 100	3 280	122	100	96	102	59	69	78	28 381	-	-	-	-	-	-	-	26,2	-	-	-		
Estonie	-	-	-	3 220	-	-	-	106	12	29	29	20 754	-	8,9	-	6,8	6,8	2000	37,2	-	42,0	34,5	-		
Fédération de Russie	-	-	-	3 090	-	-	-	112	13	9	9	16 161	30,9	31,4	19,6	5,5	6,1	2002	31,0	-	-	-	81		
Géorgie	-	-	-	2 630	-	-	-	104	27	37	34	5 001	-	-	54,5	6,0	5,4	2001	36,9	-	68,0	64,0	-		
Hongrie	-	-	-	3 590	-	-	-	102	5	6	8	19 830	14,5	17,3	-	9,4	8,6	2002	26,9	-	-	-	-		
Kazakhstan	-	-	-	2 820	-	-	-	109	1	1	2	11 563	-	34,6	15,4	6,7	7,4	2003	32,3	-	59,8	50,3	77		
Kirghizistan	-	-	-	3 110	-	-	-	99	22	6	5	2 174	-	-	43,1	7,5	8,9	2002	34,8	-	-	-	76		
Lettonie	-	-	-	3 030	-	-	-	112	4	14	19	17 801	-	-	5,9	7,3	6,8	1998	33,6	-	43,8	39,4	-		
Lituanie	-	-	-	3 410	-	-	-	115	6	9	13	18 855	-	-	-	8,2	6,8	2000	31,9	-	54,0	46,7	-		
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	-	-	-	2 900	-	-	-	94	16	19	19	9 128	-	-	21,7	8,5	6,1	1998	28,2	-	47,0	50,0	-		
Malte	3 160	3 280	3 240	3 530	74	81	87	96	164	147	146	23 908	-	-	-	-	-	-	-	37,3	-	-	-		
Moldavie, Rép. de	-	-	-	2 720	-	-	-	112	6	2	4	3 154	-	-	48,5	6,0	7,8	2002	36,9	-	-	68,3	-		
Ouzbékistan	-	-	-	2 290	-	-	-	106	27	12	3	2 606	-	-	27,5	3,9	7,2	2000	26,8	-	34,7	-	57		
Pologne	-	-	-	3 420	-	-	-	105	6	9	9	17 560	23,8	14,6	-	7,9	7,4	2002	34,1	52,5	41,0	32,1	-		
République tchèque	-	-	-	3 330	-	-	-	97	-	13	16	25 755	-	-	-	10,3	-	1996	25,4	-	30,0	27,4	-		
Roumanie	-	-	-	3 620	-	-	-	113	8	2	6	12 698	21,5	25,4	-	8,7	8,2	2002	30,3	-	57,0	56,0	89		
Serbie-et-Monténégro	-	-	-	2 720	-	-	-	106	1	3	4	10 911	-	-	-	-	-	-	-	-	-	55,0	-		
Slovaquie	-	-	-	2 780	-	-	-	102	10	10	16	22 242	-	-	-	8,8	-	1996	25,8	-	30,0	-	-		
Slovénie	-	-	-	2 950	-	-	-	103	55	50	52	28 894	-	-	-	9,1	8,3	1998	28,4	-	26,5	25,8	-		
Tadjikistan	-	-	-	1 900	-	-	-	133	70	31	19	1 984	-	74,9	-	8,1	7,8	2003	32,6	-	87,7	73,6	74		
Turquie	3 010	3 230	3 490	3 320	94	101	104	99	4	6	5	13 447	28,3	-	27,0	5,8	5,3	2000	40,0	38,5	-	35,2	-		
Turkménistan	-	-	-	2 820	-	-	-	118	35	10	1	5 765	-	-	-	6,1	-	1998	40,8	-	-	-	-		
Ukraine	-	-	-	3 080	-	-	-	110	3	1	3	7 634	-	-	19,5	8,8	9,0	1999	29,0	-	68,1	61,7	-		

Définitions des indicateurs et sources

Consommation énergétique alimentaire: nombres de kilocalories consommées par personne et par jour. Moyenne pour la période de trois ans. Les données de 2002 à 2004 sont préliminaires.

Source: FAOSTAT. Consultable à l'adresse suivante: <http://faostat.fao.org/>.

Production alimentaire par habitant: indice de la production alimentaire nette par habitant (1999-2001 = 100). Moyenne pour la période de trois ans.

Source: FAOSTAT. Consultable à l'adresse suivante: <http://faostat.fao.org/>.

Importations alimentaires en pourcentage de la production alimentaire: quantité totale d'aliments importés en pourcentage de la production alimentaire totale (en tonnes). Les aliments couvrent les récoltes et le bétail. Moyenne pour la période considérée.

Source: FAOSTAT. Consultable à l'adresse suivante: <http://faostat.fao.org/>.

PIB par habitant: produit intérieur brut (PIB) par habitant mesuré à la parité de pouvoir d'achat aux prix courants.

Source: FMI, 2008c. Consultable à l'adresse suivante: www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2008/02/weodata/weosegr.aspx.

Taux de pauvreté: pourcentage de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté national. Les données indiquées sont les plus récentes disponibles pour la période examinée.

Source: Division des statistiques de l'Organisation des Nations Unies, Millennium Development Goal Database. Consultable à l'adresse suivante: <http://data.un.org/>.

Part des revenus des 20 pour cent les plus bas: part du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale. Les données présentées sont les plus récentes disponibles pour la période examinée.

Source: Division des statistiques de l'Organisation des Nations Unies, Millennium Development Goal Database. Consultable à l'adresse suivante: <http://data.un.org/>.

Coefficient de Gini: la zone entre la ligne hypothétique d'égalité et la courbe de Lorenz, qui trace la courbe des pourcentages cumulatifs des revenus par rapport aux pourcentages cumulatifs de la population. Un coefficient de zéro implique une égalité totale et un coefficient de 100, une inégalité complète.

Source: PNUD, 2004.

Proportion de la consommation consacrée à l'alimentation: pourcentage de la consommation alimentaire par rapport à la consommation totale. Les données présentées sont les plus récentes disponibles pour la période examinée.

Source: FAOSTAT. Consultable à l'adresse suivante: <http://faostat.fao.org/>.

Densité du réseau routier: pourcentage de la population rurale qui a accès à une route praticable toute l'année.

Source: Banque mondiale, 2007c.

Tableau 3 – L'assistance internationale

	Livraisons moyennes annuelles d'aide alimentaire			Aide publique au développement (APD)				
				APD en pourcentage du PIB			Pourcentage de l'APD pour l'agriculture	
	1990-1994	1995-1999	2000-2007	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1995-1999	2000-2006
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	4 521 109	2 774 050	3 902 418	6,9	3,9	3,5	7,4	3,9
Afrique du Sud	7 013	5 412	12 228	0,2	0,3	0,3	1,8	1,7
Angola	178 079	200 372	155 583	5,2	6,0	2,5	3,4	2,0
Bénin	16 848	17 891	16 063	13,3	10,1	8,3	11,4	4,1
Botswana	9 958	2 880	0	3,0	1,7	0,5	3,7	3,2
Burkina Faso	53 814	40 814	38 258	14,3	15,6	12,7	13,4	8,8
Burundi	19 859	24 299	61 614	25,3	12,7	33,4	0,9	2,1
Cameroun	5 024	9 915	11 001	4,6	3,9	2,3	3,3	2,6
Cap-Vert	56 659	60 020	34 669	31,7	23,3	15,2	5,0	3,1
Comores	5 565	3 318	23	19,6	14,6	8,9	4,0	3,9
Congo, Rép. du	10 765	13 037	87 661	7,4	6,5	1,4	3,5	0,5
Congo, Rép. démocratique du	67 574	39 579	16 190	4,0	2,7	12,2	0,7	1,2
Côte d'Ivoire	51 022	30 774	22 680	8,5	5,7	1,4	9,6	2,6
Djibouti	13 600	13 279	13 030	24,8	17,4	12,0	0,6	1,3
Érythrée	98 307	68 670	204 757	20,7	20,1	28,1	9,8	4,8
Éthiopie	899 890	599 453	1 036 161	9,9	8,4	14,7	13,8	6,0
Gabon	0	17	141	2,2	1,4	0,3	0,9	1,4
Gambie	9 866	6 300	9 186	26,4	9,4	14,2	29,6	5,9
Ghana	118 461	60 265	68 844	8,5	8,7	10,8	4,6	5,3
Guinée	30 475	13 387	31 809	11,6	8,7	6,2	12,7	5,8
Guinée-Bissau	8 770	7 543	11 595	50,3	38,9	28,2	2,8	2,1
Guinée équatoriale	4 140	1 422	450	37,7	8,6	0,8	1,8	2,6
Kenya	204 248	88 489	237 728	7,6	4,0	3,6	8,8	8,5
Lesotho	38 635	20 903	30 969	16,7	8,1	6,8	11,5	2,5
Libéria	146 320	126 518	66 994	-	-	27,1	1,8	2,7
Madagascar	43 372	30 766	49 488	10,3	10,9	10,6	10,4	4,6
Malawi	305 877	108 480	120 297	29,5	22,6	19,7	6,4	5,9
Mali	35 793	20 040	26 368	15,9	14,8	12,3	8,3	8,8
Maurice	6 757	362	0	1,7	0,8	0,4	21,1	5,6
Mauritanie	54 632	31 100	51 187	18,6	16,5	15,2	6,9	8,4
Mozambique	574 048	211 953	176 319	47,7	24,8	21,6	5,8	3,8
Namibie	13 341	3 082	9 916	5,0	5,2	3,2	4,9	3,8
Niger	50 284	42 123	61 340	16,5	14,1	12,9	8,2	9,4
Nigéria	119	221	6 076	1,1	0,5	0,5	3,7	1,4
Ouganda	62 174	75 818	191 214	22,9	11,2	14,3	4,8	4,5
République centrafricaine	4 344	3 553	8 667	14,1	12,4	6,8	11,9	2,9
Rwanda	96 820	356 228	72 644	24,8	27,0	20,0	1,5	8,0
Sao Tomé-et-Principe	8 485	4 330	3 443	45,1	37,4	30,3	12,6	5,9
Sénégal	52 887	17 356	27 454	10,8	9,9	7,8	12,2	5,9
Seychelles	234	0	0	5,4	2,7	1,8	1,4	8,1
Sierra Leone	36 229	57 624	46 928	17,0	16,2	30,6	3,7	1,5
Somalie	163 229	39 663	66 474	-	-	-	1,9	1,1
Soudan	457 180	159 906	400 024	7,9	2,2	3,7	1,5	1,1
Swaziland	14 951	5 218	11 615	4,3	2,2	1,5	22,5	19,9
Tanzanie, Rép.-Unie de	40 948	66 020	109 547	19,9	10,8	10,6	7,0	4,1
Tchad	27 725	24 381	43 397	16,4	14,1	8,2	11,2	5,6
Togo	13 072	5 585	2 745	10,5	7,9	3,6	10,8	2,2
Zambie	183 423	33 644	88 202	19,7	22,2	11,4	6,4	2,9
Zimbabwe	220 293	22 037	161 442	8,0	4,5	9,3	11,8	3,0

	Livraisons moyennes annuelles d'aide alimentaire			Aide publique au développement (APD)				
				APD en pourcentage du PIB			Pourcentage de l'APD pour l'agriculture	
	1990-1994	1995-1999	2000-2007	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1995-1999	2000-2006
ASIE ET OCÉANIE	2 550 363	3 135 374	2 627 376	1,0	0,6	0,4	8,5	5,4
Afghanistan	75 797	138 972	262 924	–	–	38,7	1,3	4,0
Bangladesh	919 427	836 594	344 201	5,3	2,5	2,0	5,1	3,4
Bhoutan	4 555	4 975	4 542	24,2	18,6	11,7	7,4	8,2
Brunéi Darussalam	0	0	0	0,1	0,1	–	–	–
Cambodge	57 258	50 034	40 395	8,1	11,3	9,8	9,7	6,8
Chine	137 294	167 593	47 416	0,5	0,3	0,1	6,2	5,0
Corée, Rép. populaire démocratique de	0	761 680	1 016 242	–	–	–	26,9	3,0
Corée, Rép. de	0	0	0	0,0	0,0	–	0,7	–
Fidji	0	0	0	3,4	2,1	1,9	0,6	3,2
Hong Kong, RAS	2 476	0	0	0,0	0,0	–	–	–
Îles Cook	0	0	0	–	–	–	4,3	3,6
Îles Marshall	0	0	0	–	–	–	–	0,1
Îles Salomon	2	52	0	18,4	12,0	36,8	0,4	1,3
Inde	341 688	341 892	181 031	0,7	0,4	0,2	12,2	9,0
Indonésie	47 704	345 409	202 108	1,2	0,8	0,6	9,0	5,7
Kiribati	0	0	0	60,0	36,5	20,0	1,7	2,2
Lao, Rép. démocratique populaire	5 949	27 039	18 009	14,7	18,9	12,9	6,3	9,0
Malaisie	1 987	0	0	0,4	0,0	0,1	2,8	0,8
Maldives	2 463	3 355	6 944	10,5	7,3	4,6	5,4	0,0
Micronésie	0	0	0	–	–	–	–	0,1
Mongolie	14 820	20 574	36 128	9,5	18,0	14,5	5,2	5,0
Myanmar	371	4 534	14 560	4,9	1,0	1,2	8,5	3,9
Nauru	0	0	0	–	–	–	–	0,0
Népal	21 064	39 600	48 232	10,5	7,6	6,0	20,0	7,3
Niue	0	0	0	–	–	–	–	5,6
Pakistan	299 145	171 725	136 862	2,1	1,1	1,6	11,1	3,4
Palau	0	0	0	–	–	–	–	0,7
Papouasie-Nouvelle-Guinée	177	2 489	0	9,1	7,6	6,4	3,6	2,5
Philippines	149 915	63 164	132 176	2,6	1,0	0,7	10,3	6,5
Samoa	0	0	0	34,2	15,1	13,2	4,2	3,5
Singapour	0	0	0	0,0	0,0	–	–	–
Sri Lanka	319 788	92 721	77 481	7,4	2,8	2,8	13,5	4,5
Thaïlande	74 774	2 838	588	0,6	0,6	0,0	10,8	3,1
Timor-Leste	0	1 824	8 907	–	56,6	57,4	4,3	3,1
Tonga	0	0	0	20,5	17,4	13,4	8,7	1,0
Tuvalu	0	0	0	–	–	–	0,1	0,1
Vanuatu	2	0	0	23,2	14,7	12,8	1,4	2,7
Viet Nam	73 707	58 310	48 631	3,6	4,0	4,1	8,2	7,0

AMÉRIQUE LATINE ET								
CARAÏBES	1 916 014	912 237	704 795	0,4	0,2	0,2	6,3	5,8
Antigua-et-Barbuda	200	626	0	0,9	1,0	1,0	12,4	–
Argentine	0	0	6	0,1	0,0	0,1	5,6	6,3
Bahamas	0	0	0	0,1	0,1	–	–	–
Barbade	0	0	19	–0,1	0,2	0,3	–	23,4
Belize	1	0	74	5,2	3,4	1,6	31,7	37,4
Bolivie	235 720	126 355	86 823	8,9	8,0	7,4	5,8	7,4
Brésil	25 606	244	40	0,0	0,0	0,0	4,6	4,4
Chili	7 599	116	46	0,3	0,2	0,1	3,0	2,4
Colombie	12 662	9 109	16 005	0,2	0,2	0,6	14,2	6,3
Costa Rica	38 818	756	0	2,0	0,0	0,1	7,9	4,8

	Livraisons moyennes annuelles d'aide alimentaire			Aide publique au développement (APD)				
				APD en pourcentage du PIB			Pourcentage de l'APD pour l'agriculture	
	1990-1994	1995-1999	2000-2007	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1995-1999	2000-2006
Cuba	8 572	24 941	10 604	–	–	–	2,8	6,8
Dominique	751	1 936	0	8,0	9,4	7,6	30,5	30,4
El Salvador	137 739	33 215	33 544	4,5	2,3	1,3	4,9	3,7
Équateur	41 802	19 018	47 421	1,6	0,9	0,7	15,6	6,8
Grenade	937	907	0	5,6	3,0	4,1	3,7	5,6
Guatemala	173 925	69 751	104 133	2,2	1,5	1,1	4,0	3,6
Guyane	43 208	41 449	18 859	20,4	12,6	13,6	8,9	6,4
Haïti	100 262	153 004	124 941	19,6	12,5	7,8	7,0	6,9
Honduras	124 671	65 224	66 493	6,5	7,4	5,7	5,2	3,5
Jamaïque	224 932	29 070	11 846	1,3	0,7	0,4	3,0	6,7
Mexique	117 702	9 944	504	0,1	0,1	0,0	8,6	1,8
Nicaragua	136 119	91 494	56 889	30,5	15,1	13,8	4,7	4,6
Panama	6 253	1 172	0	1,5	0,4	0,2	1,8	4,2
Paraguay	2 028	534	5	1,7	1,2	0,8	20,7	6,0
Pérou	434 745	189 182	110 085	1,3	0,7	0,7	6,4	10,5
République dominicaine	19 389	29 144	15 024	0,8	0,8	0,4	8,2	5,7
Saint-Kitts-et-Nevis	671	756	0	4,3	2,2	2,0	1,5	–
Sainte-Lucie	0	1 809	0	4,8	4,9	1,6	28,6	28,4
Saint Vincent-et-les-Grenadines	0	1 714	0	6,5	8,1	1,7	–	37,2
Suriname	17 593	10 768	0	15,7	8,1	2,2	4,3	12,1
Trinité-et-Tobago	0	0	0	0,2	0,4	0,0	0,2	0,6
Uruguay	4 110	0	0	0,5	0,2	0,1	6,8	3,0
Venezuela	0	0	1 435	0,1	0,0	0,1	0,4	6,8

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE

DU NORD	1 851 828	484 139	719 795	1,4	0,8	0,5	7,3	2,2
Algérie	24 770	29 734	36 628	0,5	0,6	0,4	1,4	2,4
Arabie saoudite	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,4
Bahreïn	0	0	0	1,6	0,9	0,6	11,9	0,9
Égypte	911 980	112 648	20 605	5,8	2,3	1,1	7,5	5,6
Émirats arabes unis	0	0	0	0,0	0,0	–	–	–
Iran, Rép. islamique d'	58 026	11 711	8 124	0,2	0,2	0,1	0,5	0,7
Iraq	62 615	75 503	151 545	–	–	–	0,4	0,5
Israël	1 005	0	0	2,3	1,3	–	0,0	–
Jamahiriya arabe libyenne	0	0	0	0,0	0,0	0,1	–	6,4
Jordanie	256 180	109 050	158 340	11,8	5,9	6,1	5,0	1,6
Koweït	0	0	0	0,0	0,0	–	–	–
Liban	25 433	4 543	39 313	3,6	1,5	1,7	1,5	2,6
Maroc	208 552	5 750	38 957	3,0	1,4	1,3	10,0	1,6
Oman	0	0	0	0,4	0,4	0,1	4,0	1,1
Qatar	0	0	0	0,0	0,0	–	–	–
Rép. arabe syrienne	33 105	27 411	14 413	3,3	1,4	0,4	–	–
Territoire palestinien occupé	37 658	31 754	130 845	–	–	–	–	–
Tunisie	149 914	13 089	473	2,0	0,8	1,3	18,2	1,8
Yémen	82 589	62 947	120 552	1,7	4,1	2,8	4,5	5,2

	Livraisons moyennes annuelles d'aide alimentaire			Aide publique au développement (APD)				
				APD en pourcentage du PIB			Pourcentage de l'APD pour l'agriculture	
	1990-1994	1995-1999	2000-2007	1990-1994	1995-1999	2000-2006	1995-1999	2000-2006
EUROPE ORIENTALE ET MÉRIDIONALE ET CEI	3 426 996	2 330 403	845 974	0,6	0,7	0,9	5,4	4,4
Albanie	329 288	19 466	17 581	21,3	9,2	5,7	4,5	3,2
Arménie	105 547	185 188	44 211	21,1	13,4	8,0	7,7	11,3
Azerbaïdjan	47 989	127 997	36 435	5,3	3,8	3,0	10,4	10,5
Bélarus	126 379	27 491	0	–	–	0,2	–	0,9
Bosnie-Herzégovine	220	58 121	35 959	–	18,8	7,4	2,5	1,5
Bulgarie	96 606	6 092	5 622	0,0	0,0	0,0	–	–
Croatie	2 385	14 811	0	0,4	0,3	0,4	2,0	3,0
Chypre	0	0	22	0,6	0,2	–	–	–
Estonie	83 814	0	0	0,0	0,0	0,0	–	–
Fédération de Russie	937 920	963 017	241 682	0,0	0,0	0,0	–	–
Géorgie	262 052	253 016	68 380	21,5	8,5	6,5	3,5	5,1
Hongrie	0	0	0	0,0	0,0	0,0	–	–
Kazakhstan	14 214	2 750	759	0,4	0,7	0,7	0,6	0,8
Kirghizistan	53 196	85 309	52 955	11,7	16,4	11,5	20,0	8,8
Lettonie	124 900	0	0	0,0	0,0	0,0	–	–
Lituanie	177 909	21 269	0	0,0	0,0	0,0	–	–
Macédoine, ex-Rép. yougoslave de	9 204	19 657	9 621	0,0	0,0	0,0	–	–
Malte	0	0	0	–	0,8	0,3	0,0	–
Moldavie, Rép. de	48 522	77 384	23 014	–	5,0	7,2	8,5	7,3
Ouzbékistan	452	284	59 361	1,1	0,9	1,5	3,3	3,8
Pologne	366 792	1	0	0,0	0,0	0,0	–	–
République tchèque	0	0	0	0,0	0,0	0,0	–	–
Roumanie	259 832	13	744	0,0	0,0	0,0	–	–
Serbie-et-Monténégro	214 998	264 413	97 548	–	–	6,2	–	–
Slovaquie	0	0	0	0,0	0,0	0,0	–	–
Slovénie	594	0	0	0,1	0,2	0,3	0,2	8,1
Tadjikistan	48 263	133 675	122 281	5,3	10,5	11,9	16,6	10,1
Turquie	5 467	333	0	0,4	0,1	0,1	0,6	1,2
Turkménistan	20 652	20 214	2 968	0,7	0,7	0,4	–	1,4
Ukraine	89 803	49 905	26 831	–	–	0,5	–	1,2

Définitions des indicateurs et sources

Livraisons moyennes annuelles d'aide alimentaire: aide alimentaire annuelle moyenne livrée aux pays bénéficiaires pendant la période considérée. Les céréales sont données en tonnes d'équivalents grains et les non-céréales en tonnes réelles.

Source: PAM, 2008a. Consultable à l'adresse suivante:

www.wfp.org/interfais/index2.htm.

APD en pourcentage du PIB: déboursements de l'aide publique au développement (APD) [net de l'allégement de la dette] en pourcentage du PIB (en dollars courants dans les deux cas). Moyenne pour la période considérée.

Source: FMI, 2008d, et site Web OECD.Stat. Consultable à l'adresse suivante:

www.oecd.org/statistics.

Pourcentage de l'APD pour l'agriculture: engagements de l'APD relatifs à l'agriculture en pourcentage du total des engagements de l'APD

Source: site Web OECD.Stat. Consultable à l'adresse suivante:

www.oecd.org/statistics.

Abréviations et sigles

Glossaire

Bibliographie

Méthodologie de cartographie

Abréviations et sigles

ADMARC	Agricultural Development and Marketing Corporation (Société de développement et de commercialisation de l'agriculture)	IRPE	indice de risque de prix élevés
AISP	Agricultural Input Subsidy Programme (Programme de subvention des intrants agricoles)	IVG	indice de vulnérabilité global
APD	aide publique au développement	MSP	mesures sanitaires et phytosanitaires
BULOG	Bureau indonésien de logistique	NEPAD	Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
CEI	Communauté des États indépendants	OMC	Organisation mondiale du commerce
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
CIC	Conseil international des céréales	OMS	Organisation mondiale de la santé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	ONG	organisation non gouvernementale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida
DFID	Ministère britannique du développement international	PADETS	Participatory Agricultural Development and Extension Training Service (Service participatif de formation en matière de développement et de vulgarisation agricoles)
ECX	Ethiopia Commodity Exchange (Bourse éthiopienne des marchandises)	PAM	Programme alimentaire mondial
EIU	Economist Intelligence Unit	PFRDV	pays à faible revenu et à déficit vivrier
FANTA	assistance technique en matière d'alimentation et de nutrition	PIB	produit intérieur brut
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	PMA	pays les moins avancés
FAPRI	Institut de recherche sur les politiques agricoles et alimentaires	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine	PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
FIDA	Fonds international de développement agricole	RATIN	Regional Trade Information Network (Réseau d'information sur le commerce régional)
FMI	Fonds monétaire international	RDC	République démocratique du Congo
FAB	franco à bord	SAFEX	South African Futures Exchange (Bourse sud-africaine des marchés à terme)
IDH	indice du développement humain	SAP	système d'alerte précoce
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	SENAC	renforcement des capacités d'évaluation des besoins d'urgence
INTERFAIS	Système international d'information sur l'aide alimentaire	SIMA	Système d'information sur les marchés agricoles
IRPDAC	indice de risque pour les prix des denrées alimentaires et du carburant	SOAS	School of Oriental and African Studies
		TVA	taxe sur la valeur ajoutée
		UE	Union européenne

UNICEF Fonds des Nations Unies pour l'enfance

USAID Agency for International Development
(États-Unis)

USDA US Department of Agriculture (Ministère
américain de l'agriculture)

WHOSIS Système d'information statistique de
l'OMS

Accès à la nourriture

Capacité d'un ménage à acquérir régulièrement des aliments en quantité suffisante par le biais combiné de la production, de l'achat, de l'échange, de l'emprunt, de l'aide alimentaire ou de dons.

Actif

Dans le contexte des moyens de subsistance, les actifs constituent les ressources appartenant à un ménage ou par rapport auxquelles il détient des droits d'usufruit légaux ou coutumiers. On en distingue cinq catégories générales: les actifs naturels, sociaux, physiques, humains et financiers. En utilisant ces ressources, les ménages peuvent acquérir des aliments directement par la production, ou indirectement par l'échange et le transfert.

Agriculture contractuelle

Accord entre un agriculteur et une entreprise de transformation ou un négociant portant sur la fourniture d'une production agricole spécifiée à une date future, souvent à des prix prédéterminés. L'acheteur apporte souvent un soutien à l'agriculteur, en lui fournissant par exemple des intrants et une assistance technique.

Arbitrage

On distingue l'arbitrage spatial et l'arbitrage temporel. Le premier représente les mesures prises par les négociants pour faire en sorte que les différences de prix d'une *marchandise* entre des lieux différents soient inférieures ou égales au coût du transport de la région au prix inférieur à la région au prix supérieur. Le deuxième couvre les mesures consistant à faire en sorte que les différences de prix d'une *marchandise* dans le temps soient inférieures ou égales au coût du stockage de la marchandise de la période au prix inférieur à la période au prix supérieur. Avec l'arbitrage, les négociants font des bénéfices grâce aux différences de prix dans l'espace ou dans le temps.

Chaîne de commercialisation (ou de valeur)

Les activités par lesquelles passe un produit ou un service, de sa conception à son utilisation finale, dans une industrie particulière, allant de la fourniture d'intrants à la vente au détail, en passant par la production, la transformation et la vente en gros.

Chaque étape de la chaîne de valeur ajoute quelque chose de différent au produit final; la valeur de chaque étape est reflétée dans la *marge de commercialisation*.

Concurrence

Rivalités opposant les vendeurs qui s'efforcent d'obtenir des parts de marché et des bénéfices. La concurrence peut stimuler l'innovation, encourager l'efficacité et faire baisser les prix. En économie, un marché où règne une concurrence parfaite présente les caractéristiques suivantes: 1) il réunit de nombreux acheteurs et vendeurs; 2) les produits proposés sont homogènes; 3) il est possible d'y accéder et d'en sortir librement; et 4) les participants bénéficient d'informations complètes.

Contrat à terme

Contrat portant sur l'achat ou la vente d'une marchandise à un certain prix à une date future.

Coûts de transaction

Coûts encourus lors d'achats ou de ventes qui dépassent les coûts associés à la production. Ils englobent les coûts de transport, de stockage, de recueil d'informations, de financement du commerce et d'exécution des contrats. Les marchés fonctionnent mieux lorsque les coûts de transaction sont faibles.

Couverture

Opération consistant à se couvrir contre le risque d'une variation de prix en adoptant une position opposée, souvent en ayant recours aux contrats à terme.

Culture commerciale

Culture choisie à des fins commerciales, à distinguer des cultures alimentaires de subsistance, qui sont principalement consommées par l'agriculteur. Dans les pays en développement, les cultures commerciales sont en général exportées. Elles englobent les fruits tropicaux, le cacao, le café, le coton et les légumes relativement coûteux.

Danger

Probabilité qu'un phénomène aux effets néfastes se produise durant une période et dans une région données.

Défaillance du marché

Un marché en défaillance ne répartit pas les ressources de manière efficace. Les causes de la défaillance des marchés se classent en quatre grandes catégories:

- 1 l'abus de pouvoir de marché, qui peut se produire lorsqu'un acheteur ou un vendeur unique exerce une influence importante sur les prix;
- 2 la présence d'externalités, lorsque les coûts ou les avantages d'un bien ou d'un service particulier, ou de ses processus de production, ne sont pas pleinement reflétés dans le prix;
- 3 les biens publics, lorsque la consommation d'un bien est non exclusive (c'est-à-dire, qu'il est impossible d'empêcher quelqu'un d'en jouir) et non soumise à des rivalités (c'est-à-dire que sa consommation par une personne n'empêche pas une autre personne de le consommer); et
- 4 l'imperfection des informations, lorsque les informations sont incomplètes ou sujettes à incertitudes.

Demande effective

Demande concernant des biens ou services particuliers soutenue par une capacité à acheter. Elle se distingue de la demande notionnelle qui représente le désir ou le besoin de biens et services mais qui n'est pas soutenue par un pouvoir d'achat et ne peut donc pas être communiquée aux fournisseurs par le mécanisme des prix.

Dénutrition

Manifestation physique de la faim résultant d'une consommation insuffisante de macronutriments et de micronutriments ou d'une maladie, et caractérisée par l'émaciation, le retard de croissance ou d'autres signes cliniques.

Dilemme prix-aliments

Dilemme opposant l'augmentation des *disponibilités alimentaires* et l'augmentation de l'*accès à la nourriture*. Le coût élevé des aliments incite les producteurs à produire, mais peut nuire à l'accès, en particulier pour les consommateurs pauvres. Si les prix sont trop faibles, les producteurs se trouvent parfois dans l'incapacité de couvrir leurs coûts. Ce conflit est au cœur des politiques de sécurité alimentaire.

Disponibilités alimentaires

Quantité de nourriture présente dans un pays ou une région grâce à toutes les formes de production intérieure, aux importations, aux réserves d'aliments et à l'aide alimentaire.

Économies d'échelle

Diminution du coût moyen par unité produite résultant de l'augmentation du volume de la production. Cette diminution s'explique par le fait que les frais généraux et d'autres coûts fixes peuvent être répartis entre un plus grand nombre d'unités de production.

Efficience

Une situation dans laquelle une personne peut s'enrichir grâce à un échange sans porter atteinte à la prospérité d'une autre personne. En gros, l'efficience garantit une production maximum au moyen d'un ensemble donné d'intrants. Elle n'entraîne pas nécessairement l'équité.

Élasticité

Mesure de la réactivité d'une variable, comme la demande ou l'offre, à des changements survenus dans une autre variable, comme le prix ou les revenus. Ainsi, l'élasticité des prix de la demande fait référence aux changements en pourcentage de la demande qui résulte d'un changement en pourcentage du prix. Un bien est élastique au niveau du prix lorsqu'un changement de 1 pour cent au niveau du prix entraîne un changement supérieur à 1 pour cent de la demande. Le changement est inférieur à 1 pour cent lorsque le bien n'est pas élastique. Les aliments de base ne sont généralement pas élastiques.

Faim

Situation dans laquelle une personne est privée des macronutriments (l'énergie et les protéines) et des micronutriments (les vitamines et les minéraux) qui lui permettent de mener une vie pleinement productive, active et saine. La faim peut être un problème à court ou à long terme, dont les causes sont multiples et les effets varient en gravité.

Garanties d'accès

Les différents ensembles de biens et services que peut acquérir une personne en transformant ses dotations,

telles que ses terres et son travail, par la production, l'échange ou des dons.

Indice des prix à la consommation

Indice qui mesure le coût d'un assortiment de biens et de services, pondéré de manière à refléter l'importance relative de chaque élément dans le budget d'un ménage moyen.

Institutions

Règles et normes formelles et informelles qui régissent les interactions entre les êtres humains. Les institutions s'étendent de coutumes culturelles à des lois formelles et à des organisations gouvernementales. Ensemble, elles définissent les « règles du jeu », c'est-à-dire le contexte dans lequel se déroulent les interactions sociales et économiques.

Intégration du marché

La mesure selon laquelle les variations de prix sont transmises d'un marché à un autre. On en juge d'après la corrélation entre les prix du même bien ou service dans différents marchés. Une forte corrélation entre les prix implique une importante intégration des marchés. L'*arbitrage* joue un rôle important dans l'intégration des marchés. Ainsi, lors d'une sécheresse, on peut dire que les marchés sont intégrés lorsque les prix supérieurs observés dans la région touchée par la sécheresse déclenchent des échanges avec une zone excédentaire, ce qui a pour effet de réduire les écarts de prix. L'intégration des marchés constitue un aspect du fonctionnement des marchés qui fait référence à leur capacité à répartir ou non les ressources. Un marché qui fonctionne bien n'est pas nécessairement efficace.

Intégration verticale

La mesure dans laquelle une entreprise exerce l'ensemble des activités relatives à la production et aux transactions concernant un bien ou service particulier; la mesure dans laquelle l'entreprise détient ses fournisseurs en amont et ses acheteurs en aval, par exemple, l'agriculture, la transformation, le transport, la commercialisation et la vente au détail.

Libéralisation

Politiques visant à promouvoir le rôle des marchés, y compris par la dérégulation, l'élimination des contrôles des prix et l'abaissement des barrières commerciales,

souvent accompagnées par une restriction du rôle de l'État.

Loi de Bennett

Lorsque les revenus d'un ménage augmentent et que son alimentation se diversifie, son apport énergétique provient en moins grande partie d'aliments de base riches en féculents. Ce changement des modes de consommation alimentaire suppose en général l'achat d'aliments de plus haute qualité.

Loi d'Engel

Observation d'Ernst Engel selon laquelle les ménages ont tendance à consacrer une plus petite part de leur budget à la nourriture lorsque leurs revenus augmentent.

Macronutriments

Englobent les glucides, les protéines et les matières grasses. Ils forment le gros de l'alimentation et satisfont à tous les besoins énergétiques.

Malnutrition

État physique dans lequel un individu connaît soit des carences nutritionnelles (dénutrition), soit un excédent de certains nutriments (surnutrition).

Marchandise

Bien tangible qui a une valeur et peut être échangé.

Marché

Échange organisé de biens et de services entre des acheteurs et des vendeurs. Les marchés peuvent être considérés comme des mécanismes sociaux qui coordonnent la demande et l'offre, établissent les prix et répartissent les ressources.

Marché étroit

Marché sur lequel le volume des échanges est faible. Cela veut dire que tout changement au niveau de l'offre ou de la demande peut entraîner des fluctuations importantes des prix. Les prix obtenus sur les marchés étroits fournissent des informations moins fiables sur les conditions du marché.

Marge de commercialisation

Écart entre des prix à différents niveaux de la *chaîne de commercialisation*, par exemple entre le prix payé par

le consommateur et celui reçu par un exploitant agricole. Les marges peuvent être calculées tout au long de la *chaîne de commercialisation*. Chaque marge reflète la valeur ajoutée à ce niveau de la chaîne.

Micronutriments

Englobent l'ensemble des vitamines et minéraux qui sont, en petite quantité, essentiels à la vie.

Monétisation

Vente libre de l'aide alimentaire sur le marché.

Moyens de subsistance

Capacités, *actifs* et activités dont a besoin un ménage pour satisfaire à ses besoins de base, y compris concernant la nourriture, le logement, la santé et l'éducation.

Option

Contrat qui donne le droit, mais pas l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente) un bien particulier à un prix donné dans un certain délai.

Paradigme structure-comportement-performance

Cadre ou approche de l'analyse du marché basé sur le principe que la structure du marché (voir *structure du marché*) influe sur le comportement/la conduite de ses participants, qui à son tour influe sur le fonctionnement ou la performance du marché.

Pouvoir d'achat

Quantités de biens et services qui peuvent être achetées avec un montant donné. Dépend des revenus et des prix.

Prix

La somme d'argent nécessaire pour que l'échange d'un bien ou d'un service puisse avoir lieu. Les prix constituent une source importante d'informations sur le marché et motivent les décisions des acteurs du marché. On distingue différents types de prix:

- *Le prix à la production*: le prix que reçoit l'agriculteur pour un produit à la sortie de l'exploitation, coûts du transport et d'autres services de commercialisation non compris.
- *Le prix de gros*: le prix d'un bien acheté à un grossiste. Les grossistes achètent de grosses

quantités de biens et les revendent aux détaillants.

Le prix de gros est supérieur aux prix à la production à cause de la marge de commercialisation.

- *Le prix au détail*: le prix d'un bien acheté à un détaillant par un consommateur. Le prix au détail est supérieur au prix de gros à cause de la marge de commercialisation.
- *Le prix parité importation*: le prix payé pour un bien importé à la frontière, à l'exclusion des coûts de transaction encourus dans le pays d'importation.
- *Le prix parité exportation*: le prix reçu pour un bien exporté à la frontière, y compris les coûts de transaction encourus dans le pays exportateur.

Productivité

Le rapport des extrants aux intrants. Peut s'appliquer aux facteurs individuels ou collectifs de production. Ainsi, la productivité du travail est généralement calculée en divisant la production totale par le nombre de travailleurs ou le nombre d'heures œuvrées. La productivité des terres est le rapport de la production à la superficie des terres cultivées.

Risque

La probabilité qu'un effet négatif se produise à la suite de l'interaction entre un *danger* et une situation de vulnérabilité (voir *vulnérabilité*).

Sécurité alimentaire

Situation dans laquelle chacun est à tout moment à l'abri de la faim. La sécurité alimentaire dépend de quatre aspects: 1) la disponibilité; 2) l'accès; 3) l'utilisation; et 4) la stabilité.

Structure du marché

Caractéristiques du marché qui influent sur le comportement des agents économiques. Elle englobe le nombre d'acheteurs et de vendeurs, leur répartition, le degré de différenciation des produits et les obstacles à l'entrée sur le marché d'entreprises nouvelles.

Termes de l'échange

Quantité d'un bien qui peut-être acquise en renonçant à quelque chose d'autre. Les termes de l'échange donnent une indication du *pouvoir d'achat*. En commerce extérieur, les termes de l'échange sont le rapport des prix d'exportation aux prix d'importation. Pour les pasteurs, ils peuvent faire référence aux

kilogrammes de céréales qu'ils pourraient acheter si, par exemple, ils vendaient une chèvre.

Utilisation des aliments

La sélection et la consommation d'aliments ainsi que l'absorption de nutriments. L'utilisation des aliments dépend d'un régime alimentaire, d'une alimentation en eau propre, de services sanitaires et de soins de santé adéquats.

Vulnérabilité

Circonstances qui augmentent la susceptibilité d'un ménage à l'effet des *dangers*. La vulnérabilité est fonction de l'exposition d'un ménage à un danger et de sa capacité à atténuer l'effet de ce danger.

- Abdulai, A., Barrett, C.B. & Hazell, P.** 2004. *Food Aid for Market Development in sub-Saharan Africa*. Version provisoire. Washington, IFPRI.
- Abdulai, A., Barrett, C.B. & Hoddinott, J.** 2005. Does food aid really have disincentive effects? New evidence from sub-Saharan Africa. *World Development*, 33(10): 1689–1704.
- Agyeman-Duah, F.** 2006. Is a commodity exchange the answer to underdevelopment in Africa? *International Affairs Journal* d'UC Davis, édition en ligne. Publiée à: <http://davisiaj.com/content/view/69/95/>.
- Ahmed, A.U., Hill, R.V., Smith, L.C., Wiesmann, D.M. & Frankenberger, T.** avec l'aide de **Gulati, K., Quabili, W. & Yohannes, Y.** 2007. *The World's Most Deprived. Characteristics and Causes of Extreme Poverty and Hunger*. 2020 Document de réflexion de consultation n° 43. Washington, IFPRI.
- Aker, J.C.** 2007. *The Structure, Conduct and Performance of the Cereals Market in Niger: Implications for Grain Market and Food Security Policies during Crises*. Polycopié non publié, Université de California-Berkeley, États-Unis.
- ___ 2008. *Droughts, Grain Markets and Food Crisis in Niger*. Publié sur le site de SSRN: <http://ssrn.com/abstract=1004426>
- Aksoy, M.A. & Beghin, J.C.** 2005. *Global Agricultural Trade and Developing Countries*. Washington, Banque mondiale.
- Alderman, H.** 2002. *Price and Tax Subsidization of Consumer Goods Social Protection*. Document de réflexion n° 0224. Washington, Banque mondiale.
- Alderman, H. & Haque, T.** 2006. Countercyclical safety nets for the poor and vulnerable. *Food Policy*, 31: 372–383.
- Alderman, H. & Hoddinott, J.** 2007. *Growth Promoting Social Safety Nets*. IFPRI Policy Brief. Washington, IFPRI. Publié sur le site: www.ifpri.org/2020Chinaconference/pdf/beijingbrief_alderman.pdf.
- Alderman, H., Hoddinott, J. & Kinsey, B.** 2006. Long term consequences of early childhood malnutrition. *Oxford Economic Papers*, 58: 450–474.
- Alderman, H., Hoogeveen, H. & Rossi, M.** 2006. Reducing child malnutrition in Tanzania: Combined effects of income growth and program intervention. *Economics and Human Biology*, 4(1): 1–23.
- Angel, A. & Subran, L.** 2008. *Alzas de los precios, mercados e inseguridad alimentaria en Centroamérica: Preocupaciones, intereses y acciones*. Salvador, PAM.
- Asfaw, A.** 2008. Does supermarket purchase affect dietary practices of households? Some empirical evidence from Guatemala. *Development Policy Review*, 26(2): 227–243.
- Banerjee, A.V. & Duflo, E.** 2007. The economic lives of the poor. *Journal of Economic Perspectives*, 21(1): 141–167.
- ___ 2008. What is the middle class about? The middle classes around the world. *Journal of Economic Perspectives*, 22(2): 3–28.
- Banque mondiale.** 1999. *Global Economic Prospects and the Developing Countries 2000*. Washington.
- ___ 2001. *Social Protection Sector Strategy: From Safety Net to Springboard*. Rapport n° 21643 de la Banque mondiale. Washington. Publié sur le site: www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2001/01/26/000094946_01011705303891/Rendered/PDF/multi_page.pdf.
- ___ 2005. *Managing Food Price Risks and Instability in an Environment of Market Liberalization*. Washington.
- ___ 2006. *Repositioning Nutrition as Central to Development: A Strategy for Large-Scale Action*. Washington.
- ___ 2007a. *From Agriculture to Nutrition: Pathways, Synergies, and Outcomes*. Washington.
- ___ 2007b. *Malawi, Fertilizer Subsidies and the World Bank*. Washington.
- ___ 2007c. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*. Washington.
- ___ 2008a. *Double Jeopardy: Responding to High Food and Fuel Prices*. Washington.
- ___ 2008b. *Food Price Crisis Imperils 100 Million in Poor Countries, Zoellick Says*. Publié sur le site: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/NEWS/0,,contentMDK:21729143~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:4607,00.html>.
- ___ 2008c. *Global Economic Prospects 2008*. Washington.
- ___ 2008d. *Niger: Food Security and Safety Nets*. Washington.
- ___ 2008e. *Rising Food Prices: Policy Options and World Bank Response*. Note préparée par PREM, ARD et DEC à l'intention d'une réunion du Comité du développement. Washington.
- ___ 2009. *Global Economic Prospects 2009*. Washington.
- Banque mondiale & IFPRI.** 2005. *Agriculture and Achieving the Millennium Development Goals*. Rapport n° 32729-GLB du Département de l'agriculture et du développement rural. Washington.
- Baro, M. & Deubel, T.** 2006. Persistent hunger: Perspectives on vulnerability, famine, and food security in sub-Saharan Africa. *Annual Review of Anthropology*, (35): 521–538.

- Barrett, C.B.** 2002. Food security and food assistance programs. In B.L. Gardner and G.C. Rausser, eds. *Handbook of Agricultural Economics*. Amsterdam, Hollande septentrionale.
- ____ 2005a. *Displaced Distortions: Financial Market Failures Seemingly Inefficient Resource Allocation*. Ithaca, NY, Université de Cornell.
- ____ 2005b. Spatial market integration. In L.E. Blume et S.N. Durlauf, eds. 2008, *The New Palgrave Dictionary of Economics*. Londres, Palgrave Macmillan.
- ____ 2006. *Food Aid's Intended and Unintended Consequences*. Document de travail FAO ESA n° 06-05. Rome, FAO.
- ____ 2008. Smallholder market participation: Concepts and evidence from eastern and southern Africa. *Food Policy*, 33(4): 299–317.
- Barrett, C.B. & Dorosh, P.** 1996. Farmers' welfare and changing food prices: Nonparametric evidence from rice in Madagascar. *American Journal of Agricultural Economics*, 78(3): 656–669.
- Barrett, C.B. & Maxwell, D.G.** 2005. *Food Aid after Fifty Years: Recasting its Role*. New York, Routledge.
- Bates, B., Kundzewicz, Z.W., Wu, S. & Palutikof, J.** 2008. *Climate Change and Water*. Document technique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Genève. GIEC.
- Baulch, B.** 2001. Food marketing. In S. Devereux and S. Maxwell, eds. *Food Security in Sub-Saharan Africa*. Londres, ITDG Publishing.
- Behrman, J.R., Alderman, H. & Hoddinott, J.** 2004. Hunger and malnutrition, In J. Lomborg, éd. *Global Crises, Global Solutions*. Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press.
- Berdal, M.R & Malone, D.M.** 2000. *Greed and Grievance: Economic Agendas in Civil Wars*. Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers.
- Berlage, L., Verpoorten, M. & Verwimp, P.** 2003. Rural households under extreme stress: Survival strategies of poor households in post-genocide Rwanda. A report for the Flemish Interuniversity Council and the Belgian Department of International Cooperation under the Policy Research Program.
- Bernstein, P.L.** 1996. *Against the Gods – The remarkable story of risk*. New York, John Wiley and Sons.
- Berry, R.A. & Cline, W.R.** 1979. *Agrarian Structure and Productivity in Developing Countries*. Baltimore, MA, Johns Hopkins University Press.
- Bhagwati, J. & Srinivasan, T.N.** 2002. Trade and poverty in the poor countries. *American Economic Review*, 92(2): 180–183.
- Binswanger, H.** 1981. Attitudes toward risk: Theoretical implications of an experiment in rural India. *Economic Journal*, 91(364): 867–890.
- Birdsall, N., Ross, D. & Sabot, R.** 1995. Inequality and growth reconsidered: Lessons from east Asia. *World Bank Economic Review*, 9(3): 477–508.
- Birthal, P.S., Joshi, P.K. & Gulati, A.** 2005. *Vertical Coordination in High Value Food Commodities: Implications for Smallholders*. Document de réflexion n° 85 de la MTID. Washington, IFPRI.
- Black R., Biao, X., Collyer, M., Enghersen, G., Heering, L. & Markova, E.** 2007. Migration and development: causes and consequences. In R. Penninx, M. Berger et K. Kraal, eds. *The Dynamics of International Migration and Settlement in Europe: A State of the Art*. Amsterdam, Amsterdam University Press.
- Block, S.A.** 2004. Maternal nutrition knowledge and the demand for micronutrient-rich foods: Evidence from Indonesia. *Journal of Development Studies*, 40(6): 82–105.
- Block, S., Kiess, L., Webb, P., Kosen, S., Moench-Pfanner, R., Bloem, M.W. & Timmer, C.P.** 2004. Macro shocks and micro outcomes: Child nutrition during Indonesia's crisis. *Economics & Human Biology*, 2(1): 22–44.
- Bonnard, P.** 2001. *Improving the Nutrition Impacts of Agricultural Interventions: Strategy and Policy Brief*. Washington, projet "Food and Nutrition Technical Assistance" (FANTA), Academy for Educational Development.
- Braun, J. von & Torero, M.** 2008. *Physical and Virtual Global Food Reserves to Protect the Poor and Prevent Market Failure*. IFPRI Policy Brief n° 4. Washington, IFPRI. Publié sur le site: www.ifpri.org/pubs/bp/bp004.pdf.
- Braun, J. von** 2007. *The World Food Situation: New Driving Forces and Required Actions*. Food Policy Report n° 18. Washington, IFPRI.
- Braun, J. von, Robles, M. & Torero, M.** 2008. *When Speculation Matters*. Polycopié. Washington, IFPRI.
- Brau, A. de & Hoddinott, J.** 2008. *Must Conditional Cash Transfer Programs be Conditioned to be Effective?* Document de réflexion n° 00757 de l'IFPRI. Washington. Publié sur le site: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1011901.

- Brett, E.A.** 2001. *States, Markets and Civil Society: Autonomy, Diversity and Interdependence in Inter-Organizational Relationships*. Documentos de discusión sobre el Tercer Sector 15. Zinacantepec, Mexique, El Colegio Mexiquense.
- Brinkman, H.J.** 1996. Adjustment in Africa without development? In G. Köhler, C. Gore, U. Reich et T. Ziesemer, éd. *Questioning Development: Essays on the Theory, Policies and Practice of Development Intervention*. Marburg, Allemagne, Metropolis-Verlag.
- _____. 1999. Financial reforms in Africa and the lessons from Asia. In B. Herman, éd. *Global Financial Turmoil and Reform: A United Nations Perspective*. Tokyo, United Nations University Press.
- Brinkman, H.J. & Gentilini, U.** 2008. *Learning from WFP's Experience with Vouchers: Insights from Pakistan*. Pakistan, PAM.
- Britto, T.** 2008. The emergence and popularity of conditional cash transfer programmes in Latin America. In A. Barrientos and D. Hulme, éd. *Social Protection for the Poor and Poorest: Concepts, Policies and Politics*. Londres, Palgrave.
- Buchanan-Smith, M.** 2002. *Role of Early Warning Systems in Decision Making Process*. Londres, Overseas Development Institute.
- Buchanan-Smith, M. & Jaspars, S.** 2006. *Conflict, Camps and Coercion: The Continuing Livelihoods Crisis in Darfur. Final Report*. Soudan, PAM.
- Byerlee, D., Jayne T.S. & Myers R.J.** 2006. Managing food price risks and instability in a liberalizing market environment: Overview and policy options. *Food Policy*, 31(4): 275–287.
- Cadot, O., Dutoit, L. & Olarreaga, M.** 2006. *How Costly is it for Poor Farmers to Lift Themselves out of Subsistence?* Document de travail de recherche sur les politiques n° 3881. Washington, Banque mondiale.
- Carr, E.R.** 2008. Men's crops and women's crops: The importance of gender to the understanding of agricultural and development outcomes in Ghana's central region. *World Development*, 36(5): 900–915.
- Carter, M.R. & Barrett, C.B.** 2005. The economics of poverty traps and persistent poverty: An asset-based approach. *Journal of Development Studies*, 42(2): 178–199. Publié sur le site: <http://ssrn.com/abstract=716162>.
- Carter, M.R., Little, P.D. & Mogues, T.** 2007. Poverty traps and natural disasters in Ethiopia and Honduras. *World Development*, 35(5): 835–856.
- CEPALC & PAM.** 2007. *El Costo del Hambre: Análisis del Impacto Social y Económico de la Desnutrición Infantil en América Latina*. Santiago.
- Chambers, R.** 1995. Poverty and livelihoods: Whose reality counts? *Environment and Urbanization*, 7(1): 173–204.
- Changing Times.** 1974. *Why food costs more?* ABI/INFORM Global.
- Chant, S.** 1997. *Gender Aspects of Urban Economic Growth and Development*. Helsinki, UNU-WIDER.
- Chastre, C., Duffield, A., Kindness, H., LeJeune, S. & Taylor, A.** 2007. *The Minimum Cost of a Healthy Diet: Findings from Piloting a New Methodology in Four Study Location*. Londres, Save the Children.
- Chaudhuri, S. & Ravallion, M.** 2006. Partially awakened giants: Uneven growth in China and India. In L.A. Winters et S. Yusuf, éd. *Dancing with Giants: China, India, and the Global Economy*. Washington, Publications de la Banque mondiale.
- Chilowa, W.** 1998. The impact of agricultural liberalisation on food security in Malawi. *Food Policy*, 23(6): 553–569.
- Chronic Poverty Research Centre.** 2008. *Social Protection: Top Priority to End Chronic Poverty*. Rapport de politique. Manchester, Royaume-Uni, CPRC.
- CIC.** 2007a. *Rapport sur le marché des céréales. GMR n° 370. 23 août 2007*. Londres.
- _____. 2007b. *Rapport sur le marché des céréales. GMR n° 371. 27 septembre 2007*. Londres.
- _____. 2007c. *Rapport sur le marché des céréales. GMR n° 372. 25 octobre 2007*. Londres.
- _____. 2007d. *Rapport sur le marché des céréales. GMR n° 373. 22 novembre 2007*. Londres.
- _____. 2008a. *Rapport sur le marché des céréales. GMR n° 374. 24 janvier 2008*. Londres.
- _____. 2008b. *Rapport sur le marché des céréales. GMR n° 384. 30 octobre 2008*. Londres.
- Clay, E., Dhiri, S. & Benson, C.** 1996. *Joint Evaluation of European Union Programme Food Aid: Synthesis Report*. Londres, Overseas Development Institute.
- CNUCED.** 2005. *Le développement économique en Afrique: Repenser le rôle de l'investissement étranger direct*. New York et Genève.
- _____. 2008. *Development and Globalization: Facts and Figures*. New York et Genève.
- Collier, P.** 2007. *The Bottom Billion*. New York, Oxford University Press.

- Collier, P. & Hoeffler, A.** 1998. On economic causes of civil war. *Oxford Economic Papers*, 50: 563–573.
- Conway, G.** 1997. *The Doubly Green Revolution: Food for All in the 21st Century*. Ithaca, NY, Cornell University Press.
- Coulter, J.** 1998. *Commodity Exchange and Warehouse Receipts – Can They Improve the Performance of African Grain Markets?* Exposé préparé pour l'atelier de l'AFMESA/FAO sur le commerce des céréales et les bourses de marchandises. Pretoria.
- Coulter, J. & Onumah, G.** 2002. The role of warehouse receipt system in enhanced commodity marketing and rural livelihoods in Africa. *Food Policy*, 27: 319–337.
- Coxhead, I.** 2000. Consequences of a food security strategy for economic welfare, income distribution and land degradation: The Philippine case. *World Development*, 25(1): 111–128.
- Crawford, E., Kelly, V., Jayne, T.S. & Howard, J.** 2003. Input use and market development in sub-Saharan Africa: An overview. *Food Policy*, 28(4): 277–292.
- Creti, P. & Jaspars, S.** 2007. *Cash Transfers Programming in Emergencies*. Oxford, Royaume-Uni, Oxfam Publishing.
- Cummings Jr., R., Rashid, S. & Gulati, A.** 2006. Grain price stabilization experiences in Asia: What have we learned? *Food Policy*, 31(4): 302–312.
- Dana, J., Gilbert, C.L. & Shim, E.** 2006. Hedging grain price risk in the SADC: Case studies of Malawi and Zambia. *Food Policy*, 31(4): 357–371. Publié sur le site: www.sciencedirect.com/science/article/B6VCB-4JRVDB9-6/2/4ec9080085d146254f3b1f930cefa186.
- Danielou, M. & Ravry, C.** 2005. *The Rise of Ghana's Pineapple Industry. From Successful Take-off to Sustainable Expansion*. Rapport n° 34997. Washington, Banque mondiale.
- Davies, S. & Davey, J.** 2008. A regional multiplier approach to estimating the impact of cash transfers on the market: The case of cash transfers in rural Malawi. *Development Policy Review*, 26(1): 91–111.
- Davis, B., Winters, P., Gero, C., Covarrubias, K., Quinones, E., Zedda, A., Stamoulis, K., Bonomi, G. & DiGiuseppe, S.** 2007. *Rural Income Generating Activities: A Cross-Country Comparison*. Document de travail de l'ESA n°. 07-16. Rome, FAO.
- Dawe, D.** 2008. *Have Recent Increases in International Cereal Prices been Transmitted to Domestic Economies? Experience in 7 Large Asian Countries*. Document de travail de l'ESA n° 08-03. Rome, FAO.
- Deaton, A.** 1991. *Household Saving in LDCs: Credit Markets, Insurance, and Welfare*. Development Studies Paper n° 153. Princeton, NJ. Publié sur le site: <http://ideas.repec.org/p/fth/priwds/153.html>.
- Deaton, A. & Subramanian, S.** 1996. The demand for food and calories. *Journal of Political Economy*, 104(1): 133–162.
- Deininger, K. & Jin, S.** 2008. Land sales and rental markets in transition: Evidence from rural Vietnam. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 70(1): 67–101.
- Deininger, K., Zegarra, E. & Lavadenz, I.** 2003. Determinants and impacts of rural land market activity: Evidence from Nicaragua. *World Development*, 31(8): 1385–1404.
- Dercon, S.** 2002. Income risk, coping strategies, and safety nets. *World Bank Research Observer*, 17(2): 141–166.
- _____. 2004. Analyse micro-économique de la pauvreté et des inégalités: l'arbitrage équité-efficacité revisité. *Afrique Contemporaine*, 211: 73–97.
- _____. 2005. *Insurance against Poverty*. New York, Oxford University Press.
- Dercon, S., Bold, T. & Calvo C.** 2004. *Insurance for the Poor?* Document préparé pour le projet sur les marchés financiers et la pauvreté pour l'IADB. Washington, IADB.
- Dercon, S., Hoddinott, J. & Woldehanna, T.** 2005. Consumption and shocks in 15 Ethiopian villages, 1999–2004. *Journal of African Economies*, 14: 559–585.
- Devereux, S.** 1988. Entitlements, availability and famine: A revisionist view of Wollo, 1972–74. *Food Policy*, 13(3): 270–282.
- _____. 2001. Famine in Africa. In S. Devereux et S. Maxwell, édés. *Food Security in Sub-Saharan Africa*. Londres, ITDG Publishing.
- _____. 2007a. *Case Study on Ethiopia's Productive Safety Net Programme*. Publié sur le site: http://siteresources.worldbank.org/SAFETYNETSANDTRANSFERS/Resources/281945-1131468287118/1876750-1182180231533/Wiseman_EthiopiaPSNP_5-07.pdf.
- _____. 2007b. *The New Famines: Why Famines Persist in an Era of Globalization*. New York, Routledge.

- Devereux, S. & Sabates-Wheeler, R.** 2004. *Transformative Social Protection*. Document de travail de l'IDS n° 232. Brighton, Royaume-Uni, Institute of Development Studies.
- _____. 2007. Debating social protection. *IDS Bulletin*, 3(38).
- Devereux, S., Sabates-Wheeler, R., Tefera, M. & Taye, H.** 2006. *Ethiopia's Productive Safety Net Programme (PSNP): Trends in PSNP Transfers Within Targeted Households*. Rapport commandé par le DFID Ethiopia. Brighton, Royaume-Uni, Institute of Development Studies et Addis-Abeba, Indak International.
- DFID.** 2000. *Sustainable Livelihoods Guidance Sheets*. Publié sur le site: www.livelihoods.org.
- _____. 2005a. *Making Market Systems Work Better for the Poor (M4P): An Introduction to the Concept*. Document de réflexion préparé pour la manifestation de formation ADB-DFID, ADB Headquarters, Manille. Londres, Department for International Development (DFID).
- _____. 2005b. *Reducing Poverty by Tackling Social Exclusion*. Document de politique générale du DFID. Publié sur le site: www.dfid.gov.uk/pubs/files/social-exclusion.pdf
- _____. 2007. *A Record Maize Harvest in Malawi*. Publié sur le site: www.dfid.gov.uk/casestudies/files/Africa%5Cmalawi-harvest.asp
- Dolan, C. & Humphrey, J.** 2000. Governance and trade in fresh vegetables: The impact of UK supermarkets on the African horticulture industry. *Journal of Development Studies*, 37(2): 147–176.
- Dollar, D. & Kraay, A.** 2002. Growth is good for the poor. *Journal of Economic Growth*, 7(3): 195–225.
- _____. 2004. Trade, growth and poverty. *Economic Journal*, 114(493): 22–49.
- Donovan, C., McGlinchy, M., Staatz, J. & Tschirley, D.** 2006. *Emergency Needs Assessments and the Impact of Food Aid on Local Markets*. Document de travail n° 87 de MSU International Development. Publié sur le site: www.aec.msu.edu/fs2/papers/idwp87.pdf.
- Dorosh, P.** 2001. Trade liberalization and national food security: Rice trade between Bangladesh and India. *World Development*, 29(4): 673–689.
- Dorosh, P., Dradri, S. & Haggblade, S.** 2007. *Alternative Approaches for Moderating Food Insecurity and Price Volatility in Zambia*. International Development Collaborative Policy Briefs n° ZM-FSRP-PB-24, Department of Agricultural Economics. Ann Arbor, MI, Michigan State University.
- Dorosh, P.A. & Subran, L.** 2007. *Food Markets and Food Price Inflation in Ethiopia*. Polycopié. Washington, Banque mondiale.
- Dorward, A. & Kydd, J.** 2004. The Malawi 2002 food crisis: The rural development challenge. *Journal of Modern African Studies*, 42(3): 343–361.
- Dorward, A., Kydd, J., Morrison, J. & Urey, I.** 2004. A policy agenda for pro-poor agricultural growth. *World Development*, 32(1): 73–89.
- Dorward, A., Kydd, J. & Poulton, C.** 1998. *Smallholder Cash Crop Production under Market Liberalisation: A New Institutional Economics Perspective*. Wallingford, Royaume-Uni, CAB International.
- Dorward, A., Poole, N., Morrison, J., Kydd, J. & Urey, I.** 2003. Markets, institutions and technology: Missing links in livelihoods analysis. *Development Policy Review*, 21(3): 319–332.
- Dradri, S.** 2007. *A Market Analysis of the Food Security Situation in Southern Africa in 2007/08*. Johannesburg, PAM.
- Dubey, A.** 2003. *Levels and Determinants of Hunger Poverty in Urban India during the 1990s*. Symposium de la recherche urbaine de la Banque mondiale 2003. Publié sur le site: www.worldbank.org/urban/symposium2003/docs/papers/dubey.pdf.
- Easterly, W. & Levine, R.** 1997. Africa's growth tragedy. *Quarterly Journal of Economics*, 112(4): 1203–1250.
- The Economist.** 2005. Niger's harvest last year was not so terrible. Why is the country now so hungry? *The Economist*, 1^{er} septembre.
- _____. 2008. Food and the poor. The new face of hunger. *The Economist*, 17 avril.
- EIU.** 2008. *Global Outlook*, juillet 2008. Economist Intelligence Unit (EIU).
- Emran, M., Morshed, A. & Stiglitz, J.** 2007. *Microfinance and Missing Markets*. New York. Publié sur le site: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1001309.
- Evenson, R.E. & Gollin, D.** 2003. Assessing the impact of the green revolution: 1950–2000. *Science*, 300: 758–762.
- Fafchamps, M.** 2004. *Market Institutions in Sub-Saharan Africa: Theory and Evidence*. Cambridge, MA, MIT Press.
- Fafchamps, M. & Hill, R.V.** 2005. Selling at the farm-gate or travelling to market. *American Journal of Agricultural Economics*, 87(3): 717–734. Publié sur le site: www.economics.ox.ac.uk/members/marcel.fafchamps/homepage/.

- Fallon, P.R. & Lucas, R.E.B.** 2002. The impact of financial crises on labor markets, household incomes, and poverty. *World Bank Research Observer*, 17(1): 21–45.
- Faminow, M.D.** 1995. Issues in valuing food aid: The cash or in-kind controversy. *Food Policy*, 20(1): 3–10.
- Fang, C. & Yang, D.** 2006. The changing nature of rural poverty and new policy orientations. *The Chinese Economy*, 39(4): 10–24.
- FANTA.** 2003. *Food Access Indicator Review*. Washington, projet “Food and Nutrition Technical Assistance” (FANTA), Academy for Educational Development.
- FAO.** 2002. *Agriculture mondiale: horizon 20⁰5/2030: Rapport abrégé*. Rome. Publié sur le site: www.fao.org/docrep/004/Y3557F/Y3557F00.HTM.
- ___ 2006a. *Faostat*. Publié sur le site: www.fao.org/faostat/foodsecurity/Files/NumberUndernourishment_en.xls.
- ___ 2006b. *Rapid Growth of Selected Asian Economies: Lessons and Implications for Agriculture and Food Security*. Bangkok, Bureau régional de la FAO pour l’Asie et le Pacifique.
- ___ 2006c. *La situation mondiale de l’alimentation et de l’agriculture*. Rome.
- ___ 2006d. *L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde: Éradiquer la faim dans le monde – bilan 10 ans après le Sommet mondial de l’alimentation*. Rome.
- ___ 2008a. *Perspectives de l’alimentation*. Novembre. Rome.
- ___ 2008b. *La flambée des prix des denrées alimentaires: faits, perspectives, effets et actions requises. Conférence de haute niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies*. HLC/08/INF/1. Rome.
- ___ 2008c. *L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde*. Rome.
- FAO & PAM.** 2004. *Mission d’évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires au Niger. Rapport spécial*. Niger.
- ___ 2008a. *Crop and Food Supply Assessment Mission to Southern Sudan. Special Report*. Rome.
- ___ 2008b. *Crop and Food Supply Assessment Mission to Zimbabwe. Special Report*. Rome.
- FAOSTAT.** <http://faostat.fao.org/site/567/DesktopDefault.aspx?PageID=567>.
- FAPRI.** 2008. *2008 World Agricultural Outlook*. Ames, IA.
- Farina, E.M.M.Q. & Reardon, T.** 2000. Agrifood grades and standards in the extended Mercosur: Their role in the changing agrifood system. *American Journal of Agricultural Economics*, 82(5): 1170–1176.
- FEWS NET.** 2005. *Niger: An Evidence Base for Understanding the Current Crisis*. Washington.
- ___ 2007. *Northern Wheat Trader Survey and Afghan Food Security: A Special Report prepared by the Famine Early Warning System Network (FEWS NET)*. Washington.
- FIDA.** 2003a. *Agricultural Marketing Companies as Sources of Smallholder Credit in Eastern and Southern Africa. Experiences, Insights and Potential Donor Role*. Rome.
- ___ 2003b. *Promouvoir l’accès des ruraux pauvres aux marchés pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement*. Document de réflexion pour table ronde présenté à la 25^e session anniversaire du Conseil des gouverneurs du FIDA. Rome.
- FMI.** 2008a *The Balance of Payments Impact of the Food and Fuel Price Shocks on Low-Income African Countries: A Country-by-Country Assessment*. Washington, Département Afrique du Fonds monétaire international.
- ___ 2008b. *Food and Fuel Prices: Recent Developments, Macroeconomic Impact and Policy Responses: An Update*. Washington.
- ___ 2008c. *Perspectives de l’économie mondiale. Turbulences financiers, ralentissements et redressements*. Washington.
- ___ 2008d. *Perspectives de l’économie mondiale. Logement et cycle conjoncturel*. Washington. Publié sur le site: www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2008/01/pdf/c1f.pdf.
- ___ *Data and Statistics*. Publié sur le site: www.imf.org/external/np/res/commod/index.asp.
- Folbre, N.** 1986. Cleaning house: New perspectives on households and economic development. *Journal of Development Economics*, 22: 5–40.
- Forsen, Y. & Subran, L.** 2008. *Wheat Price Increase and Urban Programming in Afghanistan. Assessment Mission Report*. Rome, PAM.
- Freebairn, D.K.** 1995. Did the green revolution concentrate incomes? A quantitative study of research reports. *World Development*, 23(2): 265–279.
- Gabre-Madhin, E.Z.** 2005. *Getting Markets Right*. Exposé présenté à l’atelier “Managing Food Price Instability in Low-Income Countries”. Washington.
- Gabre-Madhin, E.Z. & Haggblade, S.** 2004. Successes in African agriculture: Results of an expert survey. *World Development*, 32(5): 745–766.
- Garton, G. & Rouwenhorst, K.G.** 2004. *Facts and Fantasies about Commodity Futures*. Document de travail n°10595 du NBER. Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research.

- Gentilini, U.** 2007. *Cash and Food Transfers: A Primer*. Rome, PAM.
- _____. 2009. Social protection in the "real" world: Issues, models, and challenge. *Development Policy Review*, 27(2): 147–166.
- Gentilini, U. & Carucci, V.** 2008. *Increasing the Economic Opportunities for the Vulnerable*. Exposé présenté à l'atelier sur la sécurité alimentaire de l'AU-NEPAD. Johannesburg, Afrique du Sud.
- Gibbon, P.** 2003. Value chain governance, public regulation and entry barriers in the global fresh fruit and vegetable chain into the EU. *Development Policy Review*, 21(5–6): 615–625.
- Gibson, A., Scott, H. & Ferrand D.** 2004. *Making Markets Work for the Poor: An Objective and an Approach for Governments and Development Agencies*. Afrique du Sud. Publié sur le site: www.dfid.gov.uk/news/files/trade_news/adb-workshop-makingmarkets.pdf.
- Govere, J., Haggblade, S., Nielson, H. & Tschirley, D.** 2008. *Report 1: Maize Market Sheds in Eastern and Southern Africa*. Rapport préparé par l'Université de l'État du Michigan pour la Banque mondiale dans le cadre du contrat n° 7144132, Strengthening Food Security in Sub-Saharan Africa through Trade Liberalization and Regional Integration. Washington, Banque mondiale.
- Guobao, W.** 2006. *Access to Credit, Poverty and Inequality: Some Findings from China Using Grouped Rural Household Data*. Chine. Publié sur le site: www.networkideas.org/feathm/Oct2006/PDF/Wu_Guobao.pdf.
- Gulati, A., Minot, N., Delgado, C. & Bora, S.** 2005. *Growth in High-Value Agriculture in Asia and the Emergence of Vertical Links with Farmers*. Exposé présenté à l'atelier intitulé "Linking Small-scale Producers to Markets: Old and New Challenges". Washington.
- Haddad, L.** 2000. A conceptual framework for assessing agriculture–nutrition linkages. *Food and Nutrition Bulletin*, 21(4): 367–373.
- Haddad, L., Hoddinott, J. & Alderman, H.** 1997. *Intrahousehold Resource Allocation in Developing Countries: Models, Methods and Policy*. Baltimore, MA, Johns Hopkins University Press.
- Haggblade, S., Hazell, P. & Reardon, T.** 2007. *The Rural Nonfarm Economy: Pathway Out of Poverty or Pathway in?* Exposé présenté à l'atelier de recherche internationale sur l'avenir des petites exploitations, juin 2007. Washington.
- Hagos, F. & Holden, S.** 2006. Tenure security, resource poverty, public programs, and household plot-level conservation investments in the highlands of northern Ethiopia. *Agricultural Economics*, (34): 183–196.
- Hamid, A.R., Salih, A.A.A., Bradley, S., Couteaudier, T., El Haj, M.J., Hussein, M.O. & Steffen, P.** 2005. *Markets, Livelihoods and Food Aid in Darfur: A Rapid Assessment and Programming Recommendations*. Rapport commandé par USAID et la Commission européenne. Soudan.
- Harvey, P.** 2005. *Cash and Vouchers in Emergencies*. Londres, Overseas Development Institute.
- Harvey, P. & Adams, L.** 2007. *Learning from Cash Responses to the Tsunami*. Londres. Publié sur le site: www.odi.org.uk/hpg/papers/cashissue1.pdf.
- Harvey, P. & Savage, K.** 2006. *No Small Change: Oxfam GB Malawi and Zambia Emergency Cash Transfers Projects: A Synthesis of Key Learning*. Londres, Overseas Development Institute.
- _____. 2007. *Cash-Based Responses in Emergencies*. HPG Report n° 24. Londres, Overseas Development Institute.
- Hayami, Y. & Ruttan, V.W.** 1985. *Agricultural Development: An International Perspective*. Baltimore, MA, Johns Hopkins University Press.
- Hazell, B.R.** 2003. Green revolution: curse or blessing? In J. Moky, éd. *The Oxford Encyclopedia of Economic History*. Oxford, Oxford University Press.
- Henson, J.S.** 2006. *The Role of Public and Private Standards in Regulating International Food Markets*. Exposé présenté au symposium de l'IATRC, Bonn, Allemagne.
- Hess, U., Robertson, T. & Wiseman, W.** 2006. *Ethiopia: Integrated Risk Financing to Protect Livelihoods and Foster Development*. Rome, PAM, Washington, Banque mondiale et Addis-Abeba, DFID Ethiopia. Publié sur le site: www.wfp.org/policies/introduction/background/index.asp?section=6&sub_section=1#.
- Hoddinott, J.** 2008. *Social Safety Nets and Productivity Enhancing Investments in Agriculture*. Washington, IFPRI.
- Hoddinott, J., Maluccio, J.A., Behrman, J.R., Flores, R. & Martorell, R.** 2008. Effect of a nutrition intervention during early childhood on economic productivity in Guatemalan adults. *The Lancet*, 371(2): 411–416.
- Hoddinott, J. & Yohannes, Y.** 2002. *Dietary Diversity as a Household Food Security Indicator*. Washington, projet "Food and Nutrition Technical Assistance" (FANTA).

- Hoffman, I. & Bernhard, B.** 2007. Meat marketing in Burkina Faso after the devaluation of the FCFA: Insights into the functioning of informal markets. *Food Policy*, 32(2): 229–245.
- Horton, S. & Mazumdar, D.** 1999. *Vulnerable Groups and Labor: The Aftermath of the Asian Financial Crisis*. Exposé présenté au séminaire de la Banque mondiale et de l'Organisation internationale du travail sur la crise économique, l'emploi et les marchés du travail en Asie de l'Est et du Sud-Est. Genève, OIT.
- Humphrey, J., McCulloch, N. & Ota, M.** 2004. The impact of European market changes on employment in the Kenyan horticulture sector. *Journal of International Development*, 16(1): 63–80.
- Husain, A. & Subran, L.** 2008. *A Food and Fuel Price Risk Index*. Document de travail interne. Rome, PAM.
- IFPRI.** 2002a. *Ghana: The Accra Urban Food and Nutrition Study*. Washington.
- ___ 2002b. *Living in the City: Challenges and Options for the Urban Poor*. Washington
- ___ 2008. Communication personnelle de Mark Rosegrant, actualisant von Braun, 2007.
- Jaffee, S. & Henson, S.** 2005. Agro-food Exports from Developing Countries: The Challenges Posed by Standards. In M.A. Aksoy et J.C. Beghin, eds. *Global Agricultural Trade and Developing Countries*. Washington, Publications de la Banque mondiale.
- Janvry, A. de, Fafchamps, M. & Sadoulet, E.** 1991. Peasant household behaviour with missing markets: Some paradoxes explained. *Economic Journal*, 101: 1400–1417.
- Jaspars, S.** 2006. *From Food Crisis to Fair Trade: Livelihoods Analysis, Protection and Support in Emergencies*. ENN Special Supplement Series n° 3. Washington, Emergency Nutrition Network.
- Jayne, T.S.** 1994. Do high food prices constrain cash crop production? Evidence from Zimbabwe. *Economic Development and Cultural Change*, 42(2): 387–402.
- Jayne, T.S. & Jones, S.** 1997. Food marketing and pricing policy in eastern and southern Africa: A survey. *World Development*, 25(9): 1505–1527.
- Jayne, T.S., Yamano, T., Weber, M., Tschirley, D., Benfica, R., Neven, D., Chapoto, A. & Zulu, B.** 2001. *Smallholder Income and Land Distribution in Africa: Implications for Poverty Reduction Strategies*. International Development Paper n° 24. Lansing, MI, Université de l'État du Michigan, département d'économie agricole, département d'économie.
- Jayne, T.S., Zulu, B. & Nijhoff, J.J.** 2006. Stabilizing food markets in eastern and southern Africa. *Food Policy*, 31: 328–341.
- Johnston, B.F. & Kilby, P.** 1975. *Agriculture and Structural Transformation: Economic Strategies in Late-Developing Countries*. New York, Oxford University Press.
- Joshi, P.K., Gulati, A. & Cummings, R.** 2007. *Agricultural Diversification in South Asia: Beyond Food Security*. Washington, IFPRI. Publié sur le site: www.ifpri.org/pubs/otherpubs/agdiversesach02.pdf.
- Keen, D.** 1994. *The Benefits of Famine: A Political Economy of Famine and Relief in Southwestern Sudan, 1983–89*. Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Kelly, V., Adesina, A.A. & Gordon, A.** 2003. Expanding access to agricultural inputs in Africa: A review of recent market development experience. *Food Policy*, 28(4): 379–404.
- Kennedy, J., Ashmore, J., Babister, E. & Kelman, I.** 2008. The meaning of build back better: Evidence from post-tsunami Aceh and Sri Lanka. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 16(1): 24–36.
- Key, N. & Runsten, D.** 1999. Contract farming, smallholders, and rural development in Latin America: The organization of agroprocessing firms and the scale of outgrower production. *World Development*, 27(2): 381–401.
- Keynes, J.M.** 1926. *The End of Laissez-Faire*. Amherst, NY, Prometheus Books.
- Khan, M.S. & Khandker, A.** 2006. Let them eat poison. *Slate Magazine*, septembre 2006. Publié sur le site: www.newagebd.com/slate/2006/sep/01.html.
- Kherallah, M.** 2000. *Access of Smallholder Farmers to the Fruits and Vegetables Market in Kenya*. Washington, IFPRI.
- Kherallah, M., Delgado, C., Gabre-Mahdin, E., Minot, N. & Johnson, M.** 2002. *Reforming Agricultural Markets in Africa*. IFPRI Food Policy Statement n° 38. Washington, IFPRI.
- Kindleberger, C.P.** 2000. *Manias, Panic and Crashes: A History of Financial Crises*. New York, John Wiley & Sons Inc.
- Klitgaard, R.** 1991. *Adjusting to Reality: Beyond "State versus Market"*. San Francisco, CA, USA, ICS Press.

- Kurosaki, T. & Fafchamps, M.** 2002. Insurance market efficiency and crop choices in Pakistan. *Journal of Development Economics*, 67: 419–453.
- Kurosaki, T.** 2006. Consumption vulnerability to risk in rural Pakistan. *Journal of Development Studies*, 42(1): 70–89. Publié sur le site: <http://ideas.repec.org/a/taf/jdevst/v42y2006i1p70-89.html>.
- Kydd, J. & Dorward, A.** 2004. Implications of market and coordination failures for rural development in least developed countries. *Journal of International Development*, 16: 951–970.
- Lacey, M.** 2006. Food aid program takes out insurance on Ethiopia weather. *New York Times*, 8 mars. Publié sur le site: www.nytimes.com/2006/03/08/international/Africa/08ethiopia.html.
- Legge, A., Orchard, J., Graffham, A., Greenhalgh, P. & Kleih, U.** 2006. *The Production of Fresh Produce in Africa for Export to the United Kingdom: Mapping Different Value Chains*. Rapport. Chatham, Royaume-Uni, Natural Resource Institute.
- Lemos, S.** 2006. *Minimum Wage Effects in a Developing Country*. Discussion Papers in Economics n° 06/1. Leicester, Royaume-Uni, Département d'économie, Université de Leicester.
- Lentz, E., Barrett, C.B. & Hoddinott, J.** 2005. *Food Aid and Dependency: Implications for Emergency Food Security Assessments*. Étude préparée pour le PAM (SENAC). Rome, PAM.
- Levine, S. & Chastre, C.** 2004. *Missing the Point. An Analysis of Food Security Interventions in the Great Lakes*. Exposé du HPN Network. Londres, Overseas Development Institute.
- Levinsohn, J. & McMillan, M.** 2005. *Does Food Aid Harm the Poor? Household Evidence from Ethiopia*. Documents de travail n°11048 du NBER. Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research. Publié sur le site: <http://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/11048.html>.
- Lipton, M. & Longhurst, R.** 1989. New seeds and poor people. *Agricultural Systems*, 33(4): 378–380.
- Lipton, M.** 2001. Challenges to meet: Food and nutrition security in the new millennium. *Proceeding of the Nutrition Society*, 60: 203–214.
- _____. 2007. Plant breeding and poverty: Can transgenic seeds replicate the "green revolution" as a source of grains for the poor? *Journal of Development Studies*, 43(1): 31–62.
- Little, P.** 2008. Food aid dependency in rural Ethiopia: Myth or reality? *World Development*, 36(5): 860–874.
- Lohmar, M.** 2003. Market reforms and policy initiatives: Rapid growth and food security in China. In USDA, *Food Security Assessment*. USDA, Economic Research Service.
- _____. 2006. Feeling for stones but not crossing the river: China's rural land tenure after twenty years of reform. *The Chinese Economy*, 39(4): 85–102.
- Lundberg, M.** 2005. Agricultural market reforms. In A. Coudouel et S. Paternostro, éd. *Analyzing the Distributional Impact of Reforms: A Practitioner's Guide to Trade, Monetary and Exchange Rate Policy, Utility Provision, Agricultural Markets, Land Policy and Education*. Washington, Publications de la Banque mondiale.
- Maertens, M. & Swinnen, J.F.M.** 2006. *Trade Standards and Poverty: Empirical Evidence from Senegal*. Document de réflexion 177/2006 du LICOS. Louvain, Belgique, LICOS Centre for Institutions and Economic Performance. Publié sur le site: www.econ.kuleuven.be/LICOS/DP/dp.htm.
- Malthus, T.R.** 1982 (première édition de 1798) *An Essay on the Principle of Population*. Penguin Books Ltd.
- Maluccio, J.** 2005. *Coping with the "Coffee Crisis" in Central America: The Role of the Nicaraguan Red de Protección Social*. Washington, IFPRI. Publié sur le site: www.ifpri.org/divs/fcnd/dp/papers/fcndp188.pdf.
- Martin-Prével, Y., Delpeuch, F., Traissac, P., Massamba, J.P., Adoua-Oyila, G., Coudert K. & Trèche, S.** 2000. Deterioration in the nutritional status of young children and their mothers in Brazzaville, Congo, following the 1994 devaluation of the CFA franc. *Bulletin of the World Health Organization*, 78(1): 108–118.
- Masine, L.** 2008. Malawi: Fertiliser success stuns Western donors. *African Business*, mai.
- Maunder, N.** 2006. *The Impact of Food Aid on Grain Markets in Southern Africa: Implications for Tackling Chronic Vulnerability*. Regional Hunger and Vulnerability Programme. Publié sur le site: www.wahenga.net/uploads/documents/reports/Food_aid_Report.pdf.
- Maxwell, D. & Caldwell, R.** 2008. *The Coping Strategies Index: Field Methods Manual*. 2^e édition. Atlanta, GA, CARE, PAM, TANGO et Université Tufts.
- Maxwell, D. & Wiebe, K.** 1999. Land tenure and food security: Exploring dynamic linkages. *Development and Change*, 30: 825–849.

- Maxwell, D., Ahiadeke, C., Levin, C., Armar-Klimesu, M., Zakariah, S. & Lamptey, G.M.** 1999. Alternative food-security indicators: Revisiting the frequency and severity of "coping strategies". *Food Policy*, 24(4): 411–429.
- McMillan, J.** 2002. *Reinventing the Bazaar: A Natural History of Markets*. New York, W.W. Norton & Company.
- Meadows, D.H., Meadows, D.L., Randers, J. & Behrens, W.W.** 1972. *The Limits to Growth*. New York. Universe Books.
- Meier, G.M.** 1984. *Leading Issues in Economic Development*. New York, Oxford University Press.
- Mendoza, R.U. & Thelen, N.** 2008. Innovations to make markets more inclusive for the poor. *Development Policy Review*, 26(4): 427–458.
- The Micronutrient Initiative and UNICEF, 2004.** *Vitamin and Mineral Deficiency: A Global Progress Report*. Ottawa.
- Minot, N.** 2007. *Contract Farming in Developing Countries: Patterns, Impact, and Policy Implications*. Case Study n° 6-3 of the Program: Food Policy for Developing Countries: The Role of Government in the Global Food System. Ithaca, NY. Publié sur le site: <http://cip.cornell.edu/DPubS?service=UI&version=1.0&verb=Display&handle=dns.gfs&collection=Cornell>.
- Minot, N. & Ngigi, M.** 2003. *Are Horticultural Exports a Replicable Success Story? Evidence from Kenya and Cote D'Ivoire*. Document de réflexion EPTD/MTID. Washington, IFPRI.
- Minten, B. & Kyle, S.** 1999. The effect of distance and road quality on food collection, marketing margins, and traders' wages: Evidence from former Zaire. *Journal of Development Economics*, 60(2): 467–495.
- Minten, B., Randrianarison, L., & Swinnen, J.F.M.** 2006. *Global Retail Chains and Poor Farmers: Evidence from Madagascar*. Document de réflexion n° 16406 du LICOS. Louvain, Belgique, LICOS Centre for Institutions and Economic Performance.
- Mittal, A. & Mousseau, F.** 2006. *Sahel: A Prisoner of Starvation? A Case Study of the 2005 Food Crisis in Niger*. Oakland, CA, The Oakland Institute.
- Moron, C.** 2006. Food-based nutrition interventions at community level. *British Journal of Nutrition*, 96, Suppl.1, S20–S22.
- Muller, C.** 2002. Prices and living standards: Evidence from Rwanda. *Journal of Development Economics*, 68(1): 187–203.
- Murray, M. & Mwangwe, E.** 2004. *Food Security and Markets in Zambia*. Londres, International Humanitarian Practice Network.
- Myers, R.J.** 2006. On the costs of food price fluctuations in low-income countries. *Food Policy*, 31(4): 288–301.
- Myhrvold-Hanssen T.L.** 2003. *Democracy, News Media, and Famine Prevention: Amartya Sen and The Bihar Famine of 1966–67*. Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press.
- Narayan, D., Patel, R., Schafft, K., Reademacher, A. & Koch-Shulte, S.** 2000. *Voices of the Poor: Can Anyone Hear Us?* Washington. Publié sur le site: <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTPOVERTY/0,,contentMDK:20619302~isCURL:Y~menuPK:336998~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:336992,00.html>.
- Nations Unies.** 1999. *La situation économique et sociale dans le monde, 1999*. New York.
- _____. 2000. *La situation économique et sociale dans le monde, 2000*. New York.
- _____. 2008a. *Comprehensive Framework for Action*. New York, Équipe spéciale de haut niveau du Secrétaire Général sur la crise mondiale de sécurité alimentaire.
- _____. 2008b. *Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2008*, New York.
- _____. 2008c. *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2008*. New York.
- Nations Unies, Équipe sur la faim du Projet Objectifs du Millénaire.** 2005. *Halving Hunger: It Can Be Done*. New York. Publié sur le site: www.unmillenniumproject.org/documents/HTF-SumVers_FINAL.pdf.
- Newbery, D. & Stiglitz, J.** 1981. *The Theory of Commodity Price Stabilization*. Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press.
- Ninno, C. del, Dorosh, P.A. & Smith, L.C.** 2003. Public policy, markets and household coping strategies in Bangladesh: Avoiding a food security crisis following the 1998 floods. *World Development*, 31(7): 1221–1238.
- North, D.C.** 1990. *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University Press.
- _____. 1991. Institutions. *Journal of Economic Perspectives*, 5(1): 97–112.
- _____. 1995. The new institutional economics and third world development. In J. Harris, J. Hunter et C.M. Lewis,

éds. *The New Institutional Economics and Third World Development*. Londres, Routledge.

Nurkse, R. 1953. *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*. Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press.

Ó Gráda, C. 2007. Making famine history. *Journal of Economic Literature*, 45(1): 5–38.

OCDE. 2008. *The Relative Impact on World Commodity Prices of Temporal and Longer Term Structural Changes in Agricultural Markets*, Document: TAD/CA/APM/CFS/MD(2008)6. Paris, OCDE.

OCDE & FAO. 2008. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO: 2008-2017*. Paris, OCDE.

Omamo, S.W., Diao, X., Wood, S., Chamberlin, J., You, L., Benin, S., Wood-Sichra, U. & Tatwangire, A. 2006. *Strategic Priorities for Agricultural Development in Eastern and Central Africa*. IFPRI Research Report n°150. Washington, IFPRI.

ONUSIDA/UNICEF/USAID. 2004. *Children on the Brink: A Joint Report of New Orphan Estimates and a Framework for Action*. New York. Publié sur le site: <http://library.cph.chula.ac.th/Ebooks/HIV-AIDS/Children%20on%20the%20Brink%202004.pdf>.

Oxfam. 2002. *HIV/AIDS and Food Insecurity in Southern Africa*. Oxford, Royaume-Uni, Oxfam.

PAM. 2004. *Le PAM et les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire: concepts, expériences et programmes possibles à l'avenir*. Questions de politique générale, point 4 de l'ordre du jour. WFP/EB.3/2004/4-A. Rome.

___ 2005a. *Angola: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Rome, projet SENAC, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.

___ 2005b. *Définition des situations d'urgence*. Questions de politique générale, point 4 de l'ordre du jour, WFP/EB.1/2005/4-A/Rev.1. Rome.

___ 2005c. *Emergency Needs Assessment, Pakistan Earthquake. October 2005*. Pakistan.

___ 2005d. *Mali: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Rome, projet SENAC, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.

___ 2005e. *Niger: Analyse de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA)*. Rome.

___ 2005f. *Niger: Profile of Cereal Markets*. Rome.

___ 2005g. *Post Earthquake Relief and Recovery Operation – South Asia*. Agenda Item n° 8. Rome.

___ 2005h. *Republic of Uganda: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Rome, projet SENAC, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.

___ 2006a. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis, Liberia*. Rome.

___ 2006b. *Greater Monrovia: Comprehensive Food Security and Nutrition Survey*. Monrovia.

___ 2006c. *Rwanda: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Rome, projet SENAC, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.

___ 2006d. *Technical Meeting Report: Cash in Emergencies and Transition*. Addis-Abeba.

___ 2007a. *Cameroun: Analyse Globale de la Sécurité Alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA)*. Rome, projet SENAC, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.

___ 2007b. *Lao PDR: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Rome, projet SENAC, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.

___ 2007c. *Malawi: Assessment of Appropriateness and Feasibility of Cash Response Options. Special Initiative for Cash and Vouchers Programming*. Rome.

___ 2007d. *Markets in Darfur, Sudan*. Polycopié. Rome.

___ 2007e. *Sudan: Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Rome, projet SENAC, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.

___ 2007f. *Where We Work: Malawi*. Rome.

___ 2008a. 2007 Food Aid Flows. INTERFAIS. *The Food Aid Monitor*, juin 2008. Rome.

___ 2008b. *Recent Food Price Developments in Most Vulnerable Countries*. N° 2. Rome.

___ 2008c. *Rising Commodity Prices. Market Watch 3*, février 2008. Publié sur le site: www.reliefweb.int/rw/RWB.NSF/db900SID/MUMA-7BS98J?OpenDocument.

___ 2009. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis Handbook*. Rome.

PAM, FAO & MADR. 2007. *Guinée-Bissau: Commerce du cajou et du riz: Implications pour la sécurité alimentaire*. Rome.

PAM & NEPAD. 2004. *NEPAD Study to Explore Further Options for Food-Security Reserve Systems in Africa*.

Publié sur le site:

www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/JWIN-67PKCX?OpenDocument.

PAM & UNICEF. 2008. *Rising Food Prices – Interventions Required to Prevent Deterioration of Health and Nutritional Status*. Issues Brief. Rome et New York.

Pee, S. de 2005. We know much about what to do but little about how to do it: Experiences with a weekly multimicronutrient supplementation campaign. *Food Nutrition Bulletin*, 27(4): S111–S114.

Pee, S. de, Talukder, A. & Bloem, M.W. 2008. Homestead food production for improving nutritional status and health. In R.D. Semba et M.W. Bloem, éds. *Nutrition and Health: Nutrition and Health in Developing Countries*. 2^e édition. Totowa, NJ, Humana Press.

- Perry, G., Arias, O., Lopez, J., Maloney, W. & Serven, L., éd.** 2006. *Poverty Reduction and Growth: Virtuous and Vicious Circles*. Washington, Banque mondiale.
- Pinstrup-Andersen, P.** 1988. Food subsidies: Consumer welfare and producer incentives. In W.J. Mellor et R. Ahmed, éd. 1998. *Agricultural Price Policy for Developing Countries*. Baltimore, MA, John Hopkins University Press.
- PNUD.** 2004. *Rapport mondial sur le développement humain 2004*. New York.
- Polaski, S.** 2006. *Winners and Losers: Impact of the Doha Round on Developing Countries*. Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- Poulton, C., Kydd, J. & Dorward, A.** 2006a. Overcoming market constraints on pro-poor agricultural growth in sub-Saharan Africa. *Development Policy Review*, 24(3): 243–277.
- Poulton, C., Kydd, J., Wiggins, S. & Dorward, A.** 2006b. State intervention for food price stabilisation in Africa: Can it work? *Food Policy*, 31: 342–356.
- Rangaswami, A.** 1985. Failure of exchange entitlements: Theory of famine, a response. *Economic and Political Weekly*, 20(41): 747–751.
- Rao, N.** 2005. Land rights, gender equality and household food security: Exploring the conceptual links in the case of India. *Food Policy*, 31: 180–193.
- Rao, S.K.** 1989. Agriculture and economic development. In J. Eatwell, M. Milgate et P. Newman, éd. *The New Palgrave: Economic Development*. New York, W.W. Norton & Company.
- Ravallion, M.** 1987. *Markets and Famines*. Oxford, Royaume-Uni, Clarendon Press.
- _____. 1997. Famines and economics. *Journal of Economic Literature*, 35(3): 1205–1242.
- _____. 2003. *Targeted Transfers in Poor Countries: Revisiting the Tradeoffs and Policy Options*. Document de travail de recherche sur les politiques n° 3048. Washington, Banque mondiale. Publié sur le site du SSRN à l'adresse: <http://ssrn.com/abstract=412803>.
- _____. 2006. Looking beyond averages in the trade and poverty debate, *World Development*, 34(8): 1374–1392.
- _____. 2007. Inequality is bad for the poor. In J. Micklewright et S. Jenkins, éd. *Inequality and Poverty Re-Examined*. Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press.
- _____. 2008. *Are there Lessons for Africa from China's Success against Poverty?* Document de travail de recherche sur les politiques n° 4463. Washington, Banque mondiale. Publié sur le site: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1080478.
- Ravallion, M., Chen, S. & Sangraula, P.** 2007. *New Evidence on the Urbanization of Global Poverty*. Document de travail de recherche sur les politiques n° 4199. Washington, Banque mondiale.
- Ray, R.** 2007. Changes in food consumption and the implications for food security and undernourishment: India in the 1990s. *Development and Change*, 38(2): 321–343.
- Reardon, T.** 1997. Using evidence of household income diversification to inform study of the rural nonfarm labor market in Africa. *World Development*, 25(5): 735–747.
- Reardon, T., Barrett, C., Berdegue, J. & Swinnen, J.** À paraître. Agrifood industry transformation and small farmers in developing countries. *World Development*. À paraître.
- Reardon, T. & Berdegue, J.** 2002. The rapid rise of supermarkets in Latin America: Challenges and opportunities for development. *Development Policy Review*, 20(4): 371–388.
- Reardon, T., Cordon, J.M., Bush, L., Bingen, J. & Harris, C.** 1999. Global change in agrifood grades and standards: Agribusiness strategic responses in developing countries. *International Food and Agribusiness Management Review*, 2(3): 421–435.
- Reardon, T. & Swinnen, J.F.M.** 2004. Agri-food sector liberalization and the rise of supermarkets in former state-controlled economies: Comparison with other developing countries. *Development Policy Review*, 22(4): 317–334.
- Reardon, T., Taylor, J.E., Stamoulis, K., Lanjouw, P. & Balisacam, A.** 2000. Effects of non-farm employment on rural income inequality in developing countries: An investment perspective. *Journal of Agricultural Economics*, 51(2): 266–288.
- Reardon, T., Timmer, C.P., Barrett, C. & Berdegue, J.** 2003. The rise of supermarkets in Africa, Asia and Latin America. *American Journal of Agricultural Economics*, 85(5): 1140–1146.
- Reed, B.A. & Habicht, J.P.** 1998. Sales of food aid as sign of distress, no excess. *The Lancet*, 351(10): 128–131.
- Renkow, M., Hallstrom, D.G. & Karanja, D.D.** 2004. Rural infrastructure, transactions costs and market participation in Kenya. *Journal of Development Economics*, 73(3): 349–367.
- Rockefeller Foundation.** 2006. *Africa's Turn: A New Green Revolution for the 21st Century*. New York, Rockefeller Foundation.

- Rodríguez, F. & Rodrik, D.** 1999. *Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence*. Document de travail n° 7081 du NBER. Cambridge, MA, National Bureau of Economic Research.
- Rodrik, D.** 2006. Goodbye Washington consensus, Hello Washington confusion? A review of the World Bank's economic growth in the 1990s: Learning from a decade of reform. *Journal of Economic Literature*, 44(4): 973–987.
- Sahn D.E. & Stifel, D.C.** 2003. Urban–rural inequality in living standards in Africa. *Journal of African Economies*, 12(4): 564–597.
- Sanders, D.R. & Irwin, S.** 2008. Futures imperfect. *The New York Times*, 20 juillet. Publié sur le site: www.nytimes.com/2008/07/20/opinion/20irwinsanders.html?ref=opinion.
- Sanders, D.R., Irwin, S. & Merrin, R.P.** 2008. *The Adequacy of Speculation in Agricultural Futures Markets: Too Much of a Good Thing?* Marketing and Outlook Research Report 2008-02. Urbana, IL, département d'économie de l'agriculture et de la consommation, Université de l'Illinois à Urbana-Champaign.
- Sanogo, I.** 2009. Global food price crisis and household hunger: A review of recent food security assessments findings. *Humanitarian Practice Network Papers*, à paraître.
- Schmidhuber, J.** 2006. *Impact of an Increased Biomass Use on Agricultural Markets, Prices and Food Security: A Longer-Term Perspective*. Document préparé pour le symposium international de Notre Europe. 27–29 novembre 2006. Paris.
- Schubert, B. & Slater, R.** 2006. Social cash transfers in low income African countries: Conditional or unconditional? *Development Policy Review*, 24(5).
- The SEEP Network.** 2007. *Market Development in Crisis-Affected Environments: Emerging Lessons for Achieving Pro-poor Economic Reconstruction*. Washington. Publié sur le site: www.seepnetwork.org/content/article/detail/5659.
- Sen, A.** 1981. *Poverty and Famines. An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press.
- _____. 1989. Food and freedom. *World Development*, 17(6): 769–781.
- _____. 1993. Hunger and Public Action. In A. Sen and J. Drèze, eds. 1999. *The Amartya Sen and Jean Drèze Omnibus*. New Delhi, Oxford University Press.
- _____. 2000. *Development as Freedom*. New York, Anchor Books.
- Shiller, R.J.** 2000. *Irrational Exuberance*. Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Slater, R. & Dana, J.** 2006. Tackling vulnerability to hunger in Malawi through market-based options contracts: Implications for humanitarian agencies. *Humanitarian Exchange*, 33: 13–17.
- Smith L.C. & Haddad, L.** 2000. *Overcoming Child Malnutrition in Developing Countries: Past Achievements and Future Choices*. IFPRI 2020 Briefs n° 64. Washington, IFPRI.
- SOAS.** 2008. *Evaluation of the 2006/7 Agricultural Input Subsidy Programme, Malawi, Final Report*. Londres, School of Oriental and African Studies.
- Sogge, D.** 1994. Angola: Surviving against rollback and petrodollars. In J. Macrae et A. Zwi, eds. *War and Hunger: Rethinking International Response in Complex Emergencies*. Londres, Zed Books.
- The Sphere Project.** 2004. *Humanitarian Charter and Minimum Standards in Disaster Response*. Oxford, Royaume-Uni, Oxfam Publishing.
- Srinivasan, P.V.** 2003. *Food Security and Agriculture*. Document préparé pour la Conférence internationale sur les rôles de l'agriculture. 20–22 octobre 2003. Rome, FAO.
- Stephens, E. & Barrett, C.B.** 2008. *Incomplete Credit Markets and Commodity Marketing Behavior*. Document de travail SAGA. Ithaca, NY, Strategies and Analysis for Growth and Access.
- Stiglitz, J.E.** 1989. Sharecropping. In J. Eatwell, M. Milgate et P. Newman, eds. *The New Palgrave: Economic Development*. New York, W.W. Norton & Company.
- Stites, E., Young, H., Titus, S. & Walker, P.** 2005. *Non Food Responses to Food Insecurity in Emergencies*. Projet SENAC, Rome, Unité de l'évaluation des besoins d'urgence du PAM.
- Swift, J. & Hamilton, K.** 2001. Household food and livelihood security. In S. Devereux et S. Maxwell, eds. *Food Security in Sub-Saharan Africa*. Londres, ITDG Publishing.
- Swinnen, J.F.M. & Maertens, M.** 2007. Globalization, privatization, and vertical coordination in food value chains in developing and transition countries. *Agricultural Economics*, 37(2): 89–102.
- Swinnen, J.F.M. Maertens, M., Verpoorten, M. & Vandeplas, A.** 2007. *Access to Markets: Constraints, Developments and Implications for Food Security*. Document de référence pour la WHS. Rome, PAM.

- Takane, T.** 2004. Smallholders and nontraditional exports under economic liberalization: The case of pineapples in Ghana. *African Monographs Study*, 25(1): 29–43.
- Time.** 1974. The world food crisis. *Time*, 11 novembre. Publié sur le site www.time.com/time/magazine/article/0,9171,911503-4,00.html.
- Timmer, C.P.** 1986. *Getting Prices Right: The Scope and Limits of Agricultural Policy*. Ithaca, NY, Cornell University Press.
- _____. 1989. Food price policy: The rationale for government intervention. *Food Policy*, 14(1): 17–27.
- _____. 2000. The macro dimensions of food security: Economic growth, equitable distribution, and food price stability. *Food Policy*, 25: 283–295.
- _____. 2002. *Food Security and Rice Price Policy in Indonesia: Reviewing the Debate*. Document de travail n° 12, juin 2002. Jakarta, Indonesian Food Policy Program.
- _____. 2008. Rural changes stimulate rising giants. *Science*, 321(5889). Publié sur le site: www.sciencemag.org/cgi/content/summary/321/5889/642.
- Timmer, C.P., Falcon, W.D. & Pearson, S.R.** 1983. *Food Policy Analysis*. Baltimore, MA, Banque mondiale/Johns Hopkins University Press.
- Torlesse H., Kiess L. & Bloem, M.W.** 2003. Association of household rice expenditure with child nutritional status indicates a role for macroeconomic food policy in combating malnutrition. *Journal of Nutrition*, 133: 1320–1325.
- Trill, B.W.** 2006. The rapid rise of supermarkets? *Development Policy Review*, 24(2): 163–174.
- Underwood, B.** 2000. Overcoming micronutrient deficiencies in developing countries: Is there a role for agriculture? *Food and Nutrition Bulletin*, 21(4): 356–360.
- UNICEF.** 1990. *Strategy for Improved Nutrition of Children and Women in Developing Countries*. UNICEF Policy Review. New York.
- _____. 2003. *Des millions d'enfants risquent encore l'arriération mentale en raison d'une carence en iode*. Communiqué de presse.
- _____. 2007. *Progrès pour les enfants: Un monde digne des enfants, bilan statistique*, no. 6. New York.
- _____. 2008. *La situation des enfants dans le monde 2008, La survie de l'enfant*. New York.
- Unnevehr, L.J.** 2000. Food safety issues and fresh food product exports from LDCs. *Agricultural Economics*, 23(3): 231–240.
- USAID.** 2005. *Malawi – Food Insecurity November 14*. Washington.
- _____. 2006a. *Notes from the Field: Weather Insurance Mitigates Risk*. Washington.
- _____. 2006b. *Southern Africa – Food Insecurity. Situation report No. 1, November 14*. Washington.
- USDA.** 2008a. *Global Food Security Assessment (GFA)*. Publié sur le site: www.ers.usda.gov/Briefing/GlobalFoodSecurity/.
- _____. 2008b. *USDA Agricultural Projections to 2017*. Interagency Agricultural Projections Committee. Washington.
- Victora, C.G., Adair, L., Fall, C., Hallal, P.C., Martorell, R., Richter, L. & Singh Sachdev, H.** 2008. Maternal and child undernutrition: Consequences for adult health and human capital. *The Lancet*, 371: 340–357.
- Vincent, K., Tanner, T.M. & Devereux, S.** 2008. *Climate Change, Food Security and Disaster Risk Management*. Contribution à la réunion d'experts sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes, FAO, Rome, et Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni.
- Vollrath, D.** 2007. Land distribution and international agricultural productivity. *American Journal of Agricultural Economics*, 89(1): 202–216.
- Vranken, L. & Swinnen, J.** 2006. Land rental markets in transition: Theory and evidence from Hungary. *World Development*, 34(3): 481–500.
- Watkins, K., von Braun, J., Díaz-Bonilla, E. & Gulati, A.** 2003. *Trade Policies and Food Security*. Washington, IFPRI.
- Weatherspoon, D.D. & Reardon, T.** 2003. The rise of supermarkets in Africa: Implications for agrifood systems and the rural poor. *Development Policy Review*, 21(3): 333–356.
- Webb, P.** 1998. Isolating hunger: Reaching people in need beyond the mainstream. *Dans PAM. L'heure du changement: aide alimentaire et développement*. Rome, PAM.
- Webb P., Coates, J., Frongillo, E.A., Lorge Rogers, B., Swindaale, A. & Bilinsky, P.** 2006. Measuring household food insecurity: Why it's so important and yet so difficult to do. *Journal of Nutrition*, 136(5): 1404S–1408S.
- Webb, P. & Thorne-Lyman, A.** 2006. *Entitlement Failure from Food Quality Perspective*. Document de recherche n° 20076/140. Helsinki, UNU World Institute for Development Economics Research.
- Welch, R.M. & Graham, R.D.** 2000. A new paradigm for world agriculture: Productive, sustainable, nutritious,

healthful food systems. *Food and Nutrition Bulletin*, 21(4): 361–366.

Whiteside, M., Chuzo, P., Maro, M., Saiti, D. & Schouten, M.J. 2003. *Enhancing the Role of Informal Maize Imports in Malawi Food Security*. Rapport de consultation à l'intention du DFID. Londres, DFID.

Williamson, J. 2003a. *From Reform Agenda to Damaged Brand Name: A Short History of the Washington Consensus and Suggestions for What to Do Next*. Washington, Finances et développement du FMI.
____ 2003b. The Washington consensus and beyond. *Economic and Political Weekly*, 38(15): 1475–1481.

Young, J.E. 2008. *Speculation and World Food Markets*. Washington, IFPRI.

Zeller, M., Schrieder, J., von Braun, J. & Heidhues, F. 1997. *Rural Finance for Food Security for the Poor: Implications for Research and Policy*. Washington. Publié sur le site: www.ifpri.org/PUBS/FPR/SYNOPSES/FPRSYN4.htm.

Zlotkin, S.H. 2007. *Sprinkles: An Innovative, Cost-Effective Approach to Provide Micronutrients to Children*. Document technique préparé pour la WHS. Rome, PAM.

Zlotkin, S.H., Schauer, C., Christofides, A., Sharieff, W. & Tondeur, M.C. 2005. Micronutrient sprinkles to control childhood anemia. *PLoS Medicine*, 2(1). Publié sur le site:
<http://medicine.plosjournals.org/perlserv/?request=get-document&doi=10.1371/journal.pmed.0020001&ct=1>.

Zlotkin, S.H. & Tondeur, M. 2006. Successful approaches: Sprinkles. In K. Kraemer and M.B. Zimmermann, éd. *Nutritional Anemia*. Bâle, Sight and Life Press.

Zulu, B., Jayne, T.S. & Beaver, M. 2007. *Smallholder Household Maize Production and Marketing Behaviour in Zambia and its Implications for Policy*. Document n° ZM-FSRP-WP-22 de la collection International Development Collaborative Working Papers. Ann Arbor, MI, Département d'économie agricole, Université de l'État du Michigan.

Frontières nationales

Toutes les frontières indiquées sur les cartes figurant dans la présente publication sont basées sur l'initiative GAUL (Global Administrative Unit Layer) de la FAO. <http://www.fao.org/geonetwork/srv/en/metadata.show?id=12691>

Projection des cartes

Les cartes du monde A et B figurant dans la présente publication sont en Projection plane polaire quartique, donnée WGS84.

Les cartes de la présente publication peuvent être téléchargées à partir du site VAM-SIE à l'adresse suivante: <http://vam.wfp.org/vamsie>.

Élaboration des cartes

Carte A – Enfants souffrant d'insuffisance pondérale

Données tirées du tableau 1 du recueil de références (insuffisance pondérale pour 2003–2005).

Cartes des figures 1.2a et 1.2b – Insuffisance pondérale et coûts de transport en Afrique subsaharienne

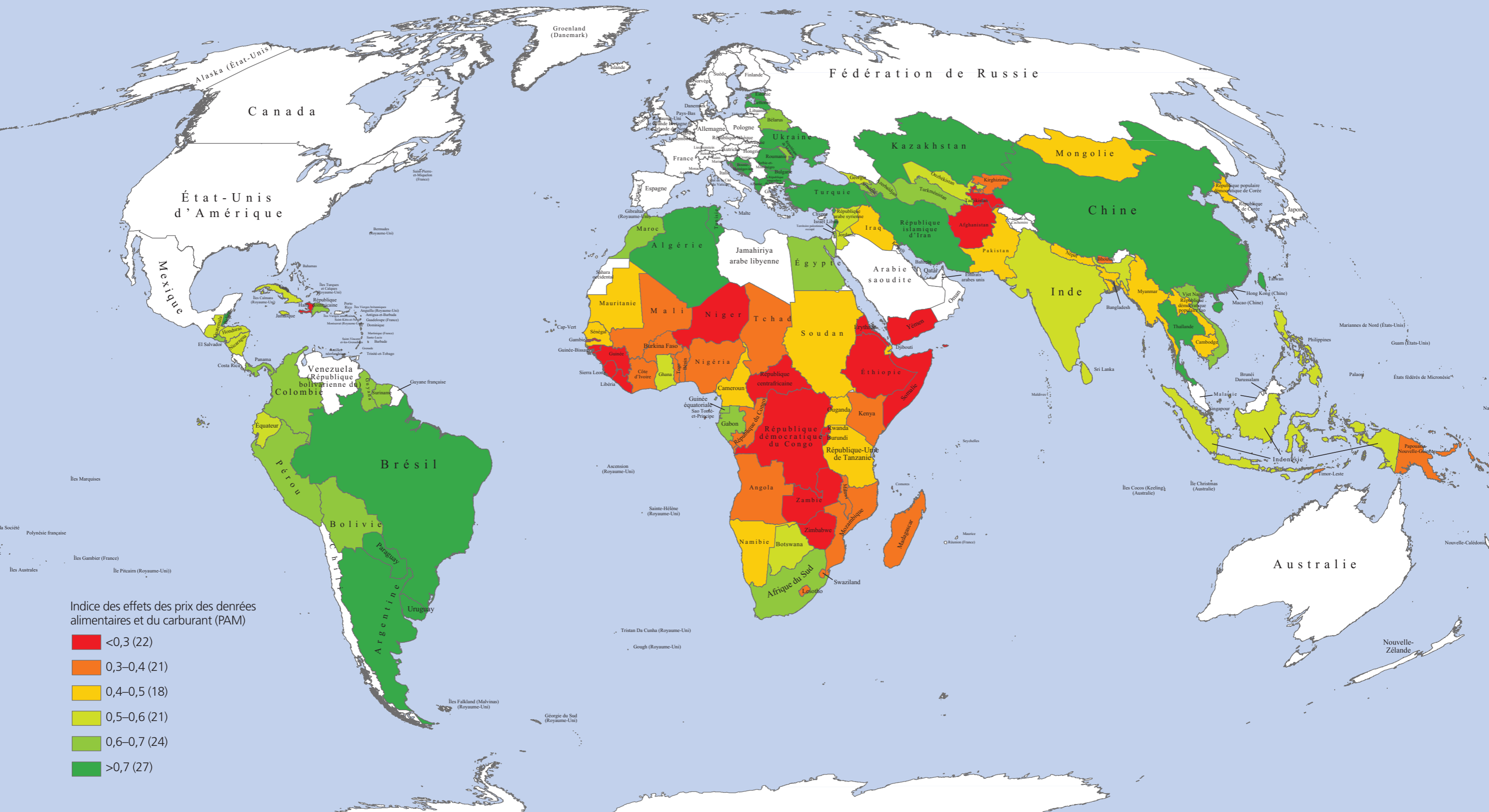
Les figures indiquent la relation entre les coûts de transport moyens par district et la prévalence de

l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans. Les cartes sont élaborées de la manière suivante. Les enquêtes démographiques et sanitaires (voir www.measuredhs.com pour plus de détails) enregistrent entre autres le poids des enfants et indiquent le pourcentage d'enfants de l'échantillon qui sont en insuffisance pondérale. En général, ces données sont disponibles au niveau des provinces et des districts et différencient les zones urbaines et les zones rurales. Les données sur les coûts de transport concernant les routes primaires, secondaires et tertiaires sont basées sur des informations provenant des bureaux de pays du PAM. Les cartes sont basées sur les coûts de transport moyens par district plutôt que sur les coûts par type de route. Pour mettre en lumière le lien entre un mauvais état nutritionnel et l'éloignement des régions tel qu'il est reflété dans des coûts de transports élevés, les zones dans lesquelles les coûts de transport moyens sont inférieurs à 1,5 dollar par tonne et par kilomètre sont désignées "zones à faible coût", et les autres, "zones à coût élevé". Pour chacune de ces deux catégories, les données sur les enfants en insuffisance pondérale sont projetées pour arriver aux deux cartes figurant dans la figure 1.2. Les cartes ont été préparées par le Centre for World Food Studies of Free University d'Amsterdam.

Carte B – Risque concernant les prix des denrées alimentaires et du carburant

Voir l'encadré sur l'indice de risque pour les prix des denrées alimentaires et du carburant à la page 114, et Husain et Subran, 2008.

Carte B – Vulnérabilité aux augmentations des prix des denrées alimentaires et du carburant



Indice des effets des prix des denrées alimentaires et du carburant (PAM)

- <0,3 (22)
- 0,3–0,4 (21)
- 0,4–0,5 (18)
- 0,5–0,6 (21)
- 0,6–0,7 (24)
- >0,7 (27)

Ni les frontières et noms indiqués sur cette carte, ni les désignations y figurant n'impliquent une reconnaissance ou acceptation officielle de la part des Nations Unies.

“Livrés à eux-mêmes, les marchés peuvent produire des résultats désastreux. Les prix des denrées alimentaires peuvent s’envoler à cause de pressions liées à la spéculation. La distribution des revenus s’élargit rapidement car les capitaux et les compétences, qui se font rares, sont rémunérés tandis que la main-d’œuvre, qui est abondante, est sous-employée. La pauvreté et la faim sont une conséquence fréquente, même lorsque les récoltes sont abondantes et qu’il y a des excédents. Les marchés ne se préoccupent pas à ces résultats et semblent même en fait les encourager.

Les gouvernements peuvent sûrement faire mieux. Néanmoins, les résultats qu’ils ont obtenus ne sont guère plus satisfaisants. À travers l’histoire, on recense des exemples des atteintes portées par les gouvernements à leurs propres peuples. Les formes socialistes d’organisation de l’économie d’un pays, toutes bien intentionnées qu’elles soient, sont tout simplement inefficaces. Par conséquent, on assiste à la recherche pragmatique d’une voie médiane, dans laquelle la supervision attentive des marchés par des gouvernements avertis conduit à une économie de marché capable d’engendrer une croissance économique favorable aux pauvres. Elle a pour objectif de permettre aux pauvres d’accéder à des emplois productifs et à des prix alimentaires stables et abordables.

Cette vision d’une voie médiane est à la base de l’édition 2009 de la *Collection: La faim dans le monde* du PAM sur la faim et le rôle des marchés. Les spécialistes trouveront peut-être à redire à des aspects secondaires de certaines recommandations ou de certains jugements, mais sa démonstration du rôle que peuvent jouer les marchés en faveur des pauvres est puissante et persuasive. Les gouvernements doivent investir adéquatement dans les infrastructures rurales, des politiques alimentaires efficaces et des interventions nutritionnelles. Lorsqu’ils le font, il est possible d’éviter les deux extrêmes, qui sont manifestement une catastrophe pour les pauvres.”

C. Peter Timmer

Chargé de recherche au Centre pour le développement mondial, Washington

Le Programme alimentaire mondial

Fondé en 1963, le Programme alimentaire mondial (PAM) est la plus grande organisation humanitaire du monde et l’institution des Nations Unies qui se trouve en première ligne dans le combat contre la faim dans le monde. Le PAM utilise son aide alimentaire pour faire face à des besoins d’urgence et pour appuyer le développement économique et social.

Opérationnel dans 78 pays, le PAM est exclusivement tributaire de dons en nature et en espèces. En étroite collaboration avec les autres membres de la famille des Nations Unies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales, le PAM s’emploie à maintenir la lutte contre la faim au centre des préoccupations internationales, en encourageant l’adoption de politiques, de stratégies et d’initiatives expressément conçues en faveur des pauvres qui souffrent de la faim.



earthscan

ISBN 978-1-84407-849-3



9 781844 078493